



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

12 JUIN 2019

TOME I



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) collègue,

Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil municipal, le Mercredi 12 Juin 2019 à 18 heures, dans la Salle du Conseil.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Les pièces annexes aux délibérations sont disponibles pour consultation 48 heures avant la séance dans les bureaux du service de l'Assemblée (8W82).

Veuillez agréer, cher(e) collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

PJ :

- Ordre du jour de la séance du 12 juin 2019
- Synthèses des affaires du 12 juin 2019
- Synthèses des décisions du 12 juin 2019
- Procès-Verbaux des séances du 27 mars et du 15 mai 2019
- Procuration
- Pièces annexes à la convocation le cas échéant



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019
18h00 - Salle du Conseil

Adoption de l'ordre du jour

Adoption des Procès-verbaux des Conseils municipaux précédents

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1. Compte Administratif et Compte de Gestion 2018 – Approbation
2. Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA)- Année 2018
3. Intégration de la Ville de Montpellier dans la démarche de labellisation Cit'ergie - Approbation - Demandes de subventions

URBANISME ET AMÉNAGEMENT DURABLE

4. Extension tramway ligne 1- Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier-Avis du Conseil Municipal
5. ZAC Pierres Vives
Création du groupe scolaire Pierres Vives
Approbation des dossiers d'enquêtes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire
6. Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative au projet du Contournement Ouest de Montpellier - Phase de Consultation Inter-Services – Avis
7. Zone d'aménagement concerté de la Pompignane
Quartier de la Pompignane
Bilan de la concertation
Participation du public par voie électronique
8. Opération d'aménagement Pinville Nord
Quartier de la Pompignane
Bilan de la concertation
Approbation du dossier de création
Lancement de l'enquête publique
Nouvelle dénomination de l'opération

9. Zone d'Aménagement Concerté François Delmas
Bilan de la Concertation
Participation du public par voie électronique
10. QUARTIER HOPITAUX FACULTES - OPERATION CAMPUS - Instauration d'un périmètre d'étude (art. L.424-1 du code de l'urbanisme)
11. Quartier Hôpitaux-Facultés- Pôle d'échanges urbains du Pic Saint Loup - Instauration d'un périmètre d'étude
12. PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE
Préemption du fonds de commerce 1 rue Mareschal
Rétrocession à Madame Pascale GOUTAGNEUX
Ouverture d'une boutique de loisirs créatifs
13. Domaine de Grammont
Convention de sous-location de bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole
Parcelle cadastrée RL1
14. Convention entre la Ville et ACM Habitat pour le passage des piétons sur l'emprise foncière du parking du gymnase Alain Achille
Avenue Chancel
15. Quartier Les Cévennes - Secteur Les Grèzes
Rachat des parcelles PM n°22, PV n°4, n°14, n°37, n°38, n°39, n°40, PT n°11, PW n°30
à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie
16. ZAC Port Marianne - République
Cession à la SA3M de huit parcelles de terrains
Avenue Raymond Dugrand
17. Foncier
Secteur de Grammont - La Condamine
Acquisition d'un terrain aux consorts CALVO
Parcelle cadastrée RI 13 partie
18. Foncier
Cession et acquisition entre la Ville et la SERM de lots de copropriété de la résidence Guillaume Apollinaire - Petit Bard
Prorogation des délais

SÉCURITÉ PUBLIQUE

19. Appel à projet national - MILDECA 2019
Candidature Ville de Montpellier
20. Convention relative à l'éducation canine dans les parcs de la Ville de Montpellier
21. Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et les associations L'Ecole du Chat, les Pattounes du Coeur et Félines pour l'Autre 34

22. Intervention d'agents de la Police Municipale dans le cadre des escortes des équipes des joueurs du MHSC et des visiteurs
Autorisation à signer la convention d'indemnisation
23. Convention relative à l'indemnisation des escortes par la Police Municipale entre la Ville de Montpellier et la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore
24. Convention pluriannuelle pour la Prévention spécialisée sur le territoire montpelliérain 2019-2021

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET MAISONS POUR TOUS

25. Convention de mise à disposition d'un mobilier urbain dénommé "Arbre à livres"
26. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous
27. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2019

RÉUSSITE ÉDUCATIVE

28. Expérimentation du dispositif "petits déjeuners" sur la commune de Montpellier, autorisation de signer la convention
29. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)
30. Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle 2019/2022
Convention Ville/3M
31. Projet Educatif de Territoire- Avenant « Plan mercredi »
32. Aménagement des classes de CP et CE1 situées en zones prioritaires (REP-REP+)-
Approbation- Demandes de subventions
33. Participation au financement du Projet CONNEXIONS
Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire
34. Ecole Georges Simenon
Travaux de restructuration partielle de l'étage
Rénovation de 4 classes-1ère tranche
Demande de subvention
35. Nouveau règlement de fonctionnement des temps périscolaires - Rentrée 2019-2020
36. Nouveau règlement de fonctionnement des temps extrascolaires municipaux - Rentrée 2019-2020
37. Convention de financement des Accueils de Loisirs Associatifs - Autorisation de signature
38. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2019

JEUNESSE ET SPORTS

- 39. Bourse Initiatives Jeunes 2019
Participation de la Ville
- 40. Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projet "ETE A LA MOSSON" - Exercice 2019
- 41. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

RELATIONS AUX PUBLICS ET AFFAIRES MILITAIRES

- 42. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice 2019

CADRE DE VIE

- 43. Avenant n°2 à la convention de groupement de commandes Ville - Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché de travaux et de maintenance de la voirie n°7D0037
- 44. Dénominations de voies et d'espaces publics

AFFAIRES SOCIALES

- 45. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019
- 46. Création d'une convention globale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Solidarité DOM TOM
- 47. Adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés et inscription au Réseau Mondial des villes et communautés amies des aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé
- 48. Modification de l'affectation de trois appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle

ENFANCE

- 49. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2019

ECOLOGIE URBAINE

- 50. Contrat d'exposition entre l'association CARIBAEA INITIATIVE et la Ville de Montpellier
Exposition "Solo en Cuba"
- 51. Restauration du mur et des piliers d'entrée du Domaine de Méric
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
- 52. Réalisation d'une clôture autour de l'aire de jeux du Parc de la Guirlande
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux
- 53. Rehaussement du mur de clôture du Parc de la Guirlande
Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

54. Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie - Procédure de recrutement du Directeur

AFFAIRES ÉCONOMIQUES, COMMERCE ET ARTISANAT

55. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ArtFx, ENSAM, ACFA-Multimédia, E-artsup, MO.CO. ESBA, Objectif 3D et Studio M
56. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc relative à l'organisation des Estivales de Montpellier 2019
57. MONTPELLIER GRAND COEUR
Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités
Attribution de subventions
58. MONTPELLIER GRAND COEUR
Prolongation d'un an de l'aide communale au taux de 50 %
pour la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville
de Montpellier

CULTURE

59. Festival Accordéon Pluriel
Convention de partenariat avec l'association Montpellier Accordéon
60. Montpellier Contemporain (MoCo)
Convention de financement - exercice 2019
61. Convention d'objectifs 2019-2022 entre l'Etat-Ministère de la Culture, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Montpellier et Saint Guilhem le Désert, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et l'association Centre International de Musiques Médiévales - Du ciel aux marges (CIMM)
62. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Arc en Ciel des Faubourgs pour l'organisation de l'édition 2019 du Festival des Fanfares
63. Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud
64. Convention de collaboration entre la Ville de Montpellier et le Bonnefantenmuseum de Maastricht autour de l'exposition Andy Summers. Une certaine étrangeté. Photographies, 1979-2019
65. Culture et Patrimoine
Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association
Exercice 2019
66. Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives

PRÉVENTION SANTÉ ET DROITS DES FEMMES

- 67. Signature de la convention de partenariat sur la mise en œuvre d'un plan global de santé orale sur le territoire de Montpellier entre la Ville, la CCAS, l'Université et le CHU de Montpellier, en lien avec la demande d'inscription de la ville dans l'initiative « Be He@lthy Be Mobile », menée par l'OMS
- 68. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Ligue contre l'Obésité
- 69. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROIT DES FEMMES - Exercice 2019

RELATIONS INTERNATIONALES

- 70. Renouvellement 2019-2022 et extension des programmes de mobilité étudiante : autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers
- 71. Participation de trois artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des villes jumelles à Chengdu du 24 juillet au 30 juillet 2019
- 72. Participation de la Ville de Montpellier à la Fête de la Musique organisée à Bethléem, ville jumelle de Montpellier
- 73. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du Conseil Municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville
- 74. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

FINANCES, ADMINISTRATION GÉNÉRALE, AFFAIRES JURIDIQUES, PATRIMOINE









- 75. Délibération portant octroi de la protection fonctionnelle à des élus de la Ville de Montpellier
- 76. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1
- 77. Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Montpellier Events - Rapport d'observations définitives
- 78. Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux – Approbation
- 79. Rapports Annuels des Délégués de Service Publics de l'exercice 2018 – Approbation
- 80. Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature
- 81. Avenant n°3 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication
- 82. Mise à disposition de locaux associatifs
Approbation des loyers et redevances minorés

Autorisation de signer les conventions

- 83. Signature du contrat de location ACM / Ville concernant le local situé 106 square Saturne - Autorisation
- 84. Bâtiment sis 2743 Route de Mende
Autorisation de dépôt de permis de démolir
- 85. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau
- 86. Conventions d'occupation du domaine public pour l'implantation de relais de téléphonie mobile
Avenants de transfert
- 87. Représentations du Conseil municipal - Désignations





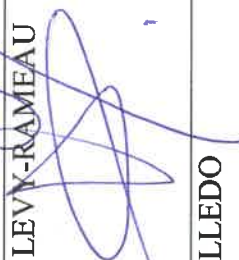






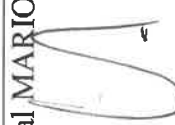
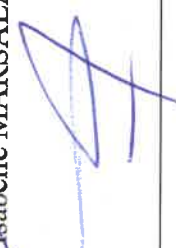
RESSOURCES HUMAINES

- 88. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole
- 89. Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier
- 90. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier
- 91. Tableau des Emplois et des Effectifs – Approbation
- 92. Mise à disposition d'un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault auprès de la Ville de Montpellier

<i>Nom et signature</i>	<i>Procurator</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procurator</i>
Fabien ABERT 	Procurator of Daniel BOULET	Lorraine ACQUIER 	
Luc ALBERNHE 	Procurator of P. MIRALLES	Rémi ASSIÉ 	
Sophia AYACHE A	Procurator of Patrick RIVAS 	Guy BARRAL 	
Valérie BARTHAS-ORSAL 		Robert BEAUFILS A	
Maud BODKIN 		Françoise BONNET A	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Sabria BOUALLAGA 		Daniel BOULET	Procuration à Fabien ABERT 
Djamel BOUMAAZ 		Anne BRISSAUD 	
Nancy CANAUD	Procuration à Alex LARUE 	Gérard CASTRE 	
Mylène CHARDES 		Robert COTTE 	
Christophe COUR 	Procuration de Patrick VIGANIE 	Jean-Luc COUSQUER 	
Perla DANAN 		Titina DASYLVA 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Michaël DELAFOSSE 		Véronique DEMON 	Procuration à Véronique PEREZ 
Jean-Marc DI RUGGIERO 		Jacques DOMERGUE	
Michèle DRAY-FITOUSSI 	Procuration à Sauveur TORTORICI 	Christian DUMONT	
Abdi EL KANDOUSSA 	Procuration de Nicole LIZA 	Julie FRÊCHE 	
Vincent HALUSKA 		Clare HART 	
Stéphanie JANNIN 		Sonia KERANGUEVEN 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Pascal KRZYZANSKI 	Procuration de Séverine SCUDIER	Gérard LANNELONGUE 	
Alex LARUE 	Procuration de Nancy CANAUD	Max LEVITA 	Procuration de M SANTARELLI
Chantal LEVY-RAMEAU 		Nicole LIZA <i>N. Liza à partir de l'après 19</i> 	Procuration à A. EL KANDOUSSI 
Audrey LLEDO 		Henri MAILLET 	
Mustapha MAJDOUL 		Jérémie MALEK 	
Chantal MARION 		Isabelle MARSALA 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procurator</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procurator</i>
Hervé MARTIN 		Dominique MARTIN-PRIVAT 	
Patricia MIRALLES	Procurator à Luc ALBERNHE 	Jean-Pierre MOURE 	
Caroline NAVARRE 		Véronique PEREZ 	Procurator de Véronique DEMON
Patrick RIVAS 	Procurator Sophia AYACHE	Brigitte ROUSSEL-GALIANA 	Procurator de St-Jouan
Cédric de SAINT-JOUAN	 Procurator à Max LEVITA	Samira SALOMON 	
Marie-Hélène SANTARELLI		Philippe SAUREL 	

<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>	<i>Nom et signature</i>	<i>Procuration</i>
Séverine SCUDIER 	Procuration à P. KRZYZANSKI 	Sauveur TORTORICI 	Procuration M. DRAY-FITOUSSI 
Bernard TRAVIER 		Henri de VERBIZIER 	
Patrick VIGNAL 	Procurator à M. G. Com 	Annie YAGUE 	
Rabii YOUSSEUS 			



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019
18h00 - Salle du Conseil

Convoqué le jeudi 6 juin 2019, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en Salle du Conseil, le mercredi 12 juin 2019 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents excusés :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Adoption de l'ordre du jour

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Adoption du procès-verbal de la séance du 27 mars 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Adoption du procès-verbal de la séance du 15 mai 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Anne BRISSAUD entre en séance.

1. Compte Administratif et Compte de Gestion 2018 - Approbation

Conformément aux dispositions de l'article L. 2121-17 du CGCT, Monsieur Philippe SAUREL, Maire, soumet au vote du Conseil la présidence de séance pour la présentation, la mise en débat et le vote du Compte administratif et du Compte de Gestion 2018.

À l'issue d'un vote à main levée, la présidence de séance est confiée à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint, à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Anne BRISSAUD)

Monsieur Philippe SAUREL sort de séance.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour la section de fonctionnement en dépenses :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix (Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRECHE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric DE SAINT JOUAN)

Abstentions : 2 voix (Christophe COUR, Patrick VIGNAL)

Pour la section de fonctionnement en recettes :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix (Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRECHE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric DE SAINT JOUAN)

Abstentions : 2 voix (Christophe COUR, Patrick VIGNAL)

Pour la section d'investissement en dépenses :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix (Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRECHE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric DE SAINT JOUAN)

Abstentions : 2 voix (Christophe COUR, Patrick VIGNAL)

Pour la section d'investissement en recettes :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix (Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Michaël DELAFOSSE, Julie FRECHE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric DE SAINT JOUAN)

Abstentions : 2 voix (Christophe COUR, Patrick VIGNAL)

Monsieur Philippe SAUREL entre en séance.

Madame Séverine SCUDIER entre en séance et récupère sa procuration donnée à Monsieur Pascal KRZYZANSKI.

Madame Clare HART donne procuration à Monsieur Michaël DELAFOSSE et sort définitivement de séance.

2. Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA)- Année 2018

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Henri de VERBIZIER sort de séance.

3. Intégration de la Ville de Montpellier dans la démarche de labellisation Cit'ergie - Approbation - Demandes de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Henri de VERBIZIER et Monsieur Djamel BOUMAAZ entrent en séance.

4. Extension tramway ligne 1- Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier-Avis du Conseil Municipal

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

5. ZAC Pierres Vives - Création du groupe scolaire Pierres Vives - Approbation des dossiers d'enquêtes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

6. Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative au projet du Contournement Ouest de Montpellier - Phase de Consultation Inter-Services – Avis

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

7. Zone d'aménagement concerté de la Pompignane - Quartier de la Pompignane - Bilan de la concertation - Participation du public par voie électronique

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL).

Madame Nicole LIZA entre en séance et récupère la procuration donnée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI.

Mesdames Samira SALOMON, Titina DASYLVA, Annie YAGUE et Monsieur Jean-Luc COUSQUER sortent de séance.

Madame Véronique PEREZ sort de séance, le pouvoir de Véronique DEMON à Véronique PEREZ est temporairement annulé.

8. Opération d'aménagement Pinville Nord - Quartier de la Pompignane - Bilan de la concertation
Approbation du dossier de création - Lancement de l'enquête publique - Nouvelle dénomination de l'opération

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL).

Monsieur Christophe COUR sort de séance, le pouvoir de Monsieur Patrick VIGNAL à Christophe COUR est temporairement annulé.

Mesdames Samira SALOMON, Titina DASYLVA, Annie YAGUE, Véronique PEREZ (avec la procuration de Véronique DEMON) et Monsieur Jean-Luc COUSQUER entrent en séance.

9. Zone d'Aménagement Concerté François Delmas - Bilan de la Concertation - Participation du public par voie électronique

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 8 voix (Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

10. QUARTIER HOPITAUX FACULTES - OPERATION CAMPUS - Instauration d'un périmètre d'étude (art. L.424-1 du code de l'urbanisme)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

11. Quartier Hôpitaux-Facultés- Pôle d'échanges urbains du Pic Saint Loup - Instauration d'un périmètre d'étude

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

12. PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE
Préemption du fonds de commerce 1 rue Mareschal - Rétrocession à Madame Pascale GOUTAGNEUX - Ouverture d'une boutique de loisirs créatifs

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL.)

13. Domaine de Grammont - Convention de sous-location de bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Parcelle cadastrée RL1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur Christophe COUR (avec la procuration de Monsieur Patrick VIGNAL) entre en séance.

14. Convention entre la Ville et ACM Habitat pour le passage des piétons sur l'emprise foncière du parking du gymnase Alain Achille - Avenue Chancel

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

15. Quartier Les Cévennes - Secteur Les Grèzes - Rachat des parcelles PM n°22, PV n°4, n°14, n°37, n°38, n°39, n°40, PT n°11, PW n°30 à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Chantal MARION.)

16. ZAC Port Marianne - République - Cession à la SA3M de huit parcelles de terrains
Avenue Raymond Dugrand

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Philippe SAUREL.)

17. Foncier - Secteur de Grammont - La Condamine - Acquisition d'un terrain aux consorts CALVO
Parcelle cadastrée RI 13 partie

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Chantal MARION.)

18. Foncier - Cession et acquisition entre la Ville et la SERM de lots de copropriété de la résidence Guillaume Apollinaire - Petit Bard - Prorogation des délais

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Stéphanie JANNIN, Marie-Hélène SANTARELLI.).

Monsieur Pascal KRZYZANSKI sort de séance.

19. Appel à projet national - MILDECA 2019 - Candidature Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur Rémi ASSIE sort de séance.

Monsieur Sauveur TORTORICI sort de séance, le pouvoir de Madame Michèle DRAY-FITOUSSI à Monsieur Sauveur TORTORICI est temporairement annulé.

Monsieur Pascal KRZYZANSKI entre en séance.

20. Convention relative à l'éducation canine dans les parcs de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

21. Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et les associations L'Ecole du Chat, les Pattounes du Coeur et Félin pour l'Autre 34

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL donne procuration à Madame Sonia KERANGUEVEN et sort définitivement de séance.

Messieurs Rémi ASSIE et Sauveur TORTORICI (avec la procuration de Madame Michèle DRAY-FITOUSSI) entrent en séance.

22. Intervention d'agents de la Police Municipale dans le cadre des escortes des équipes des joueurs du MHSC et des visiteurs - Autorisation à signer la convention d'indemnisation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

23. Convention relative à l'indemnisation des escortes par la Police Municipale entre la Ville de Montpellier et la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

24. Convention pluriannuelle pour la Prévention spécialisée sur le territoire montpelliérain 2019-2021

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Daniel BOULET.)

25. Convention de mise à disposition d'un mobilier urbain dénommé "Arbre à livres"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

26. Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Patricia MIRALLES.)

27. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

28. Expérimentation du dispositif "petits déjeuners" sur la commune de Montpellier, autorisation de signer la convention

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0

Abstention : 0

29. Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 12 voix (Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Daniel BOULET, Jean-Luc COUSQUER, Michèle DRAY-FITOUSSI, Vincent HALUSKA,

Sonia KERANGUEVEN, Nicole LIZA, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Séverine SCUDIER.)

Messieurs Gérard CASTRE et Gérard LANNELONGUE sortent de séance.

30. Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle 2019/2022 - Convention Ville/3M

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

31. Projet Educatif de Territoire- Avenant « Plan mercredi »

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

32. Aménagement des classes de CP et CE1 situées en zones prioritaires (REP-REP+)- Approbation- Demandes de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

33. Participation au financement du Projet CONNEXIONS - Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

34. Ecole Georges Simenon - Travaux de restructuration partielle de l'étage - Rénovation de 4 classes-1ère tranche - Demande de subvention

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

35. Nouveau règlement de fonctionnement des temps périscolaires - Rentrée 2019-2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

36. Nouveau règlement de fonctionnement des temps extrascolaires municipaux - Rentrée 2019- 2020

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

37 Convention de financement des Accueils de Loisirs Associatifs - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Madame Maud BODKIN sort de séance.

38. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

39. Bourse Initiatives Jeunes 2019 - Participation de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

40. Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projet "ETE A LA MOSSON" - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

41. Attribution de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

42. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Sonia KERANGUEVEN sort de séance, le pouvoir de Madame Valérie BARTHAS-ORSAL à Madame Sonia KERANGUEVEN est temporairement annulé.

43. Avenant n°2 à la convention de groupement de commandes Ville - Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché de travaux et de maintenance de la voirie n°7D0037

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0
 Abstention : 0

Madame Julie FRECHE sort de séance.
Monsieur Gérard LANNELONUE entre en séance.

44. Dénominations de voies et d'espaces publics

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix
 Contre : 0
 Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

45. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

46. Création d'une convention globale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Solidarité DOM TOM

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

Madame Julie FRECHE entre en séance.

47. Adhésion de la ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés et inscription au Réseau Mondial des villes et communautés amies des aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

Monsieur Gérard CASTRE entre en séance.

48. Modification de l'affectation de trois appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation intergénérationnelle

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

49. Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

50. Contrat d'exposition entre l'association CARIBAEA INITIATIVE et la Ville de Montpellier
Exposition "Solo en Cuba"

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Madame Stéphanie JANNIN sort de séance.

51. Restauration du mur et des piliers d'entrée du Domaine de Méric - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

52. Réalisation d'une clôture autour de l'aire de jeux du Parc de la Guirlande - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

53. Rehaussement du mur de clôture du Parc de la Guirlande - Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

54. Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie - Procédure de recrutement du Directeur

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Henri de VERBIZIER, Philippe SAUREL.)

55. Cœur de Ville en Lumières 2019 - Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ArtFx, ENSAM, ACFA-Multimédia, E-artsup, MO.CO. ESBA, Objectif 3D et Studio M

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Monsieur Mustapha MAJDOUL sort de séance.

Mesdames Sonia KERANGUEVEN (avec la procuration Madame Valérie BARTHAS-ORSAL), Maud BODKIN et Stéphanie JANNIN entrent séance.

56. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc relative à l'organisation des Estivales de Montpellier 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

57. MONTPELLIER GRAND COEUR - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

58. MONTPELLIER GRAND COEUR - Prolongation d'un an de l'aide communale au taux de 50 % pour la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

59. Festival Accordéon Pluriel - Convention de partenariat avec l'association Montpellier Accordéon

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Mustapha MAJDOUL sort de séance.

60. Montpellier Contemporain (MoCo) - convention de financement - exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 6 voix (Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Sonia KERANGUEVEN, Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Bernard TRAVIER.)

Monsieur Christophe COUR sort de séance, le pouvoir de Monsieur Patrick VIGNAL à Monsieur Christophe COUR est temporairement annulé.

61. Convention d'objectifs 2019-2022 entre l'Etat-Ministère de la Culture, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Montpellier et Saint Guilhem le Désert, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et l'association Centre International de Musiques Médiévales - Du ciel aux marges (CIMM)

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Guy BARRAL, Daniel BOULET.)

Messieurs Robert COTTE et Jérémie MALEK sortent de séance.

62. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Arc en Ciel des Faubourgs pour l'organisation de l'édition 2019 du Festival des Fanfares

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

63. Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

64. Convention de collaboration entre la Ville de Montpellier et le Bonnefantenmuseum de Maastricht autour de l'exposition Andy Summers. Une certaine étrangeté. Photographies, 1979-2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Monsieur Robert COTTE entre en séance.

65. Culture et Patrimoine - Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d'attribution à une association - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 4 voix (Chantal LEVY-RAMEAU, Isabelle MARSALA, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.)

66. Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Perla DANAN.)

Madame Julie FRECHE sort définitivement de séance.

Messieurs Hervé MARTIN et Jean-Pierre MOURE sortent de séance.

Monsieur Christophe COUR (avec la procuration de Patrick VIGNAL) entre en séance.

67. Signature de la convention de partenariat sur la mise en œuvre d'un plan global de santé orale sur le territoire de Montpellier entre la Ville, la CCAS, l'Université et le CHU de Montpellier, en lien avec la demande d'inscription de la ville dans l'initiative « Be He@lthy Be Mobile », menée par l'OMS

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 8 voix (Luc ALBERNHE, Sabria BOUALLAGA, Mylène CHARDES, Chantal LEVY-RAMEAU, Chantal MARION, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Rabii YOUSSEUS.)

Messieurs Hervé MARTIN et Jérémie MALEK entrent en séance.

68. Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Ligue contre l'Obésité

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Samira SALOMON.)

Monsieur Jean-Pierre MOURE entre en séance.

69. Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROIT DES FEMMES - Exercice 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

70. Renouvellement 2019-2022 et extension des programmes de mobilité étudiante: autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Maud BODKIN, Abdi EL KANDOUSSI.)

71. Participation de trois artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des villes jumelles à Chengdu du 24 juillet au 30 juillet 2019

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0

Abstention : 0

72. Participation de la Ville de Montpellier à la Fête de la Musique organisée à Bethléem, ville jumelle de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix
 Contre : 0
 Abstention : 0

73. Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du Conseil Municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Stéphanie JANNIN.)

74. Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 2 voix (Mylène CHARDES, Henri de VERBIZIER.)

75. Délibération portant octroi de la protection fonctionnelle à des élus de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

Ne prennent pas part au vote : 3 voix (Cédric DE SAINT JOUAN, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL.)

76. Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 1 voix (Djamel BOUMAAZ.)

77. Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Montpellier Events - Rapport d'observations définitives

Le Conseil prend acte de la transmission de ce rapport avec la convocation adressée à chacun de ses membres et de la tenue du débat.

Ne prennent pas acte du débat : 4 voix (Michèle DRAY-FITOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER.)

Monsieur Djamel BOUMAAZ sort définitivement de séance.

78. Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation

Le Conseil prend acte.

79. Rapports Annuels des Délégués de Service Publics de l'exercice 2018 - Approbation

Le Conseil prend acte.

80. Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

81. Avenant n°3 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

82. Mise à disposition de locaux associatifs - Approbation des loyers et redevances minorés
Autorisation de signer les conventions

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Patricia MIRALLES.)

83. Signature du contrat de location ACM / Ville concernant le local situé 106 square Saturne -
Autorisation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prennent pas part au vote : 7 voix (Rémi ASSIE, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL.)

84. Bâtiment sis 2743 Route de Mende - Autorisation de dépôt de permis de démolir

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

85. Autorisation de signer la convention de groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

86. Conventions d'occupation du domaine public pour l'implantation de relais de téléphonie mobile Avenants de transfert

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

87. Représentations du Conseil municipal - Désignations

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à ces désignations à main levée, comme le prévoit l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

Association Pléiades Emploi Services Hérault : ***Véronique PEREZ en remplacement de Brigitte ROUSSEL-GALIANA***

- Association de Prévention Spécialisée 34 : ***Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER***

- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance : ***Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER***

- Correspondant Défense de la Ville de Montpellier : ***Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER***

- Fédération Nationale des Métiers du Stationnement : ***Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER***

- Forum Français pour la Sécurité Urbaine : ***Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER***

- Mercadis-SOMIMON : ***Maud BODKIN en remplacement de Brigitte ROUSSEL-GALIANA***

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Ont été élus :

- Association Pléiades Emploi Services Hérault : ***Véronique PEREZ***

- Association de Prévention Spécialisée 34 : ***Titina DASYLVA***

- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance : ***Titina DASYLVA***

- Correspondant Défense de la Ville de Montpellier : ***Titina DASYLVA***

- Fédération Nationale des Métiers du Stationnement : ***Titina DASYLVA***

- Forum Français pour la Sécurité Urbaine : ***Titina DASYLVA***

- Mercadis-SOMIMON : ***Maud BODKIN***

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0

Abstentions : 9 voix (Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Cédric DE SAINT JOUAN, Michaël DELAFOSSE, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.)

88. Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

89. Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

90. Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

91. Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0

Abstention : 0

92. Mise à disposition d'un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault auprès de la Ville de Montpellier

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 voix (Abdi EL KANDOUSSI.)

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 22 heures 15.

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil municipal est affiché à l'Hôtel de Ville, sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Philippe SAUREL.

Compte Administratif et Compte de Gestion 2018 - Approbation

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Le Compte Administratif est le document qui retrace l'ensemble des dépenses et des recettes exécutées au cours de l'exercice concerné. Il présente le résultat de l'exécution du budget. Il doit être en stricte conformité avec le compte de gestion qui est établi par le Trésorier Municipal.

Les grands équilibres du Compte Administratif 2018 de la Ville de Montpellier se décomposent comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2018	réaliser
930	Services généraux	64 431 151,62	80 200,00
931	Sécurité	12 941 611,40	1 700,00
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	68 411 192,54	218 782,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	35 437 229,53	1 209 480,00
934	Santé et action sociale	42 243 341,08	277 099,00
935	Aménagement des territoires et habitat	16 897 132,30	
936	Action économique	6 686 500,86	54 000,00
937	Environnement	1 582 418,83	
938	Transports	3 229 123,74	
940	Impositions directes	39 237 756,29	

Délibération n°V2019-155

941	Opérations financières	167 452,29	
943	Dotations et participations	3 611 698,12	
944	Opérations financières	151 322,11	
945	Provisions et autres opérations mixtes	764 625,16	
946	Transferts entre les sections	22 523 761,05	
953	Virement à la section d'investissement	0,00	
TOTAL - DEPENSES		318 316 316,92	1 841 261,00
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		320 157 577,92	

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES		Réalisations de l'exercice 2018	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
002	Résultat de fonctionnement reporté	26 852 023,43	
930	Services généraux	14 652 578,66	
931	Sécurité	251 128,54	
932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	3 113 020,81	
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports, loisirs	4 895 766,39	
934	Santé et action sociale	14 031 976,36	
935	Aménagement des territoires et habitat	6 968 965,30	
936	Action économique	2 940 218,38	
937	Environnement	58 124,89	
938	Transports	539 951,58	
940	Impositions directes	197 525 920,00	
941	Opérations financières	18 617 936,44	
942	Dotations et participations	77 380 473,38	
943	Opérations financières	6 787,63	
945	Provisions et autres opérations mixtes	410 294,73	
946	Transferts entre les sections	576 390,90	
TOTAL - RECETTES		368 821 557,42	
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		368 821 557,42	

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES		Réalisations de l'exercice 2018	Restes à réaliser
Chap.	Libellés		
001	Résultat d'investissement reporté	14 378 190,01	
900	Services généraux	6 095 099,61	6 320 285,01
901	Sécurité	719 483,13	332 901,55
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	24 280 804,14	8 658 706,56
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	6 220 170,41	3 865 624,34
904	Santé et action sociale	2 860 082,73	1 098 226,66
905	Aménagement des territoires et habitat	22 381 212,29	11 747 322,56
906	Action économique	6 250 116,47	242 425,65
907	Environnement	216 802,37	90 566,76
921	Taxes non-affectées	399 116,00	
923	Dettes et autres opérations financières	31 030 704,30	
925	Opérations patrimoniales	0,00	
926	Transferts entre les sections	576 390,90	
TOTAL - DEPENSES		115 408 172,36	32 356 059,09
TOTAL DES DEPENSES (réalisations + RAR)		147 764 231,45	

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES		Réalisations de	Restes à
Chap.	Libellés	l'exercice 2018	réaliser
900	Services généraux	529 085,78	27 000 000,00
901	Sécurité	0,00	
902	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	695 130,99	
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	672 013,11	
904	Santé et action sociale	265 800,00	
905	Aménagement des territoires et habitat	8 970 104,08	
906	Action économique	0,00	
907	Environnement	70 930,20	
921	Taxes non-affectées	232 525,45	
922	Dotations et participations	23 923 230,85	
923	Dettes et autres opérations financières	33 569 565,72	
925	Opérations patrimoniales	0,00	
926	Transferts entre les sections	22 523 761,05	
951	Virement à la section de fonctionnement	0,00	
954	Produits de cessions d'immobilisation	0,00	
TOTAL - RECETTES		91 452 147,23	27 000 000,00
TOTAL DES RECETTES (réalisations + RAR)		118 452 147,23	

Le résultat brut global 2018 du budget, intégrant le résultat de l'exercice et les résultats reportés, est de + 26 549 215,37 euros. Le résultat net global de l'exercice (prenant en compte les restes à réaliser) est de + 19 351 895,28 euros.

Le résultat de l'exercice se décompose de la façon suivante :

2 018	Résultat de clôture 2017	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2018	Résultat de clôture 2018	Solde reports 2018	Résultat net
Investissement	-14 378 190,01		-9 577 835,12	-23 956 025,13	-5 356 059,09	-29 312 084,22
Fonctionnement	44 373 852,72	17 521 829,29	23 653 217,07	50 505 240,50	-1 841 261,00	48 663 979,50
TOTAL	29 995 662,71	17 521 829,29	14 075 381,95	26 549 215,37	-7 197 320,09	1 951 895,28

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le Compte de Gestion 2018 du budget principal ;
- d'approuver le Compte Administratif 2018 du budget principal ;
- de donner acte de la présentation des états annexes obligatoires ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présidence de séance est confiée à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint, à l'unanimité des voix exprimées. Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, sort de séance.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Délibération n°V2019-155

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour la section de fonctionnement en dépenses :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix

Abstentions : 2 voix

Pour la section de fonctionnement en recettes :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix

Abstentions : 2 voix

Pour la section d'investissement en dépenses :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix

Abstentions : 2 voix

Pour la section d'investissement en recettes :

Pour : 46 voix

Contre : 10 voix

Abstentions : 2 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport CA
- Bilan des organismes
- Compte de gestion
- Maquette définitive CA 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Approbation du Rapport annuel de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA)-Année 2018

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Une des dispositions de la loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » est la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. L'ordonnance n°1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, élargit la CCA à tous les usagers sous la forme d'un observatoire de l'accessibilité.

La CCA est composée de sept élus, cinq représentants d'associations liées au handicap et leurs suppléants, un représentant des personnes âgées, un représentant des acteurs économiques, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les consommateurs et les usagers de la Ville, désignés par arrêté du Maire.

Pour l'année 2018, le bilan de Commission Communale pour l'Accessibilité a mis en lumière notamment les points suivants :

1. La mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP) de la première période de 3 ans 2016/2018 :

Le comité de pilotage du 5 avril 2019 a présenté le bilan de cette première période : sur les 85 sites prévus, 43 sont réalisés et ont obtenu l'attestation, 32 ont démarré et sont encore en cours et 10 n'ont pu démarrer, ayant donné lieu à l'anticipation de 9 ERP de la seconde période.

2. Le bilan positif des activités des groupes de travail « Espaces publics » et « ERP »

L'application « Faciligo » créée sur Montpellier se développe avec succès : elle permet de connecter des voyageurs ayant besoin d'aide pour se déplacer pour leurs loisirs, rendez-vous médicaux et des voyageurs de confiance qui effectuent le même trajet et sont volontaires pour les aider le long de leur parcours.

La poursuite du projet « SMART PARKING » va permettre le lancement d'une application sur smartphone pour recenser les places de stationnement disponible (valides et PMR) avec des capteurs spécifiques, et ce, avant la fin de l'année.

L'ouverture d'une Maison des sourds dans des locaux municipaux va permettre la mutualisation des moyens et projets autour des problématiques rencontrées par la population malentendante.

La rénovation de la Grand-rue Jean Moulin arrive à son terme. Celle-ci avait trois principaux objectifs :

- assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite sur la voie ;
- rénover l'ensemble des réseaux existants en collaboration avec les concessionnaires ;
- restaurer le revêtement de sol de la rue.

3. La recherche toujours plus active de l'inclusion des personnes en situation de handicaps dans la Ville

De nombreuses actions sont impulsées et soutenues sur la Ville, avec la mise à disposition d'un chef de projet à temps plein sur cette thématique au sein du service de la Cohésion sociale.

Quelques exemples marquants sont notamment :

- La sensibilisation accrue des enfants autour d'HANDICOM, manifestation d'une semaine organisée par la Ville en partenariat avec le comité de liaison qui coordonne les 60 associations de personnes en situation de handicap,
- La diffusion d'un nouvel outil de recensement et communication des programmations culturelles HANDICULTURE, salué par les associations,
- La valorisation du Handisport.

Le présent rapport a été transmis puis discuté le 13 mai 2019 avec les membres de la CCA réunie en commission plénière. Il est aussi le fruit des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville et de la Métropole directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes en situation de handicap.

Après approbation par le Conseil municipal, le rapport 2018 sera transmis à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Départemental, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés. Il sera également mis en ligne sur le site internet de la Ville afin d'être consultable par tous les citoyens.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité,

Délibération n°V2019-156

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport 2018 CCA

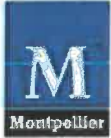
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Intégration de la Ville de Montpellier dans la démarche de labellisation Cit'ergie - Approbation - Demandes de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Cit'ergie est l'appellation française du label European Energy Award (EEA) mis en œuvre dans plusieurs pays européens (Allemagne, Autriche, Italie, France, Luxembourg, Lichtenstein, Monaco, Suisse) et déjà accordé à plus de 1500 collectivités européennes. En France, le label est porté et diffusé par l'ADEME.

Le label Cit'ergie récompense le processus de management de la qualité de la politique énergétique et climatique de la collectivité, les enjeux sont doubles :

- faire reconnaître au niveau national et européen la qualité de sa politique et de ses actions en matière de climat, d'air et d'énergie à l'échelle de son territoire et au regard de ses compétences,
- s'engager dans un processus d'amélioration continue conduit dans le cadre d'un projet partagé par l'ensemble des services, directions et élus de la collectivité.

La première étape de démarche de labellisation consiste à établir un état des lieux des politiques énergie climat transversales de la Collectivité à travers l'analyse de 60 mesures standardisées concernant 6 thématiques :

- La planification du développement territorial ;
- Le patrimoine de la collectivité ;
- L'approvisionnement en eau, énergie et assainissement ;

- La mobilité ;
- L'organisation interne ;
- La communication et la coopération.

Cette première étape permet d'identifier les acquis, les actions exemplaires et les axes de progrès au regard du potentiel en vue de consolider chacune des politiques sectorielles. A l'issue de cette première étape, un plan d'actions est établi et suivi de manière continue pendant les 4 années de la démarche, notamment par un jeu d'indicateurs qui permettent de situer la Collectivité.

La demande de labellisation peut intervenir dès qu'un niveau est atteint : Cap Citergie (30% du potentiel atteint) – Citergie (50%) – Gold (70%).

Pour obtenir le label, la collectivité candidate doit s'attacher les services d'un conseiller Cit'Ergie, choisi dans la liste des consultants labellisés par l'ADEME.

La démarche a été engagée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis novembre 2018 dans l'objectif d'obtenir le label en janvier 2020 lors des Assises Européennes de la Transition Energétiques à Bordeaux.

Compte tenu de la mutualisation des services entre la Ville et la Métropole, de la volonté politique de faire de la transition écologique et énergétique, enjeu du XXIème siècle, une priorité de la mandature et des politiques publiques mises en œuvre par les deux entités, et du portage fort par l'ADEME de ce dispositif, il est proposé que la Ville s'engage également dans cette démarche aux côtés de la Métropole et qu'un seul dossier soit déposé, commun aux 2 entités, avec le même assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO).

Le coût pour la Ville de la mission d'accompagnement par l'AMO est estimé à 8 000€ HT en 2019, puis à 800 € HT par an les 3 années suivantes, soit au total environ 11 000 € HT pour 4 ans ; l'ADEME subventionnant à hauteur de 50% ce coût.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe d'une démarche intégrée avec Montpellier Méditerranée Métropole de labellisation Cit'ergie ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses afférentes sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire, et notamment les demandes de subventions les plus larges possibles.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



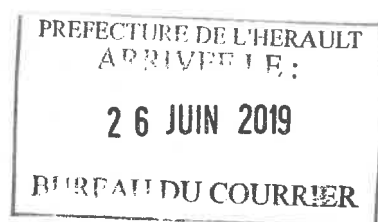
Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Extension tramway ligne 1- Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier-Avis du Conseil Municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa compétence organisation de la mobilité, Montpellier Méditerranée Métropole porte le projet d'extension de la ligne 1 de tramway depuis le terminus actuel situé à Odysseum jusqu'à la nouvelle gare Montpellier Sud de France.

Le projet d'extension de la ligne 1 du tramway sur Montpellier doit permettre de répondre à plusieurs objectifs, décrits ci-après :

- Poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole a fixé un objectif prioritaire : diminuer la dépendance automobile. Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) a fixé un objectif volontariste d'augmenter de 25% la fréquentation des transports publics en réduisant de 10% la part modale de l'automobile à l'horizon 2020.

Pour ce faire, la priorité est notamment de définir un maillage constitué d'une ou plusieurs lignes structurantes et de définir les zones préférentielles de développement urbain en fonction de leur desserte par le réseau de tramway.

L'extension de la ligne 1 de tramway s'inscrit à terme dans cet objectif de maillage du réseau, améliorant la

coordination des différents modes au niveau des nœuds du réseau.

Elle engage une maîtrise importante des trafics automobiles en assurant une desserte directe et cadencée de la nouvelle gare TGV Montpellier Sud de France, en relation avec la gare Saint-Roch.

- S'intégrer dans une stratégie urbaine globale :

Le territoire montpelliérain doit faire face au défi d'une attractivité et d'une croissance démographique exceptionnelle depuis plusieurs années. Cette pression démographique restera importante et les besoins qui en découlent en matière de services collectifs, d'accompagnement social et d'aménagement du territoire, sont donc particulièrement forts. En termes de développement, le projet du territoire de la Métropole prévoit d'organiser le développement urbain en cohérence avec les moyens de transports publics.

L'armature de réseau de transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole a en effet été conçue comme la colonne vertébrale du développement du territoire pour les dix années à venir.

L'extension de la ligne 1 de tramway relie la nouvelle gare de Montpellier Sud de France, ainsi que le nouveau quartier «Cambacérès » aux secteurs très dynamiques en termes d'emplois, de recherche, d'enseignement et de commerces actuellement desservis par la ligne 1 entre Odysseum, l'hyper-centre de Montpellier et le secteur Hôpitaux-Facultés. Avec le réseau maillé prévu à 5 lignes de tramway, 60% de la population et 64% des emplois de la Métropole desservis par le tramway bénéficieront d'un accès direct à la future gare de Montpellier Sud de France.

L'extension de la ligne 1 constitue ainsi un des projets structurants de la nouvelle gare de Montpellier Sud de France et du nouveau quartier, avec comme objectif d'offrir des conditions exceptionnelles d'accessibilité et de desserte en transports collectifs. Elle s'accompagne de la réalisation d'une liaison urbaine entre Odysseum et la nouvelle gare de Montpellier Sud de France comprenant l'aménagement d'itinéraires piétonniers et cyclables.

En outre, nombre de voyageurs seront amenés à emprunter les deux gares, notamment dans leurs transferts entre trains régionaux et trains à grande vitesse. Il convient donc de leur assurer les meilleures conditions pour effectuer ce trajet. L'objectif est de concevoir un service de transport suffisamment rapide, régulier, ponctuel, confortable et sécurisé pour diminuer au maximum les effets de rupture de trajet des voyageurs transitant par les deux gares.

L'atteinte de cet objectif doit permettre d'assurer le meilleur accès à la gare de Montpellier Sud de France en transport en commun.

Par ailleurs, les aménagements de ce nouveau quartier et de la ligne de tramway doivent participer de la même unité et de la même cohérence urbaines, afin notamment que les espaces publics, les cheminements des piétons et des cycles soient traités en harmonie et en continuité les uns par rapport aux autres.

Dans cet esprit, les aménagements liés au prolongement de la ligne de tramway doivent non seulement participer à la mise en relation des différentes composantes du nouveau quartier entre elles (la gare nouvelle, le Lycée, le pôle d'affaires, les premiers logements, les commerces, les parcs...), mais aussi entre ce quartier et les autres équipements de la ville, en assurant le franchissement de l'A709 en direction d'Odysseum, des quartiers de Port Marianne et, plus loin, du Centre-Ville et des autres quartiers de Montpellier.

Ce projet suppose une évolution mineure du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montpellier à deux niveaux :

- Modification du plan de zonage avec la création d'un emplacement réservé correspondant aux emprises de l'extension de la ligne 1 du tramway.
- Déclassement de 505 m² de l'Espace Boisé Classé (EBC) du Mas des Brousses.

Ainsi par une délibération du 21 février 2019, valant déclaration d'intention au titre de l'article L 121-18 II du Code de l'environnement, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité le Préfet de l'Hérault afin qu'il conduise la procédure de Déclaration d'Utilité Publique du projet d'extension de la ligne

Délibération n°V2019-158

1 de tramway sur la commune de Montpellier et procède à la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier est amenée à se prononcer au titre de la charte de gouvernance des PLU sur cette mise compatibilité portant sur les deux points précédemment décrits.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, sur le projet de déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier, concernant l'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

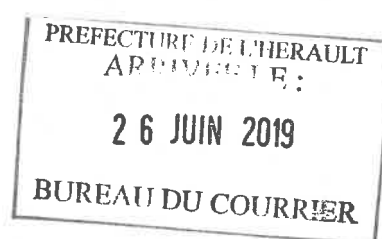
M. Djamel BOUMAAZ.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019



Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clarc HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

ZAC Pierres Vives Création du groupe scolaire Pierres Vives Approbation des dossiers d'enquêtes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier connaît une forte pression démographique liée à l'attractivité de son territoire, ainsi qu'un renouvellement de sa population. Aussi, une adaptation de son réseau d'équipements publics est en permanence nécessaire au regard de l'évolution des besoins de sa population, au premier rang desquels figurent ceux qui relèvent de sa politique éducative.

Un besoin en équipement scolaire est notamment généré par la création du nouveau quartier Pierres Vives, dont une grande partie des logements est désormais habitée, dans un environnement en cours d'urbanisation, qui associe logements, immobilier d'entreprises, équipements, services et commerces.

Ainsi, l'observatoire démographique scolaire a identifié l'émergence d'un déficit de classes sur ce secteur de la ville, rendant nécessaire l'ouverture d'un nouveau groupe scolaire au plus tard en 2023.

A cela s'ajoutent les besoins en renouvellement de nombreux équipements scolaires construits à partir des années 60 sur le quartier de la Mosson tout proche. Cet enjeu est identifié comme étant majeur dans la définition du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPRU) de la Mosson.

Or le projet de renouvellement urbain envisagé vise à assurer une ouverture et une connexion du quartier de la Mosson avec les quartiers voisins, la ville et le territoire métropolitain dans leur ensemble. La localisation d'une école à l'interface entre les deux quartiers, Mosson et Pierres Vives, doit donc contribuer à cette ouverture et à l'instauration d'une mixité fonctionnelle et sociale.

Le secteur encore non urbanisé, situé en frange nord du périmètre de la ZAC départementale Pierres Vives, apparaît ainsi comme un emplacement stratégique, permettant d'amorcer le programme de renouvellement des groupes scolaires de la Mosson et de répondre aux besoins générés par les nouvelles résidences du quartier Pierres Vives.

Conçu pour accueillir un effectif total de 420 élèves (140 en maternelle et 280 en élémentaire), ce groupe scolaire sera composé de 15 classes et de locaux annexes nécessaires aux activités scolaires et périscolaires.

La Ville de Montpellier s'est, en outre, portée candidate à la labellisation « Cité éducative », en lien avec le projet du NPRU, dont la convention de renouvellement urbain est en cours d'élaboration. La Ville a d'ores et déjà été retenue comme étant éligible à cette labellisation, dont le processus est en cours. Constituant le volet éducatif du contrat de Ville, la labellisation d'une Cité éducative doit permettre d'accompagner au mieux chaque parcours éducatif individuel, depuis la petite enfance jusqu'à l'insertion professionnelle dans tous les temps et dans tous les espaces de vie. Le groupe scolaire Pierres Vives s'intègre entièrement dans cette vaste démarche de labellisation.

Un ensemble foncier comportant six parcelles d'une superficie d'environ 5 359 m², sur les lots 8 et 9 de la ZAC Pierres Vives, a été identifié pour la réalisation d'un groupe scolaire d'une surface de plancher d'environ 3 500 m².

L'ensemble foncier est détenu par plusieurs propriétaires publics et privés. La Ville de Montpellier souhaite pouvoir assurer sa pleine maîtrise foncière afin de réaliser cette opération dans les meilleurs délais, afin de permettre la livraison du nouveau groupe scolaire pour la rentrée 2023.

L'intérêt général que revêt le projet au regard des objectifs ci-dessus rappelés, justifie la mise en œuvre des procédures de déclaration d'utilité publique et de cessibilité aux fins de maîtrise foncière.

Le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité est composé conformément aux dispositions de l'article R.112-4 du Code de l'expropriation. Il contient une notice explicative, un plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages et l'appréciation sommaire des dépenses.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation. Il contient le plan parcellaire et la liste des propriétaires concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à l'enquête parcellaire, enquêtes concomitantes, pour la création d'un groupe scolaire dans le quartier Mosson-Pierres Vives ;
- de demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la création d'un groupe scolaire dans le quartier Mosson-Pierres Vives sur l'ensemble des parcelles délimitant le périmètre du projet ;
- d'autoriser par la suite la Ville de Montpellier à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les parcelles incluses dans ce périmètre et nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- de dire que toute dépense afférente sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

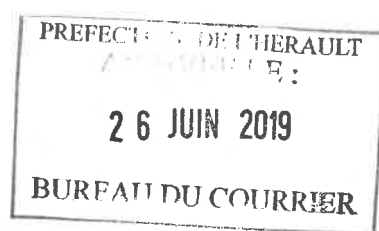
A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Dossier d'enquêtes conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative au projet du Contournement Ouest de Montpellier - Phase de Consultation Inter-Services - Avis

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par courrier en date du 19 mars 2019, l'Etat a saisi la Ville de Montpellier, ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Juvignac et Saint Jean de Védas pour solliciter leurs avis sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet du Contournement Ouest de Montpellier (COM), en application des articles L.122-1-V et R.122-7-II du Code de l'environnement. Le COM ayant vocation à avoir le statut de route express, l'avis du Conseil Départemental de l'Hérault est également sollicité au titre de l'article L.151-2 du Code de la voirie routière.

L'enquête publique relative à cette procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est régie par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 du Code de l'environnement. A ce titre et au regard de la nature du projet, le dossier transmis comprend :

- une notice explicative, comportant notamment une appréciation sommaire des dépenses ;
- une évaluation environnementale, valant étude d'impact ;
- une évaluation socio-économique du projet ;
- un plan général des travaux au 1/10 000ème ;
- un plan de classement-déclassement des voies ;
- les dossiers de mise en compatibilité des PLU des 3 communes concernées (Montpellier, Saint Jean de Védas et Juvignac) ;

- les bilans des différentes concertations.

A noter que le dossier n'intègre pas à ce stade d'étude préalable agricole, actuellement en cours de réalisation.

1. Rappel des principales caractéristiques du projet

Sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, le COM doit assurer la continuité entre les autoroutes A750 et A9/A709.

En outre, le COM et le projet de la Déviation Est de Montpellier (DEM), constituent les derniers maillons du contournement routier de Montpellier destiné à jouer un rôle clé dans la structuration du système de mobilités durables de la Métropole. Ce contournement est d'autant plus nécessaire que l'aire métropolitaine de Montpellier est dépourvue d'étoile ferroviaire et qu'elle connaît la plus forte augmentation démographique de toutes les métropoles françaises.

A ces deux titres, le COM présente un caractère hautement prioritaire et fait l'objet d'inscriptions :

- au réseau routier national par décret du 5 novembre 2005, le plaçant sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat ;
- au réseau structurant du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier approuvé en 2006 et celui de SCoT arrêté en juillet 2018 par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dans le Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2010-2020 en vigueur ;
- dans le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, en co-financement de l'Etat, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et la Métropole.

D'une longueur de 6 kilomètres environ, le COM constitue le support d'un système multimodal global dans lequel il s'insère, afin :

- d'améliorer la gestion des flux entrants sur le territoire en les orientant vers un itinéraire de contournement lisible et fiable pour limiter l'ensemble des phénomènes de transit actuellement subis par la ville-centre, ainsi que par les communes de Saint Jean de Védas et Lavérune ;
- d'accueillir des Pôles d'échanges Multimodaux (PEM) aux croisements avec les principales lignes du réseau de tramway, afin d'orienter les déplacements vers les transports collectifs ou les modes actifs, notamment pour accéder au centre de Montpellier et aux principales polarités économiques, universitaires, hospitalières... ;
- d'accueillir les transports en commun drainant les territoires voisins, vers les PEM qui jalonnent le contournement de Montpellier ;
- de réaffecter l'espace public urbain pour favoriser le développement des transports en commun, des modes actifs et d'un dispositif de logistique urbaine mutualisé et décarboné.

Dans ce contexte multimodal, il convient de rappeler que, dans le cadre du projet de la ligne 5 du tramway, Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de l'échangeur de Gennevaux, ainsi que d'une portion de 1,1 kilomètres du COM, soit environ 20% du tracé.

La conception du projet actuel s'appuie sur deux études urbaines réalisées en 2004 et 2006, sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – devenue depuis Métropole – et en partenariat avec l'Etat. Ces deux études ont permis de stabiliser le tracé du COM et d'en optimiser les conditions d'insertion urbaine, paysagère et environnementale. Sur la base de ces études, le projet a fait l'objet de plusieurs phases de concertation, dont la dernière en 2016 a permis de retenir la solution préférentielle d'aménagement sur laquelle s'appuie la présente procédure.

Le calendrier prévisionnel du projet, tel que communiqué dans les documents, est le suivant :

- consultation Inter-Services sur le projet de DUP : mars à mai 2019 ;
- consultation de la Haute Autorité Environnementale : été 2019 ;
- enquête publique préalable à la DUP : fin 2019 ;
- autorisation environnementale puis démarrage des travaux : 2022.

Le coût global du projet est réévalué à 272 M € TTC par la Direction Régionale Environnement Aménagement Logement (DREAL) dans le dossier transmis.

Une enveloppe de 25 M € est actuellement inscrite au Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015 – 2020, pour amorcer son financement, dont 11 M € apportés par l'Etat et 14 M € financés à parité par la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole. Cette enveloppe permet notamment de financer les études techniques, les acquisitions foncières, voire des premiers travaux.

2. Configuration générale et insertion du projet

Au préalable, il convient de noter que le plan général des travaux au 1/10 000ème ne permet pas, à ce stade, de se prononcer avec précision sur la géométrie, ni sur la configuration des différents ouvrages du projet. Le tracé du COM s'appuie majoritairement sur les emprises des RM132 et 612, afin de limiter, autant que possible, la consommation d'espaces agro-naturels. Le projet actuel est conçu dans le cadre du référentiel de Voirie Structurante d'Agglomération à 90 km/h (VSA 90), imposé par l'Etat du fait du rôle de continuité joué par le COM entre l'A750 et l'A9, définissant le profil général suivant :

- 2 X 2 voies,
- un terre-plein central,
- et des Bandes d'Arrêt d'Urgence (BAU).

Dans l'optique de faire jouer un véritable rôle multimodal au COM, les BAU devraient pouvoir être transformées en sites propres pour les bus. Dans l'optique de ponctuer le contournement de PEM, notamment au droit des intersections avec les lignes de tramway pour favoriser les transferts modaux en pénétration vers le centre-ville et les quartiers urbains, il paraît nécessaire de demander à l'Etat de calibrer les BAU aux dimensions compatibles pour de telles fonctions, soit 3,50 mètres chacune.

Au regard des éléments fournis dans le dossier, la configuration du COM tend à respecter globalement les orientations des études réalisées en 2004 et 2006 en matière d'inscription géographique, urbaine et paysagère. Au niveau du territoire de Montpellier le tracé concerne pour l'essentiel des espaces agro-naturels pour lesquels se posent des enjeux essentiels d'insertion paysagère :

- au nord, la séquence de la vallée de la Mosson entre l'A750 et le carrefour Gennevaux, avec des enjeux de préservation et de renforcement du paysage de ripisylve qui lui est associé ;
- en partie centrale, la séquence située entre les carrefours de Gennevaux et du Rieucoulon, avec des enjeux de préservation et de valorisation d'un paysage agricole remarquable.

Ces sites font l'objet de dispositions et de programmes d'actions dans le cadre des politiques d'aménagement conduites par la Métropole. Il convient, en ce sens, que les dispositions relatives à l'intégration paysagère du COM au niveau de ces séquences prennent bien en compte la qualité des paysages concernés, ainsi que les enjeux de reconquête agricole et de biodiversité. Sur Montpellier, cela concerne plus spécifiquement la prise en compte du projet de valorisation agricole et paysagère du vallon du Rieucoulon, à travers l'aménagement des parcs Grisettes et Rieucoulon.

3. Configuration des échangeurs

Le projet comporte 4 échangeurs :

- l'échangeur A750-COM au nord,
- l'échangeur du carrefour de Gennevaux au droit de la route de Lavérune,
- l'échangeur du Rieucoulon au droit de la RM613,
- l'échangeur COM-A709-RM 612 au sud.

L'échangeur A750-COM prend la forme d'un vaste triangle avec une bretelle nord connectant l'A750 à l'avenue Pablo Neruda et une bretelle sud connectant l'A750 au COM. La configuration de cet échangeur

telle que présentée dans la notice explicative, appelle plusieurs observations. D'une part, la bretelle A750 >av. Pablo Neruda présente une géométrie bien plus ample que celle présentée dans le cadre du dossier de concertation de 2016. Il conviendrait donc de chercher à optimiser son tracé en étalant le moins possible ses bretelles dans l'espace. D'autre part, l'intégration au périmètre du projet de COM de la déconstruction des bretelles de l'échangeur actuel nécessite d'être confirmée. Par ailleurs, afin de renforcer le rôle multimodal du COM, il serait opportun de regarder la possibilité éventuelle de réserver des emprises pour un site propre, au niveau de l'échangeur, dans l'optique d'accueillir une future ligne de Car à Haut Niveau de Service (CHNS) permettant notamment de relier le PEM de Gignac en constitution, pôle de rabattement de la moyenne vallée de l'Hérault, au PEM tramway de la Mosson et aux PEM situés le long du COM.

L'échangeur de Gennevaux fait l'objet, pour sa part, d'un aménagement dans le cadre du projet de la ligne 5 de tramway. Au regard des calendriers respectifs des projets, les travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole en anticipation du projet du COM. Dans ce cadre, la Métropole traitera également 1,1 km de voirie du COM.

Au niveau de l'échangeur du Rieucaulon, la RM613 est rétablie sous forme d'un franchissement supérieur en remblai, avec des échanges gérés dans le cadre d'un carrefour à feux. Le profil de la voirie urbaine ne semble pas comporter, à ce stade, d'aménagement cyclable. Il conviendrait donc de prévoir une emprise pour une piste cyclable bidirectionnelle et d'élargir également les trottoirs afin de renforcer l'urbanité des aménagements.

S'agissant enfin de l'échangeur COM-A709-RM 612, l'étude urbaine du Pôle d'Echanges Montpellier-Sète, réalisée en partenariat avec l'Etat en 2007, avait défini un système d'échange optimisé entre ces trois infrastructures. Au regard du projet actuel, il conviendrait de compléter les mouvements entre le COM et la RM612, telle que le prévoyait la proposition initiale, afin que les flux de transit ne se confondent pas avec les flux d'échange au niveau des zones commerciales de Saint Jean de Védas, et ainsi éviter des congestions, dans les deux sens, entre la RM 612 et le COM.

4. Configuration des rétablissements des voies de communication

Le projet du COM prévoit dix rétablissements. L'ensemble de ces aménagements ne concerne pas directement la Ville de Montpellier, hormis la suppression de l'accès actuel à la partie est de la zone d'activités du Rieucaulon de Saint Jean de Védas qui fait l'objet d'un rétablissement franchissant les espaces du parc des Grisettes sur Montpellier. Outre l'aspect peu évident de l'itinéraire, cette nouvelle voie, de près de 700 mètres, impacte très fortement le parc des Grisettes, au risque de remettre en cause la cohésion et la qualité générale du projet urbain et paysager de ce site. Il est donc nécessaire de demander instamment à l'Etat d'étudier une solution alternative.

5. Continuités cyclables

Le projet proposé intègre un itinéraire le long du COM reliant la RM612 au sud jusqu'aux berges de la Mosson au nord, à hauteur de l'A750. Cette proposition s'inscrit globalement dans les itinéraires prévus au Schéma Directeur des Modes Actifs de Montpellier Méditerranée Métropole, hormis au niveau de la séquence Gennevaux-Rieucaulon au nord de Saint Jean de Védas, où l'itinéraire serpente d'une rive à l'autre de l'ouvrage. Ce tracé, trop distendu, nécessite d'être ajusté, en privilégiant un passage plus direct par les chemins existants au niveau du Terral.

Par ailleurs, il convient de rappeler qu'une emprise minimale de 3,20 mètres doit être systématiquement prise en compte pour les aménagements cyclables au niveau de l'ensemble des franchissements prévus.

6. Enjeux environnementaux

Le projet du COM concernant majoritairement la transformation de voiries existantes, son impact global sur

l'environnement devrait être limité. Le dossier de DUP intègre, par ailleurs, un volet environnemental comportant un ensemble de mesures de nature à éviter, réduire ou compenser les impacts liés à cet ouvrage. Les mesures concernant la compensation sont cependant peu exprimées et devront faire l'objet d'un chapitre spécifique détaillé dans le cadre de la version finalisée du dossier.

Dans le cadre des phases d'études à venir, il convient de limiter les effets d'emprise du COM sur les espaces agro-naturels, comme le prescrit le projet du SCoT arrêté par le Conseil de Métropole du 19 Juillet 2018. Cela concerne, d'une part, la séquence nord, depuis l'échangeur A750 jusqu'au carrefour Gennevaux. Cette séquence jouxte les berges de la Mosson classées en ZNIEFF de type I. L'élargissement des emprises de voirie actuelles nécessite la mise en place de mesures de compensation relatives à la restauration des zones humides existantes ou la création de nouvelles, conformément au SDAGE. Au niveau de l'échangeur A750-COM, l'ampleur des aménagements prévus nécessite de mener un travail d'optimisation des ouvrages de manière à limiter autant que possible les effets d'emprise et ne pas remettre en cause le corridor écologique de la Mosson.

D'autre part, au niveau de la séquence située entre les carrefours de Gennevaux et du Rieucoulon, il convient de rechercher un moindre effet d'emprise des ouvrages afin de minimiser leurs impacts sur ce corridor écologique étroit, jouant un rôle majeur de mise en relation des cours d'eau de la Mosson et du Rieucoulon.

7. Questions relative à mise en compatibilité du PLU de Montpellier

Une première observation concerne la partie de l'emplacement réservé correspondant au rétablissement impactant le parc des Grisettes sur Montpellier, en relation avec la mise au point d'une solution alternative, telle qu'évoquée ci-avant.

Par ailleurs, les projets de modification réglementaire des zones des PLU concernées par le projet font systématiquement l'objet de l'ajout d'une disposition visant à autoriser « *les constructions et installations nécessaires à la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier y compris les affouillements et exhaussements qui y sont liés* ». Au regard des dispositions du Code de l'urbanisme, un règlement de PLU autorise par défaut tout type d'affectation, à l'exception de celles qu'il définit précisément. Il convient donc d'éviter, d'un point de vue juridique, l'autorisation d'affectations qui ne sont pas explicitement interdites.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet du Contournement Ouest de Montpellier (COM), sous réserve de la prise en compte des observations ci-avant exposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-160

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- COM_DUP_CIS_avisVilleMtp_juin2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



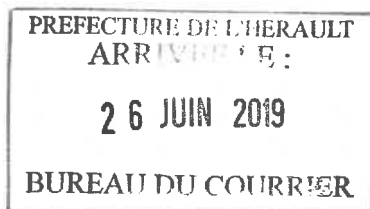
Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Zone d'aménagement concerté de la Pompignane Quartier de la Pompignane Bilan de la concertation Participation du public par voie électronique

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Par délibération n° V2018-423 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme en vue de la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Pompignane. Ce projet se situe à l'est de la commune, sur un périmètre d'environ 12 ha, constitué de deux sites principaux : le cœur de quartier autour de l'avenue Alphonse Juin, et une partie du plateau situé entre la rue de Pinville et le campus technologique (ancien site IBM).

Ce périmètre est inclus dans celui de la concession d'aménagement qui a été confiée par la Ville à la SA3M par délibération du 29 septembre 2016, notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, qui s'étend à l'échelle du quartier sur près de 110 hectares.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette Zone d'Aménagement Concerté sont conformes aux objectifs généraux énoncés pour le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane et se déclinent au sein du périmètre proposé selon les enjeux qui y ont été identifiés. Ils sont les suivants :

Délibération n°V2019-161

- Le confortement du cœur de quartier (commerces, services, équipements), relai de proximité à l'échelle de la Pompignane, autour de la constitution d'un espace public majeur paysager ;
- La diversification des types d'habitat et la création de nouveaux logements afin de garantir une mixité de populations et un renouvellement des formes urbaines ;
- La prise en compte des espaces public et du paysage pour constituer des liens vers les entités paysagères du quartier (Parc Rimbaud, rives boisées du Lez, parc des Pastourelles, espace boisé rue Marie Durand, espace paysager à constituer le long de la rue de Pinville, en lien avec des entités paysagères alentours (parc du domaine de la Pompignane, parc de Grammont...), dans une logique de lien affirmé entre les berges du Lez et le plateau de la Pompignane ;
- La constitution d'un nouveau quartier d'habitat mixte sur le secteur situé à l'est de la rue de Pinville, formant une couture urbaine entre les lotissements existants et le campus technologique de la Pompignane, doté d'une vaste promenade plantée donnant à voir la ville et le paysage lointain ;
- L'accueil de nouveaux équipements publics et privés de proximité au sein du secteur situé à l'est de la rue de Pinville ;
- L'amélioration de la protection contre le risque hydraulique ;
- Le développement des modes doux alternatifs à l'automobile, au sein du quartier ;
- La mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable dans toutes ces actions.

Conformément aux modalités arrêtées par la délibération du 28 novembre 2018, la concertation relative à la création de cette opération sous forme de ZAC s'est déroulée selon les modalités suivantes :

- un avis administratif dans le Midi Libre du 29 mars 2019 a été publié, présentant le projet et annonçant les modalités de la concertation, dont notamment la période, le lieu et les horaires de mise à disposition du public du dossier de ZAC, ainsi que la date, le lieu et l'heure de la réunion publique ;
- un article relatif au projet et annonçant les modalités de la concertation doublé d'un rappel dans l'agenda de la date, de l'heure, de l'objet et du lieu de la réunion publique, paru en ligne régulièrement du 29 mars 2019 au 30 avril 2019 inclus, sur le site internet de la Ville de Montpellier (montpellier.fr) ;
- le projet de dossier de création de la ZAC mis à disposition du public à la Mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture habituels, du 1^{er} avril 2019 au 30 avril 2019 inclus. Il était accompagné de la délibération du 28 novembre 2018, et comportait :
 - un plan de situation ;
 - un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;
 - le projet de rapport de présentation exposant les enjeux et objectifs du projet dont le programme de construction ;
 - l'étude d'impact, accompagnée de son résumé non technique ;
 - la mention du régime fiscal applicable à l'opération vis-à-vis de la taxe d'aménagement ;
 - ainsi qu'un registre destiné à recueillir les observations du public.
- une réunion publique de concertation présidée par Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire de Montpellier et représentant celui-ci, qui s'est tenue le 2 avril 2019 à la Maison Pour Tous Méline Mercouri, dans le quartier de la Pompignane à partir de 18 heures ;
- un article relatif au projet publié dans l'édition d'avril 2019 du journal d'information de la Ville de Montpellier (paru le 8 avril 2019).

La Collectivité, qui a pris l'initiative de la création de cette ZAC, a pris également l'initiative de la création d'une opération d'aménagement public pour encadrer juridiquement et maîtriser un projet immobilier d'initiative privée localisé à proximité immédiate du projet de ZAC (à l'angle des rues de Pinville et de Salaison), dans un souci de cohérence avec le projet de renouvellement urbain global du quartier de la Pompignane. Aussi, la concertation du public s'est-elle organisée de façon simultanée pour ces deux opérations.

Bilan synthétique de la concertation :

Le bilan de la concertation, annexé en totalité à la présente délibération, établit les éléments et les questions portés à la connaissance de la Collectivité, et mentionne les réponses qui ont été apportées, tant lors de la réunion publique du 2 avril 2019, que lors de la mise à disposition du projet de dossier de création de la ZAC de la Pompignane, entre le 1^{er} et le 30 avril 2019, accompagné d'un registre destiné à recevoir les observations du public.

Ce bilan peut être résumé comme suit :

Les modalités de la concertation ont été respectées et mises en œuvre par la Collectivité, que ce soit les annonces et articles dans la presse, l'organisation d'une réunion publique ou encore la mise à disposition du dossier accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations de la population.

Globalement, il est à noter une bonne mobilisation de la population dans le cadre de la concertation organisée pour ce projet de ZAC.

Certaines remarques établies à l'occasion de cette concertation mettaient en avant la difficulté pour le public de bien appréhender les enjeux et les processus inhérents à chacune des deux opérations faisant l'objet d'une concertation commune : la Ville de Montpellier a souhaité privilégier la transparence et la cohérence du projet d'ensemble en présentant de façon simultanée les deux opérations, en lien avec le projet global de renouvellement urbain de la Pompignane.

Plusieurs remarques concernaient également le fait que les dossiers soumis à concertation n'étaient pas accessibles en ligne via internet. Sur ce sujet, la participation du public par voie électronique au titre du Code de l'Environnement qui interviendra prochainement, viendra répondre à cette demande pour l'opération ZAC de la Pompignane.

Les autres remarques ou observations principales recueillies à l'occasion de cette concertation sont, en synthèse, les suivantes :

- 1- Une population et des associations locales très impliquées et concernées par le projet de renouvellement urbain et de réaménagement du quartier de la Pompignane : l'ensemble des avis exprimés montre que le projet de renouvellement urbain global est largement plébiscité et attendu. Certains avis expriment une volonté d'être encore plus associé au projet, d'autres regrettent que les actions concrètes sur le terrain n'interviennent pas plus rapidement (avenue de la Pompignane notamment) ;
- 2- Des projets d'urbanisme publics perçus comme ambitieux et d'ampleur, permettant d'accueillir de nouveaux logements, activités et commerces, se réalisant sur le long terme (plus d'une dizaine d'années) ;
- 3- Des inquiétudes, dont certaines dépassent largement le cadre des projets d'urbanisme soumis à la concertation, sont mises en avant sur divers sujets :
 - La circulation automobile et le risque d'engorgement du trafic automobile : risque de saturation du trafic, effets sur la pollution, bruit, vitesse et insécurité, inquiétudes sur le stationnement de surface ;
 - La modification de la structure du quartier avec la construction de nombreux logements et l'arrivée de nouvelles populations, interrogeant sur les moyens qui seront prévus pour le vivre-ensemble et l'intégration sociale, la sociabilité ;
 - La modification du paysage urbain liée notamment à la hauteur de certains bâtiments ;
 - L'insuffisance de lieux de vie et de services de proximité, avec une demande en commerces supplémentaires et en équipements sociaux ;
 - Le risque pour la santé avec la pollution de l'ancien site exploité par IBM.
- 4- Des attentes fortes en matière d'amélioration des espaces publics, que ce soit sur :
 - L'amélioration et la réfection des voiries et trottoirs existants ;

Délibération n°V2019-161

- La création ou la requalification de voiries en réponse aux attentes de la population, notamment la rue de Pinville, l'avenue Alphonse Juin, la rue de Salaison ;
- L'amélioration des mobilités sur ces espaces pour les habitants du quartier et notamment : lignes de bus classiques, souhait d'un transport en commun en site propre ou d'un bus à haut niveau de service, connexion avec le centre-ville (bus, pistes cyclables, ..), développement des pistes cyclables du confort et de la sécurité des cyclistes.

A l'issue de cette phase de concertation publique, il n'a pas été relevé d'opposition majeure au projet de ZAC de la Pompignane. Néanmoins, il conviendra d'être vigilant sur la programmation et la mise en œuvre des projets de construction en coordination avec les projets publics et privés alentours, de manière à permettre leur intégration optimale dans le quartier et un impact réduit sur son fonctionnement. Il s'agira d'agir notamment sur les volets suivants :

- **Programmation pluriannuelle des constructions** adaptée à la capacité d'intégration du quartier et accompagnée d'équipements répondant aux besoins des habitants ;
- **Développement des mobilités actives et alternatives**, couplée à une amélioration de la desserte en transport en commun. Cela pourra passer notamment par une forte incitation des entreprises à mettre en place des Plans de Déplacement Entreprise (PDE) ambitieux et cohérents pour diminuer la part de l'automobile sur l'espace public. La Loi LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) devrait prochainement venir encadrer les dispositifs réglementaires afin d'évoluer vers une nouvelle approche du projet urbain, sous un angle différent de celui des seules nuisances liées à la mobilité individuelle motorisée. Parallèlement, les plans d'actions de la Ville et de la Métropole de Montpellier contribueront également à augmenter le report modal vers les mobilités actives et alternatives à l'automobile en milieu urbain : développement du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA), aménagements adaptés des espaces publics, développement des transports collectifs (études en cours pour mise en œuvre d'un chronobus notamment conformément au contrat de délégation de services publics signé entre la Métropole et la TaM le 27 juin 2018), ... ;
- **Prise en compte des risques de pollution** dans le cadre des projets ;
- **Poursuite de la concertation et de l'association** de la population et de ses représentants locaux dans la conception des projets et l'animation du territoire ;
- **Programmation urbaine source de convivialité et de vivre-ensemble** dans le quartier en évolution, afin de garantir les équilibres collectifs ;
- **Poursuite de la réparation de la ville au quotidien**, avec la rénovation des voiries et espaces publics, indépendamment des grands projets d'urbanisme ;
- **Poursuite du travail de conception avec l'équipe d'architectes-urbanistes** désignée pour l'opération, en travaillant sur la meilleure intégration du bâti (hauteurs notamment) dans son contexte et dans le grand paysage.

Au final, le périmètre de ZAC retenu représente une superficie d'environ 12 ha, et le programme prévisionnel affiné au cours de la phase de concertation qui vient d'être menée prévoit environ 97 500 m² de surface de plancher (SDP), avec :

- la création d'environ 1 400 nouveaux logements en mixité sociale ;
- une offre complète en commerces, activités / bureaux ;

ainsi que :

- une crèche ;
- un groupe scolaire ;
- la création ou le réaménagement de voiries et réseaux ;
- des espaces verts et des ouvrages de protection hydraulique.

A l'issue de cette phase de concertation, le bilan doit être arrêté par délibération du conseil municipal de la Ville de Montpellier. Il est, à cet effet, annexé à la présente délibération.

Engagement de la phase de participation par voie électronique :

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la

Délibération n°V2019-161

concertation doit ensuite être soumis à la participation du public par voie électronique. Ce dossier doit comprendre l'étude d'impact du projet et l'avis de l'autorité environnementale. L'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact portant sur le projet de création de la ZAC de la Pompignane a été sollicité le 24 avril 2019 (date de réception à la DREAL Languedoc-Roussillon).

Pour cette phase de participation du public par voie électronique, il est proposé de retenir les modalités suivantes :

- Publication, 15 jours au moins avant le démarrage de la participation, d'un avis :
 - o dans la presse locale ;
 - o sur le site internet de la Ville de Montpellier ;
 - o par affichage sur les panneaux officiels à la Mairie de Montpellier.

Cet avis annoncera les dates et modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public, dont le déroulement sera le suivant :

- mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Ville, pendant une durée de 30 jours ;
- mise en place d'une adresse électronique destinée à recueillir les avis du public pendant cette durée de 30 jours ;
- mise à disposition d'un ordinateur à la Mairie de Montpellier afin de consulter le dossier numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le bilan de concertation préalable à la création de la ZAC de la Pompignane, tel que présenté en synthèse dans la présente délibération et en intégralité en annexe ;
- d'engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies ci-avant ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-161

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 49gd19 rapport bila ZAC Pompi.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



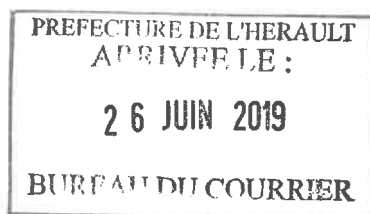
Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Samira SALOMON, Annie YAGUE, Véronique DEMON.

Opération d'aménagement Pinville Nord Quartier de la Pompignane Bilan de la concertation Approbation du dossier de création Lancement de l'enquête publique Nouvelle dénomination de l'opération

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Par délibération n° V2018-424 du 28 novembre 2018, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a défini les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme en vue de la création d'une opération d'aménagement sur le secteur dénommé alors « *Pinville Nord* ». Ce projet se situe à l'est de la commune, sur un périmètre d'environ 9 ha, entre la rue de Salaison, la ZAC Eurêka, la rue de Pinville et l'ancien site IBM.

Ce périmètre est inclus dans celui de la concession d'aménagement qui a été confiée par la Ville à la SA3M par délibération du 29 septembre 2016, notamment pour mettre en œuvre le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane, qui s'étend à l'échelle du quartier sur près de 110 hectares.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette opération d'aménagement sont conformes aux objectifs généraux énoncés pour le projet global de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane et se

déclinent au sein du périmètre proposé selon les enjeux qui y ont été identifiés. Ils sont les suivants :

- la création de nouvelles voiries et espaces publics permettant de mailler ce secteur en lien avec le reste du projet de renouvellement urbain, permettant l'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos), et garantissant une transversalité inter-quartier ;
- la réalisation d'un quartier d'habitat collectif mixte permettant une diversification des formes urbaines entre secteurs pavillonnaires et bâtiments d'activités du site ;
- l'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- l'ouverture au public du parc du domaine de la Pompignane ;
- l'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère ;
- la mise en œuvre d'une démarche globale de développement durable dans toutes ces actions.

1- La concertation préalable à la création de l'opération d'aménagement :

Conformément aux modalités arrêtées par la délibération du 28 novembre 2018, la concertation relative à la création de cette opération d'aménagement s'est déroulée selon les modalités suivantes :

- un avis administratif dans le Midi Libre du 29 mars 2019 a été publiée, présentant le projet et annonçant les modalités de la concertation, dont notamment la période, le lieu et les horaires de mise à disposition du public du dossier d'opération d'aménagement, ainsi que la date, le lieu et l'heure de la réunion publique ;
- un article relatif au projet et annonçant les modalités de la concertation doublé d'une mention de rappel dans l'agenda de la date, de l'heure, de l'objet et du lieu de la réunion publique, paru en ligne régulièrement du 29 mars 2019 au 30 avril 2019 inclus, sur le site internet de la Ville de Montpellier (montpellier.fr) ;
- le projet de dossier de création de l'opération d'aménagement mis à disposition du public à la Mairie de Montpellier aux jours et heures d'ouverture habituels, du 1^{er} avril 2019 au 30 avril 2019 inclus. Il était accompagné de la délibération du 28 novembre 2018, et comportait :
 - un plan de situation ;
 - un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;
 - le projet de note de présentation exposant les enjeux et objectifs du projet dont le programme de construction ;
 - l'étude d'impact, accompagnée de son résumé non technique ;
 - ainsi qu'un registre destiné à recueillir les observations du public.
- une réunion publique de concertation présidée par Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire de Montpellier et représentant celui-ci, qui s'est tenue le 2 avril 2019 à la Maison Pour Tous Méline Mercouri, dans le quartier de la Pompignane à partir de 18 heures ;
- un article relatif au projet publié dans l'édition d'avril 2019 du journal d'information de la Ville de Montpellier (paru le 8 avril 2019).

La collectivité prend l'initiative – au titre de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme - de la création de cette opération d'aménagement publique, afin de donner un cadre juridique et une maîtrise publique à un projet immobilier d'initiative privée. Du fait de sa localisation à proximité immédiate du projet de ZAC de la Pompignane, et dans un souci de cohérence avec le projet de renouvellement urbain global du quartier de la Pompignane, la concertation a été menée simultanément pour les deux opérations.

Bilan synthétique de la concertation :

Le bilan de la concertation, annexé en totalité à la présente délibération, établit les éléments et les questions portés à la connaissance de la Collectivité, et mentionne les réponses qui ont été apportées, tant lors de la réunion publique du 2 avril 2019, que lors de la mise à disposition du projet de dossier de création de

Délibération n°V2019-162

l'opération d'aménagement, entre le 1^{er} et le 30 avril 2019, accompagné d'un registre destiné à recevoir les observations du public. Il est précisé ici que le projet de création de la ZAC de la Pompignane et celui de l'opération d'aménagement faisant l'objet de la présente délibération sont intrinsèquement liés d'un point de vue urbain, et font par conséquent l'objet d'un bilan de concertation commun.

Ce bilan peut être résumé comme suit :

Les modalités de la concertation ont été respectées et mises en œuvre par la Collectivité, que ce soit les annonces et articles dans la presse, l'organisation d'une réunion publique ou encore la mise à disposition du dossier accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations de la population.

Globalement, il est à noter une bonne mobilisation de la population dans le cadre de la concertation organisée pour ce projet.

Certaines remarques établies à l'occasion de cette concertation mettaient en avant la difficulté pour le public de bien appréhender les enjeux et les processus inhérents à chacune des deux opérations faisant l'objet d'une concertation commune : la Ville de Montpellier a souhaité privilégier la transparence et la cohérence du projet d'ensemble en présentant de façon simultanée les deux opérations, en lien avec le projet global de renouvellement urbain de la Pompignane.

Plusieurs remarques concernaient également le fait que les dossiers soumis à concertation n'étaient pas accessibles en ligne via internet. La Ville prend cette remarque en considération et envisagera la mise en place d'un dossier numérique pour les prochaines concertations.

Les autres remarques ou observations principales recueillies à l'occasion de cette concertation sont, en synthèse, les suivantes :

- 1- Une population et des associations locales très impliquées et concernées par le projet de renouvellement urbain et de réaménagement du quartier de la Pompignane : l'ensemble des avis exprimés montre que le projet de renouvellement urbain global est largement plébiscité et attendu. Certains avis expriment une volonté d'être encore plus associé au projet, d'autres regrettent que les actions concrètes sur le terrain n'interviennent pas plus rapidement (avenue de la Pompignane notamment).
- 2- Des projets d'urbanisme publics perçus comme ambitieux et d'ampleur, permettant d'accueillir de nouveaux logements, activités et commerces, se réalisant sur le long terme (plus d'une dizaine d'années) ;
- 3- Des inquiétudes, dont certaines dépassent largement le cadre des projets d'urbanisme soumis à la concertation, sont mises en avant sur divers sujets :
 - La circulation automobile et le risque d'engorgement du trafic automobile : risque de saturation du trafic, effets sur la pollution, bruit, vitesse et insécurité, inquiétudes sur le stationnement de surface ;
 - La modification de la structure du quartier avec la construction de nombreux logements et l'arrivée de nouvelles populations, interrogeant sur les moyens qui seront prévus pour le vivre-ensemble et l'intégration sociale, la sociabilité ;
 - La modification du paysage urbain liée notamment à la hauteur de certains bâtiments ;
 - L'insuffisance de lieux de vie et de services de proximité, avec une demande en commerces supplémentaires et en équipements sociaux ;
 - Le risque pour la santé avec la pollution de l'ancien site exploité par IBM.
- 4- Des attentes prononcées en matière d'amélioration des espaces publics, que ce soit sur :
 - L'amélioration et la réfection des voiries et trottoirs existants ;
 - La création ou la requalification de voiries en réponse aux attentes de la population, notamment la rue de Pinville, l'avenue Alphonse Juin, la rue de Salaison ;
 - L'amélioration des mobilités sur ces espaces pour les habitants du quartier et notamment : lignes de bus classiques, souhait d'un transport en commun en site propre ou d'un bus à haut

niveau de service, connexion avec le centre-ville (bus, pistes cyclables, ..), développement des pistes cyclables du confort et de la sécurité des cyclistes.

A l'issue de cette phase de concertation publique, il n'a pas été relevé d'opposition majeure au projet d'opération d'aménagement présenté. Néanmoins, il conviendra d'être vigilant sur la programmation et la mise en œuvre des projets de construction en coordination avec les projets publics et privés alentours, de manière à permettre leur intégration optimale dans le quartier et un impact réduit sur son fonctionnement. Il s'agira d'agir notamment sur les volets suivants :

- **Programmation pluriannuelle des constructions** adaptée à la capacité d'intégration du quartier et accompagnée d'équipements répondant aux besoins des habitants ;
- **Développement des mobilités actives et alternatives**, couplée à une amélioration de la desserte en transport en commun. Cela pourra passer notamment par une forte incitation des entreprises à mettre en place des Plans de Déplacement Entreprise (PDE) ambitieux et cohérents pour diminuer la part de l'automobile sur l'espace public. La Loi LOM (Loi d'Orientation des Mobilités) devrait prochainement venir encadrer les dispositifs réglementaires afin d'évoluer vers une nouvelle approche du projet urbain, sous un angle différent de celui des seules nuisances liées à la mobilité individuelle motorisée. Parallèlement, les plans d'actions de la Ville et de la Métropole de Montpellier contribueront également à augmenter le report modal vers les mobilités actives et alternatives à l'automobile en milieu urbain : développement du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA), aménagements adaptés des espaces publics, développement des transports collectifs (études en cours pour mise en œuvre d'un chronobus notamment conformément au contrat de délégation de services publics signé entre la Métropole et la TaM le 27 juin 2018), ... ;
- **Prise en compte des risques de pollution** dans le cadre des projets ;
- **Poursuite de la concertation et de l'association** de la population et de ses représentants locaux dans la conception des projets et l'animation du territoire ;
- **Programmation urbaine source de convivialité et de vivre-ensemble** dans le quartier en évolution, afin de garantir les équilibres collectifs ;
- **Poursuite de la réparation de la ville au quotidien**, avec la rénovation des voiries et espaces publics, indépendamment des grands projets d'urbanisme ;
- **Poursuite du travail de conception avec l'équipe d'architectes-urbanistes** désignée pour l'opération, en travaillant sur la meilleure intégration du bâti (hauteurs notamment) dans son contexte et dans le grand paysage.

Le bilan de cette concertation doit à présent être arrêté par délibération du conseil municipal de la Ville de Montpellier. Il est, à cet effet, annexé à la présente délibération.

2- La création de l'opération d'aménagement :

Sur le fondement du projet de dossier de création de l'opération d'aménagement soumis à la concertation et joint en annexe, le périmètre retenu in fine représente une superficie d'environ 9 ha.

Le programme prévisionnel affiné au cours de la phase de concertation qui vient d'être menée prévoit environ 33 000 m² de surface de plancher (SDP), avec :

- la création d'environ 500 logements en mixité sociale,

complétée par :

- l'ouverture au public du parc du Domaine de la Pompignane ;
- la création ou le réaménagements de voiries et réseaux ;
- une extension potentielle de l'Etablissement d'Hébergement pour les Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) existant ;
- des espaces verts et des ouvrages de protection hydraulique.

Le contenu du dossier de création de cette opération d'aménagement joint en annexe n'est pas réglementé

par le Code de l'Urbanisme. Il comporte :

- une note détaillée de présentation du projet d'urbanisme ;
- un plan de situation de l'opération ;
- un plan de délimitation du périmètre de l'opération ;
- l'étude d'impact et son résumé non technique définie à l'article L.122-5 du code de l'Environnement.

Il présente également l'organisation spatiale et les intentions urbaines du programme décrit précédemment.

Le bilan prévisionnel de cette opération d'aménagement est estimé à 11,3 millions d'euros HT : il s'équilibre en recettes et en dépenses et comprend, en dépenses, les coûts de réalisation des travaux des équipements (nouvelles voiries, parcs, aménagements modes actifs, ...), les frais d'acquisitions, ainsi que les honoraires, la rémunération de la société d'aménagement et les frais financiers et divers. En recettes, le bilan prévisionnel prévoit la vente des terrains pour y réaliser les projets de construction ainsi que les participations des opérateurs qui seront amenés à construire à l'intérieur du périmètre de l'opération d'aménagement (participations perçues dans le cadre de Projet Urbain Partenariaux).

Conformément à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, une étude de faisabilité sur le potentiel de développement des énergies renouvelables a été réalisée sur le périmètre du projet. L'opportunité d'un raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération n'étant pas possible dans ce cas précis, un fort potentiel de recours aux dispositifs photovoltaïque, aérothermique et géothermique a été identifié et pourra être mis en œuvre dans le cadre de ce projet.

Conformément aux articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de l'autorité environnementale Languedoc Roussillon a été sollicitée le 24 avril 2019 (date de réception à la DREAL) sur l'étude d'impact portant sur le projet de création de l'opération d'aménagement, dans la perspective de l'enquête publique à suivre.

Cette opération d'aménagement n'étant pas développée sous la forme d'une ZAC, et au vu du bilan de la concertation préalable qui peut être approuvé favorablement, le dossier visant à créer l'opération d'aménagement peut donc être approuvé dès à présent, sans attendre l'avis de l'Autorité Environnementale. En effet, dans la mesure où le projet fera prochainement l'objet d'une enquête publique environnementale l'avis de l'Autorité Environnementale sera rendu public à cette occasion. Les effets du projet sur l'environnement, ainsi que les mesures de corrections éventuelles seront présentés dans ce cadre.

3- La dénomination de l'opération d'aménagement :

La délibération du Conseil municipal du 28 novembre 2018, qui avait défini les objectifs et les modalités de la concertation de cette opération d'aménagement, avait également été l'occasion de procéder à la dénomination de cette opération sous l'appellation « *Opération d'aménagement Pinville Nord* ». Or, lors de la phase de concertation qui vient de se dérouler, une personne est intervenue pour formuler le souhait de renommer l'opération d'aménagement précédemment dénommée « *Pinville Nord* » par une autre dénomination sans référence à l'appellation « *Pinville* », afin de limiter le risque de confusion avec le Domaine de Pinville situé dans un autre quartier plus au sud. Il est ainsi proposé de renommer l'opération d'aménagement sous le terme « *Les Hauts de Jausserand* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver la dénomination de l'opération d'aménagement sous le nom de « *Les Hauts de Jausserand* » ;
- approuver le bilan de concertation préalable à la création de l'opération d'Aménagement « *Les Hauts de Jausserand* », tel que présenté dans la présente délibération et dans son annexe ;
- approuver le dossier de création de l'opération d'aménagement « *Les Hauts de Jausserand* » ;
- autoriser Monsieur le Maire à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue du lancement et de

Délibération n°V2019-162

l'organisation d'une enquête publique relative à l'opération d'aménagement « *Les Hauts de Jausserand* » ;

- autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

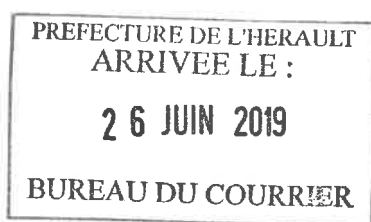
Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.



Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan de la concertation
- Dossier de création

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



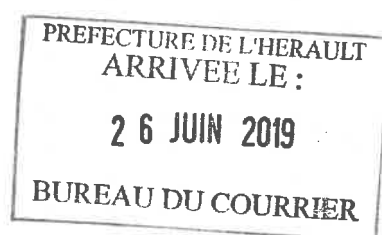
Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÉCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Zone d'Aménagement Concerté François Delmas Bilan de la Concertation Participation du public par voie électronique

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Situé à l'entrée nord est de la Ville de Montpellier, le secteur de l'avenue François Delmas anciennement route de Nîmes constitue un trait d'union entre le Lez et le centre historique.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a fait réaliser une étude afin d'envisager une opération d'aménagement sur cette entrée majeure de la ville.

En définissant une programmation adaptée à ce site unique à la lisière de la ville et le long du Lez, l'aménagement de ce secteur peu urbanisé et partiellement en friche permet d'améliorer le fonctionnement et la qualité urbaine de ce secteur. Le maillage en équipements commerciaux, en équipements et infrastructures publiques, école et tramways en particulier doit permettre de proposer une offre en logements diversifiés et de qualité répondant aux besoins de la métropole et de ses habitants.

La Ville souhaite développer un projet qui préservera et mettra en valeur le patrimoine naturel en proposant des formes urbaines bâties dialoguant avec le patrimoine paysagé des espaces qui le borde. Elle inscrit cette opération sur la durée, dans la démarche générale d'un développement raisonné et raisonnable, conjuguant la

mixité urbaine, la mixité sociale mais aussi la qualité environnementale.

En ce sens, le Plan Local d'Urbanisme régissant le territoire de la ville de Montpellier a été modifié par délibération du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 28 mai 2015 afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur sur la base d'un plan d'urbanisme et paysager d'ensemble.

Dans ce cadre, l'urbanisation de ce secteur d'environ 9 hectares devra prendre particulièrement en compte les contraintes et objectifs suivants :

- la vulnérabilité de la région Montpelliéraine liée aux changements climatiques (inondations, canicules...) et les contraintes environnementales (bruits, pollutions...), écologiques et techniques du site ;
- la relation au Lez et les différentes hypothèses permettant la continuité de cheminements à travers ou en limite de la future opération pour rejoindre le parc de Méric au quartier des Aubes ;
- et plus généralement le fonctionnement urbain à venir, les complémentarités d'usages entre le futur quartier et Castelnau-le-Lez, le quartier des Aubes et celui de Saint Lazare (commerces, écoles, transports publics...).

Cette opération de renouvellement urbain s'inscrit dans la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013-2020 confiée à la société SA3M dans le cadre de son intervention sur le secteur Nouveau Grand Cœur, par délibération du conseil municipal en date du 28 avril 2016 approuvant l'avenant n°3 à la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 ».

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et engagée dans une démarche de démocratie participative, la Ville de Montpellier souhaite que l'aménagement de ce nouveau quartier soit réalisé dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Afin d'assurer l'information du public sur la mise en œuvre de cette ZAC, une concertation avec la population, qui se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet, a été organisée conformément aux dispositions des articles L.103-2 du code de l'urbanisme.

Par délibération du 25 février 2016, le conseil municipal a défini les objectifs du projet et les modalités de la concertation.

La concertation sur le projet du dossier de création de la ZAC François Delmas a été organisée selon les modalités d'information et d'organisation suivantes :

- une réunion publique de concertation organisée le 15 février 2019 à 18h30 au palais des sports René Bournol. Cette réunion de concertation a été annoncée sur le site internet de la Ville de Montpellier à compter du 5 février 2019 ainsi que dans le journal local le « Midi Libre » paru le 11 février 2019 ;
- un article dans le journal municipal « Montpellier notre ville » du mois de mars 2019 ;
- une mise à disposition auprès du public du projet du dossier de création de la ZAC François Delmas, du lundi 18 mars au vendredi 19 avril 2019 inclus, accompagné d'un registre où chacun a pu consigner ses observations. Cette mise à disposition a été annoncée sur le site internet de la Ville de Montpellier à compter du 15 mars 2019 ainsi que dans le journal local le « Midi Libre » paru le 17 mars 2019 ;
- une transmission de l'étude d'impact ainsi que le dossier de création de la ZAC à la DREAL, réceptionnée le 4 avril 2019 ;
- une transmission du projet de création de la ZAC à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, à la Chambre de commerce et d'Industrie de Montpellier et à la Chambre Régionale de l'Agriculture du Languedoc Roussillon, le 8 avril 2019 ;

Le projet du dossier de création de la ZAC soumis à la consultation était constitué par :

- un rapport de présentation ;
- un plan de situation ;
- un plan du périmètre de la future ZAC ;
- l'étude d'impact et le résumé non technique de l'étude d'impact (ajouté le 4 avril 2019 dans le dossier mis à disposition du public) ;

- le régime fiscal applicable vis-à-vis de la taxe d'aménagement.

Bilan synthétique de la concertation :

Le bilan détaillé de la concertation organisée en accompagnement de l'élaboration du dossier de création de la ZAC François Delmas (modalités, résultats et commentaires) est joint en annexe de la présente délibération.

Ce bilan peut être résumé comme suit :

Les modalités de la concertation ont été respectées et mises en œuvre par la Collectivité, que ce soit les annonces et articles dans la presse, l'organisation d'une réunion publique ou encore la mise à disposition du dossier accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations de la population.

Globalement, il est à noter une participation modérée de la population, s'expliquant par les caractéristiques actuelles du secteur de projet, peu urbanisé et partiellement en friche.

Aucune opposition particulière de la part du public, ni des Chambres Consulaires (Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault, Chambre de commerce et d'Industrie de Montpellier, Chambre Régionale de l'Agriculture du Languedoc Roussillon) n'a été exprimée sur le projet de création de la ZAC.

Néanmoins, il conviendra d'être vigilant sur la programmation et la mise en œuvre des projets de construction notamment en lien avec les espaces naturels constitués par la ripisylve du Lez, de manière à s'intégrer dans l'environnement avec un impact réduit. La programmation précise et le phasage de l'opération seront adaptés en fonction du dimensionnement des équipements publics alentours, notamment les groupes scolaires. Il conviendra aussi d'agir notamment sur les volets suivants, qui permettront à ce quartier d'offrir un cadre de vie respectueux de l'environnement, et qualitatif pour ses futurs habitants et les avoisinants :

- Développement des mobilités actives et alternatives. Parallèlement, les plans d'actions de la Ville et de la Métropole de Montpellier contribueront également à augmenter le report modal vers les mobilités actives et alternatives à l'automobile en milieu urbain : développement du Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA), aménagements adaptés des espaces publics, développement des transports collectifs, ... ;
- Poursuite de la concertation et de l'association de la population et de ses représentants locaux dans la conception du projet ;
- Approfondissement du parti architectural et urbain, et recherche d'une diversité des formes d'habiter.

A l'issue de cette phase de concertation, son bilan doit être arrêté par délibération du conseil municipal de la Ville de Montpellier. Il est, à cet effet, annexé à la présente délibération.

Engagement de la phase de participation par voie électronique :

Conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement, le dossier finalisé à l'issue de la concertation doit ensuite être soumis à la participation du public par voie électronique. Ce dossier doit comprendre l'étude d'impact du projet et l'avis de l'autorité environnementale. L'avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact portant sur le projet de création de la ZAC François Delmas a été sollicité le 4 avril 2019 (date de réception à la DREAL Languedoc-Roussillon).

Pour cette phase de participation du public par voie électronique, il est proposé de retenir les modalités suivantes :

- Publication, 15 jours au moins avant le démarrage de la participation, d'un avis :

- o dans la presse locale ;
- o sur le site internet de la Ville de Montpellier ;
- o par affichage sur les panneaux officiels à la Mairie de Montpellier.

Cet avis annoncera les dates et modalités de mise à disposition du dossier et de participation du public, selon le déroulement suivant :

- mise à disposition du dossier par voie électronique sur le site internet de la Ville, pendant une durée de 30 jours ;
- mise en place d'une adresse électronique destinée à recueillir les avis du public pendant cette durée de 30 jours ;
- mise à disposition d'un ordinateur à la Mairie de Montpellier afin de consulter le dossier numérique.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte et d'approuver le bilan de la concertation organisée sur le projet de création de la ZAC François Delmas ;
- d'engager la participation du public par voie électronique selon les modalités définies ci-avant conformément à l'article L.123-19 du Code de l'environnement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

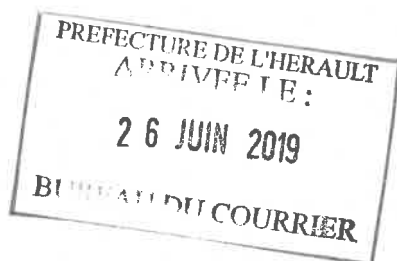
Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.



Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Bilan de la concertation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



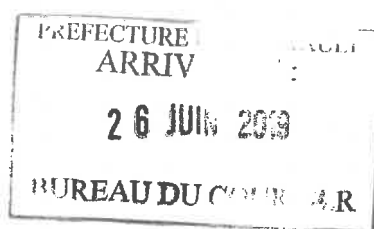
Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clère HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

QUARTIER HOPITAUX FACULTES - OPERATION CAMPUS - Instauration d'un périmètre d'étude (art. L.424-1 du code de l'urbanisme)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du projet Campus engagé depuis une dizaine d'années sur Montpellier, un schéma directeur d'aménagement du secteur Campus a été réalisé et piloté par la Ville. Ce schéma propose à la fois le réaménagement des espaces publics et paysagers, une nouvelle organisation des transports en commun et les modes de déplacements alternatifs ou encore la réalisation d'équipements publics. Il constitue le volet urbain du projet de rénovation universitaire et ses préconisations doivent pouvoir être mises en œuvre parallèlement aux actions universitaires de constructions nouvelles et de réhabilitation immobilière, mais aussi d'animation et de valorisation du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche montpelliérain.

L'opération Campus a déjà permis de réaliser des actions concrètes sur le terrain, mais le schéma directeur d'aménagement prévoit encore de nombreuses interventions. De plus un tel document de référence est par nature évolutif et, depuis son élaboration, plusieurs études programmatiques ou pré-opérationnelles menées ces dernières années ont permis de l'adapter et de l'affiner. Par ailleurs, l'arrêt du Schéma de Cohérence Territoriale intervenu en juillet 2018, la réalisation de la ligne 5 du tramway dont les premiers travaux doivent intervenir fin 2019, ou l'élaboration du PLU intercommunal par Montpellier Méditerranée Métropole vont entraîner une nouvelle dynamique sur l'ensemble du périmètre de l'opération Campus qu'il convient d'accompagner.

Dans ce contexte, il est proposé de mettre en place les conditions nécessaires à l'évolution maîtrisée de ce secteur en prenant en considération le projet Campus tel que le prévoit l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme, et en délimitant par un périmètre d'étude les terrains affectés par ce projet. La délimitation du périmètre concerné est jointe en annexe de la présente délibération.

Ceci permettra le cas échéant de sursoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des travaux publics ou de l'opération d'aménagement envisagés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération les études des projets de travaux publics et d'aménagement liées à l'opération Campus et d'instituer un périmètre d'étude sur le secteur de cette opération, en délimitant les terrains concernés par l'opération selon le plan annexé, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme,
- de dire que la présente délibération sera affichée pendant au moins 1 mois au siège de la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et que mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, conformément aux dispositions de l'article R.424-24 du Code de l'urbanisme,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

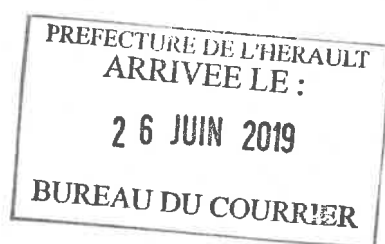
A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan du périmètre d'études

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable



Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Quartier Hôpitaux-Facultés- Pôle d'échanges urbains du Pic Saint Loup - Instauration d'un périmètre d'étude

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Le Schéma de Cohérence Territoriale arrêté le 18 juillet 2018 par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole identifie parmi les sites stratégiques le Pôle d'échanges urbains du Pic Saint-Loup. Situé au niveau de la frange nord de Montpellier, ce site stratégique recouvre des tissus urbains mixtes et quelques zones naturelles. La ligne 5 du réseau de tramway montpellierain, dont les travaux préalables à la réalisation du tronçon nord doivent commencer prochainement, va venir desservir ce secteur. Cette desserte à venir amène à repenser ces territoires afin de créer sur l'espace public et aux abords des stations, les conditions d'une pleine utilisation de ce mode de transport en commun structurant.

Par ailleurs, les mutations foncières que ne manque pas de générer l'arrivée du tramway doivent pouvoir être maîtrisées et accompagnées, de manière à permettre des développements harmonieux, cohérents avec le territoire, son patrimoine, sa qualité paysagère et les orientations d'aménagement à long terme que porte la Ville de Montpellier.

En outre, au-delà de la dynamique du tramway, ce secteur en entrée de la ville constitue un site idéal de réservation foncière pour l'accueil à moyen terme d'entreprises mais aussi la production de logements conformément au Programme Local de l'Habitat approuvé par Montpellier Méditerranée Métropole. Ces

perspectives devront prendre en compte la grande qualité paysagère de ce secteur qui devra être préservée.

A ce titre, sur la partie de ce secteur centrée sur le futur arrêt « Hortus » de la ligne 5 et s'étendant du Lycée Frédéric Bazille au Nord jusqu'à la Place Jean Baumel, au sud, la Ville, par décision du Maire en date du 06 juin 2017, a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), société publique locale d'aménagement, un mandat d'études préalables portant sur le secteur dit « Hortus ».

Ce secteur est d'autant plus stratégique :

- que sa proximité avec le Bois de Montmaur et le Parc de Lunaret en font un site présentant une grande qualité paysagère qu'il convient de préserver ;
- que l'adaptation aux déplacements piétons et cyclables des voiries qui le desservent, route de Mende et rue de l'Hortus, est indispensable pour assurer la sécurité des futurs usagers du tramway.

Aussi, afin de préserver une évolution cohérente de ce secteur, la faisabilité d'aménagements cohérents et des équipements publics qui seront nécessaires, il est proposé au Conseil Municipal de prendre en considération la mise à l'étude d'un projet de travaux publics et d'aménagement et de délimiter les terrains concernés, selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme. La délimitation du périmètre concerné est jointe en annexe de la présente délibération.

Ceci permettra le cas échéant de sursoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation des travaux publics ou de l'opération d'aménagement envisagés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre en considération la mise à l'étude d'un projet de travaux publics et d'aménagement sur le secteur du Pôle d'échanges urbains du Pic Saint-Loup ;
- de délimiter les terrains inclus dans ce périmètre, suivant le plan annexé à la présente délibération, selon les dispositions de l'article L424-1 du Code de l'urbanisme ;
- de dire que la présente délibération sera affichée pendant au moins 1 mois au siège de la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et que mention de cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, conformément aux dispositions de l'article R.424-24 du Code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Délibération n°V2019-165

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019



**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan du périmètre d'études

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Claire HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

PERIMETRE DE SAUVEGARDE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT DE PROXIMITE

Préemption du fonds de commerce 1 rue Mareschal Rétrocession à Madame Pascale GOUTAGNEUX Ouverture d'une boutique de loisirs créatifs

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, la Ville de Montpellier a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux.

Par délibérations des 29 septembre 2015 et 26 juin 2018, ce périmètre a été étendu.

L'objectif de la Ville est de pouvoir intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, en termes de diversité ou de qualité.

A la suite de la décision de préemption du 15 décembre 2016 puis d'un jugement en fixation judiciaire du prix du 24 mai 2017, la Ville a acquis le 28 décembre 2017 un droit au bail situé dans l'immeuble 1 rue Mareschal, cadastré HM 196. La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M)

est intervenue à l'acte en qualité de tiers payeur, le bien lui a été rétrocédé dans le cadre de la concession d'aménagement « Grand Cœur 2013-2020 ».

En application des articles L. 214-1 à L. 214-3, et R. 214-11 à R. 214-17 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a initié, le 27 mars dernier, une procédure de rétrocession de ce droit au bail et a approuvé le cahier des charges de cession.

Une offre unique a été reçue en vue de développer un projet de boutique de loisirs créatifs porté par Madame Pascale Goutagneux, demeurant 7 rue des Courlis à Montpellier, qui s'est engagée par ailleurs à acquérir les murs du local, propriété de la Société d'Équipement de la Région montpelliéraine (SERM).

Cette boutique de loisirs créatifs se voudra également un lieu artistique comprenant un espace partagé artistique et de créateurs, des ateliers de scrapbooking (art de la découpe photos et customisation) ainsi qu'un petit espace brocante.

Le projet proposé aux objectifs poursuivis par la ville de Montpellier dans le cadre de la rétrocession de ce droit au bail, dans une perspective de renforcement de l'attractivité de cette rue et du maintien des activités artisanales.

L'offre de rachat du droit au bail est de 8.000 €, conforme à l'avis des Domaines.

Madame Goutagneux projette cette acquisition en son nom propre sous le statut de la microentreprise. L'acquisition parallèle des murs du local au prix de 32 000 € auprès du propriétaire, devrait favoriser la pérennisation de son activité.

Compte-tenu du projet envisagé qui permettra de développer une activité artisanale concernant un marché en développement, et de l'acquisition en parallèle des murs de ce local commercial, qui rend aisé l'accord du bailleur propriétaire exigé par le code de l'urbanisme, il est proposé au Conseil municipal de retenir l'offre proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rétrocession du droit au bail du local situé 1 rue Maréchal pour un prix de 8.000 € net vendeur, à Madame Pascale Goutagneux ou toute société substituée, afin d'y ouvrir une boutique de loisirs créatifs ;
- de désigner l'office notarial de Baillargues, en vue de procéder à la régularisation de la vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Domaine de Grammont Convention de sous-location de bail emphytéotique entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole Parcelle cadastrée RL1

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Fondation Bouisson-Bertrand est propriétaire, sur la commune de Montpellier, du Château de Grammont et de ses dépendances situées sur la parcelle cadastrée RL 1 d'une superficie de 30860 m².

La Ville de Montpellier bénéficie d'un bail emphytéotique en date du 1^{er} octobre 1979 pour l'occupation de cette parcelle supportant 4166 m² de locaux, moyennant une redevance annuelle révisable tous les trois ans, qui s'élève pour l'année 2019 à 91791 €, soit 22 €/m²/an.

Dans le cadre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité la Ville de Montpellier afin d'obtenir une sous-location du bail emphytéotique pour l'occupation d'environ 646 m² de locaux décrits ci-après :

- l'ancienne infirmerie (rez-de-chaussée et 1^{er} étage du bâtiment jouxtant la chapelle) : 254 m² (local n°1 du plan qui sera joint à la convention) ;
- les anciennes écuries et annexes dénommées Bureaux Antoine Vitez : 392 m² (local n°2).

Par cette convention de sous-location de bail emphytéotique, Montpellier Méditerranée Métropole accepte les charges et conditions du bail initial correspondant à un transfert de droits réels au profit de Montpellier Méditerranée Métropole pour la durée de la convention.

En conséquence, Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à sous-louer par convention à tout organisme ayant un projet conforme à sa compétence culturelle et à la vocation du bail emphytéotique.

Conformément au bail emphytéotique initial, il a été convenu entre la Ville et la Métropole que la convention sera établie pour une durée de 10 ans, moyennant une redevance fixée sur le même montant que la redevance payée par la Ville à la Fondation Bouisson-Bertrand, soit 22€/m²/an révisable tous les trois ans en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer avec Montpellier Méditerranée Métropole une convention de sous-location de bail emphytéotique pour les locaux décrits ci-dessus d'une superficie d'environ 646 m² pour une durée de 10 ans à compter de la signature de la convention, moyennant une redevance annuelle d'un montant de 14 212 € révisable tous les trois ans en fonction de l'indice INSEE du coût de la construction ;
- d'autoriser la Ville à faire recette du montant de la redevance ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme sur la parcelle cadastrée RL 1, pour un projet à vocation culturelle ;
- de dire que la convention signée par les parties sera réitérée par acte administratif établi par la Ville et publié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-167

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire,**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Convention entre la Ville et ACM Habitat pour le passage des piétons sur l'emprise foncière du parking du gymnase Alain Achille Avenue Chancel

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

La Ville est bénéficiaire d'une convention d'occupation temporaire du domaine public universitaire (UM1) constitutive de droits réels du 8 mars 2002 pour une durée de 35 ans, soit jusqu'au 8 mars 2037 pour l'occupation des parcelles cadastrées BV 156, BV 157 et BV 228 situées avenue Chancel et avenue Charles Flahaut, emprises foncières du stade Philippidès et du gymnase Achille disposant d'un parking pour ses utilisateurs.

ACM Habitat est propriétaire de la parcelle voisine, cadastrée BV 237 située allée Pierre Blanchet à proximité de la place Marcel Godechot. Sur cette parcelle, des immeubles d'habitation sont en cours de construction pour une livraison prévue courant été 2019.

ACM Habitat aménage au rez-de-chaussée d'un des immeubles les bureaux de l'agence Beaux-Arts Centre-Ville. L'implantation choisie est relativement confidentielle par rapport à l'avenue Chancel et à l'arrêt de tramway. Par conséquent, et afin de permettre aux piétons d'accéder directement depuis le tramway jusqu'à la nouvelle agence, ACM Habitat demande à la Ville une autorisation de passage piéton sur l'emprise foncière du parking du gymnase Achille.

Délibération n°V2019-168

Une convention entre la Ville et ACM Habitat est proposée afin d'organiser le passage des piétons dans l'emprise foncière du parking du gymnase Achille à titre gratuit jusqu'à la date de fin de la convention d'occupation temporaire précitée et autoriser ACM à installer un portillon d'accès sur le foncier propriété d'ACM Habitat permettant la transparence piétonne.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accepter le projet de convention annexée à la présente délibération,
- d'autoriser la Ville à signer avec ACM Habitat la convention ci-jointe régissant les conditions du passage des piétons sur l'emprise foncière du parking du gymnase Achille jusqu'au 8 mars 2037, à titre gratuit,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Rémi ASSIE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Quartier Les Cévennes - Secteur Les Grèzes Rachat des parcelles PM n°22, PV n°4, n°14, n°37, n°38, n°39, n°40, PT n°11, PW n°30 à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé à l'Ouest de la Ville de Montpellier, le secteur des Grèzes est bordé au Nord-Est par la rue de Celleneuve à Saint-Hilaire, au Sud-Est par la rue du Pont de Lavérune, et à l'Ouest par le secteur naturel et paysager de la Mosson.

Ce quartier, actuellement composé de nombreuses parcelles morcelées, partiellement bâties, a vocation à être urbanisé pour répondre aux besoins de la Ville de Montpellier, notamment en matière d'habitat. La surface de ce secteur, classé en AUO-8 au Plan Local d'urbanisme, est d'environ 45 hectares.

Afin de maîtriser le devenir du secteur, la Ville de Montpellier a sollicité l'intervention foncière de l'Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie.

Une convention opérationnelle d'une durée de 8 ans a été signée avec l'EPF pour assurer les acquisitions et le portage des acquisitions foncières nécessaires à l'opération pour un montant prévisionnel de 3 millions d'euros. La convention est entrée en vigueur le 5 octobre 2011.

Délibération n°V2019-169

La convention arrivant à son terme en octobre 2019, il convient de racheter les biens acquis par l'EPF d'Occitanie.

Neuf acquisitions foncières ont été réalisées, concernant les parcelles PV14, PM22, PV37, PV38, PV39, PV40, PV4, PT11, PW30 pour un prix d'acquisition net de 457 799,99€, hors frais annexe de géomètre, notaire, frais de démolition et hors indexation conventionnelle.

Frais et indexation inclus, le montant de rachat s'élève à environ 583 592,57 €, le prix à l'euro prêt devant être établi au jour de l'acte de vente prorata temporis au niveau du reliquat de taxe foncière pour l'année en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder au rachat des biens acquis par l'EPF Occitanie, aux conditions définies dans la convention opérationnelle en date du 4 mars 2011, pour un prix total d'environ 583 592,57 €, hors frais de notaire, prix qui sera ajusté à la marge prorata temporis des impôts fonciers pour l'année en cours ;
- de dire que la régularisation de la vente interviendra par acte authentique, à la charge de l'office notarial Jean-Luc Nougier, Luc Ribaud et Angélique Nougier-Lecomte, notaires associés à Montpellier, en vue de procéder à la régularisation de l'acte de vente ;
- de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

ZAC Port Marianne - République Cession à la SA3M de huit parcelles de terrains Avenue Raymond Dugrand

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la Ville de Montpellier a décidé la réalisation d'un nouveau quartier, Port Marianne République, d'une superficie de 21 hectares environ.

Ce quartier s'inscrit dans la continuité des quartiers de Parc Marianne, Jacques Cœur et Rive Gauche qui s'étendent sur la rive gauche du Lez.

La zone d'aménagement concerté (ZAC), dont la création a été approuvée par le conseil municipal par délibération du 22 décembre 2008, a pour objectif la réalisation d'un quartier mixte à vocation dominante d'habitat diversifié, de bureaux, de commerces, d'activités et d'équipement publics.

Par délibération du 19 février 2015, le Conseil municipal a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) l'aménagement de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement signée le 7 avril 2015.

La Ville est propriétaire de 21 parcelles dans le périmètre de la ZAC pour une superficie totale de 69 082m².

Délibération n°V2019-170

La Ville doit céder à son aménageur, la SA3M, une partie de ces 21 parcelles d'une superficie d'environ 54 467 m² pour permettre la réalisation de l'opération, tout en conservant en propriété les espaces dévolus aux voiries, cheminements, espaces naturels et de rétention.

Suivant l'avis des domaines du 13 juillet 2017, les services fiscaux ont évalué ce parcellaire, classé en zone AUO-2w, 4AU5-2 ou N-2 au Plan Local d'Urbanisme, à 3 761 113 € (trois millions sept cent soixante et un mille cent treize euros), correspondant au prix de revient de ce foncier.

Un phasage des acquisitions a été arbitré par le Conseil municipal en vue de permettre un échelonnement des paiements par l'aménageur, afin de ne pas pénaliser le bilan prévisionnel, et de ne pas générer des frais financiers.

Il a ainsi été décidé par délibération du Conseil municipal du 3 novembre 2017 de phaser les cessions foncières en quatre actes distincts et d'échelonner le paiement, de façon à lisser les charges du bilan de la ZAC Port Marianne-République.

Par un premier acte du 20 décembre 2017, la Ville a cédé quatre parcelles cadastrées SB173, SB 260, SC 217 et SB 258 pour une superficie de 7311 m² au prix de 1.183.549,01 € TTC.

Il s'agit désormais de procéder à la cession à l'aménageur d'une seconde partie du périmètre dans un second acte portant sur huit parcelles libres de toute occupation, d'une superficie d'environ 31011 m² au prix fixé par les Domaines, soit 1.648.406,58 € net vendeur.

Le parcellaire concerné est le suivant :

Parcelles cadastrales	Adresse	Superficie (en m²)	Prix de cession (en € nets vendeur)
SC 37a	1131 avenue de Boirargues	13 662	122 018,73 €
SC 40a	1245 Avenue de Boirargues	1745	56 523,57 €
SC 53a	Avenue de Boirargues	2519	607 150,95 €
SC 77	Lieu-dit Chrétien	7188	697 695,00 €
SC 139	1211 Avenue de Boirargues	700	21 500,00 €
SC 78	Lieu-dit Chrétien	1399	76 243,00 €
SC 79	Lieu-dit Chrétien	1188	
SC 41a	1279 Avenue de Boirargues	2610	67 275,33 €
Total		31 011 m²	1 648 406,58 €

La mise en place d'un échancier de paiement en trois versements est envisagé :

- 719 260,58 € nets vendeur à la signature de l'acte en 2019,
- 800 000 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte, en 2020,
- 129 146 € nets vendeur à la date anniversaire de l'acte en 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la cession par la Ville à la SA3M de huit parcelles d'une superficie totale d'environ 31 011 m² et cadastrées SC 37a, SC 40a, SC 53a, SC 77, SC 139, SC 78, SC 79, SC 41a, au prix de 1 648 406,58 € HT (un million six cent quarante-huit mille quatre cent six euros et cinquante-huit centimes) ;
- de demander à l'Office Notarial de Baillargues de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de l'acquéreur ;

Délibération n°V2019-170

- de dire que la recette afférente à cet acte sera imputée au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Foncier Secteur de Grammont - La Condamine Acquisition d'un terrain aux consorts CALVO Parcelle cadastrée RI 13 partie

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A proximité immédiate du site municipal de Grammont et du domaine métropolitain de la Condamine, les consorts Calvo sont propriétaires de la parcelle bâtie cadastrée RI 13 située 1372 rue des Marels, d'une superficie de 2927 m².

A l'occasion du règlement de la succession, les consorts Calvo ont manifesté leur souhait de conserver la partie bâtie de la propriété et un jardin d'agrément et proposé à la Ville de Montpellier la cession du reliquat de la parcelle représentant 1780 m² en nature de terrain agricole situé zone A du plan local d'urbanisme.

Etant donné le caractère limitrophe de cette propriété avec le domaine de la Condamine, le domaine de Grammont, et notamment sa proximité immédiate avec la mare écologique de Grammont et les locaux des services municipaux, il est proposé que la Ville de Montpellier confirme son intérêt pour l'acquisition de cette parcelle de terre.

Cette acquisition permettrait de créer une continuité cohérente avec le projet métropolitain développé sur le domaine de la Condamine au titre de la politique agro-écologique de la Métropole et pourrait intégrer la

Délibération n°V2019-171

réflexion en cours concernant le repositionnement de jardins potagers familiaux sur ce secteur.

Les consorts Calvo ont consenti le 27 avril 2019 une promesse unilatérale de vente au profit de la Ville de Montpellier pour la cession d'une emprise de la parcelle cadastrée RI 13 représentant 1780 m² moyennant le prix de 14 240 € soit 8€ le m². Ce prix est conforme à l'évaluation de France Domaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'acquisition auprès des consorts Calvo de la parcelle cadastrée RI 13p, sise 1372 rue des Marels à Montpellier, d'une superficie de 1780 m², en nature de terrain agricole, moyennant le prix de 14 240 € net vendeur (quatorze mille deux cent quarante euros) ;
- de demander à Maître VIALLA, notaire du vendeur à Montpellier, de rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense afférente à cette acquisition sera prélevée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Urbanisme et Aménagement durable

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Foncier

Cession et acquisition entre la Ville et la SERM de lots de copropriété de la résidence Guillaume Apollinaire - Petit Bard Prorogation des délais

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du PRU Cévennes (Petit Bard - Pergola), la Ville de Montpellier et son concessionnaire public d'aménagement, la SERM, procèdent à la revalorisation et la redynamisation de l'appareil commercial, enjeu majeur de changement d'image et de désenclavement du quartier.

L'opération vise à la restructuration des commerces existants pour en améliorer la commercialité et la qualité et la création de nouvelles surfaces commerciales en pied d'immeubles neufs qui viendront conforter cette polarité commerciale.

Il s'agit de maintenir, en l'améliorant, une offre de proximité pour les habitants du quartier et de conférer une attractivité commerciale nouvelle qui permettra l'ouverture du Petit Bard à une clientèle extérieure au quartier.

La restructuration des locaux situés en rez-de-chaussée et au premier étage de la copropriété Apollinaire constitue un des éléments essentiels de ce dispositif. L'objectif est de réaliser un linéaire commercial tourné vers la nouvelle place publique (marché du Petit Bard) et vers la rue Paul Rimbaud réaménagée. Cette restructuration permettra en outre à la copropriété Apollinaire de se résidentialiser.

Délibération n°V2019-172

La copropriété est cadastrée section KV 380 et 381. Initialement, la SERM et la Ville de Montpellier étaient respectivement propriétaires de différents lots qui ont fait l'objet, par délibération du Conseil Municipal n° 2016/2 du 28 janvier 2016, d'un processus de ventes foncières entre la Ville et la SERM en deux temps, au prix de 870 000 € en cession et en acquisition, prix fixé par France Domaines.

La Ville a ainsi cédé ses lots à la SERM par acte du 24 octobre 2016, avec différé de paiement, à charge pour la SERM une fois les problèmes d'occupation des commerces et d'expropriation réglés, de procéder à la vente à la Ville de ses propres lots au plus tard fin juin 2019, terme initial de la concession d'aménagement.

Des contraintes de réalisation sur l'ensemble de l'opération ont nécessité la prorogation du terme de la concession. L'avenant n°10 à la concession d'aménagement actant la prolongation de la durée jusqu'au 31 décembre 2021 a été validé par la délibération n° V2017/366 du 3 novembre 2017.

S'agissant spécifiquement de la copropriété Guillaume Apollinaire, les évictions de commerçants et les travaux dans les locaux initialement propriétés de la SERM n'ayant pu être réalisés dans les délais prévus, le report de l'acquisition par la Ville et le paiement de la cession de 2016 au 1^{er} décembre 2020 au plus tard est sollicité.

A cet effet, il est proposé de réaliser un acte authentique rectificatif à l'acte du 24 octobre 2016 afin de proroger le délai d'acquisition par la Ville à la SERM au 1^{er} décembre 2020 au plus tard.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider le report au 1^{er} décembre 2020 au plus tard de l'acquisition par la Ville des lots 67-68-69-70-71-72-77-78-79-80-81-82-86-87-88-89-90-95-96-97-98-99-100 de la copropriété Guillaume Apollinaire appartenant à la SERM, au prix de 870 000 € ;
- de valider le report au 1^{er} décembre 2020 au plus tard du paiement par la SERM de l'acquisition des lots 3-4-20-29-35-36-37-38-39-41-47-48-57-58-116-118 appartenant à la Ville, réalisée le 24 octobre 2016 ;
- de confier la rédaction de l'acte authentique rectificatif à l'acte du 24 octobre 2016 à l'office notarial LEXNOT à Montpellier, aux frais de la SERM ;
- de dire que les dépenses seront imputées au budget de la Ville, chapitre 905, section investissement et chapitre 935, chapitre de fonctionnement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-172

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Marie-Hélène SANTARELLI.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO

Appel à projet national - MILDECA 2019 Candidature Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du « plan national de lutte contre les addictions 2018-2023 », la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et les Conduites Addictives (MILDECA) vient de lancer un appel à projet national en direction des collectivités territoriales ayant pour thème « prévenir ensemble à l'échelle d'un territoire les comportements à risques des jeunes liés aux substances psychoactives ».

Cet appel à projet soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool) et vise à sélectionner et accompagner des projets innovants de prévention des conduites à risques à l'échelle d'un territoire avec un financement pluriannuel possible.

La Ville de Montpellier ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole sont engagées depuis plusieurs années dans une politique publique de santé et de tranquillité publique. Cette thématique identifiée fait l'objet d'un suivi à travers l'axe « prévention des risques santé et des conduites addictives » de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD) de la Ville de Montpellier. Elle est également présente dans l'enjeu 6 du Contrat de Ville, et notamment au sein du programme d'action 6.6 « réduction des risques santé liés aux addictions et des conséquences pour la santé ».

Délibération n°V2019-173

Montpellier s'inscrit dans cette dynamique de prévention et d'accompagnement des publics fragiles. A ce titre, des actions existantes et/ou nouvelles portées par les services de la Ville peuvent tout naturellement motiver une candidature. Cet engagement est conforté par la mobilisation d'un réseau associatif fort et diversifié sur notre territoire.

Dans cette logique, un programme d'actions sera établi et soumis pour financement à la MILDECA. Le Conseil Local de Sécurité et de la Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville coordonnera les demandes dans le cadre de l'appel à projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature de la Ville de Montpellier à l'appel à projet national MILDECA 2019 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des services de l'Etat dans le cadre de l'appel à projet national 2019 de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et les Conduites Addictives (MILDECA) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Appel à projet national

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Rémi ASSIE, Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Sauveur TORTORICI, Michèle DRAY-FITOUSSI.

Convention relative à l'éducation canine dans les parcs de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du programme de dynamisation des actions propreté, notamment la lutte contre les déjections canines, le respect des espaces verts, la prévention des morsures, la Ville de Montpellier effectue de nombreuses actions axées sur la pédagogie et le bien vivre ensemble dans le partage de l'environnement urbain entre animaux et habitants.

L'éducation canine est une phase importante de cette politique. Les balades d'éducation canine déjà mises en œuvre par la Ville sur le site du Parc Méric ont prouvé la pertinence de cette approche. Forte de cette expérience, la Ville souhaite développer l'intervention d'éducateurs canins diplômés indépendants, au sein des parcs et jardins de la ville.

Pour mener ces actions, il est proposé de conclure une convention d'occupation temporaire du domaine public avec des éducateurs canins diplômés. La Ville mettra à disposition une partie du domaine public aux éducateurs canins. Ceux-ci s'engageront à organiser hebdomadairement des ateliers de sensibilisation et de prévention auprès de différents publics et de leurs chiens, dans un espace délimité d'un parc ou d'un jardin public. Les règles de propreté, les principes d'éducation seront rappelés aux propriétaires. Ces actions seront accompagnées d'une distribution de sac propreté, d'information et de guide de la Ville concernant les animaux.

Délibération n°V2019-174

Les éducateurs canins souhaitant participer à cette action de sensibilisation conventionneront avec la Ville et seront redevables d'un forfait annuel de 108 €. Ce montant a été établi à partir des tarifs d'occupation du domaine public, votés par la délibération V2018-514 du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention type, ci-jointe, entre l'éducateur canin d'une part, et la Ville de Montpellier d'autre part, précisant les obligations de chaque partie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- d'inscrire les recettes correspondantes sur les budgets de la Ville 2019 et 2020, sous réserve du vote des crédits au Budget primitif correspondant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention relative à l'éducation canine dans les Parcs de la Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Rémi ASSIE, Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Sauveur TORTORICI, Michèle DRAY-FITOUSSI.

Convention pour la gestion des abris à chats entre la Ville de Montpellier et les associations L'Ecole du Chat, les Pattounes du Coeur et Félines pour l'Autre 34

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, est confrontée depuis de nombreuses années, à la multiplication des chats errants sur son territoire. En cohérence avec les pouvoirs de police du Maire, afin d'assurer sécurité, tranquillité et salubrité publiques sur la commune, il a été décidé d'optimiser les actions de stérilisation féline, en implantant des abris pour chats libres, dans différents quartiers de la ville.

L'installations d'abris dans des endroits où la prolifération de chats a été identifiée facilitent les interventions de stérilisation et offre aux chats un refuge leur assurant nourriture et protection contre les aléas climatiques ou bien les maltraitances possibles.

Comme le prévoit l'article L.211-27 du Code Rural et la Pêche Maritime, cette démarche vise à renforcer la mission de régulation de la population féline, tout en garantissant le respect de l'animal.

Par délibération en date du 18 mai 2017, une convention de gestion de ces abris a été conclue avec des associations de protection féline. Il s'avère que le retour d'expérience sur ce dispositif est positif : celui-ci permet un état sanitaire satisfaisant des chats de quartier, une centralisation en un point de nourrissage, ainsi qu'un lien fédérateur avec les résidents et les associations.

Pour continuer à mener à bien cette action, il est proposé une nouvelle convention de gestion des abris à chats avec les associations L'Ecole du Chat, Les Pattounes du Cœur et Félines pour l'Autre 34.

Délibération n°V2019-175

Le champ d'application de cette convention pourra être étendu à d'autres associations de protection animale, sous réserve de la signature d'une convention à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre l'Ecole du Chat, Les Pattounes du Cœur et Félin pour l'Autre 34 d'une part, et la Ville de Montpellier d'autre part, précisant les obligations de chaque partie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, son représentant, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION POUR LA GESTION DES ABRIS A CHATS.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Intervention d'agents de la Police Municipale dans le cadre des escortes des équipes des joueurs du MHSC et des visiteurs Autorisation à signer la convention d'indemnisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Montpellier Hérault Sport Club, dans le cadre de la saison 2019-2020 du championnat de football ligue 1, sollicite la Police Municipale pour l'escorte d'une ou des deux équipes de joueurs (MHSC et Visiteurs) lors des matchs de football prévus par la ligue nationale au stade de la Mosson.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport des équipes par des agents de l'unité motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale.

L'objectif de l'intervention vise à permettre aux véhicules de transport d'atteindre ou de quitter le stade dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation aux abords du stade de la Mosson les jours de match.

Lorsque les lieux de résidence des équipes sont situés à l'extérieur de la commune de Montpellier, un point de rendez-vous sera fixé à l'entrée de la commune pour la prise en charge de l'escorte.

Les heures et les lieux de prise en charge seront déterminés lors de la réunion préparatoire qui se tient en

Préfecture avant chaque match.

Compte tenu du calendrier du championnat, les interventions de la Police Municipale se dérouleront sur la période d'août 2019 à mai 2020.

Le bénéficiaire, représenté par le Montpellier Hérault Sport Club sis 2733 avenue Albert Einstein - 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément au tarifs 2019 fixés par délibération n° 2018/514 en date du 19/12/2018.

L'indemnisation variera en fonction du nombre d'agents et de véhicules mobilisés (aller simple ou aller/retour) et de la date de la rencontre (semaine ou dimanche) :

- Escorte aller : 1 équipe du lundi au samedi inclus : 124 euros ;
- Escorte aller : 1 équipe dimanche et férié : 188 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) du lundi au samedi inclus : 372 euros ;
- Escorte aller : 2 équipes (MHSC et Visiteurs) et retour 1 équipe (Visiteurs) dimanche et férié : 564 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à signer la convention relative à ces interventions ;
- d'inscrire les titres de recettes correspondants aux budgets 2019 et 2020 sur le chapitre 931 de la Ville de Montpellier, sous réserve du vote des crédits au Budget primitif correspondant.

Délibération n°V2019-176

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Convention relative à l'indemnisation des escortes par la Police Municipale entre la Ville de Montpellier et la Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Société d'Exploitation et de Production Musicale du Rockstore, dans le cadre des concerts, soirées et spectacles, sollicite l'intervention de la Police Municipale pour l'escorte des transports dédiés aux artistes, musiciens et matériels.

L'objectif est de permettre à ces véhicules de transport d'accéder au Rockstore dans les meilleures conditions compte tenu des contraintes de circulation de l'Aire Piétonne aux abords de la salle de spectacles.

Les moyens déployés permettront d'assurer l'escorte du ou des véhicules de transport dédiés aux artistes, musiciens et matériels, par des agents de l'unité motorisée, ou, à défaut, par des agents avec véhicules sérigraphiés de la Police Municipale.

Pour la prise en charge de l'escorte, un point de rendez-vous sera fixé sur le parking du Zénith. Les horaires seront préalablement transmis par l'organisateur.

Délibération n°V2019-177

La Société, dont le siège social est situé 20 rue de Verdun – 34000 Montpellier, s'engage à prendre en charge les dépenses liées aux sujétions particulières supportées par la Ville de Montpellier dans le cadre de ces interventions conformément aux tarifs 2019 fixés par la délibération n° V2018/514 du 19 décembre 2018.

L'indemnisation, fixée sur la base d'une durée d'une heure, dépendra du jour et horaires de l'escorte demandée :

- Cas 1 : escorte du lundi au samedi inclus (entre 7 heures et 22 heures) : 62 euros ;
- Cas 2 : escorte du lundi au dimanche inclus (entre 22 heures à 7 heures) : 110 euros ;
- Cas 3 : escorte dimanche (entre 7 heures à 22 heures), et jours fériés : 94 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de cette indemnisation des sujétions particulières supportées dans l'exercice de la Police Municipale ;
- d'inscrire les titres de recettes correspondants aux budgets 2019 et 2020 sur le chapitre 931 de la Ville de Montpellier, sous réserve du vote des crédits au Budget primitif correspondant ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention relative à ces interventions.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Escortes

Accusé de réception -- Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Sécurité publique

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Mario-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Convention pluriannuelle pour la Prévention spécialisée sur le territoire montpelliérain 2019-2021

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'accompagnement de la jeunesse et la prévention sont des axes majeurs pour la Ville de Montpellier. Impliquée à plusieurs égards, notamment au travers de ses politiques de cohésion sociale, de politique éducative de la jeunesse, et de ses différents équipements municipaux (Maison pour Tous, équipements sportifs et culturels...) la Ville contribue et conforte la mission de prévention en faveur des publics fragilisés, en processus d'exclusion ou en voie de l'être.

A ce titre, la Ville de Montpellier a signé en 2009 une convention avec le Conseil Départemental de l'Hérault afin de soutenir l'action de la prévention spécialisée au sein de la commune. A cet effet, le département a choisi de confier cette mission au secteur associatif et plus particulièrement à l'Association de Prévention Spécialisée de l'Hérault (APS 34).

A l'issue de ces dix années de fonctionnement, il est proposé d'établir une nouvelle convention avec l'association APS 34 et le Conseil Départemental au regard des évolutions en matière de politique de la Ville et de prévention de la délinquance sur notre territoire.

Délibération n°V2019-178

Cette convention redéfinit le dispositif de la prévention spécialisée sur quatre secteurs du territoire communal et précise les modalités de suivi et de pilotage pour les trois années à venir. Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la ville, en charge du suivi de la prévention et de la tranquillité publique, sera l'interlocuteur pour la commune de Montpellier.

La subvention annuelle de la Ville de Montpellier dans le cadre du soutien à la prévention spécialisée est prévue à hauteur de 225 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention pour la prévention spécialisée ;
- d'autoriser le versement auprès de l'association APS 34 d'une subvention pour 2019 de 225 000 euros ;
- de prélever cette dépense sur le budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Fabien ABERT, Mme Lorraine ACQUIER, M. Daniel BOULET.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clère HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Convention de mise à disposition d'un mobilier urbain dénommé "Arbre à livres"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de démocratie de proximité et de co-construction avec les citoyens, la Ville de Montpellier accompagne des projets conçus par les Montpelliérains, concourant au renforcement du lien social et exprimés au sein des Conseils de quartier.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier soutient l'implantation dans les quartiers d'un mobilier urbain dénommé « Arbre à livres » dont le but est de favoriser le « Livres-Echange » (système d'échange gratuit de livres entre particuliers), projet porté par deux Conseils de quartier (Centre et Hôpitaux-Facultés).

Le Conseil de quartier Centre a souhaité l'implantation de plusieurs "Arbres à livres". Il a été retenue la proposition d'en planter deux dans le quartier Centre Historique (Square Dominique Bagouet et Place Candolle), un dans le quartier Gambetta (parc Clemenceau), un dans le quartier des Beaux-Arts (place des Beaux-Arts) et un dans le quartier des Arceaux proche de l'école Chaptal, soit cinq au total.

Le Conseil de quartier Hôpitaux-Facultés a également souhaité l'implantation d'un réseau d'Arbres à livres dans le quartier. Il sera procédé à une première implantation de trois éléments dans les quartiers Malbosc, Aiguelongue et Plan des quatre Seigneurs. Les lieux précis seront déterminés avec les associations contractantes.

Délibération n°V2019-179

Le mobilier retenu a fait l'objet d'une consultation d'entreprises, il est conçu et réalisé par un artisan créateur local installé à Montpellier dans le quartier Gares. Il est la réplique du modèle expérimenté depuis octobre 2017 place François Jaumes par l'association Mare Nostrum.

Le coût d'acquisition pour six exemplaires est de 15 480 € hors frais d'installation, et sera imputé sur les crédits participatifs d'investissement des Conseils de quartier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention-type ci-jointe à signer avec les associations,
- d'autoriser l'imputation de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre 930,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention-type mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Mise à disposition des salles à titre gratuit dans les maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Délibération n°V2019-180

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- l'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- l'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- la participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2018/2019, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations :

- la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 6 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 1375 €.

Les associations concernées sont :

MPT LAGRANGE : Dream Santé : 165€, Passe-Muraille : 220€ ; Francas de l'Hérault : 220€ ; Dédramatisons : 220€ ; Axents - Le tremplin des entrepreneurs : 440€ ; Bosphore : 110€.

- la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 18 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3620€.

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Croix d'Argent Plus : 55€ ; Repair Café : 55€ ; Comité de quartier Croix d'Argent Sabines : 220€ ; RC Lemasson : 385€.

MPT CHAMSON : Handic'art : 275€ ; Arts Martiaux Historiques Européens école chevaleresque : 220€ ; Autre théâtre : 110€.

MPT CHOPIN : Ribosome : 220€.

MPT CURIE : Odette Louise : 55€.

MPT ESCOUTAIRE : Association Féminine Jasmin d'Orient : 440€ ; AXENTS Le Tremplin des entrepreneurs : 220€ ; Comité de quartier Mion Association : 220€.

MPT MERCOURI : Eurogrèce : 55€ ; Voix à tous les étages : 220€ ; Kiosque de music-hall : 110€ ; Anim'frimousse : 110€.

MPT PAGNOL : Secours populaire Français : 220€.

MPT SAND : Obby : 430€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de locaux à titre gratuit, annuelle ou ponctuelle, aux associations listées ci-dessus ;

Délibération n°V2019-180

- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau ponctuel
- Tableau annuel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Démocratie participative et Maisons pour tous

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DÉMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Claire HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique VIE ASSOCIATIVE - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier.

Chaque année, la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
317	Comité de Quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marquerose	Fonctionnement		500,00
317	Comité de Quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon Marquerose	Projet	Les bodégas du 13 juillet	700,00

Délibération n°V2019-181

388	Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent Montpellier	Fonctionnement		500,00
1029	Centre 665	Fonctionnement		10 000,00
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Fonctionnement		500,00
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Dehors c'est aussi chez nous	250,00
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Chasse aux œufs	200,00
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Atelier d'écriture et café littéraire	100,00
1233	Malbosc Bouge Comité de Quartier	Projet	Soutien scolaire	100,00
2011	Comité de Quartier Croix d'Argent - Sabines	Fonctionnement		500,00
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	Fonctionnement		500,00
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	Projet	Bal 2019 du quartier des Beaux-Arts	250,00
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	Projet	Carnaval 2019 du quartier des Beaux-Arts	250,00
2012	Association de Quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	Projet	Faites des lumières 2019	200,00
3174	Projet Avenir Harkis Français Musulmans	Fonctionnement		1.000,00
6299	Patch A Tout Cœur	Fonctionnement		400,00
6370	Bien Vivre à Aiguelongue	Fonctionnement		500,00
6726	Vivre Parc Marianne	Fonctionnement		500,00
6726	Vivre Parc Marianne	Projet	Marianne Show 2019	700,00
6730	Comité de Quartier Pierres Vives	Fonctionnement		500,00
TOTAL				18 150,00

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 930.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever des sommes sur les crédits inscrits au budget de la Ville sur les imputations ci-dessus pour un total de 18 150 euros ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type.pdf
- Convention Fonctionnement type.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Expérimentation du dispositif "petits déjeuners" sur la commune de Montpellier, autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'Etat a décidé de lancer à titre expérimental la démarche de petits déjeuners pour les écoles situées dans les territoires prioritaires.

Une dotation dédiée est ainsi attribuée par l'Etat à ces territoires pour encourager et soutenir l'organisation de petits déjeuners à l'école. L'objectif est de permettre aux enfants de ne pas commencer la journée le ventre vide, de rester concentrés pendant toute la matinée et ainsi d'apprendre dans les meilleures conditions. Cette mesure participe à la réduction des inégalités, dès le plus jeune âge.

Le pilotage de la mesure est assuré par les directeurs académiques des services de l'Éducation nationale (DASEN). Elle est destinée aux écoles volontaires de tous les territoires dans lesquels un besoin social est identifié - qu'il s'agisse de zones REP et REP+, mais aussi, par exemple, de quartiers de la politique de la ville (lorsqu'ils ne sont pas intégrés à l'éducation prioritaire) et de certaines zones rurales.

Une première phase de déploiement a été lancée, et la Ville de Montpellier a été sollicitée pour participer à titre expérimental d'ici la fin de l'année scolaire.

A partir du 17 juin, il est proposé d'organiser une expérimentation du dispositif «Petits déjeuners» dans les

écoles suivantes :

- École maternelle publique « Docteur ROUX », circonscription de Montpellier Centre ;
- École maternelle publique « Van GOGH », circonscription de Montpellier Ouest ;
- École maternelle publique « Virginia WOOLF », circonscription de Montpellier Ouest.

Une convention, annexée à la présente délibération viendra déterminer les modalités pratiques d'organisation de cette expérimentation avec les écoles retenues.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville dans le temps scolaire pour l'année 2019, dans le cadre de l'expérimentation du dispositif « Petits déjeuners » ;
- de dire que les dépenses et recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ou tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clère HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique support du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisant les crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément à la convention d'attribution de subvention de fonctionnement signée le 23 janvier 2019 (délibération du Conseil municipal du 19 décembre 2018).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des Ecoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des Ecoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et justifiant une contrepartie financière d'un montant de 110 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention, conclue pour l'année 2019, décline les interventions de la Ville relevant du Programme de

Délibération n°V2019-183

Réussite Educative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des Ecoles à la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des Ecoles ;
- de dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

Mme Sophia AYACHE, M. Guy BARRAL, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Daniel BOULET, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Vincent HALUSKA, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Nicole LIZA, M. Patrick RIVAS, Mme Samira SALOMON, Mme Séverine SCUDIER.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de financement caisse des écoles

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Généralisation de l'Education Artistique et Culturelle 2019/2022 Convention Ville/3M

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En soutien à une politique ambitieuse en matière d'Education Artistique et Culturelle (EAC) dans tous les temps de la vie des enfants et des adolescents, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé en lien avec l'Etat et ses services d'engager une démarche de généralisation de l'EAC en direction des enfants et des jeunes âgés de 0 à 18 ans, notamment, dans et hors temps scolaire.

Cette démarche s'inscrit dans le prolongement de la convention associant Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault et la Direction départementale de la cohésion sociale.

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier pilote différents projets en faveur de l'éducation artistique et culturelle de l'enfant dès la petite enfance dans les crèches, puis à l'école primaire dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et extrascolaire d'une part, des enseignements et des actions éducatives d'autre part.

Il s'agit des actions suivantes :

- Ouverture vers le ICI-CCN Montpellier/Occitanie : proposition d'ateliers de danse à destination des enfants ;
- Convention avec le Musée Fabre : ouverture à titre gracieux du musée à l'ensemble des structures de la direction Enfance de la Ville de Montpellier ;
- Partenariat avec la Panacée : une médiatrice de la Panacée a construit des visites adaptées aux tous petits pour chacune des expositions, leur permettant ainsi, de s'éveiller à l'art contemporain ;
- Les Médiathèques : une majorité de professionnels de la petite enfance a bénéficié d'une formation, dispensée par le Centre de Ressources de la médiathèque Emile Zola, pour introduire et proposer le livre à tous les enfants accueillis dans les structures municipales. Nombre d'établissements sont en lien avec la médiathèque de leur quartier d'implantation ;
- Le Quartier des Bébé : animé par le « Théâtre en flammes », c'est un événement culturel fédérateur qui s'adresse aux enfants de 0 à 5 ans, aux parents, aux familles et aux professionnels, pour leur offrir un espace de rencontre et de sensibilisation aux arts vivants et arts associés ;
- La Comédie du Livre : chaque année, la Direction de l'Enfance est investie dans cet événement culturel ;
- Le Festival des Architectures vives : les structures d'accueil de la petite enfance municipales participent au festival des Architectures Vives. Cet événement permet aux enfants, aux professionnels et aux parents de découvrir des œuvres contemporaines éphémères dans les hôtels particuliers de Montpellier ;
- Propositions Artistiques et Culturelles dans les écoles (P.A.C.E.) : En partenariat avec la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault et la Direction régionale des affaires culturelles Occitanie, il est proposé dans tous les domaines aux écoles des interventions artistiques ainsi que des résidences d'artiste ;
- Les Mystères de Montpellier : La Ville de Montpellier, en collaboration avec l'Atelier Canopé de l'Hérault et la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault, offre à des élèves de cycle 3 l'occasion d'écrire un texte ayant pour décor la Ville de Montpellier ;
- Ecole et cinéma – Collège et cinéma : projets de sensibilisation et d'éducation au cinéma ;
- Chœur d'enfants : chorale d'enfants de 7 à 12 ans qui explore et pratique des musiques variées ;
- ArtOmômes : une artothèque composée de lithographies et sérigraphies originales est mise à disposition des élèves des écoles élémentaires, les œuvres sont toutes accompagnées d'une fiche pédagogique réalisée par des conseillers pédagogiques ;
- « Plan mercredi » : des interventions artistiques pourront être programmées dans le temps périscolaire du mercredi, en lien et cohérence avec les contenus des PACE.

En vue de développer et harmoniser ces actions sur le plan territorial dans un souci d'équilibre urbain et d'équité culturelle, il est proposé un conventionnement entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention a pour objet de garantir les conditions d'élaboration d'une démarche de généralisation de l'EAC sur le territoire de Montpellier et d'établir les objectifs liant les parties signataires ainsi que leurs obligations administratives.

Elle précise les objectifs et engagements communs poursuivis par les partenaires, en s'appuyant sur les compétences des opérateurs du territoire, des structures ou labels culturels, de la médiation culturelle et patrimoniale, comme de l'action artistique.

Elle s'appuie sur les trois piliers de l'éducation artistique et culturelle que sont :

- la pratique artistique avec un professionnel ;
- la rencontre avec les œuvres ;
- la fréquentation des lieux culturels.

La convention est triennale, et couvre la période de 2019-2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

Délibération n°V2019-184

- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ci-annexée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention EAC MTP 16-05-19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Projet Educatif de Territoire- Avenant ' Plan mercredi '

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Projet Educatif de Territoire (PEdT), mentionné à l'article D.521-12 du code de l'éducation, formalise la démarche mise en œuvre par la Ville de Montpellier pour l'organisation des différents temps de l'enfant. Il précise les modalités de coopération entre la collectivité et les différentes institutions et décline les ambitions éducatives de la Ville de Montpellier.

Le « Plan mercredi » lancé par le Ministère de l'Education Nationale en juin 2018 vise à soutenir la structuration et le développement d'activités de loisirs de qualité dans le cadre d'accueils de loisirs périscolaires du mercredi, en recherchant une meilleure articulation des temps scolaires, périscolaires et extrascolaires.

Le cadre de la mise en œuvre du « Plan mercredi » est celui d'un Accueil de Loisirs Périscolaire (ALP) inscrit dans un PEdT et respectant la charte qualité « plan mercredi ».

Les principaux objectifs du « Plan mercredi » sont les suivants :

- Veiller à la complémentarité éducative (avec les temps scolaires mais aussi avec les temps périscolaires des autres jours de la semaine) ;

- Assurer l'inclusion et l'accessibilité de tous les enfants ;
- Inscrire les activités sur le territoire et en relation avec ses acteurs ;
- Proposer des activités riches et variées intégrant des sorties éducatives.

L'objectif de faciliter l'accès aux loisirs pour tous dans une logique de cohérence et de continuité éducative entre les temps de l'enfant étant un des aspects de la Politique de Réussite Educative de la Ville, il a été décidé de décliner par voie d'avenant au PEdT les modalités de mise en œuvre d'un « plan mercredi » à l'échelle de la Ville Montpellier.

Cet avenant fixe les orientations éducatives communes à l'ensemble des accueils de loisirs du mercredi, municipaux et associatifs :

- Accueillir chaque enfant dans le respect de son rythme. Le mercredi est un temps de coupure, de détente, de jeu et de plaisir entre enfants.
- Permettre la découverte de son territoire : son quartier, sa ville. Offrir aux enfants un « ailleurs », même proche de chez soi.
- Agir dans la continuité des parcours éducatifs :
 - o Santé : définir et prendre conscience de son capital santé
 - o Culture : Accéder à l'art et la culture en lien avec le dispositif de généralisation de l'éducation artistique et culturelle
 - o Citoyenneté : aller à la rencontre des autres et s'exprimer librement. La citoyenneté s'exerce également dans les domaines de l'environnement, de la sensibilisation aux enjeux climatiques et de la biodiversité.

Pour l'organisation, il a été décidé d'offrir une amplitude d'ouverture plus large avec une souplesse dans les temps d'accueil et de départ.

Au niveau des contenus, un des axes de travail est d'agir dans la continuité des parcours éducatifs de l'élève (santé, culture et citoyenneté) en s'appuyant sur les ressources existantes.

Les projets communs entre les écoles et les ALP du mercredi seront encouragés et, a minima, un projet commun par école sera exigé dans le cadre de la mise en place de ces parcours éducatifs.

Une tarification modulée est appliquée dans l'ensemble des ALP comprise entre 5,50 € et 26,00 €/jour.

Au même titre que le PEdT, l'avenant « Plan mercredi » sera partagé avec les services de la Préfecture de l'Hérault, de la DASEN (Direction Académique des Services de l'Education Nationale) et de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de l'Hérault, car ceux-ci en sont signataires avec la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de mettre en œuvre, à la rentrée de septembre 2019, les modalités déclinées dans le cadre de l'avenant « Plan mercredi » au PEdT et la « convention charte qualité plan mercredi » ;
- de transmettre au service de la Préfecture de l'Hérault, de la DASEN et de la CAF de l'Hérault l'avenant « Plan mercredi » au PEdT ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention charte qualité plan mercredi 2019 Montpellier
- Plan mercredi 2019 Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Aménagement des classes de CP et CE1 situées en zones prioritaires (REP-REP+)- Approbation- Demandes de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des réformes gouvernementales en matière d'éducation prioritaire renforcée, il est demandé aux communes de pouvoir accueillir les élèves de CP, CE1 par groupe de 12 élèves maximum (4 écoles en REP, 14 écoles en REP+). L'objectif est de permettre une meilleure qualité d'apprentissage, et ainsi de réduire les inégalités sociales en portant une attention spécifique aux élèves les plus en difficulté.

18 écoles de Montpellier sont concernées par ce projet, soit environ 74 classes dédoublées en fonction des possibilités offertes par la configuration des locaux.

Afin d'améliorer le fonctionnement de ce dédoublement, pour l'année 2019, il est prévu d'intervenir dans les écoles suivantes :

- Alain Savary ;
- Victor Schœlcher ;
- Akira Kurosawa ;
- Denis Diderot.

Délibération n°V2019-186

Le montant relatif à ces opérations est estimé à 470 000€ HT, soit 564 000€ TTC.

Les travaux seront réalisés pendant l'été 2019 par les entreprises adjudicataires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux d'aménagement pour le dédoublement de classes dans les écoles : Alain Savary, Victor Schœlcher, Akira Kurosawa et Denis Diderot ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville 2019, section investissement, chapitre 902 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Participation au financement du Projet CONNEXIONS Accompagnement de la scolarisation des enfants en habitat précaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le projet CONNEXIONS, porté par le Rectorat de Montpellier (CASNAV Centre Académique pour la Scolarisation et GIP Formavie), a permis d'engager, depuis janvier 2016, un processus d'accompagnement pour faciliter la scolarisation des enfants en habitat précaire dans les écoles primaires de Montpellier.

Cette démarche participe à la bonne application des dispositions du Code de l'éducation et de la circulaire du 2/10/2012 aux termes desquels : « *L'école est un droit pour tous les enfants résidant sur le territoire national, quels que soient leur nationalité, leur statut migratoire ou leur parcours antérieur. [...] il est de la responsabilité de l'institution scolaire de mettre en place les conditions qui facilitent l'accès à l'école* ».

Dans ce cadre, la mise en place d'une action de médiation et d'accompagnement permet d'augmenter sensiblement la proportion d'élèves scolarisés et de lutter contre la déscolarisation.

Pour l'année 2019, cette action est cofinancée par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale. Il est proposé à la Ville de Montpellier de contribuer au financement de cette action pour un montant de 4 800 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le versement d'une subvention de 4 800 € au GIP Formavie ;
- d'approuver le projet de convention jointe en annexe de la présente délibération ;
- de prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget primitif 2019 de la Ville, chapitre 932 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de participation financière

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Ecole Georges Simenon Travaux de restructuration partielle de l'étage Rénovation de 4 classes-1ère tranche Demande de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de poursuivre les travaux de réhabilitation, entrepris en 2017, de l'école Georges Simenon sise 215 boulevard Pedro de Luna à Montpellier, la Ville de Montpellier souhaite entamer la restructuration partielle de l'étage de l'établissement.

Les travaux consistent en la rénovation de 4 classes, par un agrandissement et par un aménagement plus fonctionnel de ces salles.

Les travaux dont le coût est estimé à 100 000€ TTC, seront effectués par les entreprises adjudicataires de la Ville. Ils se dérouleront durant les vacances d'été 2019, en période de congés scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux de restructuration partielle de l'étage de l'école Georges Simenon ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville 2019, section investissement, chapitre 902 ;

Délibération n°V2019-188

- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Nouveau règlement de fonctionnement des temps périscolaires - Rentrée 2019-2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Placés sous la responsabilité de la Ville, les temps périscolaires sont facultatifs et offrent une prise en charge des enfants sur des horaires élargis, avant la classe, pour le repas de midi et le soir après la classe.

La mise en place d'un nouveau logiciel, AXEL.NET, permettant le passage du prépaiement à la facturation à terme échu pour les temps périscolaires, il est nécessaire d'adapter en ce sens le règlement de fonctionnement pour l'année scolaire 2019-2020, dans son article 4.4 relatif aux modalités de paiement des temps périscolaires.

En effet, afin d'anticiper la fin d'exploitation du logiciel Prest'O utilisé actuellement par la Ville pour procéder à la réservation des temps périscolaires et de la restauration scolaire et d'améliorer le dispositif de recueil des présences dans les écoles, la nouvelle solution AXEL NET sera mise en place dans les écoles de la Ville et mise à disposition des familles à la rentrée de Septembre 2019.

Cette solution permettra de créer un Dossier Unique d'Inscription pour chacun des administrés et de gérer sur une même interface les inscriptions en crèche, les inscriptions scolaires, et les activités périscolaires. Elle présentera également plusieurs avantages pour les familles :

- des bornes plus modernes ;
- un nouveau portail famille ouvert 24h/24h, 7J/7, plus ergonomique ;
- paiement sécurisé et suivi de son compte au jour le jour ;
- possibilité pour les parents de consulter et de modifier leurs données personnelles en ligne ;
- possibilité de télécharger leurs relevés de situation ;
- gestion de la garde alternée ;
- mise en place de la facturation (fin du prépaiement) ;
- détail précis des consommations dans la facture mensuelle ;
- possibilité de consulter en ligne l'historique des facturations.

Une campagne de communication à destination des familles est en place et la solution sera déployée selon le planning ci-dessous :

- du 08 juillet au 23 août 2019 : installation des nouvelles bornes dans les écoles ;
- à partir du 05 août 2019 : communication des nouveaux codes aux familles par courrier ;
- le 12 août 2019 : ouverture des réservations des temps périscolaires et de la restauration scolaire ;
- le 02 septembre 2019 : mise en service des bornes dans les écoles.

Le nouveau règlement de fonctionnement est joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement de fonctionnement des temps périscolaires ainsi modifié pour la rentrée 2019-2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-189

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- REGLEMENT INTERIEUR

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIJA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARJON, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Nouveau règlement de fonctionnement des temps extrascolaires municipaux - Rentrée 2019-2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose de 21 Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) de loisirs municipaux : 4 ALSH élémentaires, 4 ALSH maternels, 13 ALSH mixtes.

Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire communal et peuvent accueillir 1 306 enfants âgés de 3 à 12 ans révolus les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les activités proposées aux enfants dans le cadre des ALSH sont destinées à leur épanouissement par des jeux, des activités à caractère sportif et culturel, dans le cadre de relations fondées sur des principes de laïcité.

L'uniformisation des périodes de réservation des mercredis et vacances scolaires en ALSH nécessite d'adapter le règlement de fonctionnement des ALSH municipaux pour l'année scolaire 2019-2020.

Le nouveau règlement de fonctionnement est joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le règlement de fonctionnement des Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

- municipaux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL ,



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement ALSH

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Claire HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Convention de financement des Accueils de Loisirs Associatifs - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier œuvre à la facilitation de l'accès aux loisirs pour tous, dans une logique de cohérence et de continuité éducative entre les différents temps de la journée de l'enfant. C'est un des aspects de sa Politique de Réussite Educative, affirmé notamment dans le Projet Educatif de Territoire.

Les Accueils de Loisirs associatifs exercent une activité d'accueil, conformément aux normes et réglementations en vigueur relatives aux Accueils Collectifs de Mineurs tels que définis par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale. (DDCS).

Les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs participent au service public en ce qu'elles répondent aux besoins des familles pendant les temps périscolaires et extra-scolaires et contribuent à la mise en œuvre de la politique municipale sur la base de leurs projets pédagogiques, en cohérence avec les orientations éducatives du Plan Mercredi.

Afin d'accompagner la mission d'accueil de loisirs, la Ville attribue aux associations une participation municipale pour l'accueil des enfants montpelliérains. Cette prestation distingue quatre types de participations :

➤ Modalités de participation municipale liées à la présence des enfants :

- 3.05 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en maternelle ;
- 2.29 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en élémentaire ;
- 3.81 € pour les journées à l'extérieur (camps sous toile pour la période estivale) à raison de 20 jours par an et par enfant maximum.

➤ Modalités de participation municipale pour les accueils spécifiques :

- la participation peut varier de 2,29 € à 6,00 € par enfant par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants dans le cadre d'un projet spécifique, qui doit faire état de sujétions particulières, qu'elles soient liées au quartier ou à des conditions d'accueil nécessitant une attention particulière. Il doit être détaillé par l'association et accepté par la Ville.

Dans tous les cas, la participation est versée au vu d'un état de fréquentation mensuel fourni par l'association et envoyé à la Direction de l'Education, dans les délais qui lui sont fixés.

Ces différentes modalités de participation sont détaillées dans le modèle de convention annexé à la présente délibération, convention qui sera conclue avec chaque association gestionnaire d'Accueils de Loisirs pour une durée d'un an, renouvelable 2 fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le modèle de convention de financement des accueils de loisirs associatifs,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION FINANCEMENT ACCEUILS DE LOISIRS ASSOCIATIFS

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Réussite éducative

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique REUSSITE EDUCATIVE - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier.

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 200 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €
5939	COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE AU	Fonctionnement		500 €

	PLEIN AIR DE L'HERAULT JPA34			
7040	EDUC LAB	Projet	LUTTE CONTRE LE HARCELEMENT SCOLAIRE	250 €
7040	EDUC LAB	Projet	PROMOTION DE LA LAICITE	250 €
TOTAL				6 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 932

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget de la Ville sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 6 200 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Bourse Initiatives Jeunes 2019 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juin, il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 10 990 €, les subventions selon les projets décrits ci-dessous et de les financer de la manière suivante:

Mohammed EL BASBASI, étudiant

Titre du projet : « *OUT* » : réalisation d'un jeu de société.

Production culturelle

Montant du projet : 2 040 €

Montant demandé : 1 000 €

Montant proposé : 740 €

Jules HECK, en recherche d'emploi

Production culturelle

Titre du Projet : « *SEGHA* »

Montant du projet : 6 000 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 1 500 €

Pablo AUGUSTE, étudiant

Production culturelle

Titre du Projet : « *Late Notice* »

Montant du projet : 5 833,98 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 700 €

Samy BELABBAS, auto entrepreneur

Production culturelle

Titre du Projet : « *Orphée LVDP* »

Montant du projet : 6 000 €

Montant demandé : 2 000 €

Montant proposé : 1 500 €

Lorenzo CIANNI, salarié à temps partiel

Production culturelle

Titre du Projet : « *Petit Copeck* »

Montant du projet : 3 500 €

Montant demandé : 1 500 €

Montant proposé : 800 €

Mathieu KIBODI, étudiant jazz au Conservatoire

Production culturelle

Titre du Projet : « *Persian Rugs* »

Montant du projet : 6 738 14 €

Montant demandé : 1 100 €

Montant proposé : 700 €

Mennad SAÏDI, étudiant Master 2 de sociologie, UM3 PV + e-médiateur au CROUS pour le dispositif YOOT

Production culturelle

Titre du Projet : « *360* »

Montant du projet : 6 625 €

Montant demandé : 1 170 €

Montant proposé : 800 €

Tristan IMPELLIZERI, en recherche d'emploi

Production culturelle

Titre du Projet : « *Le voyage dans le passé* »

Montant du projet : 6 060 €

Montant demandé : 1 500 €

Montant proposé : 900 €

Ahmed-Yassine DRISSI, en recherche d'emploi

Production culturelle

Titre du Projet : « *La trempette* »

Montant du projet : 3 095 €

Montant demandé : 1 000 €

Montant proposé : 900 €

Sofia CASTRO, en recherche d'emploi

Production culturelle

Titre du Projet : « *Join the club* »

Montant du projet : 2 338 €

Montant demandé : 800 €

Montant proposé : 600 €

Richard DARANCY, en recherche d'emploi

Production culturelle

Titre du Projet : « *Une de perdue* »

Montant du projet : 5 660,50 €

Montant demandé : 1 500 €

Montant proposé : 600 €

Baptiste FABRIÉ, étudiant

Destination monde

Titre du Projet : « *Les Comp'act en Côte d'Ivoire* »

Montant du projet : 9 621,50 €

Montant demandé : 1 500 €

Montant proposé : 750 €

Thomas MARTINEZ – DUCOUT, étudiant

Destination monde

Titre du Projet : « *Projet solidaire environnemental au Togo* »

Montant du projet : 6 160 €

Montant demandé : 1 000 €

Montant proposé : 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'attribuer, dans le cadre du dispositif de la Bourse Initiative Jeunes, les subventions d'un montant total de 10 990 € pour les projets détaillés ci-dessus;
- d'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 933;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-193

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projet "ETE A LA MOSSON" - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le sport est un formidable outil de lien, de cohésion sociale et la pratique sportive fait désormais partie de la vie d'un nombre croissant de nos concitoyens. La disponibilité de services et d'équipements de proximité compte parmi les facteurs conditionnant l'accès à la pratique sportive. Dans les quartiers relevant de la politique du contrat de ville, les obstacles culturels liés à la faible mobilité des habitants, le poids du cadre familial sur la pratique des jeunes filles et un accès difficile aux aides financières, sont autant de difficultés pour accéder à l'offre sportive proposée sur le territoire.

Ainsi, la Ville de Montpellier, dans le cadre de l'appel à projet « Mosson » a mis en place un programme permettant aux enfants et adolescents de ce quartier, de pratiquer une activité sportive près de chez eux pendant l'été en partenariat avec les associations sportives.

L'année dernière, ce sont plus de 2 000 enfants et adolescents qui ont bénéficié des activités sportives dans leur quartier.

Par la présente délibération, il est donc proposé de soutenir 6 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives, en leur accordant les subventions suivantes :

Délibération n°V2019-194

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Projet	INITIATION AU TAEKWONDO	1 000 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Projet	ANIMATIONS BMX	1 700 €
4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Projet	TOURNOI DE FOOT OU FUTSAL	1 400 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Projet	INITIATION AU JUDO	1 400 €
6720	VOYAGE AU BOUT DE LA CIME	Projet	DECOUVERTE D'UNE ACTIVITE DE PLEIN AIR	1 700 €
TOTAL				7 200 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 7 200 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-194

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse et Sports

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique SPORTS - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier.

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Montant
3059	MONTPELLIER AGGLOMERATION PLONGEE U.C.	Fonctionnement	1 800 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Fonctionnement	500 €
TOTAL			2 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 2 300 €;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations aux publics et Affaires militaires

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Claire HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique COMMEMORATIONS - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier.

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	BATAILLON IMMORTEL	200 €
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC-	Fonctionnement		200 €

	ROUSSILLON			
528	ASSOCIATION DES DEPORTES INTERNES ET FAMILLES DE DISPARUS - HL	Fonctionnement		200 €
540	FEDERATION NATIONALE ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE-MAROC- TUNISIE FNACA	Fonctionnement		1 000 €
1313	ASSOCIATION NATIONALE DES MEMBRES DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE	Projet	PRIX DU CIVISME ET EDUCATION CITOYENNE	200 €
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	PRIX DE LA LEGION D'HONNEUR AUX APPRENTIS DES METIERS MANUELS DE L'HERAULT	220 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER AMMAC	Fonctionnement		200 €
2305	MOZAIK OUTRE MER	Projet	JOURNEE COMMEMORATIVE DU SOUVENIR DE L'ESCLAVAGE ET DE SON ABOLITION	200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		900 €
6486	COLLECTIF 10 MAI POUR LA MEMOIRE DE L'ESCLAVAGE	Fonctionnement		200 €
TOTAL				3 520 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget de la Ville sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 3 520 €;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Avenant n°2 à la convention de groupement de commandes Ville - Montpellier Méditerranée Métropole pour le marché de travaux et de maintenance de la voirie n°7D0037

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu un groupement de commandes sur 5 lots géographiques du marché de travaux et de maintenance de voirie n°4661AT17 / 7D0037, lots situés sur le Pôle Territorial Montpellier.

Sur les lots 6 « Montpellier – Quartiers Près d'Arènes, Port Marianne et Croix d'argent » et 9 « Montpellier – Quartiers Hôpitaux Facultés-Montpellier Centre 2 », les montants maximum prévus à la convention pour la Ville de Montpellier doivent être revus à la hausse afin d'assurer une continuité de service :

- Lot 6 : le montant annuel maximum pour la part Ville doit être augmenté de 50 000€, soit 130 000€ HT/an (le montant de la part Métropole sur ce lot est donc diminué de 50 000€ soit 1 870 000€ HT/an) ;
- Lot 9 : le montant annuel maximum pour la part Ville doit être augmenté de 40 000€, soit 60 000€ HT/an (le montant de la part Métropole sur ce lot est donc diminué de 40 000€ soit 1 940 000€ HT/an) ;

Afin rendre possible ce rééquilibrage entre les droits de tirage des deux collectivités, il est nécessaire de conclure un avenant, joint en annexe, à la convention de groupement de commandes, validée par délibération

n° 2016/398 du Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de l'avenant n°2 à la convention de groupement de commandes pour les prestations de travaux et maintenance de voirie afin de modifier les montants maximums annuels de répartition entre la Ville de Montpellier et la Métropole sur les lots 6 et 9 du marché n°7D0037.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°2

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Cadre de vie

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Dénominations de voies et d'espaces publics

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé de nommer les voies décrites ci-dessous de la manière suivante :

QUARTIER HOPITAUX FACULTES

L'allée bordant la station Arago et permettant d'accéder au parc Montmaur en passant par le stand de tir n'est pas dénommé, il est proposé :

Rue Jacques MADUBOST
(1944 – 2018)
athlète et tireur français

Ce policier d'abord athlète, a été champion de France et d'Europe en saut en hauteur en 1966. Reconverti dans le tir sportif, il est plusieurs fois champion d'Europe de tir au pistolet et également champion de France de tir gros calibre senior en 2003.

QUARTIER CENTRE HISTORIQUE

Le passage situé entre le chœur de l'église st Roch et le jardin de l'hôtellerie n'est pas dénommé. Afin d'en améliorer la gestion en l'identifiant formellement, il est proposé de le dénommer :

Passage Colette RICхарME
(1904-1991)
peintre française

Colette Richarme née le 24 janvier 1904 à Canton (Guangzhou, Chine), morte à Montpellier le 27 février 1991, est une peintre française. Colette Richarme a été très marquée par son enfance singulière en Chine. Sa mère, initiée à l'art, la forma très tôt à l'observation de son environnement et au dessin. La mort subite de son père, négociant soyeux pour une firme anglaise, les obligea à rentrer en France juste avant la Première Guerre mondiale : vie austère à Lyon, puis Albertville où elle se marie en 1926. L'installation du couple à Paris en 1935 lui donne accès aux ateliers de l'académie de la Grande Chaumière où elle est la condisciple de Louise Bourgeois.

Mais c'est à Montpellier que débute vraiment sa carrière d'artiste. Elle y présente sa première exposition particulière en 1941. Dès l'après-guerre, elle entretient des liens réguliers avec la capitale (expositions, salons) tout en participant activement à la vie artistique régionale.

Jusqu'à la fin de sa vie elle poursuivra ses recherches dans le silence de son atelier languedocien.

QUARTIER PORT MARIANNE REPUBLIQUE

Ce nouveau quartier, dont la conception a été confiée à Agence Nicolas Michelin Associés (Paris), groupée avec l'architecte Nicolas Boudier est un véritable éco-quartier méditerranéen ; il constitue un nouveau modèle urbain qui mêle les fonctionnalités et développe des solutions intelligentes pour bâtir la ville de demain. La ZAC République se dresse en bordure de l'avenue Raymond Dugrand, axe économique et commercial majeur. Elle constitue le dernier élément du vaste quartier Port Marianne débuté dans les années 90. Cet éco-quartier aux circulations apaisées sera desservi par la ligne 3 du tramway. Il sera composé d'îlots denses en gradins ouverts vers le sud, d'immeubles résidentiels et de bureaux aux façades très urbaines donnant sur la rue ainsi que de tours-balises en vitrine du futur boulevard urbain.

De nombreux axes et espaces sont créés, il convient de les dénommer.

1) Au droit de la rue Ray Charles, une rue est créée depuis l'avenue Nina Simone, elle rejoint l'avenue Raymond Dugrand au niveau de la rue Levi-Strauss. Il est proposé de la dénommer :

Rue Rudolf NOUREEV
(1938-1993)
danseur et chorégraphe

Roudolf Khametovitch Noureïev est un danseur classique, chorégraphe et directeur de ballet d'origine tatar, né le 17 mars 1938 à Irkoutsk (Union soviétique) et mort le 6 janvier 1993 à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

Doué d'une technique exemplaire, Rudolf Noreev est considéré comme le plus grand danseur classique et comme l'un des plus grands chorégraphes. Il est nommé le « seigneur de la danse ».

Rudolf Noreev fut directeur du Ballet de l'Opéra de Paris de 1983 à 1989 et également maître de ballet et chorégraphe en chef jusqu'à 1992. En tant que chorégraphe, il revisita tous les grands ballets classiques, en donnant dans ces derniers une place très importante aux hommes, qui jusqu'alors étaient souvent cantonnés à n'être que les faire-valoir des ballerines. Rudolf Noreev introduisit ainsi dans ses chorégraphies des variations pour hommes, comme dans le Lac des Cygnes.

2) Au droit de la rue des Justes parmi les nations, une rue est créée. Elle relie l'avenue Raymond Dugrand à la future place centrale. Il est proposé de la dénommer :

**Rue Anna PAVLOVA
(1881-1931)
ballerine russe**

Anna Matveïevna (Pavlovna) Pavlova, née le 12 février 1881 à Saint-Pétersbourg, Russie, et morte le 23 janvier 1931 à La Haye, Pays-Bas, est une ballerine russe. Elle est considérée par beaucoup comme la meilleure danseuse de ballet classique. Elle a été une étoile du Ballet impérial russe et des Ballets russes de Serge Diaghilev. Son rôle le plus célèbre était « La Mort du cygne » et elle a été la première ballerine à parcourir le monde avec sa propre compagnie de ballet

3) En continuation de cette rue, de l'autre côté de la place centrale, une rue est créée, elle permet d'accéder à la rue du mas Rouge. Il est proposé de dénommer cette rue :

**Rue Maïa PLISSESTSKAIA
(1925-2015)
ballerine russe**

Maïa Mikhaïlovna Plissetskaïa, née à Moscou le 20 novembre 1925 et morte le 2 mai 2015 à Munich, est une danseuse russe, considérée comme l'une des plus grandes ballerines et surnommée la « Diva de la danse ». Elle est faite *prima ballerina assoluta* du Bolchoï en 1962. Maïa Plissetskaïa reste unique par la hauteur de ses sauts, la fluidité de ses bras et la longévité de sa carrière (elle dansera jusqu'à 70 ans). Unique également car, comme Maria Callas, autre *diva assoluta*, sa danse, pleine d'intelligence, allie la technique la plus époustouflante à l'expression la plus dramatique.

4) Au droit de la rue Sabine et Miron Zlatin, une rue est créée, parallèle à la rue Anna PAVLOVA précédemment créée, elle relie comme elle l'avenue Raymond Dugrand à la rue Rudolf NOUREEV. Il est proposé de la dénommer :

**Rue Roland PETIT
(1924-2011)
chorégraphe français**

Roland Petit, né le 13 janvier 1924 à Villemomble et mort le 10 juillet 2011 à Genève, est un chorégraphe et danseur français. Aîné de la famille, Roland Petit est le fils de Rose Repetto, créatrice de la marque de chaussons de danse et d'Edmond Petit. Il se forme à l'école de ballet de l'Opéra de Paris auprès de Gustave Ricaux et Serge Lifar et entre dans le corps de ballet en 1940. Il fonde les Ballets des Champs-Élysées en 1945 et les Ballets de Paris en 1948, au Théâtre Marigny, avec Zizi Jeanmaire comme danseuse étoile, qui devient son épouse en 1954 et avec laquelle il a une fille, Valentine Petit. Il collabore avec Serge Gainsbourg, Yves Saint Laurent et César et participe à plusieurs films français et américains.

5) au droit de cette rue une allée est créée, elle permet de rejoindre les berges de la Lironde. Il est proposé de la dénommer :

**Allée Françoise ADRET
(1920-2018)
chorégraphe française**

Françoise Adret est une danseuse, chorégraphe, maîtresse de ballet, pédagogue et directrice de compagnie française née à Versailles le 7 août 1920 et morte le 1er avril 2018. Formée par des maîtres de l'école franco-russe, comme Madame Rousanne, Victor Gsovsky et Nora Kiss, Françoise Adret débute sur scène comme danseuse étoile dans *Le Pas d'acier* de Serge Lifar en 1948 et crée la même année sa première chorégraphie, *La Conjuración*. De 1951 à 1958, elle dirige le Ballet de l'Opéra d'Amsterdam, puis rejoint Roland Petit

comme maître de ballet.

De 1960 à 1963, elle dirige le ballet de la ville de Nice, puis chorégraphie pour plusieurs compagnies internationales et fonde le Ballet national de Panama.

En septembre 1968, elle accompagne Jean-Albert Cartier qui, à la Maison de la culture d'Amiens, va créer le Ballet Théâtre Contemporain, premier Centre chorégraphique national. En janvier 1972, le BTC part à Angers.

Maître de ballet au Ballet-Théâtre contemporain (1968-1978), elle devient inspectrice de la danse au ministère de la Culture (1978-1985), puis dirige le ballet de l'Opéra de Lyon (1985-1992).

Elle sera tout au long de la carrière un maître de ballets internationalement reconnu.

~

6) Le long des berges de la Lironde depuis l'avenue Nina Simone jusqu'à la future place centrale une allée est créé, il est proposé de la dénommer :

**Allée Liliane MONTEVECCHI
(1932 – 2018)
danseuse, chanteuse
et actrice française**

Liliane Montevecchi est une actrice, danseuse et chanteuse française, née à Paris le 13 octobre 1932 et morte à New York le 29 juin 2018. Formée initialement à la danse classique, elle débute dans le music-hall, au Casino de Paris, avec Jean Guélis.

Puis elle est recrutée comme danseuse étoile dans la compagnie de danse de Roland Petit, qui lui offre d'abord le rôle principal du ballet chanté *La Croqueuse de Diamants* en 1951 au théâtre de l'Empire, « J'avais 18 ans et Paris était à mes pieds, mais je pleurais car on m'applaudissait pour mon chant et moi je voulais être reconnue comme danseuse. ».

~

7) Une vaste place centrale de 2 500 m² au-dessus de la Lironde constituera le cœur de cette nouvelle ZAC, il est proposé de la dénommer :

**Place Antonio GADES
(1936-2004)
danseur de flamenco et
chorégraphe espagnol**

Antonio Esteve Rodeñas, plus connu sous le pseudonyme d'Antonio Gades, est un danseur de flamenco et chorégraphe espagnol né à Elda (province d'Alicante) le 14 novembre 1936 et mort à Madrid le 20 juillet 2004. Il a contribué à la popularisation du flamenco sur la scène internationale et fut le premier directeur du Ballet Nacional de España. Il entre à l'Académie en 1952 et obtient son diplôme en moins d'un an puis intègre la troupe de Pilar López Júlvez qu'il considère toujours comme son véritable professeur.

Il quitte la troupe en 1960 pour réaliser une chorégraphie du *Boléro* de Ravel avec Antonio Gaudi à l'opéra de Rome. À la même époque, il fait une création pour le festival de Spoleto, puis accepte les fonctions de premier danseur, de chorégraphe et de maître de ballet à la Scala de Milan. Il retourne dans son pays et réunit quelques danseurs. Il profite d'un contrat à New York pour augmenter le nombre de danseurs, formant ainsi le noyau central de ce qui sera sa compagnie de ballet.

Au cours de la saison 1968-1969, il reçoit à Paris le prix du Syndicat de la critique qui marque sa consécration. Il se produit alors avec sa compagnie dans le monde entier. En 1978, il est nommé directeur du Ballet Nacional de España. Il monte alors le ballet *Noces de sang*, inspiré de l'œuvre de Federico Garcia Lorca. Le cinéaste Carlos Saura, qui assiste à une répétition, lui propose d'en faire un film. Programmé au Théâtre de Parisien février 1982, ce ballet ainsi que Suite flamenca obtiennent un véritable triomphe. La collaboration entre Gadès et Saura se renouvelle avec *Carmen*, dont ils signent ensemble le ballet et le film, primé deux fois au festival de Cannes.

La même année, il reçoit la Médaille d'or du mérite des beaux-arts par le ministère espagnol de l'Éducation, de la Culture et des Sports.

8) Un square est créé à l'ouest, entre la rue Rudolf NOUREEV nouvellement créée et le futur parc, il est proposé de le dénommer :

**Square Jacques CHAZOT
(1928 -1993)
danseur étoile,
écrivain et acteur français**

Jacques Chazot, né le 25 septembre 1928 à Locmiquélic (Morbihan, France) et décédé le 12 juillet 1993 à Monthyon (Seine-et-Marne, France) où il est enterré, est un danseur étoile, écrivain, acteur et mondain parisien. Il entre à l'école de ballet à l'Opéra de Paris en 1947. En 1956, il intègre l'Opéra-comique. La même année, il publie *Les Carnets de Marie-Chantal*, créant ainsi un personnage devenu l'archétype de la snob.

Jacques Chazot, très présent dans la sphère mondaine parisienne, ne faisait pas mystère de son homosexualité. Il adoptait même parfois une attitude provocatrice et revendicative, en surjouant l'efféminement, et appelait Thierry Le Luron « le bébé que je n'ai pas eu ».

Jacques Chazot fut, entre autres, l'ami de Françoise Sagan, Juliette Gréco, Régine, Coco Chanel, Annabel Buffet, Claude Bessy et Hassan II.

Très présent dans le paysage audiovisuel français, qu'il occupait par sa drôlerie et son recul par rapport à son propre personnage, il a participé à de nombreuses reprises à l'émission « Les Grosses Têtes », comme sociétaire, dans les années 1980, ainsi qu'à quelques films.

Faisant face à des problèmes fiscaux, atteint d'un cancer de la gorge, il passe les dernières années de sa vie au château de Monthyon, appartenant à Jean-Claude Brialy. Après sa disparition, Pierre Bergé a remis au nom de Jacques Chazot au Musée de la Vie romantique un ensemble significatif d'œuvres sur papier et de souvenirs divers que celui-ci avait réunis sur le thème du romantisme (George Sand, La Malibran, Rachel etc.).

9) Une promenade relie l'avenue Raymond Dugrand à la place Antonio Gades en longeant le parc. Il est proposé de la dénommer :

**Allée Janine CHARRAT
(1924-2017)
danseuse chorégraphe français**

Janine Charrat, née à Grenoble le 24 juillet 1924 et morte le 29 août 2017 à Rueil-Malmaison, est une danseuse, chorégraphe et directrice de ballet française. Elle acquiert, jeune, une réputation d'enfant prodige de la danse avec son rôle dans le film de Jean Benoît-Lévy *La Mort du cygne*. A la recherche d'un partenaire, elle est mise en relation avec Roland Petit par la critique Irène Lidova. Avec les encouragements de Serge Lifar, enfreignant la règle de ne faire danser les élèves du Ballet de l'Opéra qu'entre eux, elle forme avec lui le couple vedette de l'univers chorégraphique. En 1945, elle crée pour les Ballets des Champs-Élysées *Jeu de cartes*, son premier ballet, puis fonde sa propre compagnie en 1951, les Ballets Janine Charrat, appelés un temps les Ballets de France. Elle travaille avec de très grands créateurs et artistes du XXe siècle : auteurs, chorégraphes, compositeurs, hommes de théâtre, peintres, décorateurs, costumiers.

Pendant l'enregistrement du ballet *Les Algues* pour la télévision française, son tutu prend feu au contact d'un chandelier et elle est très sévèrement brûlée. Après plusieurs mois de soins à l'hôpital Cochin, de convalescence et de rééducation, elle revient à la scène en prenant la direction de la danse du Grand Théâtre de Genève de 1962 à 1964.

En 1978, elle devient conseillère pour la danse au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou à Paris.

10) En parallèle de l'Allée Liliane MONTEVECCHI sur l'autre rive de la Lironde, une allée est créée, Il est proposé de la dénommer :

**Allée Alvin AILEY
(1931-1989)
chorégraphe américain**

Alvin Ailey, né le 5 janvier 1931 à Rogers au Texas et mort le 1er décembre 1989 à New-York, compte parmi les danseurs et chorégraphes afro-américains les plus réputés. Agé de 12 ans, c'est lors d'une représentation scolaire d'un ballet de la compagnie du Ballet russe de Monte-Carlo qu'il tombe amoureux de la danse, notamment grâce à son amie d'enfance Carmen De Lavallade qui le pousse à étudier avec Lester Horton qui devient son mentor. Après la mort de ce dernier, il se forme à la danse jazz avec Katherine Dunham, Martha Graham, Doris Humphrey, et José Limón, mais reste insatisfait de ces techniques de danse. Alvin Ailey décide alors de fonder sa propre compagnie de danse à New York en 1958 et donne son premier spectacle le 30 mars 1958, en mettant déjà en avant des techniques extrêmement dynamiques et athlétiques. L'une des pièces marquantes de début de carrière est *Blues Suite*. Il devient un chorégraphe réputé à travers le monde et très prolifique. Il ne créa pas moins de 79 ballets tout au long de sa vie avec « la Alvin Ailey American Dance Theater », qui devient progressivement l'une des plus importantes compagnies de danse à New York. La compagnie transmet aujourd'hui encore la mémoire d'Alvin Ailey, en présentant des chorégraphies de son répertoire ou des nouveaux projets. Grâce à sa compagnie, Alvin Ailey réussit le pari de populariser la danse contemporaine par l'intermédiaire des nombreuses tournées nationales ou internationales, financées par le secrétariat d'état américain. En 1987, il reçoit un American Dance Festival Award pour l'ensemble de sa carrière.

~

11) Partant du milieu de l'allée Alvin Ailey, une allée est créée, il est proposé de la dénommer :

**Allée Odile DUBOC
(1941-2010)
chorégraphe française**

Odile Duboc, née le 23 juillet 1941 à Versailles et morte le 23 avril 2010 à Paris, est une danseuse, chorégraphe et pédagogue française de danse contemporaine.

Danseuse classique puis pédagogue autodidacte à Aix-en-Provence, Odile Duboc a enseigné dans son école Les Ateliers de la danse dans les années 1970. Elle crée à Paris en 1983 l'association « Contre-jour », avec sa complice et conceptrice des lumières Françoise Michel. En 1990 – et jusqu'à la fin 2008 –, elle dirige le Centre chorégraphique national de Franche-Comté à Belfort où lui succède Joanne Leighton. En 1993, elle crée le spectacle *Projet de la matière* qui fera date dans l'histoire de la nouvelle danse française. Elle est dès lors reconnue comme une chorégraphe importante de la danse française et met en scène de nombreux spectacles et opéras pour différentes institutions (notamment pour le Centre national de danse contemporaine d'Angers).

~

12) Au droit de la rue Serge Gainsbourg, une rue est créée, elle relira l'avenue Nina Simone à la rue Maia PLISSESTSKAIA, il est proposé de la dénommer :

**Rue Vaslav NIJINSKI
(1889-1950)
danseur et chorégraphe russe**

Vaslav Fomitch Nijinski (en polonais : Wacław Niżyński), aussi retranscrit Vaclav Nijinsky ou Vatslav Nizhinski, né à Kiev le 12 mars 1889 et décédé le 8 avril 1950 à Londres, est un danseur et chorégraphe russe d'origine polonaise.

Nijinski est aussi l'auteur d'un système de notation de la danse qu'il inventa pour son usage personnel. Grâce aux recherches de spécialistes, on a pu reconstituer fidèlement certaines de ses chorégraphies, dont *L'Après-midi d'un faune* et une partie du *Sacre du printemps*.

~

13) au droit de l'allée Odile DUBOC, depuis la rue Rue Vaslav NIJINSKI et allant jusqu'à la rue du Mas Rouge, une allée est créée, il est proposé de la dénommer :

**Allée Martha GRAHAM
(1894-1991)
chorégraphe américaine**

Martha Graham, née le 11 mai 1894 dans le comté d'Allegheny (Pennsylvanie, États-Unis) et morte le 1er avril 1991 (New York), est une danseuse et chorégraphe américaine. Elle est considérée comme l'une des plus grandes innovatrices de la danse moderne et par conséquent l'une des fondatrices de la danse contemporaine.

~

14) Un square est créé à l'Est entre la rue Maia PLISSESTSKAIA et le futur parc, il est proposé de le dénommer :

**Square Jean BABILEE
(1923-2014)
danseur, chorégraphe et
acteur français**

Jean Babilée est un danseur, chorégraphe et acteur français, né le 3 février 1923 à Paris et mort le 30 janvier 2014.

Jean Gutmann, est formé à l'École de danse de l'Opéra de Paris de 1936 à 1940. Il débute aux Ballets de Cannes en 1940, travaille à l'Opéra de Paris comme second quadrille tout en prenant des cours particuliers avec Victor Gsovsky. Les lois adoptées par le gouvernement de Vichy sous l'occupation nazie l'incitent à prendre pour pseudonyme le nom de sa mère : Babilée. Mais quelqu'un ayant écrit le mot « juif » sur le miroir de sa loge, un policier lui conseille de quitter la capitale. Il entre alors dans la Résistance et se bat en Touraine.

Il intègre à la Libération les Ballets des Champs-Élysées dirigés par Roland Petit et Janine Charrat, où il se révèle rapidement comme l'un des plus grands danseurs de sa génération. Il y crée notamment en 1946 *Le Jeune Homme et la Mort*, sur une chorégraphie de Roland Petit, aux côtés de la danseuse Nathalie Philippart, avec laquelle il aura une fille, Isabelle.

Il chorégraphie lui-même plusieurs ballets avant de quitter la troupe en 1949. Il fonde en 1956 sa propre compagnie, tout en continuant à se produire sur scène, à l'Opéra de Paris et à la Scala de Milan. Il apparaît régulièrement au théâtre et au cinéma à partir des années 1960, sans pour autant renoncer à la danse.

Il se remarie en 2000 avec Zapo, danseuse, chorégraphe et cinéaste, et adopte officiellement le nom de Babilée.

Jean Babilée était un grand amateur de moto, appréciant les machines à hautes performances. Il continua à pratiquer la moto jusqu'à l'âge de 85 ans.

~

15) Depuis la place Antonio GADES, une allée longe vers l'Est le futur parc. Il est proposé de la dénommer :

**Allée Jorge DONN
(1947-1992)
danseur argentin**

Jorge Donn est un danseur argentin né à San Juan le 25 février 1947 et mort à Lausanne le 30 novembre 1992.

Après des études à l'école de ballet du Teatro Colón, il rejoint le Ballet du XX^{ème} siècle dirigé par Maurice Béjart en 1963. Il en devient bientôt l'un des principaux solistes et crée les rôles titres de la *Neuvième symphonie* (1964), de *Roméo et Juliette* (1966), de la *Messe pour le temps présent* (1967), de *Nijinsky, clown de Dieu* (1971), de *Notre Faust* (1975), du *Boléro* (1979), etc. Il reprend aussi des rôles importants d'anciennes œuvres de Béjart comme dans *Les Quatre Fils Aymon*.

En 1980, il devient le directeur artistique du Ballet du XX^{ème} siècle puis, lorsque Béjart quitte Bruxelles pour Lausanne, Jorge Donn fonde sa propre compagnie, l'Europe Ballet, qui ne durera que quelques mois. Il rejoint ensuite le Béjart Ballet Lausanne de Maurice Béjart à Lausanne, où il reprend notamment Nijinsky (1990). Il meurt du sida deux ans plus tard.

Il a incarné un personnage inspiré de Rudolf Nouriev dans le film *Les Uns et les Autres* de Claude Lelouch où il exécutait le Boléro de Ravel.

~

16) Ce quartier est accompagné d'un bassin de rétention, futur parc destiné à absorber les eaux de crue de la Lironde et qui sera une des composantes majeures du paysage du quartier port Marianne. Il est proposé de le dénommer :

**Parc Trisha BROWN
(1936-2017)
danseuse et chorégraphe
américaine**

Trisha Brown, née le 25 novembre 1936 à Aberdeen dans l'État de Washington aux États-Unis et morte le 18 mars 2017 à San Antonio au Texas, est une danseuse et chorégraphe américaine.

Figure importante de la danse post-moderne, notamment au sein du Judson Dance Theater de New York, elle collabore pendant plus de 30 ans avec de nombreux artistes contemporains (plasticiens, compositeurs, musiciens), au début de sa carrière hors des scènes classiques et dans un style abstrait et plus récemment dans le cadre de grandes productions institutionnelles et en utilisant des motifs qui mènent à une trame narrative émotionnelle et poétique.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan république
- Passage Colette Richarme
- Rue Jacques MADUBOST

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Claire HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique SOCIAL - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

o Dans le cadre de la thématique HANDICAP:

Code	Structure	Type	Titre	Montant
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	Fonctionnement		1 800 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €
7129	INFORMATION ET	Projet	MARCHE	1 000 €

	RECHERCHE SUR LA RETINITE PIGMENTAIRE IRRP		NATIONALE POUR LA VUE	
TOTAL				5 800 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE** :

Code	Structure	Type	Titre	Montant
3746	ASSOCIATION UN'IONS	Projet	L'ART EST PUBLIC	4 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **EXCLUSION**:

Code	Structure	Type	Montant
1913	ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL-LOUISE DE MARILLAC COMITE DEPARTEMENTAL DE L'HERAULT	Fonctionnement	500 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement	15 000 €
4583	ORDRE DE MALTE	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			16 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **SOLIDARITE**:

Code	Structure	Type	Titre	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	LES ATELIERS PRATIQUES DU NUMERIQUE	8 000 €
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	Fonctionnement		3 000 €
1755	CENTRE APAJ (CENTRE D'ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS	Projet	ESPACE PUBLIC NUMERIQUE	2 800 €

	ADULTES ET JEUNES)			
3104	ASSOCIATION ETRE EN SCENE	Projet	ATELIERS DE DANSE ET D'ECRITURE	4 000 €
6727	AREA	Projet	INSERTION SOCIALE GLOBALE	15 000 €
6823	IMPRO LOUVETEAUX	Projet	IMPROVISATION ET GESTION DU STRESS	5 600 €
7050	PASTORALE EVANGELIQUE CNEF MONTPELLIER	Fonctionnement		8 500 €
TOTAL				46 900 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget de la Ville sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 73 200 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement
- Convention fonctionnement
- Convention projet

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Création d'une convention globale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Solidarité DOM TOM

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont pour axe majeur de la mise en œuvre de leurs politiques publiques, l'amélioration de la cohésion sociale, de l'emploi, du logement et de l'habitat sur l'ensemble de leur territoire, et en particulier sur les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV).

A ce titre, ils soutiennent les actions de l'association Solidarité DOM TOM sur le territoire sud du quartier Mosson. En effet, depuis 1994, le projet associatif de l'association a pour objectif de créer du lien social et d'accompagner au quotidien les habitants de ce quartier.

L'association est soutenue par la Ville essentiellement sur quatre axes de son activité :

- L'aide alimentaire : une épicerie sociale et solidaire est ouverte depuis 19 ans,
- L'accès aux droits et la pratique orale du français,
- L'accompagnement social lié au logement,
- L'accueil du public (rendu possible par la mise à disposition de locaux à l'association).

En 2018, près de 850 personnes ont bénéficié d'une d'au moins une des quatre actions.

Délibération n°V2019-200

Au total, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole soutiennent l'association Solidarité DOM TOM à hauteur de 84 196 euros pour l'année 2019, étant ainsi les principaux financeurs de l'association.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De dire que la convention tripartite annexée à la présente délibération et précisant les engagements réciproques de l'association, de la Ville et de la Métropole vient compléter les conventions financières bipartites signées en 2019 entre la Ville et l'association Solidarité DOM TOM ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Solidarité DOM TOM 3.pdf
- Convention FSL Solidarité DOM TOM.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabnia BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Adhésion de la ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés et inscription au Réseau Mondial des villes et communautés amies des aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La part de la population âgée de 60 ans ou plus était en 2013 de 11%, soit près de 50 000 Montpelliérains. Face au vieillissement des populations et aux besoins croissants des villes de s'adapter aux besoins de ses usagers, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a créé en 2006 le Réseau Mondial des Villes et Communautés Amies des Aînés, afin d'inciter les territoires à mieux s'adapter aux besoins de leurs aînés.

Montpellier est déjà inscrit dans la démarche Ville Amie des Enfants, soutenue par l'UNICEF, et a intégré le Réseau français des Villes-Santé de l'OMS.

Le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA), association sans but lucratif, a pour but de développer dans les pays francophones la démarche initiée par l'OMS qui vise à favoriser le vieillissement en bonne santé dans tous les pays.

A travers la problématique du bien vieillir, c'est la question du bien vivre à tout âge qui est soulevée et la prise en compte de la conception universelle au sein des politiques publiques.

Le RFVAA accompagne les collectivités à la mise en œuvre de leur projet et valorise leurs initiatives. L'objectif est de faciliter les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre les adhérents et créer ainsi

Délibération n°V2019-201

les conditions d'une meilleure adaptation des territoires aux aînés, en particulier en favorisant le vieillissement actif des habitants. Pour cela, la Ville s'engage à promouvoir la lutte contre l'âgisme, le sentiment d'appartenance au territoire des habitants et la mise en place d'une démarche participative et partenariale.

Aussi, en adhérant au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés, la Ville s'engage à mettre en œuvre les principes fondamentaux de la dynamique ainsi que les différentes étapes de la démarche qui repose sur un diagnostic du territoire participatif et un état des lieux de l'existant permettant d'évaluer les thématiques prioritaires accompagnés d'un plan d'actions parmi 8 grands thèmes :

- Espaces extérieurs et bâtiments
- Transports et mobilité
- Habitat
- Information et communication
- Lien social et solidarité
- Culture et loisirs
- Participation citoyenne et emploi
- Autonomie, services et soins.

Montpellier, par son tissu associatif et ses nombreux partenariats, en particulier avec l'université et le CHU, est déjà un acteur majeur de la prévention santé et de l'innovation sociale pour le bien-vivre et le bien vieillir. Avec son CCAS, Montpellier offre une politique globale d'accompagnement du vieillissement en luttant contre l'isolement et en prévenant la perte d'autonomie quel que soit l'âge.

L'analyse des besoins sociaux, le portrait du territoire avec la cartographie des acteurs intervenant dans le champ du vieillissement ainsi que l'adaptation de l'organisation des services au sein du Département de Cohésion Sociale et du Vivre Ensemble répondent à la fois à l'approche sociale, médicosociale et sanitaire permettant la prise en compte globale du parcours de vie des usagers. Ainsi les différentes étapes nous ayant permis de contribuer à la définition d'une politique globale du bien vieillir sur le territoire montpelliérain s'inscrivent pleinement dans les attendus en préambule de cette initiative.

Territoire d'innovation et d'inclusion sociale, Montpellier souhaite donc aujourd'hui s'engager dans cette démarche participative auprès de l'OMS et du Réseau Fédéral Ville Amie des Aînés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA) d'un montant de 1 200 euros ;
- d'approuver l'inscription de la Ville de Montpellier au Réseau Mondial des Villes et Communautés Amies des Aînés auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_sante_orale1558358093691.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires sociales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Modification de l'affectation de trois appartements du CCAS de la Ville au profit d'un projet de colocation inter-générationnelle

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au vu de l'expérience très positive de la colocation étudiante en EHPAD, le CCAS de la Ville de Montpellier souhaite poursuivre cette action et augmenter les capacités d'accueil.

Le CCAS de Montpellier, disposant de trois appartements disponibles, un dans l'enceinte de l'EHPAD Simone Gillet-Demangel, un dans l'enceinte du club Age d'Or Laure Moulin et un au Mas Bel Juel, souhaite expérimenter une nouvelle affectation de ces logements afin de rompre l'isolement des personnes âgées, lutter contre la précarité des étudiants et créer du lien social sur les quartiers, dès septembre 2019.

Cette expérimentation permettra aussi de valoriser le patrimoine du CCAS.

En échange de cette colocation à loyer modéré, les étudiants donneront de leur temps bénévolement, à hauteur de 3 heures minimum par semaine.

Dans le Club Âge d'Or, les étudiants travailleront sur le lien intergénérationnel à vocation sociale sur le quartier le mercredi, le samedi ou en fin d'après-midi selon leurs disponibilités.

Dans les EHPAD, ils mettront en place des activités intergénérationnelles selon leurs disponibilités et leurs talents notamment le week-end ou en fin d'après-midi. Ces nouveaux colocataires pourront partager des moments de convivialité avec les résidents mais aussi découvrir la vie et les différents métiers offerts dans

Délibération n°V2019-202

ces structures. Pour les résidents, cela sera l'occasion de transmettre leurs expériences et de bénéficier de la vitalité et du dynamisme des jeunes générations.

La mise à disposition se fera à la valeur locative du marché, diminuée de 20% en raison de la précarité de l'occupation.

Comme le prévoit l'article L2241-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations par lesquelles les commissions administratives chargées de la gestion des établissements publics communaux changent en totalité ou en partie l'affectation des locaux appartenant à ces établissements et mettent ces locaux à la disposition de particuliers ne sont exécutoires qu'après accord du Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver le changement d'affectation des appartements au sein du Mas Bel Juel, de l'EHPAD Simone Gillet-Demangel et du club Age d'Or Laure Moulin ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dossier.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Enfance

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Attributions de subventions dans le cadre de la thématique ENFANCE - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier.

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Montant
4770	RIROLI	Fonctionnement	600 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature de la lettre d'engagement;

Délibération n°V2019-203

- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget de la Ville sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 600 €;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAURÈL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement type

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Contrat d'exposition entre l'association CARIBAEA INITIATIVE et la Ville de Montpellier Exposition "Solo en Cuba"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Caribaea Initiative a pour objectif de développer la recherche et la formation supérieure sur la biodiversité et la gestion des populations animales dans les Caraïbes (plus précisément l'arc Antillais, c'est à dire la zone couvrant environ 1500 km, située entre le 10^{ème} et le 23^{ème} degré de latitude nord, et bordée par l'océan Atlantique à l'est et par la mer des Caraïbes à l'ouest).

L'association travaille, entre autres, à renforcer les collaborations entre les chercheurs de l'arc antillais et des équipes de recherche extérieures à la région, particulièrement à travers le co-encadrement scientifique des étudiants et le développement de projets de recherche communs.

Elle intervient enfin pour aider à la diffusion et à la vulgarisation des savoirs acquis sur la biodiversité et la gestion des populations animales dans la zone de l'arc Antillais au sein de la communauté scientifique internationale, mais aussi auprès du grand public, de la jeunesse et des décideurs.

L'exposition proposée par l'association s'intitule « Solo en Cuba », et sera installée du 03 juillet 2019 au 29 septembre 2019 au parc de Lunaret. Il s'agit d'une exposition trilingue (français, espagnol, anglais) de photographies naturalistes d'une très grande qualité qui a pour ambition de donner une idée de cette biodiversité foisonnante comme le colibri abeille, le plus petit oiseau de la planète, la chauve-souris de Cuba ou l'escargot de terre cubain, sans oublier l'oiseau national: le Trogon de Cuba. Elle a pour but de

Délibération n°V2019-204

sensibiliser un public le plus large possible à la biodiversité de notre planète, qu'elle soit locale ou exotique, en espérant réveiller ou alimenter la bienveillance indispensable à la survie des écosystèmes riches et fragilisés par nos activités.

L'association a déjà présenté au parc de Lunaret, en 2018, l'exposition « La vie sauvage au Macaya » sur la biodiversité haïtienne.

Dans le cadre de l'organisation de cette exposition, l'association fournit gratuitement à la Ville les fichiers nécessaires pour toute la durée de l'exposition. En contrepartie, la Ville s'engage à prendre à sa charge l'impression sur des bâches des visuels mis à disposition, et à promouvoir l'exposition au moyen de ses supports et documents de communication.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat d'exposition avec l'association Caribea Initiative, tel que joint en annexe de la présente délibération ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget Ville de Montpellier chapitre 933 (fonctionnement) et chapitre 903 (investissement) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer le dit contrat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat d'exposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Restauration du mur et des piliers d'entrée du Domaine de Méric Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Domaine de Méric, grand domaine de 12 hectares, a été acquis par la Ville en 1992. Ce domaine du XIX^{ème} comporte un parc à l'anglaise, deux terrasses, d'anciens vergers et jardins potagers, une allée d'honneur, une prairie et un boisement méditerranéen. Résidence d'été du peintre Frédéric Bazille au XIX^e siècle, qui a immortalisé le parc à l'anglaise, la propriété est plantée d'arbres centenaires et d'essences rares.

Le mur et les piliers du portail de l'entrée principale menant au parc (entrée Ouest située rue de Ferran) sont actuellement fortement dégradés et nécessitent des travaux de restauration urgents.

Une première étape a déjà été enclenchée en 2017 avec le décroûtage du mur (et suppression de son enduit) et la pose de roulements destinés à soulager les piliers soutenant le portail, sur les conseils de l'ABF.

La Ville souhaite régulariser cette première phase de travaux et les poursuivre, afin de terminer la restauration de cette entrée par la réalisation des travaux suivants :

- restauration des piliers en pierre de taille

- Dépose et repose de pierres, nettoyage et purge des parties conservées, ragréage au mortier de chaux, rejointement et carottage du pilier, patine

- restauration des murs de chaque côté du portail

- Agrafage des fissures, injection de coulis, réalisation d'un chaperon maçonné, enduit à la chaux
- reprise du sol au niveau des chemins de roulement
- Décaissement du sol et pose de pavés identiques à l'existant

Le montant de ces travaux s'élèvera à 40 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le Budget Primitif 2019 de la Ville, section investissement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Réalisation d'une clôture autour de l'aire de jeux du Parc de la Guirlande Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le parc de la Guirlande est un ancien jardin d'agrément privé du XVIII^{ème} siècle, acquis par la Ville en 1978 de 12 110 m². Il abrite, entre autres, un buffet d'eau incrusté de coquillages prolongé de parterres à la française, d'un bassin orné d'une rocaïlle entouré de bosquets ainsi que de nombreux ouvrages, mobiliers, éléments architecturaux et patrimoine arboré de grande valeur. Ce parc est situé en Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

Actuellement, l'aire de jeux à l'intérieur du parc n'est pas clôturée.

De ce fait, les enfants peuvent échapper à la surveillance des parents. Les chiens peuvent également aller et venir dans cet espace réservé aux enfants.

La Ville souhaite réaliser les travaux suivants afin de sécuriser l'aire de jeux :

- Réaliser une clôture en périphérie de l'aire de jeux :
 - Fourniture et pose d'une clôture en barreaudage, hauteur 1,20 m sur 1450 ml de long ;
 - Fourniture et pose de 2 portillons, hauteur 1,20 m.

Pour ce faire, le parc de la Guirlande étant situé en site classé, il convient de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant de ces travaux s'élèvera à 24 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le Budget Primitif 2019 de la Ville, section investissement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Rehaussement du mur de clôture du Parc de la Guirlande Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le parc de la Guirlande est un ancien jardin d'agrément privé du XVIII^e siècle, acquis par la Ville en 1978 de 12 110 m². Il abrite, entre autres, un buffet d'eau incrusté de coquillages prolongé de parterres à la française, d'un bassin orné d'une rocaïlle entouré de bosquets ainsi que de nombreux ouvrages, mobiliers, éléments architecturaux et patrimoine arboré de grande valeur.

Ce parc est situé en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

Actuellement, le mur ainsi que la clôture d'enceinte du parc de la Guirlande côté rue Tour Gayraud sont de hauteur insuffisante et permettent un franchissement aisé dans le parc en dehors des horaires d'ouverture.

De plus, le portail, non utilisé, localisé côté résidence « Parc de la Guirlande » permet le franchissement à l'escalade et les intrusions dans la résidence.

La Ville souhaite réaliser les travaux suivants afin de sécuriser le parc des intrusions, lorsque celui-ci est fermé :

- Rehausser le mur existant côté rue Tour Gayraud afin de sécuriser le parc des intrusions, lorsque celui-ci est fermé par :

- Le comblement du mur sur une hauteur moyenne de 1 m pour remise à niveau de l'ensemble de la maçonnerie
- La fourniture et la pose d'un barreaudage métallique sur le mur d'une hauteur de 1,20 m (hauteur totale du mur d'enceinte (mur et barreaudage): 2,20 m)
- Supprimer le portail côté résidence et réaliser un mur sur une hauteur moyenne de 2,20m en pierre maçonné enduit des deux faces, identique aux murs existants.

Pour ce faire, le mur du parc de la Guirlande étant situé en site classé, il convient de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant de ces travaux s'élèvera à 50 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux présentés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le Budget Primitif 2019 de la Ville, section investissement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ecologie urbaine

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Agence Régionale de la Biodiversité Occitanie - Procédure de recrutement du Directeur

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

L'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB) Occitanie, basée à Montpellier, a été créée par arrêté préfectoral du 21 septembre 2018, sous la forme d'un Etablissement Public de Coopération Environnementale (EPCE). Sa préfiguration avait auparavant été pilotée par cinq partenaires :

- l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) ;
- les agences de l'eau Adour-Garonne et Rhône-Méditerranée Corse ;
- les services régionaux de l'Etat ;
- la Région Occitanie.

Le Conseil d'Administration (CA) de l'ARB Occitanie est composé de collectivités (Région Occitanie, Départements de l'Hérault et du Gers et Ville de Montpellier), services de l'Etat et établissements publics, acteurs socio-professionnels, scientifiques...

Les missions de l'ARB Occitanie sont organisées autour de 3 axes :

- la valorisation de la connaissance et la mobilisation citoyenne, à travers la création d'un Observatoire régional de la Biodiversité ;
- la mise en réseau des acteurs, avec la création d'un réseau des gestionnaires d'espaces naturels d'Occitanie et d'un Forum régional des acteurs de la biodiversité ;
- l'ingénierie de projet, à travers l'accompagnement technique et administratif des porteurs de projets

et la formation des acteurs.

Par délibération du 9 novembre 2018, le CA de l'ARB Occitanie a délibéré sur la procédure de recrutement du Directeur de la structure. Par délibération du 15 mars 2019, le CA de l'ARB Occitanie a approuvé la liste de 4 candidats, admis à soutenir leur candidature devant jury à ce même poste de Directeur.

En application de l'article L. 1431-5 du CGCT, le Directeur de l'EPCE est nommé par le Président du CA, sur proposition de ce dernier, à la majorité des 2/3 de ses membres et après établissement d'un cahier des charges, pour un mandat de 3 à 5 ans, renouvelable par période de 3 ans.

Les personnes publiques représentées au sein de ce CA établissent et valident la liste des candidats autorisés à présenter une candidature, au vue des projets d'orientations environnementales présentés. Cette liste doit être approuvée par toutes les structures publiques siégeant au CA.

Par courrier, en date du 5 avril 2019, l'ARB Occitanie a saisi la Ville de Montpellier, indiquant que les candidats seront convoqués lorsque toutes les délibérations des personnes publiques concernées auront été prises.

Les quatre candidats admis par le CA à soutenir leur candidature au poste de Directeur de l'ARB Occitanie sont :

- M. David MOULIN ;
- M. Jean OBSTANCIAS ;
- M. Xavier WOJTASZAK ;
- M. Simon WOODSWORTH.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la liste des quatre candidats admis à soutenir leur candidature devant le jury en charge du recrutement du futur Directeur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-208

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Henri de VERBIZIER, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Valérie BARTHAS-ORSAL.

Cœur de Ville en Lumières 2019 - Partenariat avec les écoles professionnelles ESMA, ArtFx, ENSAM, ACFA-Multimédia, E-artsup, MO.CO. ESBA, Objectif 3D et Studio M

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'évènement « Cœur de Ville en Lumières » 2019, la Ville de Montpellier organise des spectacles de vidéo mappings.

Ils seront diffusés les 28, 29 et 30 novembre 2019, entre 18h30 et 22h30.

Cette manifestation se déroule autour de cinq sites : la Préfecture, l'église St Roch, le Château d'eau du Peyrou, l'Hôtel Saint Côme et le Musée Fabre.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur six sites supplémentaires : la place Notre Dame des Tables, le Porche de la Cathédrale Saint Pierre, la Cour et le Théâtre de l'Agora, la façade arrière du MOCO et l'Arc de Triomphe.

Les écoles ESMA, ArtFx, ENSAM, ACFA-Multimédia, E-artsup, ESBA, Objectif 3D et Studio M seront les partenaires privilégiés de cette action.

Dans le cadre de ce partenariat, la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique. Les écoles précitées devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de vidéo-

Délibération n°V2019-209

mapping 2D – 3D et/ou effets spéciaux, jeux vidéo, motion design ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original.

Il faut noter que pour la première année, et considérant le travail fourni depuis trois années, la projection sur le site majeur de l'Arc de Triomphe sera confiée à une école. Une convention spécifique est donc prévue dans ce sens. Si cette expérience est un succès, les écoles se succéderont d'année en année pour magnifier ce site emblématique.

L'école Studio M produira également de manière autonome une sculpture lumineuse et sonore installée à titre gracieux sur la Place Notre Dame des Tables.

La convention type avec les sept écoles est annexée à la présente délibération, tout comme la convention spécifique au site Arc de Triomphe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider les termes de la convention avec les écoles ESMA, ArtFx, ENSAM, ACFA-Multimédia, E-artsup, ESBA, Objectif 3D et Studio M présentée en annexe ;
- de valider les termes de la convention avec l'école Objectif 3D spécifique à l'Arc de Triomphe ;
- d'autoriser l'école Studio M à installer sa structure lumineuse et sonore sur la Place Notre Dame des Tables ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions afférentes ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION DE PARTENARIAT avec l'ensemble des ECOLES prof - CVL 2019.pdf
- CONVENTION DE PARTENARIAT avec une ECOLE prof - Spéciale Arc de Triomphe - CVL 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc relative à l'organisation des Estivales de Montpellier 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est située au cœur du terroir de l'AOC Languedoc et s'engage depuis de nombreuses années pour la promotion du vin.

La Ville de Montpellier exploite d'ailleurs son propre vignoble sur 12h au Mas Nouguier, ancien mas viticole. « La Cuvée M » a obtenu l'appellation Grès de Montpellier en 2014.

Dans le cadre de sa manifestation intitulée « Les Estivales de Montpellier », organisée avec le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc, la Ville a à cœur de faire connaître au plus grand nombre, aux montpelliérains comme aux visiteurs, la qualité et la variété de notre vignoble. Le succès et la fréquence de cette manifestation ont conduit la Ville de Montpellier à vouloir établir un partenariat durable avec les acteurs du monde viticole et le Syndicat des Vignerons de l'AOC du Languedoc en particulier.

Les Estivales de Montpellier réunissent 15 000 personnes sur l'Esplanade Charles de Gaulle chaque vendredi soir de l'été. Elles sont devenues le rendez-vous incontournable des montpelliérains mais également des touristes venus à la découverte de notre région. Montpellier s'affirme ainsi comme porte drapeau de la viticulture régionale de qualité.

Une trentaine de viticulteurs sélectionné après dégustation à l'aveugle organisée au Mas de Saporta chaque année au mois de mai sont renouvelés chaque vendredi et bénéficient ainsi d'une vitrine populaire.

Soutien à l'économie locale, les Estivales de Montpellier offrent également une place à une trentaine d'artisans locaux qui présentent leurs créations au public. Pour accompagner la dégustation de vin, une cinquantaine de traiteurs et producteurs régalent les papilles des visiteurs.

Enfin, cette manifestation permet de se retrouver dans une ambiance conviviale en écoutant un groupe local ou en esquissant quelques pas de danse (swing, tango, salsa...) lors de sessions animées par des écoles ou associations de la Métropole de Montpellier. Au total, la Ville de Montpellier consacre un budget global d'environ 220 000 euros pour l'organisation de cette manifestation et reçoit une recette globale de 122 000 euros.

Le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc prend à sa charge la sélection des vins proposés et la coordination des vignerons. Il assurera également l'ensemble de l'organisation et logistique nécessaire aux dégustations (achat et gravure des verres, tenue des billetteries...). Enfin, afin de renforcer l'aspect culturel des Estivales, ils organisent des sessions de cours d'œnologie et de conférences autour de la viticulture de Languedoc.

La convention annexée à la présente délibération précise les conditions du partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc pour l'organisation de l'édition 2019 des Estivales de Montpellier qui se déroulera sur huit vendredis soirs en juillet et août.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des Vignerons de l'AOC Languedoc pour l'organisation des Estivales 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Syndicat des vignerons de l'AOC Languedoc relative à l'organisation des Estivales de Montpellier 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon l'article L. 2121-29 du code général des collectivités, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique de Montpellier.

Cette action a été instaurée par les délibérations du 29 mai 2012 (n°2012/284), du 17 juin 2013 (n°2013/237) et renforcée par la délibération du 07 mai 2015 (n°2015/151) élargissant le périmètre, modifiant les taux de subventionnement ainsi que le règlement attributif.

Par délibération du 20 juillet 2017 (n°V2017/207), elle a été prolongée de 4 ans, à savoir 50% de subventionnement de juin 2017 à juin 2019, puis 25 % jusqu'en juin 2021. Les autres éléments du dispositif restent inchangés.

La subvention de la Ville de Montpellier s'élève à 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (dans la limite des plafonds en vigueur), et hors subventions spécifiques pour les travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention en cas de phasage des travaux, le solde étant versé après finalisation de l'ensemble de ceux-ci et vérification de leur conformité avec l'autorisation délivrée.

Ainsi, les subventions suivantes sont attribuables :

Enseigne « DAEDALUS Architecture », cabinet d'architecte

Gérant : M. Federico RUSSO

6 rue Jacques d'Aragon

Subvention travaux = 3 003,93 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750,00 €

Montant à verser : 3 753,93 €

Enseigne « ZUMO », restauration rapide

Gérante : Mme Laura AUTARD (LAYA Développement)

11 bis rue de la Loge

Subvention travaux = 5 474,14 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 750,00 €

Montant à verser : 6 224,14 €

Enseigne « Les Toiles du Soleil », vente décoration**Délibération n°V2019-211**

Gérante : Mme Valérie MINELLA (SARL La boutique du Palais)

17 rue du Palais des Guilhem

*Subvention travaux = 4 142,35 €**Subvention maîtrise d'œuvre = 750,00 €***Montant à verser : 4 892,35 €****Enseigne « CORINTHE Immobilier », agence immobilière**

Gérante : Mme Caroline JENNY (SARL Montepetelario)

8 rue Bonnier d'Alco

*Subvention travaux = 2 025,56 €***Montant à verser : 2 025,56 €****Enseigne « CO-APPARENCE », magasin prêt-à-porter**

Gérante : Mme Corinne BONNEFON

8 rue du Faubourg de la Saunerie

*Subvention travaux = 5 168 €**Subvention maîtrise d'œuvre = 700 €***Montant à verser : 5 868,00 €****Enseigne « UNIK Immobilier », agence immobilière**

Gérant : M. Barthélémy RENOUD

23 avenue Georges Clemenceau

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

*Subvention travaux = 6 000 €**Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €***Montant à verser : 3 500,00 €****Enseigne « La Cantine NACIONALE », restaurant mexicain**

Gérant : M. Ruben ALVAREZ RODRIGUEZ

20 rue du Faubourg du Courreau

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

*Subvention travaux = 2 560,00 €***Montant à verser : 1 028,00 €****Enseigne « Cabinet d'ostéopathe », médical**

Gérant : M. Alexis MARCHAND

30 rue Lakanal

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés

*Subvention travaux = 1 368,42 €**Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €***Montant à verser : 1 184,21 €****Enseigne « ROYAL COURREAU », boutique création/vente de vêtement**

Gérante : Mme Siham BELKADI

52 rue du Faubourg du Courreau

*Subvention travaux = 1 325 €**Subvention maîtrise d'œuvre = 75 €***Solde à verser : 1 400,00 €**

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt de ces dossiers, les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 29 876,19 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, Chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Affaires économiques, Commerce et Artisanat

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL

MONTPELLIER GRAND COEUR

Prolongation d'un an de l'aide communale au taux de 50 % pour la requalification des devantures des locaux d'activités du centre-ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain « Grand Cœur », la Ville de Montpellier a mis en place en 2012 une campagne d'aide à la requalification des devantures commerciales dans les secteurs de la ville constituant le cœur marchand, et dont la qualité patrimoniale est reconnue.

Cette action a été validée par les délibérations n° 2012/184 du 29 mai 2012, n° 2013/237 du 17 juin 2013 et n° 2015/151 du 7 mai 2015.

Par délibération n° V2017/0207 du 20 juillet 2017, le dispositif a été prolongé au taux de 50 % pendant 2 années supplémentaires, soit jusqu'en juin 2019, tout en conservant les 2 années suivantes au taux de 25 %.

Au regard du succès que connaît cette action en faveur des commerçants et artisans du centre-ville de Montpellier (20 devantures requalifiées par an en moyenne), il est proposé de prolonger à nouveau la subvention au taux de 50 % une année supplémentaire. Cette prolongation ne modifiera pas pour autant la date de fin de l'action prévue en juin 2021.

Délibération n°V2019-212

Ainsi les requalifications de devantures seront subventionnées (selon conditions règlementaires) à hauteur de :

- 50 % : de juin 2019 à juin 2020 ;
- 25 % : de juin 2020 à juin 2021.

Cette modification est compatible avec le budget prévisionnel global inscrit au Plan pluriannuel d'investissement (PPI) de la Ville jusqu'en 2021.

Les autres éléments du dispositif restent inchangés, à savoir :

- le règlement attributif de subventions ;
- les primes, l'une pour la mise en accessibilité des personnes à mobilité réduite, l'autre pour certains travaux liés à un intérêt architectural spécifique ;
- l'assistance technique architecturale, information personnalisée délivrée par un architecte-conseil mandaté par la Ville.

La dépense est inscrite au budget de la Ville, chapitre 908. Les subventions sont attribuées dans la limite des crédits votés annuellement à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la prolongation d'une année au taux de 50 % de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 908,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL

Festival Accordéon Pluriel Convention de partenariat avec l'association Montpellier Accordéon

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créé en 2014 par l'association Montpellier Accordéon, le festival Accordéon Pluriel lance sa sixième édition dans le quartier Celleneuve du 20 au 22 septembre 2019.

Inscrit dans une démarche de proximité, le festival associe les différents acteurs de Celleneuve : structures culturelles et socio-culturelles, associations, commerçants et habitants. Il a notamment noué des partenariats suivis avec la Maison pour Tous Marie Curie, le cinéma Nestor Burma et le Comité de quartier.

Dans le cadre de ce festival, le cinéma Nestor Burma accueillera trois ciné-concerts, durant lesquels des films muets seront mis en musique par un accordéoniste. Le cinéma prendra en charge la location des films (1500 € maximum) ainsi que la rémunération du musicien (1 500 €); une page spéciale sera dédiée au festival dans le programme mensuel du cinéma. Enfin, le tarif de 3 € sera appliqué pour les séances « Ecran des enfants » et le tarif de 3.50 € appliqué pour la séance « tout public », conformément à la délibération n°V2018-514 du 19 décembre 2018.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

Délibération n°V2019-213

- d'approuver la convention de partenariat avec l'association Montpellier Accordéon, jointe en annexe ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, fonction 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Montpellier Contemporain (MoCo) convention de financement - exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2017/176 du 22 juin 2017, la Ville de Montpellier a approuvé la création et les statuts de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain (MoCo). Ce nouvel établissement, composé de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts (ESBAMA), de la Panacée et de l'Hôtel Montcalm, est le fruit d'un partenariat entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

L'Hôtel Montcalm, dont les travaux de réhabilitation ont été conduits par Montpellier Méditerranée Métropole, ouvrira ses portes au public le 29 juin prochain.

Les missions principales de Montpellier Contemporain sont de participer au service public de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le domaine des arts plastiques, de développer la production, l'exposition et la médiation de l'art contemporain, dans et hors ses murs, d'encourager la création contemporaine et de participer à l'enrichissement et à la diffusion de la réflexion sur les questions touchant à la société et à la culture contemporaines.

Les statuts de l'EPCC MoCo prévoient les montants des contributions annuelles versées par les trois collectivités membres.

Pour l'exercice 2019, ces contributions sont établies comme suit :

- Etat : 340 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 3 230 000 € ;
- Ville de Montpellier : 2 760 000 €.

Une subvention de 500 000 €, pour la mise en œuvre du projet *100 artistes dans la Ville*, sera également versée par la Ville de Montpellier au titre de l'exercice 2019.

Une convention de financement doit ainsi être conclue entre la Ville de Montpellier et l'EPCC MoCo, convention détaillant l'objet et les modalités de versement de cette contribution financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de financement de l'établissement public de coopération culturelle Montpellier Contemporain par la Ville de Montpellier pour l'exercice 2019, jointe en annexe ;
- de dire que la dépense, soit 2 760 000 € pour la subvention de fonctionnement et 500 000 € de subvention pour le projet *100 artistes dans la Ville*, sera imputée sur le budget 2019, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Guy BARRAL, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de financement 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL.

Convention d'objectifs 2019-2022 entre l'Etat-Ministère de la Culture, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, les Villes de Montpellier et Saint Guilhem le Désert, l'Université Paul Valéry Montpellier 3 et l'association Centre International de Musiques Médiévales - Du ciel aux marges (CIMM)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Fondée sur la synergie entre chercheurs, artistes, archéo-luthiers et étudiants, l'association Centre International de Musiques Médiévales - Du ciel aux marges (CIMM), basée à Montpellier, promeut la création, la diffusion et la transmission des musiques médiévales en prenant en compte l'apport de la recherche (musicologique, anthropologique) et les enjeux contemporains du spectacle vivant.

Le CIMM désire sensibiliser un large public à la richesse et l'originalité de ces musiques et s'est donné pour missions d'articuler création et recherche en phase avec le monde contemporain, de développer la pratique des musiques médiévales par la formation spécialisée et professionnelle, de participer à la formation des amateurs par l'organisation de stages, d'impulser la pratique de l'archéo-lutherie et de valoriser le patrimoine immatériel local et régional.

La convention d'objectifs, conclue avec le Ministère de la Culture, la Région Occitanie, la Ville de Montpellier, la Ville de Saint-Guilhem-le-Désert et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 (UPVM), a pour vocation de définir les grandes orientations et de préciser les conditions de mise en œuvre du projet artistique de l'association sur la période 2019-2022.

Elle prévoit un programme d'actions ayant notamment pour ambition :

- d'accompagner la création par l'accueil en résidences d'artistes et la coproduction de projets entrant dans le champ des musiques médiévales ;
- de soutenir leur diffusion par l'élaboration d'une programmation musicale annuelle, construite en complémentarité avec les structures et acteurs culturels locaux ;
- de favoriser la sensibilisation du public à ce type de musiques, notamment en direction des publics scolaires et publics empêchés, par leur participation aux spectacles (pratiques artistiques amateurs, expériences participatives), l'organisation d'ateliers et rencontres avec des artistes et luthiers ;
- de mettre les cycles de formation spécialisée en musiques médiévales à disposition des cursus d'études de Musique et Musicologie de l'UPVM (niveaux licence, master et doctorat) et des cursus d'études du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, et d'œuvrer à la création d'une formation diplômante en musiques médiévales ;
- de soutenir l'artisanat d'art en accueillant un salon d'archéo-lutherie et en organisant des ateliers de lutherie ouverts ;
- de participer à la création d'un réseau européen des musiques médiévales ;
- de favoriser l'accès aux droits culturels pour tous en proposant une politique tarifaire favorisant l'accès du plus grand nombre aux concerts et aux autres activités du CIMM.

En contrepartie de ces engagements, l'État, la Région Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la Ville de Saint-Guilhem-le-Désert et l'UPVM s'engagent, pendant la durée de la convention, à soutenir ce programme d'actions et à contribuer à son financement par l'attribution de subventions annuelles de fonctionnement, qui feront l'objet d'avenants ou de conventions spécifiques de financement conclus à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022 avec le Centre International de Musiques Médiévales ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-215

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention d'objectifs
- budget prévisionnel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Robert COTTE, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Arc en Ciel des Faubourgs pour l'organisation de l'édition 2019 du Festival des Fanfares

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La 24ème édition du Festival des Fanfares se déroulera à Montpellier et sur le territoire de la Métropole les 14 et 15 juin 2019.

Ce festival atypique accueille chaque année sur un week-end de juin, 15 000 à 20 000 personnes. Il se déroule essentiellement dans les rues et sur les places des quartiers Beaux-Arts / Boutonnet (le samedi soir), mais aussi dans plusieurs quartiers de la Ville et de la Métropole le vendredi soir, en partenariat avec les associations de quartier.

Le Festival des Fanfares est l'un des plus importants festivals de ce type en France. Plus de 20 fanfares (environ 400 musiciens) viennent de toute la France et de l'étranger. Et ce sont près de 200 bénévoles qui travaillent pendant la semaine du festival. Les fanfares viennent à leurs frais et ne perçoivent pas de cachet, mais sont nourries et logées.

Ce festival s'inscrit résolument dans la démarche éco-manifestation que la Ville et la Métropole entendent développer sur ce type d'éco-événements.

La forme de cette manifestation, l'important public et les lieux investis, essentiellement l'espace public (rues, places) nécessitent une coordination avec les services de la Ville et de la Métropole (protocole,

nettoyage, Police Municipale).

Il est aujourd'hui proposé de conclure avec l'association Arc en Ciel des Faubourgs une convention de partenariat qui définira les apports et engagements respectifs des partenaires pour l'édition 2019.

L'association Arc en Ciel des Faubourgs s'engage à assurer l'organisation de l'édition 2019 du Festival des Fanfares dans le respect des arrêtés et de la réglementation relative à l'organisation d'une manifestation musicale de cette ampleur dans l'espace public, et d'informer les habitants des quartiers accueillant la manifestation. Elle s'engage aussi à prendre en charge divers frais (livraison du matériel, prestations d'électricité...) ainsi qu'à afficher sur sa communication le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

En contrepartie, la Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition l'espace public nécessaire à la réalisation de la manifestation, ainsi que du matériel et du personnel municipal, ainsi que le château de Grammont et son parc afin que l'association y organise son *after*, un moment (non ouvert au public) important et nécessaire entre les organisateurs et les fanfarons.

Une subvention complémentaire sera versée par la Ville à l'association Arc en Ciel des Faubourgs d'un montant de 6 000 €, portant ainsi à 20 000 € le montant de la subvention 2019 pour ce projet.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage quant à elle assurer la collecte des déchets et le nettoyage de l'espace public, ainsi qu'à mettre en place des navettes de bus entre le domaine de Grammont et le quartier des Beaux-Arts.

Les montants valorisables des prestations assurées par la Ville et la Métropole sont valorisées dans la convention annexée à la présente délibération, constituent à ce titre des subventions en nature et devront être indiquées comme telles dans les comptes de l'association, de la Ville et de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Arc en Ciel des Faubourgs, jointe en annexe ;
- de dire que les dépenses afférentes seront imputées sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-216

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Robert COTTE, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

Convention cadre de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole portent une attention soutenue aux publics les plus éloignés de l'offre culturelle, dont font partie les mineurs sous protection judiciaire et les personnes en service public pénitentiaire qui cumulent le plus souvent des difficultés familiales, scolaires, sociales, personnelles. Étant entendu que l'éducation artistique et culturelle concourt à l'épanouissement de la personnalité ou à sa reconstruction, à une meilleure estime de soi, qu'elle permet en outre d'exprimer ses émotions autrement que par le passage à l'acte, qu'elle participe à la démarche d'insertion en encourageant la socialisation, qu'elle recrée également un lien social en rétablissant la confiance envers les autres.

Les actions culturelles et artistiques pour les mineurs sous protection judiciaire sont inscrites dans les orientations de la Direction de la PJJ depuis 2009, car elles portent une valeur éducative réelle, susceptible de faire renaître désir et intérêt chez des jeunes en rupture avec la société et concourent donc en ce sens à la prévention de la délinquance.

Dans le cadre du protocole « Culture Justice » et de la convention régionale d'objectifs culture/justice 2018/2020 établie entre la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, la Direction Interrégionale

Délibération n°V2019-217

des Services Pénitentiaires de Toulouse et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud, la DRAC s'attache à atteindre les objectifs de démocratisation de la culture auprès de ces publics spécifiques en facilitant et accompagnant les jumelages entre les grands équipements culturels et les services qui dépendent de la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de l'Hérault.

La DTPJJ de l'Hérault, le SPIP de l'Hérault, la DRAC Occitanie, Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier conviennent d'associer leurs compétences, dans la limite de leurs moyens respectifs, afin d'impulser des projets territoriaux avec des acteurs culturels et de proximité pour favoriser l'accès des publics sous-main de justice à l'offre culturelle.

Une convention cadre de partenariat est proposée entre ces différentes institutions, afin de permettre une approche globale et l'émergence de parcours culturels et artistiques en direction de ces publics spécifiques. Elle sera complétée, en fonction des projets proposés par les établissements culturels, par des conventions d'applications et ainsi en faciliter la mise en œuvre.

Plusieurs axes d'interventions y sont identifiés :

- Favoriser l'accès aux équipements culturels métropolitains et de la ville de Montpellier et aux actions de médiations proposées dans ce cadre ;
- Consolider le partenariat établi en 2018 sur la manifestation nationale Rencontres Scène Jeunesse organisée par la Direction Interrégionale Sud de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Ministère de la Culture ;
- Aider à la mise en place de mesures de réparations au sein d'équipements ou événements culturels de la Métropole ;
- Promouvoir des sessions de stages de découverte des métiers de la culture pour les mineurs en partenariat avec les lieux et festivals culturels gérés par la Métropole ;
- Accueillir des personnels de la PJJ et du SPIP pour des actions de sensibilisation et de médiation aux activités culturelles et artistiques de la Métropole ;

Chacun des projets artistiques et culturels sera partagé par les cinq administrations. La durée de la convention proposée couvre la période de 2019 à 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention cadre de partenariat, pour la période 2019 à 2022, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Toulouse et la Direction Interrégionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse Sud, convention jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention cadre de partenariat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Robert COTTE, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

Convention de collaboration entre la Ville de Montpellier et le Bonnefantenmuseum de Maastricht autour de l'exposition Andy Summers. Une certaine étrangeté. Photographies, 1979-2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a créé et présenté du 6 février au 14 avril 2019, au Pavillon Populaire, l'exposition *Andy Summers. Une certaine étrangeté. Photographies, 1979-2019* de l'artiste Andy Summers.

Le Bonnefantenmuseum de Maastricht, aux Pays-Bas, a souhaité présenter cette exposition dans ses murs, de juin à octobre 2019.

Une convention de collaboration est donc proposée pour formaliser ce partenariat entre les deux institutions, précisant les engagements de chacune.

La Ville de Montpellier est créatrice de cette exposition, qui compte 184 photographies encadrées, regroupées en deux formats : 40x50 cm et 50x60 cm, ainsi qu'une vidéo, une bande sonore et un catalogue en français et en anglais ; elle s'engage à prendre en charge la mise en caisse et l'emballage des œuvres en vue de leur transport vers Maastricht, ainsi que 50% des frais de transport retour, entre Maastricht et le domicile de l'artiste aux Etats-Unis.

Délibération n°V2019-218

Le Bonnefantenmuseum aura à sa charge l'intégralité des dépenses liées à la circulation et à la présentation de l'exposition à Maastricht, ainsi que 50% des frais de transport retour, entre Maastricht et le domicile de l'artiste aux Etats-Unis ;

En contrepartie de la mise à disposition de cette exposition, le Bonnefantenmuseum s'engage à participer à hauteur de 7 000 € aux frais de production d'une exposition à venir au Pavillon Populaire.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes de la convention de collaboration entre la Ville de Montpellier et le Bonnefantenmuseum de Maastricht, jointe en annexe ;
- de dire que les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention de collaboration

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine

Attribution de subventions à des associations culturelles et annulation d' attribution à une association Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

La littérature, la danse, la musique ainsi que le théâtre sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de l'action de la Ville en faveur du tissu associatif, un soutien est apporté à des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au

regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 13 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 94 500 € au titre de l'exercice 2019.

1) Attribution de subventions :

Code	Nom de la Structure	Nature	Montant
LIVRE, LECTURE PUBLIQUE			
368	AMICALE DES CORSES DE MONTPELLIER	P	2 000
6069	MANOIR DU CRIME	P	500
DANSE			
4377	PULX	P	4 600
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	F	3 200
6765	POPLITE MOBILIS	F	500
6765	POPLITE MOBILIS	P	500
MUSIQUE			
980	FESTIVAL RADIO France OCCITANIE MONTPELLIER	F	60 000
4953	L'ARC EN CIEL DES FAUBOURGS	P	6 000
6494	MAUDITE TARAF	P	1 000
6808	ADEMASS	P	1 000
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	P	1 800
THEATRE			
6651	LIBRE COURS	F	3 400
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	P	3 500
ARTS			
5238	LES GALERIES DE MONTPELLIER	P	6 500
TOTAL			94 500

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 65748, fonction 933.

2) Annulation de subvention :

Dans le cadre de la Culture, par délibération n° V2018/508, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 2 000€ à l'ASSOCIATION CONTINUUM pour la réalisation du projet « En cas de Jazz ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'autoriser l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 933, pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 94 500 € ;
- d'annuler l'attribution d'une subvention de 2 000 € à l'association Continuum ;
- d'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- A-Lettre d'engagement Culture 2019.pdf
- B-Convention Fonctionnement Culture 2019.pdf
- C-Convention Projet Culture 2018.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Patrick VIGNAL.

Convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les radios associatives de Montpellier et leurs fédérations représentatives

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient de longue date le fonctionnement des radios associatives locales afin de défendre leur indépendance et préserver la diversité de ce secteur culturel ; ces aides sont complétées par l'achat de prestations et des mises à disposition de locaux municipaux.

La Ville de Montpellier entend aujourd'hui renouveler le programme partenarial pluriannuel initié en 2016 avec Montpellier Méditerranée Métropole, ces radios associatives et leurs organisations régionales représentatives (Assemblée régionale des Radios Associatives et Collectif des Radios Libres d'Occitanie), afin de développer des productions notamment en matière de culture, de patrimoine et de démocratie participative.

Les conventions, jointes en annexe, définissent les objectifs et le programme d'actions du partenariat pour la période 2019-2021.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 €, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel : 15 625 € maximum pour les radios représentées par l'ARRA et 9 375 € pour les radios représentées par le CRLO.

Délibération n°V2019-220

Les radios associatives s'engagent à mettre en œuvre un programme d'actions annuel consistant à produire et diffuser des documents radiophoniques (magazines, émissions spéciales, reportages, fictions ou série radiophoniques ...) consacrés à la vie culturelle, sportive, touristique, environnementale et événementielle de la Ville et la métropole. Ces programmes donneront la parole à des habitants et acteurs du territoire.

La Ville s'engage quant à elle à allouer, pour l'année 2019, une subvention de 8 000 € à chacune des 8 radios et, respectivement, 3 750 € à l'ARRA et 2 250 € au CRLO, pour contribuer à leur bon fonctionnement, ainsi qu'à mettre à disposition de l'ARRA des locaux au 121 avenue de Boirargues, ce qui équivaut à une subvention en nature valorisable à hauteur de 1065 € annuels. Elle s'engage également à commander auprès des radios associatives des prestations à hauteur de 25 000 €, afin de mettre en œuvre le programme d'actions annuel : 15 625 € maximum pour les radios représentées par l'ARRA et 9 375 € pour les radios représentées par le CRLO.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les termes des conventions pluriannuelles de partenariat jointes en annexe, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et les radios associatives représentées par leurs fédérations ;
- de dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 933 ;
- d'inscrire au compte administratif de la commune la valorisation de la subvention en nature octroyée à la Fédération ARRA.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Perla DANAN.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention CRLO
- convention ARRA

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE

Signature de la convention de partenariat sur la mise en œuvre d'un plan global de santé orale sur le territoire de Montpellier entre la Ville, la CCAS, l'Université et le CHU de Montpellier, en lien avec la demande d'inscription de la ville dans l'initiative ' Be He@lthy Be Mobile ', menée par l'OMS

Madame l'Adjointe déléguée à la Prévention Santé et aux Droits des femmes, Caroline NAVARRE, rapporte :

La Ville de Montpellier est fortement impliquée dans une démarche de promotion de la santé et d'amélioration de l'accès à la santé pour tous depuis plusieurs années, particulièrement auprès des populations les plus fragiles : enfants, étudiants, personnes en situation de précarité, personnes sous-main de justice, personnes en situation de handicap, personnes âgées... A titre d'exemple au mois de mai 2019, 1000 enfants du CP au CM1, ont participé à l'action de prévention de la santé orale de l'opération J'agis pour ma Santé sur les temps de restauration scolaire et d'activités périscolaires.

Par délibération du 27 mars 2019, la Ville a ainsi approuvé le lancement d'un programme global de santé orale sur son territoire. Pour cela, elle a recherché les meilleures collaborations possibles, et souhaite les définir par convention de partenariat.

Le CHU de Montpellier et l'Université de Montpellier souhaitant déployer également un programme ambitieux et global d'amélioration de la santé orale des personnes à besoins spécifiques, le partenariat apparaît nécessaire et judicieux et permettra de mener de nouvelles actions avec pour objectif de :

Délibération n°V2019-221

- innover dans les actions de promotion de la santé en étant le premier territoire mondial à lancer le programme mOralHealth de l'OMS avec l'envoi de SMS avec des messages de promotion de la santé orale à destination des publics cibles : personnes seniors et aidants non-professionnels dans un premier temps ;
- faciliter l'accès aux cabinets dentaires pour les personnes âgées ou en situation de handicap en organisant leur déplacement entre le lieu de vie et le cabinet ;
- démocratiser la télémédecine bucco-dentaire et ainsi simplifier l'identification précoce des pathologies orales ;
- multiplier les actions de promotion de la santé orale sur l'ensemble du territoire et à destination de différents publics cibles mais principalement axés sur les plus fragiles ;
- unifier différentes professions de santé sur la thématique de la santé orale (chirurgiens-dentistes, médecins, orthophonistes, kinés, ergothérapeutes...).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de convention de partenariat sur la mise en œuvre d'un plan global de santé orale sur le territoire de Montpellier avec le CCAS, l'Université et le CHU de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Luc ALBERNHE, Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Mylène CHARDES, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Chantal MARION, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention santé orale

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre MOURE

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Ligue contre l'Obésité

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En France, l'obésité demeure un problème sanitaire majeur. 54 % des hommes et 44 % des femmes sont aujourd'hui en surpoids sur le territoire national, et 15% d'entre eux sont considérés comme obèses.

Son augmentation, en particulier chez l'enfant et les personnes avec un faible niveau de revenu, constitue une préoccupation constante des autorités sanitaires en France et dans les pays occidentaux. L'obésité, reconnue comme maladie chronique, représente un véritable enjeu de société, car elle induit une surmortalité et est souvent facteur d'exclusion et de discrimination.

La Ligue Contre l'Obésité, association de bénévoles composée notamment de patients et de professionnels de santé a vu le jour en 2014 à Montpellier. Créé par le Professeur David Nocca, Professeur de chirurgie digestive au CHU de Montpellier, elle a pour objectif de lutter contre l'obésité, maladie encore incomprise en France en développant des actions de prévention et en améliorant le parcours de vie des patients. Son siège national se situe à Montpellier et a pour ambition de développer d'autres pôles régionaux, en relais d'associations de patients très actives.

Membre du Réseau Français des Villes Santé de l'OMS, riche d'une forte tradition médicale, la Ville de Montpellier, acteur de la prévention et de la promotion santé, s'engage autour de nombreuses problématiques

de santé publique, prioritaires sur son territoire et notamment la lutte contre l'obésité et ses facteurs de risques associés.

« Capitale du Sport » et Ville active du Programme National Nutrition Santé depuis 2010, Montpellier développe une politique nutritionnelle forte et une dynamique globale a été lancée à l'échelle du territoire pour lutter contre cette pathologie (Appel à projets "Ville active du PNNS", Projet "Ma cantine autrement", opération "J'agis pour ma santé" dans les écoles des quartiers prioritaires de la politique de la ville, fête des sports et nombreuses manifestations sportives, démarche "BoCal", soutien et accompagnement des associations Montpelliéraines).

En s'engageant avec la Ligue Contre L'Obésité, la Ville de Montpellier réaffirme sa volonté de poursuivre ce travail accompli sur son territoire et s'inscrit pleinement dans les objectifs de santé publique de la stratégie nationale de santé 2018-2022 qui place la prévention et la promotion de la santé comme un axe majeur de la lutte contre le surpoids et l'obésité.

Il est donc proposé la signature d'une convention de partenariat définissant les engagements réciproques de la Ville et de l'antenne Montpellier/Hérault de la Ligue Contre l'Obésité.

La Ville de Montpellier s'engage notamment à fédérer l'action des services municipaux autour de la lutte contre l'obésité et ses facteurs de risques associés, à assurer l'accès aux informations, statistiques, études et diagnostics dont elle dispose sur ces thématiques, à participer chaque année au financement du fonctionnement de la LCO sous réserve du vote annuel du budget dédié, à développer le programme ELAN dans les écoles (sensibilisation des enfants et des parents à l'éducation nutritionnelle).

En contrepartie, l'antenne Montpellier/Hérault de la Ligue Contre l'Obésité proposera des actions visant à favoriser l'information du public sur les évolutions actuelles de la lutte contre l'obésité, les offres de prise en charge de la maladie ou les campagnes de dépistage, des actions innovantes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre l'obésité et de la promotion du sport-santé, un accompagnement de la Ville de Montpellier dans le développement du programme ELAN et dans la mise en place des conditions favorables à l'accueil des personnes obèses dans les infrastructures sportives et culturelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la signature de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et la Ligue Contre l'obésité ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut son représentant à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Samira SALOMON.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_Parteneriat_Ville_Montpellier_LCO.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Prévention Santé et Droits des femmes

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Attributions de subventions dans le cadre des thématiques SANTE et DROIT DES FEMMES - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier.

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

o Dans le cadre de la thématique SANTE:

Code	Structure	Type	Titre	Montant
1763	SOS RETINITE FRANCE	Fonctionnement		1 300 €
4200	ASSOCIATION ENVIE	Projet	ACCOMPAGNER VERS LE	4 000 €

Délibération n°V2019-223

			DEPISTAGE	
5803	ENTREE DE SECOURS	Projet	LA PREVENTION POUR TOUS	2 000 €
6305	DREAM	Fonctionnement		500 €
6544	LIGUE NATIONALE CONTRE L'OBESITE	Fonctionnement		5 000 €
6544	LIGUE NATIONALE CONTRE L'OBESITE	Projet	PROGRAMME ELAN	2 900 €
TOTAL				15 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

o Dans le cadre de la thématique **DROIT DES FEMMES**:

Code	Structure	Type	Montant
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	Fonctionnement	1 400 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget de la Ville sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 17 100 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n°V2019-223

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Renouvellement 2019-2022 et extension des programmes de mobilité étudiante: autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse mises en place avec les villes jumelles de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem, Tibériade et Fès, la Ville de Montpellier propose plusieurs programmes encourageant la mobilité des étudiants et des jeunes montpelliérains et/ou l'accueil des étudiants internationaux. Certains existent depuis plus de 50 ans, d'autres sont très récents.

Suite à la signature en 2017, d'accords de coopération entre la Ville de Montpellier, la Ville d'Obninsk et l'Agence Régionale de Développement par l'Innovation, ainsi que la signature entre Montpellier Méditerranée Métropole et la région de Kalouga, la création d'un programme de mobilité étudiante entre la Russie et Montpellier va être mis en place. A compter de septembre 2019, l'Université d'Etat de Kalouga sera intégrée au programme de bourses d'études, permettant ainsi de développer l'offre proposée aux étudiants montpelliérains et la possibilité d'accueillir un étudiant Russe.

La Ville de Montpellier permet donc, d'une part, à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans quatre villes jumelles (Louisville, Heidelberg, Chengdu, et dans la région de Kalouga) pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille sept jeunes étrangers de ses villes jumelles. Cet échange existe

Délibération n°V2019-224

depuis 1960 avec la ville de Louisville, 1961 avec la Ville de Heidelberg, 1981 avec la ville de Chengdu, 2013 avec les villes de Bethléem et Tibériade, et débutera en 2019 avec Kalouga.

La Ville de Montpellier accorde à ces étudiants :

- Le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français ;
- Une bourse mensuelle de 500 euros en échange d'un stage pratique au sein de la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales (DATRI) du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1.

D'autre part, la Ville de Montpellier a développé deux programmes d'échange avec les villes de Louisville aux Etats-Unis et de Sherbrooke au Canada, favorisant ainsi la mobilité internationale des jeunes et la découverte d'une autre culture, pendant l'été.

- Le programme d'échange historique avec la Ville de Louisville a évolué depuis sa création en 1961 et désormais, il offre à des étudiants montpelliérains un séjour alliant l'immersion totale au cœur d'une famille américaine, assortie d'un stage bénévole, permettant aux jeunes d'intégrer et suivre de l'intérieur le fonctionnement d'organismes sociaux, d'associations ou de l'université. Dans un principe de réciprocité, cet échange intitulé Programme Interculturel Montpellier Louisville qui se déroule pendant 4 semaines au mois de juillet et comptant le même nombre d'étudiants, permet à des jeunes de la Ville de Louisville sélectionnés de venir travailler dans une structure montpelliéraine (DATRI Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, CHU, CCAS, ACM...) ;
- Le programme d'échange d'étudiants intitulé « Intermunicipalités » existe depuis 2014 et se réalise en partenariat entre Montpellier, sa ville jumelle Sherbrooke, les réseaux France-Québec, Québec-France, et l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse. Fondé également sur un principe de réciprocité, ce programme permet d'offrir l'opportunité à 3 étudiants montpelliérains et 3 étudiants sherbrookoïses d'obtenir des emplois saisonniers de 6 à 8 semaines, dans les services municipaux respectifs, de la mi-juin et la mi-août.

L'ensemble des frais de déplacement, d'hébergement et de visa sont intégralement à la charge des participants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'extension de ces programmes de bourses d'études avec l'Université d'Etat de Kalouga en signant la convention d'échanges internationaux entre l'Université d'Etat de Kalouga, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les 7 étudiants, du mois de septembre de l'année N au mois de juin de l'année N+1 ;
- d'autoriser le paiement des frais d'inscription de ces étudiants dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour Etrangers (IEFE) selon leur niveau de français ;
- de signer annuellement une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants boursiers, avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la DATRI en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse le mois suivant ;
- de proposer aux étudiants de Louisville et de Sherbrooke participant aux programmes d'échanges, un programme d'accueil et d'activités culturelles et touristiques à Montpellier et ses alentours ;
- d'autoriser le versement d'une bourse exceptionnelle d'aide à la mobilité pour les étudiants montpelliérains sélectionnés participant au programme d'échange avec Louisville et Sherbrooke,

Délibération n°V2019-224

boursiers de l'Etat Français sur critères sociaux d'un montant de 400 euros permettant l'accès à la mobilité aux jeunes qui en sont les plus éloignés ;

- de réserver 4 emplois saisonniers à la Ville de Montpellier pendant la période estivale pour les étudiants sélectionnés de Louisville et de Sherbrooke ;
- de financer l'achat de petits équipements pour le logement des étudiants (achat de linge de maison, ustensiles de cuisine...);
- d'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Maud BODKIN, M. Abdi EL KANDOUSSI.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention échanges internationaux
- Convention CROUS

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Participation de trois artistes montpelliérains au Festival International des Musiques Jeunes des villes jumelles à Chengdu du 24 juillet au 30 juillet 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Chengdu, Ville jumelle de Montpellier depuis 38 ans, organise, depuis 2013, le « Festival International des Musiques Jeunes des Villes Jumelles » qui se déroulera, cette année, du 24 au 30 juillet 2019.

Fête annuelle de la Musique, cet évènement organisé par la Municipalité de Chengdu a pour objectif de favoriser les échanges internationaux et d'offrir une plateforme aux jeunes artistes et musiciens des pays invités afin de promouvoir les talents artistiques dans les domaines suivants : chant, danse et musique...

La Ville de Chengdu sollicite la Ville afin de représenter Montpellier à cet évènement, en sélectionnant des artistes locaux. La Ville de Chengdu prendra en charge l'ensemble des frais sur place tel que le logement, les transports et la restauration- reste à la charge de la Ville de Montpellier, le transport aérien et les frais de visa.

L'Espace Montpellier Jeunesse a sélectionné LNouR, nom de scène de Léa Bergeroo-Campagne, lauréate de la Bourse Initiative Jeunes 2019 mais également du Laboratoire Artistique de la Maison Pour Tous Léo Lagrange afin de participer à cet évènement international. Chanteuse émergente de la scène montpelliéraine, elle entremêle Soul et Trap autour de sa voix chaleureuse. Un mélange de chant et de rap surprenant, qui compose une musique sans barrière aux teintes jazzy et hip hop.

Accompagnée sur scène par Adrien Arlin et Valentin Fernandez, ils assurent un live envoûtant et énergique. Ils se produiront notamment sur la place de la Comédie, lors de la prochaine fête de la musique le 21 juin prochain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la prise en charge du déplacement à Chengdu, du 24 au 30 juillet 2019 de Léa Bergeroo-Campagne, Adrien Arlin et Valentin Fernandez ;
- d'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville pour un montant prévisionnel de 4 500 euros, chapitre 936.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Participation de la Ville de Montpellier à la Fête de la Musique organisée à Bethléem, ville jumelle de Montpellier.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les villes de Montpellier et de Bethléem sont jumelées depuis 2012, et ont développé des axes de coopération sur les thématiques de la jeunesse, du tourisme, du sport, de la médecine, du patrimoine architectural et culturel.

Dans le cadre des programmes de mobilité à destination de la jeunesse, la Ville de Montpellier accueille, depuis 2013, un étudiant palestinien, pendant une année universitaire, qui en échange d'une bourse mensuelle effectue un stage pratique au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela.

L'Alliance Française de Bethléem, en partenariat avec l'Institut Français de Jérusalem, organise la Fête de la Musique le 21 juin prochain. A ce titre, La Ville est sollicitée afin de représenter Montpellier à cet événement en sélectionnant des musiciens qui participeront au concert à Bethléem mais donneront également des représentations à Ramallah et à Jérusalem Est. L'ambition d'un tel projet est de partager avec le plus grand nombre la richesse et la diversité de la scène culturelle française et locale. Des ateliers d'écriture et de musique seront également organisés avec le public palestinien.

La Ville de Montpellier sera représentée à cet événement par un professeur de musique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et deux musiciens. L'Alliance Française de

Délibération n°V2019-226

Bethléem prendra à sa charge les frais d'hébergement, de restauration et les transports sur place - restera à la charge de la Ville de Montpellier, le transport de Montpellier à Bethléem.

En soutien à ce projet, la Ville de Montpellier est également sollicitée afin de participer financièrement à cet événement à hauteur de 1 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de soutenir financièrement l'association Alliance Française de Bethléem à hauteur de 1 000 euros pour l'organisation de la fête de la Musique ;
- de prendre en charge le déplacement du professeur de musique du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole et de deux musiciens ;
- d'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville pour un montant prévisionnel de 7 000 euros, chapitre 936.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire ,**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle d'un membre du Conseil Municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Ministère Fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité Nucléaire, la Région du Bade-Württemberg et la Ville de Heidelberg, ont accueilli conjointement la Conférence Internationale pour l'Action à Heidelberg, ville jumelle de Montpellier, du 21 au 23 mai dernier.

Madame Stéphanie Jannin, Adjointe au Maire à l'Environnement, au développement durable, à la Biodiversité et au Climat, a représenté la Ville de Montpellier à cet événement qui a réuni les décideurs locaux, régionaux et nationaux, ainsi que les principales parties prenantes et des experts du monde entier.

Cette conférence avait pour objectif de promouvoir, d'une part des actions ambitieuses, inclusives et coordonnées afin d'éviter le changement climatique, et d'autre part la mise en place de politiques d'action et d'adaptation climatique à tous les niveaux du gouvernement et dans l'ensemble de l'administration publique grâce à des échanges et la promotion de formats innovants. L'objectif était d'identifier des solutions et des mesures dans les secteurs concernés et de faciliter leur exécution notamment au niveau local.

Le congrès ICCA 2019 à Heidelberg est une étape essentielle en vue de la préparation du Sommet pour le Climat qui sera organisé, à New York, au mois de septembre prochain et qui réunira les chefs d'états et dirigeants du monde entier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'accorder à Madame Stéphanie Jannin, Adjointe au Maire à l'Environnement, au développement durable, à la Biodiversité et au Climat, un mandat spécial pour le déplacement à Heidelberg ;
- d'autoriser le déplacement de personnel administratif qualifié ;
- d'autoriser Madame l'Adjointe déléguée à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale ;
- d'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Ville pour un montant maximum de 1 000 euros, chapitre 936.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Trois lieux gérés par la Ville de Montpellier sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public ;
- l'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière ;
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à

Délibération n°V2019-228

disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 19 décembre 2018 concernant les tarifs 2019 prévoit d'accorder la gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire ainsi que pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité et pour les partenaires de la Maison des Relations Internationales (représentations diplomatiques étrangères, associations locataires de la Maison des Relations Internationales, de l'Espace Martin Luther King et de l'Espace Jacques Premier d'Aragon).

Il est donc proposé au Conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King en fonction d'un calendrier complété durant l'année 2019, de manière ponctuelle, pour 9 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 10 076 euros.

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
GRYM'ART	8/01 au 13/08/2019	Préparation d'une représentation théâtrale sur l'histoire de Montpellier	Grande salle Espace Martin Luther King	1 970 €
L'AMICALE DU NID	10/04/2019	Table ronde sur l'application de la loi française du 13/04/2016 Lutte contre la traite, accompagnement, des personnes prostituées	Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI)	912 €
MAISON DE HEIDELBERG	11/04/2019	Débat franco-allemand autour des 100 ans du Traité de Versailles	Salle de réception de la MRI	912 €
COLLECTIF DU 10 MAI	Du 2 au 14/05/2019	Exposition d'œuvres artistiques et de tableaux dans le cadre de la journée de l'Abolition de l'Esclavage	Salle de réception de la Maison des Relations Internationales (MRI) Tarif à la quinzaine	1317 €
AS SAINT MARTIN	19/04/2019	Accueil des jeunes footballeurs des villes jumelles de Montpellier dans le cadre du tournoi de football de l'As Saint Martin	Salle de réception de la MRI	912 €
CENTRE CULTUREL COMMUNAUTAIRE JUIF DE MONTPELLIER	9/05/2019	Célébration des 71 ans de l'Etat d'Israël	Salle de réception de la MRI	912 €

ASSOCIATION COREE'GRAPHIE	5 au 15/11/2019	Exposition Coréen » « Cartoon	Salle de réception de la MRI (tarif à la quinzaine)	1 317 €
FESTIVAL INTERNATIONAL DU VOYAGE ET DE L'AVENTURE DE MONTPELLIER	11/06/2019	Conférence de Presse WHAT A TRIP Festival	Salle de réception de la MRI	912 €
ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES	24/06/2019	Soirée de clôture	Salle de réception de la MRI	912 €
TOTAL				10 076 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Mylène CHARDES, M. Henri de VERBIZIER.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Délibération portant octroi de la protection fonctionnelle à des élus de la Ville de Montpellier

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l'élu fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;

Délibération n°V2019-229

- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l' élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle suivantes :

- Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, victime de diffamation sur le réseau social TWITTER les 20 décembre 2018, 6 et 21 janvier 2019 ;
- Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, conseillère municipale de la Ville de Montpellier, victime de diffamation sur les réseaux sociaux, le 16 juin 2018 et à partir du 2 février 2019.

Ces demandes ont déjà fait l'objet d'une délibération d'octroi, cependant, du fait d'une erreur administrative et de la volonté d'assurer une meilleure information des élus dans l'attribution de la protection fonctionnelle, il est proposé de retirer la délibération en date du 27 mars 2019 et de prendre une nouvelle délibération intégrant le nom des bénéficiaires en son corps.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées à :
 - Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, victime de diffamation sur le réseau social TWITTER les 20 décembre 2018, 6 et 21 janvier 2019 ;
 - Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, conseillère municipale de la Ville de Montpellier, victime de diffamation sur les réseaux sociaux, le 16 juin 2018 et à partir du 2 février 2019.
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- de retirer la délibération n° 2019-136 du 27 mars 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-930 200.

Délibération n°V2019-229

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Cédric DE SAINT JOUAN, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Procès-verbal comptable constatant le transfert en pleine propriété des biens de la commune de Montpellier nécessaires à l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Suite aux transferts de compétences successifs et à la création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, il convient de prendre en compte les transferts d'actifs en pleine propriété.

Par délibération M2018-365 en date du 19 juillet 2018, le Conseil de Métropole a entériné le transfert des biens de la Ville de Montpellier pour un montant de 360 012 458,94 €.

Suite à un échange entre la Ville de Montpellier et la Métropole, un ajustement sur les montants s'avère nécessaire.

Les montants arrêtés conjointement s'élèvent à 439 102 413,60 € pour les biens et 25 367 204,24 € pour les subventions, détaillés en annexe.

Cette délibération est proposée dans le cadre de la clause de revoyure prévue au PV comptable.

Il est précisé que le transfert comptable de la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole de la valeur des biens transférés en pleine propriété se fera par opérations d'ordre non budgétaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le PV comptable avenanté selon le modèle joint en annexe de la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, son représentant, à signer tout document ou avenant afférent à celui-ci.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV COMPTABLE
- LISTE BIENS A
- LISTE BIENS B
- LISTE BIENS C
- LISTE BIENS D
- LISTE BIENS E
- LISTE BIENS F
- LISTE BIENS G
- LISTE BIENS H
- LISTE SUBV

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Chambre Régionale des Comptes Occitanie - SAEML Montpellier Events - Rapport d'observations définitives

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes Occitanie a récemment transmis au Maire de Montpellier le rapport d'observations définitives concernant le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours des exercices 2013 à 2018.

Ce rapport est accompagné des réponses reçues par la Chambre dans le délai prévu à l'article L.243-5 du code des juridictions financières.

En application de l'article L.243-6 du Code des juridictions financières, ce rapport a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du présent Conseil municipal, a été joint à la convocation adressée à chacun des membres du Conseil municipal, et doit donner lieu à un débat en séance, sur proposition du Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte du débat relatif au rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie sur le contrôle des comptes et de la gestion de la SAEML MONTPELLIER EVENTS pour les exercices 2013 à 2018;

Délibération n°V2019-231

- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte de la transmission de ce rapport avec la convocation adressée à chacun de ses membres et de la tenue du débat.

Ne participent pas au débat : 4 voix

Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clarc HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine notamment les rapports annuels des délégataires ; elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

La CCSPL de la Ville de Montpellier, est présidée par Monsieur Jean-Luc COUSQUER, Adjoint au Maire.

Elle est composée par ailleurs des membres suivants :

- 5 conseillers municipaux membres titulaires :
 - Patrick RIVAS,
 - Jean-Marc DI-RUGGIERO,
 - Rémi ASSIE,

- Hervé MARTIN,
- Alex LARUE.

- 5 Conseillers municipaux membres suppléants :

- Samira SALOMON,
- Gérard LANNELONGUE,
- Nicole LIZA,
- Michaël DELAFOSSE,
- Jacques DOMERGUE.

- Et de manière paritaire, d'un représentant des associations d'usagers suivantes :

- Comité de Liaison et de Coordination des associations de Personnes Handicapées et malades chroniques ;
- Association Consommation Logement Cadre de Vie Montpellier (CLCV) ;
- Confédération Nationale du logement ;
- Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Bilan 2018 :

La Commission des Services Publics Locaux s'est réunie le 5 novembre 2018 afin d'examiner les rapports des délégataires de l'année 2017 sur la gestion des services publics et équipements municipaux suivants :

- la Fourrière automobile gérée par la société EGS ;
- la Crèche Joséphine Baker gérée par la société People and Baby.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Délégations de Service Publics du 25 octobre 2018, présidée par Vincent HALUSKA et composés d'élus municipaux, pour l'examen des comptes 2017.

Perspectives 2019 :

Pour l'année 2019, dans un nouveau contexte de réorganisation des services mutualisés Ville et Métropole de Montpellier, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL et de la CCDSP, sont désormais conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe mutualisée.

Pour information, seront étudiés en 2019, les comptes de l'exercice 2018 des DSP suivantes :

- la DSP Fourrière automobile gérée par la société EGS ;
- la DSP Crèche Joséphine Baker gérée par la société People and Baby ;
- la DSP Crèche Henri Salvador gérée par la société LPCR Montpellier ;
- la DSP Stationnement sur voirie gérée par la société TaM Voirie.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Ville de Montpellier pour l'année 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÉCHE, Audrey LLEDO

Rapports Annuels des Déléataires de Service Publics de l'exercice 2018 - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En vertu de l'article 52 de l'ordonnance du 29 janvier 2016, les déléataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L. 1411-3 et L.1411-13 du CGCT, dès réception, ces rapports doivent être inscrits à l'ordre du jour du plus proche Conseil et mis à la disposition du public en mairie, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des déléataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Délégations de Services Publics, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

Il est donc proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2018, remis au plus tard le 1^{er} juin 2019 conformément à la réglementation en vigueur et relatifs aux équipements ou services publics suivants :

Equipement / service	Délégataire
Stationnement sur voirie	TaM Voirie
Crèche Joséphine Baker	People and Baby
Crèche Henri Salvador	SARL LPCR DSP Montpellier
Fourrière	EGS

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte de la réception des rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2018 dans les délais, conformément à la réglementation en vigueur et annexés à la délibération ;
- de confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- de confier l'examen de ces rapports et autoriser la Commission de Contrôle des Délégations de Services Publics à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Convention de partenariat entre Radio Nova, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole proposent leur engagement au sein d'un partenariat tripartite avec Radio Nova pour l'année 2018, afin de couvrir quatre temps forts de la politique culturelle métropolitaine et municipale, dont deux manifestations, listées ci-dessous, concernant la Ville de Montpellier :

- La ZAT 2019, 100 artistes dans la ville,
- La grande tournée d'été de Nova.

Ce partenariat permet à la Ville de Montpellier d'assurer à un coût avantageux la promotion des événements concernés.

La Ville de Montpellier s'engage notamment, lors de l'organisation de la ZAT 2019, à acheter trente spots publicitaires à Radio Nova pour un coût à la charge de la collectivité de 2 500€ HT, ainsi qu'à lui accorder l'exclusivité radio pour la communication nationale. Quant à Radio Nova, elle s'engage à promouvoir l'événement sur ses ondes, pour un montant valorisable à hauteur de 3 500 € HT.

Délibération n°V2019-234

Lors de la grande tournée d'été de Nova, la Ville de Montpellier s'engage à autoriser l'occupation du domaine public. Radio Nova s'engage quant à elle à promouvoir l'évènement, notamment sur site et par la diffusion de trente spots publicitaires, pour un montant valorisable à hauteur de 2 500 € HT.

L'ensemble des engagements réciproques des signataires est détaillé dans la convention annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le contrat de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Radio NOVA ;
- de dire que les crédits nécessaires à hauteur de 3 500€ HT sont inscrits au budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de Montpellier à signer le contrat de partenariat susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_Radio_Nova.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clère HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÈCHE, Audrey LLEDO

Avenant n°3 concernant la délibération n°V2017-142 du 18 mai 2017 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er mars 2017, afin de réaliser des économies d'échelle et une réalisation optimale des prestations de communication pour les deux entités.

Dans ce cadre, a été constitué entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier un groupement de commandes permanent régi par les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23/07/2015.

Considérant qu'il y a lieu de lancer de nouvelles consultations non listées dans la convention de groupement de commandes permanent en matière d'achats d'espaces publicitaires, de prestations d'agence de communication et d'agences de presse, il est proposé de conclure un avenant à la convention initiale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

Délibération n°V2019-235

- d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes permanent de la direction de la communication concernant l'ajout de nouvelles consultations,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de la ville Montpellier, chapitres 930, 933, 936 et 937,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer cet avenant et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- avenant n°3 convention groupement commandes permanent.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, **Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clère HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des loyers et redevances minorés Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de locaux du 1^{er} juillet 2019 au 31 décembre 2020 pour les associations mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, un loyer ou redevance minoré leur sera proposé. Le loyer ou redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Date CALA	Valeur locative annuelle HT	Montant du loyer minoré	Montant subvention
Malbosc bouge Comité de quartier	Résidence Pétrarque 149 rue Gay	14/05/2019	634, 62	35 €	599, 62 €

	Lussac				
Le souvenir Français Comité de Montpellier	Maison du combattant et de la Mémoire 16 rue Ferdinand Fabre	14/05/2019	637,00 €	35 €	602,00 €
Croix d'Argent plus	Maison des rapatriés 31 rue Emile Chartier	14/05/2019	1 210,00 €	35 €	1 175,00 €
ANSA	106 square Saturne	14/11/2018	5 160,00 €	35 €	5 125,00 €

En conséquence, il est donc proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les conventions de location du domaine privé de la Ville jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers et redevances minorés proposés aux associations et de porter au compte administratif de la Ville le montant de l'aide en nature correspondante pour un montant de 7 641, 62 euros ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION

- CONVENTION

- CONVENTION

- CONVENTION

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Signature du contrat de location ACM / Ville concernant le local situé 106 square Saturne - Autorisation

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de soutien au tissu associatif, la Ville de Montpellier met des locaux à disposition des associations montpelliéraines.

Afin de proposer aux associations une offre plus large de locaux, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole – ACM, met à disposition de la Ville le local situé :

- 106 square Saturne (UG 22742), moyennant un loyer annuel HT de 5 160 euros + TVA, charges en sus.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de location ci-dessus désignée ;
- de dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre n° 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix


Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Rémi ASSIE, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- contrat

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clère HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Bâtiment sis 2743 Route de Mende Autorisation de dépôt de permis de démolir

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la gestion active de son patrimoine, la Ville acquiert des terrains en vue de réaliser des réserves foncières. Elle a prévu en 2019 d'effectuer des travaux de démolition d'un bâtiment communal impropre à toute utilisation, sis 2743 route de Mende.

Ainsi pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer, auprès des services compétents, un permis de démolir pour ce bâtiment comprenant une maison et un garage dont l'assiette foncière est la parcelle cadastrée AN 5.

Les travaux prévus s'exécuteront comme suit :

- Désamiantage de la maison et du garage ;
- Démolition de la maison et du garage ;
- Sécurisation du terrain afin d'éviter les intrusions.

Le montant estimé des travaux s'élève à 75 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les travaux de démolition concernant les bâtiments susmentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer et déposer auprès des autorités compétentes le permis de démolir nécessaire à la réalisation desdits travaux ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 900, section d'investissement et chapitre 930, section de fonctionnement ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes avec Montpellier Méditerranée Métropole pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, le CCAS de Baillargues, les communes de Baillargues, Cournonsec, Grabels, Jacou, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement. A ce titre, elle est chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du marché à venir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Concernant la Ville de Montpellier, l'estimation du besoin s'élève à 100 000 € HT par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier, le CCAS de Baillargues, les communes de Baillargues, Cournonsec, Grabels, Jacou, Juvignac, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur est Montpellier Méditerranée Métropole (et sa Commission d'Appel d'Offres celle du groupement), Montpellier Méditerranée Métropole étant notamment chargée de la signature et de la notification du marché à venir, au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur le budget de fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- *Convention*

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALLANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Conventions d'occupation du domaine public pour l'implantation de relais de téléphonie mobile Avenants de transfert

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 1^{er} février 2018, le Conseil municipal a approuvé une convention type entre la Ville et l'opérateur SFR, pour l'occupation du domaine public par ses installations de relais de téléphonie mobile.

Par courriel en date du 12 novembre 2018, l'opérateur a informé la Ville du transfert de l'ensemble de ses sites à une filiale du groupe HIVORY SAS.

Il est donc nécessaire d'établir un avenant à chacune des conventions issues de la convention type, afin d'intégrer ce transfert.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les avenants de transfert ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer ces avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant Liberté
- Avenant Les Halles
- Avenant Rimbaud
- Avenant Estanove
- Avenant Tunnel

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Représentations du Conseil municipal - Désignations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

A la suite des modifications de délégations des élus du Conseil municipal, il convient de modifier les représentations de la Ville de Montpellier au sein des organismes suivants :

- Association Pléiades Emploi Services Hérault
- Mercadis - SOMIMON
- Association de Prévention Spécialisée 34
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance
- Fédération Nationale des Métiers du Stationnement
- Forum Français pour la Sécurité Urbaine

Il convient également de désigner un nouveau Correspondant défense pour la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation des représentants de la Ville dans ces instances et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;

Délibération n°V2019-241

- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder à ces désignations à main levée, comme le prévoit l'article L 2121-21 du code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose les candidatures suivantes :

Association Pléiades Emploi Services Hérault : *Véronique PEREZ en remplacement de Brigitte ROUSSEL-GALIANA*

- Association de Prévention Spécialisée 34 : *Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER*
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance : *Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER*
- Correspondant Défense de la Ville de Montpellier : *Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER*
- Fédération Nationale des Métiers du Stationnement : *Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER*
- Forum Français pour la Sécurité Urbaine : *Titina DASYLVA en remplacement de Lorraine ACQUIER*
- Mercadis-SOMIMON : *Maud BODKIN en remplacement de Brigitte ROUSSEL-GALIANA*

Aucune autre candidature n'est proposée.

Ont été élus :

- Association Pléiades Emploi Services Hérault : *Véronique PEREZ*
- Association de Prévention Spécialisée 34 : *Titina DASYLVA*
- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance : *Titina DASYLVA*
- Correspondant Défense de la Ville de Montpellier : *Titina DASYLVA*
- Fédération Nationale des Métiers du Stationnement : *Titina DASYLVA*
- Forum Français pour la Sécurité Urbaine : *Titina DASYLVA*
- Mercadis-SOMIMON : *Maud BODKIN*

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville de Montpellier, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créé des services communs.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition de trois agents de catégorie C à temps complet de la Ville de Montpellier auprès de services communs rattachés à Montpellier Méditerranée Métropole, tels que détaillés ci-dessous, à compter du 1^{er} juillet 2019 :

- un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Auxiliaires de puériculture, pour une durée de six mois en vue d'assurer les fonctions d'Agent d'accueil auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;

Délibération n°V2019-242

- un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des ATSEM pour une durée de trois mois en vue d'assurer les fonctions de Gestionnaire du classement auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Auxiliaires de puériculture pour une durée de six mois en vue d'assurer les fonctions de Gestionnaire technique du courrier auprès de la Direction du Secrétariat Général.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe.

Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de ces agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le prélèvement sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de conventions de MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DIRUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Mises à disposition de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service Énergie de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Énergie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet afin d'assurer l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

La période de mise à disposition en cours arrivant au terme prévu, il est proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents à compter du 1^{er} juillet 2019, pour une durée d'un an.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15/12/2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition.

La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est nécessaire de renouveler les conventions individuelles de mise à disposition des trois agents à compter du 1^{er} juillet 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents de catégorie C entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les conventions individuelles de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention CHANSON au 01-07-2020
- Projet de convention HAMZAOUÏ au 01-07-2020
- Projet de convention MILHAU au 01-07-2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux.

Rattaché auprès du service mutualisé Protocole et Accueil, l'agent sera mis à disposition à compter du 01/07/2019 pour une durée de 6 mois, à temps complet. Il exercera les fonctions de maître d'hôtel.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 930-023-0.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;

Délibération n°V2019-244

- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de la MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I - Créations de postes permanents :

Filière Technique :

Adjoint technique: création d'un poste

Technicien : création d'un poste

Filière administrative :

Adjoint administratif : création de quatre postes

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe: création d'un poste

Rédacteur : création d'un poste

Attaché : création de deux postes

Filière médico-sociale :

ATSEM principal de 2^{ème} classe : création d'un poste

Filière animation :

Animateur: création d'un poste

II - Créations de postes d'apprentis :

La Ville de Montpellier fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs municipaux, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

La collectivité souhaite renouveler cette expérience, en accueillant :

- Huit apprentis d'auxiliaires de puériculture pour une durée de 2 ans au sein de la Direction de l'enfance ;
- D'un apprenti d'éducateur de jeunes enfants pour une durée de 3 ans au sein de la même direction ;
- D'un apprenti technicien en gestion technique centralisée (GTC) pour une durée de 2 ans au sein de la Direction de l'énergie, des moyens généraux et des bâtiments.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par les directions concernées.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation proposée par le CNFPT.

Il est à noter que le texte en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permet de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser les recours à huit contrats d'apprentissage pour la rentrée scolaire 2019-2020 dans les conditions exposées ;
- d'inscrire les dépenses au budget de personnel de la Ville (salaire et charges des apprentis) et d'autoriser les dépenses de formation des apprentis au chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif, et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation des apprentis.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUBEL



Publiée le : 21 juin 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Sonia KERANGUEVEN, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Clare HART ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO

Mise à disposition d'un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault auprès de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article 5 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, impose aux collectivités territoriales et établissements publics de désigner un Agent Chargé d'assurer une Fonction d'Inspection dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité (ACFI).

Il peut être satisfait à cette obligation :

- en désignant un agent en interne ;
- en passant convention avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale.

Les ACFI ont pour mission de contrôler les conditions d'application des règles définies en matière d'hygiène et de sécurité du travail dans la Fonction Publique Territoriale et de proposer à l'autorité territoriale :

- d'une manière générale, toute mesure qui lui paraît de nature à améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels ;
- en cas d'urgence, les mesures immédiates qu'il juge nécessaire.

Délibération n°V2019-246

Il est proposé afin de satisfaire à cette obligation de passer une convention avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault (CDG 34) pour permettre la mise à disposition d'un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI) auprès de la Ville de Montpellier, conformément aux dispositions de la loi n°84-53 modifiée du 26 janvier 1984, portant sur les dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 25. Cette convention sera passée pour une durée de 3 ans.

L'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est sollicité lors de la séance du 03 juin 2019

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- de demander le bénéfice des prestations proposées par le Centre de Gestion 34 ;
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget de la Ville au chapitre 920 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention correspondante avec le Centre de Gestion, annexée à la présente délibération, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI.

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- projet convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mercredi 12 juin 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le douze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Michèle DRAY-FITOUSSI ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Christophe COUR.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Françoise BONNET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO

Adoption des procès-verbaux de la séance du 27 mars 2019 et du 15 mai 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Voir procès-verbaux en pièces jointes.

Délibération n°V2019-247

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

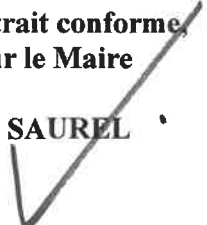
Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20 juin 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Philippe SAUREL



Publiée le : 21 juin 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV 15 05 2019.pdf

- PV 27 03 2019.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

12 JUIN 2019

TOME II



Conseil municipal du 12 juin 2019

**Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités
Territoriales**

N° VD2019-052 – Direction de l'Enfance

Partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour l'achat de prestations de formation et d'accompagnement dans le cadre du programme national PARLER BAMBIN

Objet : Ce programme œuvre en faveur de l'égalité des chances dans l'apprentissage du langage chez le jeune enfant.

N° VD2019-075 – Direction de la Politique Alimentaire

Marché public - Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires - Achat de denrées alimentaires - Marché sur Appel d'Offres n°V8D0034PA et V8D0034PA-2

Objet : L'objet du marché est la fourniture de denrées alimentaires pour la Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires pour l'année 2019. Il s'agit d'un marché composé de 26 lots avec montants minimum et maximum, d'une durée de 1 an reconductible 3 fois. Le montant minimum pour les 26 lots s'élève à 581 000 € H.T. et le montant maximum à 2 324 000 € H.T. pour une durée d'une année.

N° VD2019-078 - Direction Architecture et Immobilier

Convention de mise à disposition Ville / Montpellier Méditerranée Métropole

Locaux ex Bistrot de Grammont (RdC + étage)

Objet : Il s'agit d'autoriser la signature de la convention de mise à disposition des locaux situés au sein de l'ex bistrot de Grammont au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette mise à disposition est consentie à titre gracieux à compter du 1er juillet 2019 jusqu'au 30 juin 2026.

N° VD2019-115 - Direction Energie et Moyens Techniques

Résiliation d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat de vélos tout terrain, de vélos de ville, de vélos à assistance électrique, pièces détachées d'origine de rechange n°6B0155 LOT N°1 (VTT et vélo de Ville, pièces détachées d'origines et de rechanges)

Objet : La Ville de Montpellier décide de résilier le lot n°1 (VTT) du marché 6B0155 "Achat de vélos tout terrain, de vélos de ville, de vélos à assistance électrique, pièces détachées d'origine de rechange" pour faute du titulaire, non-conformité de la marque de vélo proposé, (conformément à l'article 32 du CCAG FC S) avec la société VELO DROME SARL.

N° VD2019-116 - Direction de la Politique Alimentaire

Mandat d'études préalables à la réalisation d'une Cuisine Centrale de production alimentaire - Convention Ville/SA3M - Annule et remplace la décision n° VD2018-352

Objet : Montant des dépenses : 175 000 euros HT dont 105 000 euros HT correspondant aux études à tiers et le solde aux prestations de l'assistant à maîtrise d'ouvrage réalisées directement par SA3M et sa rémunération.

N° VD2019-123 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n° 4D0069

Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux

Avenant n° 2

Objet : Le marché n° 4D0069 « Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux » a

été lancé sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour un an renouvelable trois fois, et se terminant le 25 mai 2019. Que par décision n° 2015/0151 du 22 avril 2015, le marché a été attribué au groupe SNEF – 81, rue du Salaison – ZAC Fréjorgues Ouest – 34130 Mauguio. Afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, en cours d'instruction, il convient de prolonger la durée actuelle du marché jusqu'au 25 novembre 2019.

Cet avenant est sans incidence financière dans la mesure où le montant maximum demeure inchangé.

N° VD2019-125 - Direction Sports et Jeunesse

Concours de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du Skatepark de Grammont et la création d'un centre d'entraînement BMX Freestyle

Désignation des membres du Jury

Objet : La Ville décide de désigner les membres du Jury habilités à participer au Jury de concours de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la réhabilitation du skatepark de Grammont.

N° VD2019-128 - Direction de l'Education

Avenant n°1 pour les lots 1 à 15 sauf pour les lots n° 11 et 12

Avenant n° 2 pour les lots n° 11 et 12

Marché n° 6D0050

Construction du groupe scolaire (Malbosc/Croix Lavit) Benoite Groult

Prolongation de la durée du marché pour l'ensemble des lots

Autorisation de signer les avenants

Objet : Dans le cadre de la construction du groupe scolaire (Malbosc - Croix Lavit) Benoite Groult, le lot n°5 - revêtements de sols-faïences- du marché 6D0050 a été attribué par décision VD/2017/343 en date du 27 novembre 2017 à l'entreprise SOMEREV. Suite aux mises en demeure d'exécuter les prestations leur incombant, elles ne sont pas effectuées à ce jour, le lot n° 5 « revêtements de sols – Faïences » - du marché 6D0050 a été résilié par décision n° VD2019-008 en date du 29 janvier 2019. Ce marché a été relancé sous la référence V8D0006AI et est en cours de procédure. Le lot n°5 est un lot indispensable et indissociable de tous les autres corps de métier, la relance du lot n°5 a pénalisé l'ensemble du chantier. Une prolongation de la durée du marché pour l'ensemble des lots est nécessaire du fait du retard pris dans l'exécution des travaux, portant la date de fin du marché au 31 juillet 2019 au lieu du 14 juillet 2019. Il est donc nécessaire de signer les avenants de prolongation de délai.

N° VD2019-134 - Direction Sports et Jeunesse

Marché Public

Contrat de prestations de service

Jumping International Montpellier Occitanie

Edition 2019

Marché N° V9B0021DS

Objet : La Ville décide d'acheter des prestations de communication, de visuels et de places à Occitanie Events, dans le cadre du Jumping International Montpellier Occitanie qui se déroule du 6 au 10 mars 2019 à l'Aréna Sud de France, pour un montant de 42021.68 € HT.

N° VD2019-139 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché n° V8B0023UV "Création, entretien et maintenance de patrimoine électrique extérieur"

Objet : Les prestations concernent la réalisation des travaux de création, d'entretien et de maintenance du patrimoine électrique, hors bâtiment, de la direction des usages et de la valorisation de l'espace public. Ce patrimoine comprend les sanitaires publics et les bornes alimentaires, mise à disposition des commerçants.

La durée du marché est de 2 ans et se décompose en 2 lots.

Au vu des offres, nous proposons au pouvoir adjudicateur de choisir les offres suivantes :

- Pour le Lot 1 bornes alimentaires, la société SAS TRAVESSET CITEOS pour un montant de 98 228,25 € HT ;

- Pour le Lot 2 sanitaires publics, la société REEL MEDITERRANEE pour un montant de 26 713,00 € HT.

N° VD2019-140 - Direction Architecture et Immobilier

Convention de prêt à usage

Parcelle EH 45 - 490 rue Mas Nouguier**Ville / M. Bernard - Louis CAUSSE**

Objet : La Ville est propriétaire de la parcelle cadastrée EH 45 située 490 rue Mas Nouguier à Montpellier, qui constitue une réserve foncière. M. CAUSSE sollicite la mise à disposition de cette parcelle afin d'y parquer ses chevaux. Il convient d'autoriser la signature d'une convention de prêt à usage à titre gracieux d'une durée de 3 mois renouvelable tacitement dans la limite de 3 ans.

N° VD2019-141 - Direction des Finances (VM)**Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2019**

Objet : Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine par le versement d'une cotisation de 36 678,59 € - Exercice 2019

N° VD2019-143 - Direction Energie et Moyens Techniques**Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'un broyeur de branches****V9A0134EM**

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre n° V9A0134EM « Achat d'un broyeur de branches pour la Direction Paysage et Biodiversité » à la société GALLOY 34, pour un montant total de 18 600 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une durée qui se confond avec son exécution (achat unique).

N° VD2019-150 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**Maintenance des véhicules légers et fourgonnettes. V9B0001EM**

Objet : Marché de maintenance des véhicules légers et fourgonnettes gérés par la Ville de Montpellier, dont la durée est fixée à 6 mois renouvelable 2 fois (durée maximum de 18 mois) et le montant maximum est établi à 40 000 € HT sur la durée totale du marché. L'attributaire du marché est la société Bourdarios, sise à Montpellier.

N° VD2019-151 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**Maintenance des gros véhicules utilitaires et poids-lourds. V9B0002EM**

Objet : Marché de maintenance des gros véhicules utilitaires et poids-lourds gérés par la Ville de Montpellier, dont la durée est fixée à 6 mois renouvelable 2 fois (durée maximum de 18 mois) et le montant maximum est établi à 85 000 € HT sur la durée totale du marché. L'attributaire du marché est la société Montpellier Poids-Lourds, sise à Saint Jean de Védas.

N° VD2019-152 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**Maintenance des deux-roues motorisés. V9B0003EM**

Objet : Marché de maintenance des deux-roues motorisés gérés par la Ville de Montpellier, dont la durée est fixée 1 an renouvelable 3 fois (durée maximum de 4 ans) et le montant maximum est établi à 60 000 € HT sur la durée totale du marché. L'attributaire du marché est la société SAGA SARL, sise à Mauguio.

N° VD2019-153 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments**Maintenance des nacelles et engins de levage. V9B0004EM**

Objet : Marché de maintenance des nacelles et engins de levage gérés par la Ville de Montpellier, dont la durée est fixée 6 mois renouvelable 2 fois (durée maximum de 18 mois) et le montant maximum est établi à 40 000 € HT sur la durée totale du marché. L'attributaire du marché est la société Hydrau Service, sise à Baillargues.

N° VD2019-154 - Direction Architecture et Immobilier**Mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente****Avenant n° 3****Annule et remplace la décision n° VD2018-316**

Objet : Cet avenant est nécessaire d'une part, car il convient de modifier l'article 3.1 fixant le montant du budget d'investissement à 50 000 € H.T. pour l'année 2018 et à 130 000 € H.T. pour l'année 2019 et, d'autre part, de modifier l'article 7, auquel est ajouté l'article « 7-1-3 Désamiantage » entraînant une rémunération fixe du mandataire d'un montant de 2 837,50 € H.T. pour la mission de suivi des travaux de désamiantage du

niveau R-3 de l'ancien Hôtel de Ville.

N° VD2019-155 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection

V9B0014EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre n° V9B0014EM « Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection » à la société TEXEN, pour un montant total maximum de commandes de 86 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

N° VD2019-156 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'électroménager blanc

V9B0015EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre n° V9B0015EM « Achat d'électroménager blanc » à la société QUINCAILLERIE ANGLES, pour un montant total maximum de commandes de 88 000 € HT. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de deux ans à compter de sa notification.

N° VD2019-159 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1901102-1 - Comité de quartier Les Aubes"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1901102-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 février 2019 par le Comité de quartier Les Aubes contre l'arrêté PC n° 3417218V0043 du 27 août 2018 délivré à la SCI Boulevard Ernest Renan en vue de la construction d'un collectif de 32 logements situé 25 allée Paul Gévelot à Montpellier ensemble la décision implicite par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a rejeté le recours gracieux formé à l'encontre de l'arrêté PC n° 3417218V0043.

N° VD2019-160 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1901103-1 TA - Comité de Quartier Les Aubes"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°1901103-1 le 26 février 2019 par le Comité de quartier Les Aubes contre l'arrêté n° PC 34172 18 V0044 du 27 août 2018 délivré à la SCI Boulevard Ernest Renan en vue de la construction d'une école et d'un collectif de 43 logements au 51 bis Boulevard Ernest Renan à Montpellier, ensemble la décision implicite par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a rejeté le recours gracieux formé à l'encontre de l'arrêté n° PC 34172 18 V0044.

N° VD2019-162 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure négociée sans mise en concurrence : Maintenance, prestations et extension de la suite logicielle ARPEGE

Marché V8C0011RI

Objet : Compte tenu de la nécessité d'assurer la maintenance de la suite logicielle ARPEGE, de recourir à des prestations en ce domaine et prévoir l'extension des outils de gestion de la population, il convient d'attribuer le marché négocié de « Maintenance, prestations et extension de la suite logicielle ARPEGE » à la société ARPEGE pour un montant total maximum de 200 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.

N° VD2019-163 – Direction de l'Enfance

Attribution d'un marché pour des prestations organisées dans le cadre d'un partenariat "Chorégraphie et Petite Enfance" entre les établissements d'accueil des jeunes enfants et le Centre Chorégraphique National Marché N° V9A0756EN

Objet : La direction de l'Enfance, la compagnie Action d'espace et le Centre Chorégraphique National ont engagé en 2017/2018 un projet autour de la toute petite enfance et la pratique chorégraphique contemporaine. Cette convention est conclue pour la période du 01/01/19 au 31/07/2020. Cette action s'élève à 500 € HT par an et par établissement pour un maximum de 12 établissements soit au total 5 000€.

N° VD2019-164 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "SAS OCEANIS PROMOTION - Requête n°1901144-1 TA"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1901144-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 mars 2019 par la SAS OCEANIS PROMOTION contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18 V0084 en date du 10 septembre 2018 concernant la mise en place de bungalows métalliques au 1695 rue de bionne à Montpellier, parcelle PM0011.

N° VD2019-166 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Attribution du marché en procédure adaptée n° V8C0008AI

Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la construction d'un bâtiment dédié à la sécurité

Autorisation à signer le marché

Objet : Autorisation à signer le marché n° V8C0008AI à procédure adaptée concernant la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la construction d'un bâtiment dédié à la sécurité au bureau d'études en groupement conjoint : Mandataire Cronos Conseil (75010 Paris) pour un montant de 51 425,00 Euros H.T.

N° VD2019-168 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n°1900789-3 TA - Ressources humaines"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de MONTPELLIER suite au dépôt de la requête n° 1900789-3 le 15 février 2019 par une agente de la Ville contre la décision de la Ville de Montpellier du 13 décembre 2018 notifiée le 13 février 2019 mettant fin à son contrat de travail.

N° VD2019-169 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "RUDDY GOUNEL requête n° 1901195-1 TA"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1901144-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 mars 2019 par la Ruddy GOUNEL contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18 V0084 en date du 10 septembre 2018 concernant la mise en place de bungalows métalliques au 1695 rue de Bionne à Montpellier, demande à la commune de Montpellier de lui verser la somme de 3 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

N° VD2019-170 - Direction Energie et Moyens Techniques

Signature d'un avenant de prolongation au lot n°1 "Vêtement Protocolaires" du marché n° 3709MG14 "Acquisition et livraison de vêtements professionnels et EPI"

Objet : Le lot n° 1 (vêtements protocolaires attribué à la société ESCASSUT) du marché n° 3709MG14 "Acquisition et livraison de vêtements professionnels et EPI", est prolongé par un avenant de prolongation de 6 mois pour un montant total maximum de 30 000 € H.T.

N° VD2019-171 - Direction Architecture et Immobilier

Convention de mise à disposition Ville / Société Bouygues Immobilier

Terrains 5 rue de la Cavallade cadastrés SK 364 et 365

Objet : La commune de Montpellier est propriétaire de terrains situés 5 rue de la Cavallade cadastrés SK 364 et SK 365, relevant de son domaine privé et constituant une réserve foncière.

La société Bouygues Immobilier sollicite auprès de la Ville la mise à disposition de ces parcelles afin d'y installer la base de vie du chantier de construction pour la réalisation d'une résidence collective sur la parcelle voisine.

Cette mise à disposition est consentie pour un loyer annuel de 39120 euros à compter du 13 mars 2019 jusqu'au 30 septembre 2020.

N° VD2019-172 - Direction Paysage et Biodiversité

Accord - Cadre " Entretien et Aménagements des espaces verts de la Ville de Montpellier" - N° V80043PB

Objet : Après consultation la Ville décide de passer un accord-cadre pour l'entretien et l'aménagement des espaces verts de la Ville pour une période de 1 an reconductible 3 fois sans montant minimum et sans

montant maximum, pour la durée totale d'exécution de l'accord cadre.

Il est constitué de 8 lots :

lot 1: quartier Centre avec l'entreprise CMEVE ;

lot 2: quartier Port Marianne avec l'entreprise Pousse Clanet ;

lot 3: quartier Près d'Arènes avec l'entreprise CMEVE ;

lot 4: quartier Croix d'Argent avec l'entreprise Pousse Clanet ;

lot 5: quartier Cévennes avec l'entreprise CMEVE ;

lot 6: quartier Mosson Haut de Massarie avec l'entreprise Pousse Clanet ;

lot 7: quartier Hôpitaux Facultés avec l'entreprise ISS Espaces Verts ;

lot 8: Cimetières avec l'entreprise SARIVIERE.

N° VD2019-173 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

Quartier Croix d'Argent

Secteur des Hauts de la Croix d'Argent

Mandat d'études Ville de Montpellier/Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M)

Avenant n° 3

Objet : Il s'agit d'un avenant n° 3 au mandat d'études entre la Ville et SA3M sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent qui vise à approfondir la définition du projet, de lancer les études pré-opérationnelles et d'affermir la tranche conditionnelle. Le montant des dépenses à engager pour la réalisation des études est évalué à 201 000€ HT.

N° VD2019-174 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure négociée sans mise en concurrence : Acquisition de modules complémentaires, maintenance et prestations pour le logiciel Babycarte

N° V9B0013RI

Objet : Compte tenu de la nécessité d'assurer la maintenance du logiciel Babycarte, de recourir à des prestations en ce domaine et prévoir l'évolution de celui-ci ainsi que l'acquisition de modules complémentaires, il convient d'attribuer le marché négocié « Acquisition de modules complémentaires, maintenance et prestations pour le logiciel Babycarte » à la société TECHNOCARTE pour un montant total maximum de 85 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.

N° VD2019-175 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Renouvellement d'adhésion à l'association Centre-Ville en Mouvement 2019 - Cotisation

Objet : La Ville souhaite renouveler son adhésion à l'association "Centre-Ville en Mouvement" pour l'année 2019, afin de lui permettre de faire partie d'un réseau de collectivités et de bénéficier de ses ressources, rencontrer les acteurs de l'innovation et des spécialistes du centre-ville, de partager les meilleures expériences et les bonnes pratiques grâce à un forum sur une plate-forme d'échanges, de participer à des visites de terrain en France et à l'étranger, et enfin de valoriser ses actions auprès d'autres collectivités.

N° VD2019-176 - Direction Sports et Jeunesse

Convention de mise à disposition des locaux et utilisation de la plage de la Ville de Villeneuve-lès-Maguelone

Villeneuve-Lès-Maguelone - Ville de Montpellier

Animations scolaires et stages Montpellier Sports de voile du 1er juin au 11 août 2019

Objet : La Ville de Montpellier souhaite signer une convention avec la Ville de Villeneuve-Lès-Maguelone afin de proposer des animations scolaires et stages Montpellier Sports de Voile du 1er juin au 11 août 2019. A la demande de Villeneuve-Lès-Maguelone des initiations de voile et des activités seront proposées aux enfants et jeunes des accueils de loisirs de Villeneuve-Lès-Maguelone ainsi que des activités nautiques lors de la Fête de la Mer. Une participation de 2 500 € sera versée par la Ville de Montpellier afin de participer au titre des frais de fonctionnement de la base nautique.

N° VD2019-177 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial

MARCHE N° G8C0017RH- Transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation de handicap

Objet : A la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées soumise aux dispositions de l'article 27 du

Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur a retenu l'offre présentée par la SAP SO'LIFES – 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER pour le marché N° G8C0017RH- Transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation de handicap.

N° VD2019-178 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Marché n° 8D0006

Acquisition et location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers pour la Ville de Montpellier

Autorisation à signer l'avenant n° 1

Astreinte et accessoires

Objet : Autorisation à signer l'avenant n° 1 concernant l'astreinte et les accessoires du Marché n° 8D0006 pour l'acquisition et la location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers avec la société BLOCSTOP. Le montant total de l'avenant est estimé à 14 250 € HT (soit 9,5% du montant du marché), portant ainsi le montant du marché à 657 000 € HT.

N° VD2019-179 - Direction Sports et Jeunesse

Stade Sabathé : Construction en clos couvert d'une salle de réception en bardage métallique et membrane textile

Marché n° V9B0016AI

Objet : La Ville décide de reconstruire un espace de réception sur le stade Sabathé. Après consultation, l'entreprise SMC2 est retenue pour un montant de 89 970 € HT, pour une durée de cinq mois à compter de la date de notification du marché.

N° VD2019-180 - Direction de l'Education

V8B0021AI - Mission de programmation pour la construction de nouvelles écoles primaires

Objet : Une mission de programmation pour la construction de nouvelles écoles primaires a été réalisée.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 88 000,00€ H.T. sur la durée totale du marché.

La durée globale de l'accord-cadre est de 48 mois à compter de sa notification.

C'est l'entreprise SCET mandataire solidaire du groupement conjoint qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

N° VD2019-181 - Direction Événementiel - Protocole

Locaux techniques du Protocole : Construction de bureaux et hangars

Autorisation de signer le rapport d'avenant n° 1

Objet : La Ville a décidé de procéder à la construction de bureaux et hangars, locaux techniques du protocole. Le 1er marché 7D0014-1 pour le lot 6 "revêtement de sols" a été infructueux. Un second marché 7D0014-2 a été lancé, attribuant par décision VD2018-511 ledit lot à la société SAS Cholvy située au 1877 avenue Joliot Curie Zac Saint Césaire 30900 Nîmes. Cette relance a retardé l'avancement des travaux. Une prolongation du délai de fin des travaux, initialement prévue le 17 septembre 2019, est donc sollicitée au 30 octobre 2019, pour l'ensemble des lots.

N° VD2019-182 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition à titre gratuit de la maison des chœurs avec l'association "Du chœur à la voix" pour les 14, 24 et 25 juin 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue à titre gratuit avec l'association "du chœur à la voix" pour les 14-24 et 25 juin 2019.

Les recettes des concerts seront entièrement reversées à l'association Nationale « Marion la main tendue » qui lutte contre le harcèlement scolaire.

N° VD2019-183 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Du chœur à la voix" les 29 mai et 20 juin 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Du chœur à la voix" pour les 29 mai et 20 juin 2019 moyennant une redevance de 90€.

N° VD2019-184 - Mission Grand Coeur**Réfection des sols de la place royale du Peyrou, marché de maîtrise d'œuvre 5C000162851 Avenant n°1**

Objet : Un marché de maîtrise d'œuvre a été notifié le 11 février 2016 au groupement 1090 Architectes/JD. Schauer/L. Taillandier pour les travaux de réfection de la place royale du Peyrou. Compte tenu de l'actualisation de l'estimation d'origine ainsi que des sujétions techniques imprévues (prise en compte de mesures de protection des racines des arbres et de l'évolution du type de revêtement de sol répondant aux contraintes imposées par la DRAC) le coût prévisionnel des travaux est maintenant estimé à 1 391 210,50 € H.T. Le montant de l'avenant au contrat est fixé à 17 472,63 € H.T. (soit 19,37% par rapport au montant initial du marché), le forfait définitif de rémunération est donc de 83 472,63 € H.T.

N° VD2019-185 - Direction de la Culture et du Patrimoine**Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Jordelan" pour le 26 mars 2019**

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour le 26 mars 2019 moyennant une redevance de 30€.

N° VD2019-187 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**Marché n° V9B0027UV- Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers**

Objet : La présente consultation a pour objet les prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers durant les marchés événementiels organisés par la Ville de Montpellier. Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris entre un minimum et un maximum, définis comme suit : Minimum 10 000 € HT maximum 44 500 € HT.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché. Le marché peut être reconduit une fois pour une durée maximale de reconduction de 1 an. Les montants totaux des commandes pour la période de reconduction du marché sont identiques.

Au vu de l'offre et considérant l'analyse précédente, nous proposons au représentant du pouvoir adjudicateur de choisir l'offre suivante :

La société RIVES DICOSTANZO pour un montant minimum de 10 000 € HT et un montant maximum 44 500 € HT.

N° VD2019-188 - Direction de la Culture et du Patrimoine**Convention de mise à disposition de la Maison des chœurs avec l'association "Ensemble vocal Tutti" pour le 25 mars 2019**

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Ensemble vocal Tutti" pour le 25 mars 2019 moyennant une redevance de 30€.

N° VD2019-189 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**Décision d'ester en justice "Requête n° 1901718-5 TA - ASSOCIATION LE BARRICADE"**

Objet : La défense de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1901718-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier présentée par ASSOCIATION LE BARRICADE le 5 avril 2019 pour contestation de l'avis de sommes à payer relatif à une amende pour affichage sauvage à Montpellier.

N° VD2019-190 - Direction du Parc de Lunaret**Maintenance et réparation du matériel agricole et horticole****Accord cadre à bons de commande N° V9B0017ZO**

Objet : Marché alloti en 2 lots (lot 1-parc de Lunaret/ lot 2- service des jardins et espaces naturels) avec mini et maxi.

Ce marché a été attribué à la société FRAMATEQ SUD OUEST domiciliée Parc Activités Aftalion BP34-34670 BAILLARGUES après analyse de l'offre sur le seul critère prix pour un montant de:

Lot 1 mini: 5000 € maxi: 30000 €

Lot 2:mini: 10000€ maxi: 53000€

Ce marché est conclu pour une durée d'un an non reconductible.

N° VD2019-191 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n° 1901322-1 TA - KATIA CELHAY "

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1901322-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 mars 2019 par Katia CELHAY demandant l'annulation de l'arrêté n° PC 34172 14 V0077 M02 en date du 16 juillet 2018 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire modificatif à la SCI BCG FEUILLADE.

N° VD2019-194 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Pyrénées - Méditerranée" pour les 22 novembre, 6 décembre et 19 décembre 2018

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Pyrénées - Méditerranée" pour les 22 novembre, 6 décembre et 19 décembre 2018 moyennant une redevance de 105€.

N° VD2019-195 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1901429-4 TA - ETIENNE FOURCADIER"

Objet : La défense de la ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n° 1901429-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 mars 2019 par Monsieur et Madame FOURCADIER demandant l'annulation de la décision implicite de refus de créer une servitude administrative de sur-inondation des terres agricoles leur appartenant, riveraine du ruisseau le Rieucoulon à Montpellier, St Jean de Védas et Lattes.

N° VD2019-196 - Direction des Finances (VM)

Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault - Exercice 2019

Objet : Renouvellement de l'adhésion à l'Association des Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et de l'Association des Maires du Département de l'Hérault par le versement d'une cotisation de 43 173 €- Exercice 2019

N° VD2019-197 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'Opéra - Orchestre National de Montpellier - Occitanie - Pyrénées - Méditerranée pour les 5-6-9 janvier et 27-28-29 mars 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'Opéra - Orchestre National de Montpellier - Occitanie - Pyrénées - Méditerranée pour les 5-6-9 janvier et 27-28-29 mars 2019 moyennant une redevance de 420€.

N° VD2019-198 - Direction Sports et Jeunesse

Marché Public

Achat de vêtements de sports

Marché N° V9B0028DS

Objet : La Ville décide de passer un marché avec la Société INTERSPORT SAS SPORTCOL après consultation, pour l'achat de vêtements de sports pour un montant de 13 908,80 € HT annuel, soit un total maximum de 55 635.20 € HT. Ce marché est renouvelable dans la limite de quatre années.

N° VD2019-199 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP
Accord cadre n° 8B0004

Avenant n° 1

Objet : A la suite des travaux préparatoires engagés en 2018, il a été décidé que le conventionnement de la Ville et la Métropole de Montpellier avec le FIPHFP initialement prévu au 01/01/2019 soit reporté. Le projet de conventionnement va être présenté au comité local d'engagement le 2 octobre 2019.

L'accord cadre N° 8B0004 pour l'« Évaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS)

avec le FIPHFP » conclu avec la société ENEIS pour une durée de 12 mois à compter de mai 2018 nécessite d'être prolongé jusqu'au 31/12/2019, sans incidence financière, pour s'adapter aux nouvelles échéances.

N° VD2019-200 - Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Accord cadre N° 8B0002

Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole

Avenant n° 1

Objet : Un nouvel appel d'offre mutualisé et pluriannuel pour les Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole est en cours de rédaction. Son attribution est prévue pour octobre 2019.

L'accord cadre N° 8B0002 pour les Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole conclu avec la société DES'L pour une durée de 12 mois à compter de mai 2018 nécessite donc d'être prolongé jusqu'au 30/09/2019, afin d'assurer la continuité du service. Cet avenant est sans incidence financière.

N° VD2019-201 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de boissons
(V9B0030EM)

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9B0030EM « Achat de boissons » pour les services de la Ville de Montpellier, pour le lot n° 1 (boissons non alcoolisées), à la société SARL FGL PROMO BOISSONS, pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT, pour le lot n° 2 (boissons alcoolisées) à la société SARL FGL PROMO BOISSONS, pour un montant total maximum de commandes de 45 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de 18 mois à compter de sa notification.

N° VD2019-202 - Direction Travaux et Maintenance

Mise en place de bâtiments modulaires à l'école Simon Bolivar en provenance de l'école François Rabelais.

Marché V9B0053TM

Objet : Marché V9B0053TM confié à l'entreprise ALGECO pour des raisons techniques (article 30 1 3° du décret du 25 mars 2016) concernant le déplacement et la modification des bâtiments modulaire de marque Algéco installés sur l'école François Rabelais vers l'école Simon Bolivar pour un montant de 65 100€ HT.

N° VD2019-203 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Attribution de l'accord-cadre en procédure adaptée ouverte n° V8C0022ST

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'extension du réseau de vidéoprotection urbaine de la Ville de Montpellier

Autorisation à signer le marché

Objet : Attribution de l'accord-cadre à bons de commande en procédure adaptée ouverte n° V8C0022ST concernant l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'extension du réseau de vidéoprotection urbaine de la Ville de Montpellier au bureau d'études LM Ingénierie sis 34830 Clapiers avec un seuil maximum de 50 000 € annuel. L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification et peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

N° VD2019-204 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice " Requête n° 19MA01438 CAA Marseille - Kamel FERKOUS"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n° 19MA01438, le 27 mars 2019, par Monsieur Kamel FERKOUS contre le jugement n° 1701912 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Montpellier rejetant la demande d'annulation de l'arrêté n° 2017/0701/T/N du 21 février 2017 par lequel le Maire de Montpellier a prononcé à l'encontre de Monsieur FERKOUS un retrait temporaire de débiller sur le marché de plein air de la Mosson du 1er au 31 mars 2017.

N° VD2019-205 - Direction Paysage et Biodiversité

Accord-cadre à bons de commande "Animations Montpellier Main Verte" N° 8C0002 Annule et

remplace la décision N° VD2018-471

Objet : Après consultation, la Ville décide de passer un accord cadre à bons de commande pour l'animation de Montpellier Main Verte avec le groupement "Passe Muraille- Apieu" pour les 3 lots, et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois :

- lot 1 : "animations jardinage" pour un montant de total de 104 000 € HT, toutes reconductions comprises ;
- lot 2 : "sorties naturalistes" pour un montant total de 48 000 € HT, toutes reconductions comprises ;
- lot 3 : "visites de parcs et jardins" pour un montant total de 48 000 € HT, toutes reconductions comprises.

N° VD2019-206 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée" pour le 14 avril 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée" pour le 14 avril 2019 moyennant une redevance de 30€.

N° VD2019-207 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Assignation TGI - DULIEU Clément"

Objet : La défense de Montpellier Méditerranée Métropole est confiée la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation reçue à la Ville de Montpellier le 1er avril 2019 à la demande de Monsieur Clément DULIEU contre le titre de recettes n° 2013T511 émis le 19/02/2013 par la Ville de Montpellier dans le cadre d' un sinistre survenu sur un feu tricolore le 4 janvier 2013.

N° VD2019-208 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Propriété VICENTE

Lot 6 - 500 rue du Mas Rouge

Exercice du droit de préemption

Objet : Il s'agit d'exercer le droit de préemption, dans le cadre de la ZAC Port - Marianne - République, sur la propriété Vicente, un appartement avec cour, situé 500 rue du Mas Rouge, cadastré section SE 141, 218 et 83, au prix de 119.700 € en ce compris 9.000 € de commission d'agence.

N° VD2019-209 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée" pour les 1er, 7 et 26 mai 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée" pour les 1er, 7 et 26 mai 2019 moyennant une redevance de 135€.

N° VD2019-210 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "SCI MICA III - Requête TA n° 1901490-1"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901490-1, le 25 mars 2019, par la SCI MICA III contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18 v0042 délivré le 8 novembre 2018 à la SAS Hausmann Group pour la réalisation d'un collectif de 17 logements aux numéros 2 bis et 4 rue du Cheval Vert à Montpellier.

N° VD2019-211 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "L'assemblée des souffleurs" pour le 1er août 2019.

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "L'assemblée des souffleurs" pour le 1er août 2019 moyennant une redevance de 30€.

N° VD2019-213 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Foncier - Convention d'occupation du Domaine Public

**Parcelles cadastrées SA n° 169p (826m²) place Ernest Granier
et SA n° 261p (800 m²) avenue du Mondial 98**

Objet : Convention de mise à disposition du Domaine Public : parcelles aménagées en stationnement, avenue du Mondial 98 et Place Ernest Granier. Attribution à la S.A.S. UNION MATERIAUX. Le montant de la redevance annuelle est de 37 300 €.

N° VD2019-214 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Société Greenstone - Requête CAA Marseille n° 19MA01492"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n° 19MA01492 le 31 mars 2019 par la société GREENSTONE contre le jugement n° 1704844 du 31 janvier 2019 refusant d'annuler la décision en date du 4 août 2017 par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a décidé de préempter des parcelles appartenant aux conjoints Saint Pierre et à la SCI Mas de Bringaud.

N° VD2019-215 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour la location de groupes électrogènes.

V9B0046EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9B0046EM « Location de groupes électrogènes » à la société LOXAM, pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.

N° VD2019-216 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête N° 1901321-1 TA - Claudine TARDY LEO DOS ANJOS"

Objet : La défense de la ville de Montpellier près le Tribunal Administratif de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1901321-1 par Monsieur et Madame LEO DOS ANJOS contre la décision du 17 janvier 2019 par laquelle le Maire de Montpellier a rejeté leur demande de retirer le permis de construire PC 34 172 18 V0100 délivré le 6 novembre 2018 à la SNC VINCI Immobilier Résidences Services pour un projet d'extension, surélévation et changement de destination en "résidence hôtelière avec restauration" d'un ensemble immobilier sis sur la parcelle cadastrée XH 572, ensemble ledit permis de construire.

N° VD2019-217 - Direction des Finances

Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS

Objet : Dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie. Celle-ci a pour objectif de sécuriser et d'optimiser la gestion de la trésorerie de la Ville.

N° VD2019-218 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et les mesures de perméabilité à l'air, de débits aérauliques, de surveillance et mesures acoustiques, mesures d'ambiance et de traitement de données n° V8B0024EM

Objet : Attribution à l'entreprise ENEXCO d'un accord-cadre à bons de commande passé selon une procédure adaptée pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et les mesures de perméabilité à l'air, de débits aérauliques, de surveillance et mesures acoustiques, mesures d'ambiance et de traitement de données, sans minimum et avec maximum de 70 000 euros HT pour une durée allant de la notification au 31/12/2022.

N° VD2019-220 - Direction des Relations aux Publics

Renouvellement de l'adhésion à l'association des villes marseillaises

Année 2019

Objet : Valorisation et poursuite du parrainage par la Ville de Montpellier de la frégate multi-missions Languedoc tel que proposé par le chef d'état-major de la marine nationale, pour un montant annuel de 3000 €.

N° VD2019-221 - Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique

Renouvellement de l'adhésion à l'association AMO Languedoc Roussillon pour l'exercice 2019

Objet : Autorisation de renouvellement de l'adhésion de la Ville à l'association Architecture et Maîtres

d'Ouvrage Languedoc Roussillon (AMO LR) dont le montant annuel s'élève à 800 € sans TVA, pour l'exercice 2019.

Cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations et des échanges de réflexions à fort enjeu architectural et urbain.

N° VD2019-222 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché n° V9C0001UV - Installation électrique des marchés évenementiels de Montpellier

Objet : La présente consultation a pour objet l'ensemble des prestations nécessaires pour la distribution-alimentation électrique des Hivernales et des Estivales organisés par la Ville de Montpellier.

L'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an à compter de sa notification.

Le montant total des commandes pour la durée de l'accord-cadre est définis comme suit :

- Lot 1 : maximum 35 000 € HT ;
- Lot 2 : maximum 80 000 € HT.

Au regard des analyses développées et des critères posés dans le règlement de la consultation, les offres du candidat CQFD sont des offres économiquement avantageuses.

N° VD2019-223 - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

Marché n° V8D0001UV - Enlèvements des graffitis et des affiches

Objet : La présente consultation concerne les prestations d'Enlèvements des graffitis et des affiches pour la Ville de Montpellier.

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la date fixée par ordre de service.

Le marché comprend :

- des prestations de base rémunérées à prix global et forfaitaire ;
- des prestations occasionnelles de traitement préventif anti-tags de portes, volets, devantures et autres surfaces, faisant l'objet de bons de commandes et étant rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) aux quantités réellement exécutées.

Les seuils pour les commandes sur BPU, pendant toute la durée du marché, sont les suivants :

Seuil minimum : 100 000 € HT

Seuil maximum : 300 000 € HT

Il est proposé de choisir l'offre du candidat SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS/ANTIGONE SERVICE SARL PA LA GARRIGUE (groupement) pour un montant de décomposition du prix global et forfaitaire de 3 546 776,00 € HT et pour un seuil minimum de 100 000 € H.T. et un seuil maximum de 300 000 € H.T., et pour information, pour un montant de devis quantitatif estimatif de 178 800,00 € HT.

N° VD2019-224 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour des travaux de remplacement du système de climatisation des salles réseau et serveurs de l'Hôtel de Ville-V8C0006EM

Objet : Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour des travaux de remplacement du système de climatisation des salles réseau et serveurs de l'Hôtel de Ville-V8C0006EM pour un montant de 114 487,35 euros HT à l'entreprise CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE. La durée des travaux est de 6 mois à compter de la notification.

N° VD2019-226 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'enveloppes.

V9B0037EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9B0037EM « Achat d'enveloppes » à la société Compagnie Européenne de Papeterie, pour un montant total maximum de commandes de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.

N° VD2019-227 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour l'achat de matériel Offset.

V9B0034EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9B0034EM « Achat de matériel Offset » à la société Miclo Diffusion, pour un montant total maximum de commandes de

40 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.

N° VD2019-228 - Direction de l'Action Foncière et Immobilière

Convention d'occupation temporaire multipartite

Création d'un espace de transition

Parcelle cadastrée PM n°11 - rue de Bionne à Montpellier

Objet : Signature d'une convention d'occupation temporaire multipartite avec l'Etat, l'association mandatée par lui, son pétitionnaire et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la création d'un espace de transition visant à accueillir les populations installées à titre précaire dans le secteur d'activité PARC2000, quartier Celleneuve à Montpellier.

N° VD2019-229 - Direction du Parc de Lunaret

Marché de service n° 201802961S1902

"Mission de coordination Sécurité Protection de la Santé" pour la réhabilitation du Parc Zoologique de Lunaret

Objet : Dans le cadre du projet de rénovation du Parc Zoologique de Lunaret, il est nécessaire de passer un marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé opération, tant pour la phase de conception de l'opération que pour sa phase de réalisation, y compris le parfait achèvement.

Qu'après analyse, le bureau d'études BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS, sis 450 Rue Baden Powell, Immeuble l'Optimum, ZAC Blaise Pascal, 34 000 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse (valeur technique : 60%- Prix: 40%) pour un montant de 39 240,00 € HT.

La durée globale d'exécution du marché est de soixante (60) mois à compter de la date fixée par l'ordre de service

N° VD2019-230 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1901718-5 TA - Association Le Barricade"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Palès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901178-5 le 5 avril 2019 par l'Association Le Barricade tendant à l'annulation du titre de recettes émis le 28 décembre 2018 par la Ville de Montpellier et notifié le 12 février 2019 concernant un affichage sauvage.

N° VD2019-231 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1901794-4 TA - SARL TEISSIER BP"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901794-4 le 10 avril 2019 par SARL TEISSIER BP contre la décision du 15 mars 2019 de la Ville de Montpellier refusant l'extension de son autorisation de terrasse sur le domaine public, Place Castellane à Montpellier.

N° VD2019-232 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Lüst Toaster de talents" pour le 27 avril 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Lüst Toaster de talents" pour le 27 avril 2019 moyennant une redevance de 45€.

N° VD2019-233 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Chœur Hugues Reiner" pour les 15-16-17-18-19 et 20 juillet 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur Hugues Reiner" pour les 15-16-17-18-19 et 20 juillet 2019 moyennant une redevance de 360€.

N° VD2019-234 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1901656 TA - Khadija ZBAIRI"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901656-1 le 3

avril 2019 par Madame Khadija ZBAIRI contre le permis de construire valant permis de démolir référencé PC 34172 18 V0176 délivré le 12 novembre 2018 à la SNC MARIGNAN RESIDENCES et FDI HABITAT afin de réaliser après démolition des bâtiments existants, la construction d'un immeuble collectif de 137 logements et des commerces au 42 T rue Adam de Craponne à Montpellier, ensemble la décision expresse de rejet du recours gracieux.

N° VD2019-235 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'estimer en justice "Requête n° 1901864-1 TA - M. et Mme BRUTE DE REMUR"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1901864-1 le 12 avril 2019 par Monsieur et Madame BRUTE DE REMUR contre le Permis de Construire n° PC 34172 18 V0176 du 12 novembre 2018 par lequel le Maire de la Ville de Montpellier a délivré aux sociétés Marignan Résidences et FDI Habitat un permis de construire valant permis de démolir pour la réalisation d'un programme de logements collectifs et de commerces au 42 T rue Adam de Craponne à Montpellier, ensemble la décision du 12 février 2019 de rejet de leur recours gracieux du 11 janvier 2019.

N° VD2019-236 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "FSE Collège Fontcarrade" pour le 4 juin 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "FSE Collège Fontcarrade" pour le 4 juin 2019 moyennant une redevance de 30€.

N° VD2019-237 - Direction Energie et Moyens Techniques

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Objet : La Commission de Réforme du 18 avril 2019 de la Ville de Montpellier décide de céder des véhicules du Service Parc Auto par l'organisme Centre 113, de réformer du matériel du Service informatique Géographique par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, de réformer du matériel du Service Régie des Sports de la Direction Travaux et Maintenance par le site internet AGORA STORE, de réformer du matériel Informatique de la DSI par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement, de réformer du matériel du Service Technique de la Direction du Parc de LUNARET par le site internet AGORA STORE.

N° VD2019-238 - Direction de l'Education

Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école Pape Carpentier
Marché n° 6D0039

Avenant n° 3

Objet : L'attributaire de ce marché était le groupement solidaire ATELIER CASTELNAU FERRI (mandataire) / CALDER/ DURAND/ PLUS DE VERT/EGIS BATIMENT SO/ GUI JOURDAN/ ORDIPRO.

Dans cette équipe de maîtrise d'œuvre, la société ORDIPRO avait en charge la mission OPC mais cette société est en liquidation judiciaire et n'a jamais pu commencer sa mission.

Elle a informé de son désistement le mandataire du groupement ATELIER CASTELNAU FERRI le 20 janvier 2018. Le jugement de la liquidation judiciaire a été prononcé en date du 29 janvier 2018.

Aujourd'hui ce dernier, demande la résiliation du contrat d'ORDIPRO et précise qu'aucun règlement ne doit intervenir au profit de cette société dans la mesure où cette dernière n'a accompli aucune tâche prescrite par le contrat.

Nous devons donc procéder à la rédaction d'un avenant n° 3 pour acter :

- la modification de la composition du groupement solidaire ATELIER CASTELNAU FERRI/ CALDER/ DURAND/ PLUS DE VERT/EGIS/ JOURDAN/ ORDIPRO excluant la société ORDIPRO au profit du mandataire du groupement ATELIER CASTELNAU FERRI pour le motif suivant : Liquidation de société ;
- le versement des honoraires correspondants à la mission OPC (33 877,61 €HT) au profit du mandataire ATELIER CASTELNAU-FERRI pour lui permettre de mener à bien cette mission.

N° VD2019-239 - Direction du Parc de Lunaret

Accord-cadre de travaux n° 201902922T19.01

Travaux de remplacement des filets de protection, lignes de vie et des volières dans le cadre de la

réhabilitation de la serre amazonienne du parc zoologique de Lunaret

Objet : Travaux de remplacement des filets de protection, lignes de vie et des volières dans le cadre de la réhabilitation de la serre amazonienne du parc zoologique de Lunaret.

Il s'agit d'un accord cadre (article 27 du décret du 25 mars 2016) passé pour une durée vingt-six mois à compter de la notification du marché.

Critères retenus: prix (40%) et valeur technique (60%)

L'analyse des offres et l'avis de la réunion de la Commission d'appel d'Offres du 9 avril 2019 : il a été décidé de retenir la société GAUTHIER SAS, sise pour un montant estimé hors taxe de 237.345 € et un montant maximal de 400 000 euro HT.

N° VD2019-240 - Direction de la Culture et du Patrimoine**Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Jordelan" pour les 5 et 6 mai 2019**

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Jordelan" pour les 5 et 6 mai 2019 moyennant une redevance de 60€.

N° VD2019-241 - Direction Energie et Moyens Techniques**Attribution d'un marché de travaux de génie climatique dans des bâtiments existants - V8D0007EM**

Objet : Attribution d'un marché de travaux de génie climatique dans des bâtiments existants - V8D0007EM :

lot 1 : Groupe scolaire Bari-Oxford : rénovation de la chaufferie attribué à l'entreprise IDEX ENERGIES pour un montant de 52325.33€ HT ;

lot 2 : Gymnase Raymond Couderc et Stade Sabathé : rénovation de la chaufferie attribué à l'entreprise attribué à l'entreprise IDEX ENERGIES pour un montant de 48656.51€ HT ;

lot 3 : Maison Pour Tous Georges Brassens et Halte-Garderie Les copains d'abord : rénovation de la chaufferie attribué à l'entreprise IDEX ENERGIES pour un montant de 42415.73€ HT ;

lot4 : Maison Pour Tous et Halte-Garderie André Chamson : rénovation de la chaufferie attribué à l'entreprise SPIE INDUSTRIES & TERTIAIRES pour un montant de 56068.72€ HT ;

lot 5 : Groupe Scolaire Bari-Oxford et Gymnase Raymond Couderc et Stade Sabathé : rénovation de l'armoire de commande et de régulation attribué à l'entreprise ELECTRO AUTOMATISME pour un montant de 10337.00€ HT ;

lot 6 : Maison Pour Tous Georges Brassens et Halte-Garderie Les copains d'abord : rénovation de l'armoire de commande et de régulation attribué à l'entreprise ELECTRO AUTOMATISME pour un montant de 7792.00€ HT ;

lot 7 : Maison Pour Tous et Halte-Garderie André Chamson : rénovation de l'armoire de commande et de régulation attribué à l'entreprise SPIE INDUSTRIES & TERTIAIRES pour un montant de 7649.11€ HT.

N° VD2019-243 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**Décision d'ester en Justice "Conseil de Prud'hommes de Montpellier "**

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Conseil de Prud'hommes de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé le 11 avril 2019 par un agent d'entretien de la Ville contestant des éléments de nature médicale émis par le Médecin du travail.

N° VD2019-244 - Direction Energie et Moyens Techniques**Attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de matériels pour l'entretien des espaces verts.**

(8D0023/2)

Objet : Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché "Achat de matériels pour l'entretien des espaces verts à la société DUCHENNE et FILS pour un montant total annuel de commandes estimé à 136 500 € HT.

Il s'agit d'un marché en groupement de commandes entre les Villes de Montpellier, Castelnau-Le-Lez, Grabels, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics. La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement.

Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

N° VD2019-246 - Direction Architecture et Immobilier

Marché 7D0050

' Rénovation des Halles des Quatre Saisons '

Avenant n°1

Objet : Un marché à procédure adaptée ouverte a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 7D0050 « Rénovation des Halles des Quatre Saisons ». Le marché est alloté en 2 lots : lot 1 « Rénovation et extension métallo-textile » et lot 2 « Revêtements de sol ». Le lot 1 « Rénovation et extension métallo-textile » a été attribué à l'entreprise Normandie Structure - ZI Porte Rouge 27150 Etrepagny- pour un montant de 337 000,00 € HT. Lors des études d'exécutions, et après de nombreux échanges entre la maîtrise d'œuvre et l'entreprise Normandie Structures, des modifications sur la structure métallique ont été apportées et ces modifications ont engendré une moins-value de 2 880 € HT pour le lot 1. Le montant de l'avenant au marché pour le lot 1 « Rénovation et extension métallo-textile » est fixé à - 2 880 € HT, portant ainsi le montant du marché à 334 120 € H.T soit une diminution de 0,85 % par rapport au montant initial du marché ;

Il est donc nécessaire de signer un avenant n°1.

N° VD2019-247 - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

ZAC Ovalie

Convention de participation entre la Ville de Montpellier/ Société Immobilière de la Maison du Bâtiment/SERM

Lot 1 - Parcelles PB 288, 318, 321 et 322

Objet : Il s'agit d'approuver une convention de participation aux financements des équipements publics de la ZAC Ovalie entre la Ville, La Société Immobilière de la Maison du bâtiment et la SERM pour la construction d'un immeuble de bureaux situé 6 rue du Jacques Fouroux. Le montant total de cette convention s'élève à 247 163€ €.

N° VD2019-248 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "requête n° 19MA01439 CAA - FERKOUS Kamel"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n° 19MA01439 le 27 mars 2019 par Monsieur Kamel FERKOUS contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n° 1705740 du 29 janvier 2019 qui a rejeté la demande d'annulation de l'arrêté du maire du 7 juillet 2017 suspendant les abonnements de déballage dont bénéficiait Monsieur FERKOUS sur divers marchés de la Ville pendant une durée d'un an et interdisant pendant une période d'un mois de débiller en qualité de journalier sur l'ensemble des marchés de la Ville.

N° VD2019-249 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Requête n° 1902043-4 TA - CIEL VERT"

Objet : La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la Société d'Avocats "LEGITIMA" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1902043-4 le 23 avril 2019 par la Société Ciel Vert contre le marché référencé V8D0001UV portant sur l'enlèvement des graffitis et des affiches.

N° VD2019-250 - Direction Sports et Jeunesse

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Société Hurricane

Festival International des Sports Extrêmes (FISE) du 29 mai au 2 juin 2019

Objet : La Ville de Montpellier décide de passer une convention d'occupation du domaine public avec Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane afin d'organiser le Festival International des Sports Extrêmes du 29 mai 2019 au 2 juin 2019 sur les rives du Lez et ainsi de fixer les interventions de chacune dans leur domaine de compétence.

N° VD2019-254 - Direction des Finances

Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de la BANQUE POSTALE

Objet : Dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville a lancé une consultation pour le renouvellement de

sa ligne de trésorerie. Celle-ci a pour objectif de sécuriser et d'optimiser la gestion de la trésorerie.

N° VD2019-255 - Direction Architecture et Immobilier

Marché n° V8D0050AI

Restauration des toitures du mas de Méric

Objet : La Ville de Montpellier a besoin de faire réaliser des travaux de restauration sur les toitures du mas de Méric. Une procédure adaptée a été lancée sous la référence n° V8D0050AI sous la forme de prestations à prix mixtes ; une partie à prix global et forfaitaire pour la restauration des toitures du mas de Méric de 218 110.89 €HT, et une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande avec un maximum de 100.000€ HT pour les postes dont les quantités ne peuvent être déterminées préalablement.

La durée des travaux est de 5 mois, le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service.

Le marché est attribué au groupement BOURGEOIS / ALPILLES ECHAFAUDAGES porté par le mandataire BOURGEOIS.

N° VD2019-256 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique

Attribution de l'accord-cadre en procédure adaptée ouverte n° V9B0051ST

Missions visant à réguler la population de deux espèces d'animaux sauvages (Ragondins - Goélands) sur la Ville de Montpellier

Autorisation à signer le marché

Objet : Attribution de l'accord-cadre à bons de commande avec un seuil maximum de 45 000,00 Euros H.T. pour une durée maximale de 4 ans en procédure adaptée ouverte n° V9B0051ST concernant des missions visant à réguler la population de deux espèces d'animaux sauvages (Ragondins – Goélands) sur la Ville de Montpellier à la société SACPA sise 47700 Casteljaloux.

N° VD2019-257 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure négociée sans mise en concurrence : Maintenance et évolution du logiciel ACROPOLIS (Gestion du courrier)

Marché V9B0044RI

Objet : Compte tenu de la nécessité d'assurer la maintenance du logiciel Acropolis, de recourir à des prestations en ce domaine et prévoir l'évolution de celui-ci ainsi que les interfaces aux applications métiers, il convient d'attribuer le marché négocié « Maintenance et évolution du logiciel ACROPOLIS (Gestion du courrier) » à la société ODYSSEE INGENIERIE pour un montant total maximum de 89 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.

N° VD2019-258 - Direction des Finances (VM)

Direction Relations aux Publics

Service Administration des Cimetières

Régies de recettes des Affaires funéraires-Cimetières

Changement d'adresse

Objet : Pour l'actualisation de la régie, il convient de changer l'adresse.

N° VD2019-259 - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

Décision d'ester en justice "Occupation illicite - 1457 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier - Procédure d'expulsion"

Objet : La défense de la commune de Montpellier est confié à la "SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier afin d'engager la procédure d'expulsion des occupants sans droit ni titre installés au 1457 rue du Pioch de Boutonnet.

N° VD2019-260 - Direction des Systèmes d'Information

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée : Fourniture matériel mobile : Téléphones, smartphones, tablettes, routeurs, galets... et tous les accessoires concernant la mobilité

Marché V9B0018RI

Objet : Compte tenu de la nécessité d'assurer pour les directions et services de la Ville, la dotation et le remplacement des équipements mobiles de communication et de téléphonie, il convient d'attribuer le marché de « Fourniture matériel mobile : Téléphones, smartphones, tablettes, routeurs, galets... et tous les

accessoires concernant la mobilité » à la société GHD Entreprises pour un montant total maximum de 59 000 € HT et une durée d'un an tacitement reconductible trois fois.

N° VD2019-261 - Direction de l'Education

Construction de l'école primaire Port Marianne rive gauche - Relance du lot 9 " Signalétique "

Marché n° V9B0042AI

Objet : Une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0042AI pour la Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche – relance du lot 9 « signalétique »

Il s'agit d'un marché de travaux. La société CND Signalétique est attributaire du lot 9 pour un montant global et forfaitaire de 20 794,00€ HT.

N° VD2019-263 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs à l'association "Centre d'Activités Pianistiques et Artistiques" pour le 9 mai 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Centre d'Activités Pianistiques et Artistiques" pour le 9 mai 2019 moyennant une redevance de 60€.

N° VD2019-268 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Marché public : externalisation d'archives intermédiaires

N° V9B0055DC

Objet : Le marché public d'externalisation d'archives intermédiaires, n° V9B0055DC est attribué à l'entreprise Société Générale d'Archives, pour un montant annuel maximum de 20 000 € HT.

Ce marché est conclu pour une période de 12 mois, renouvelable 3 fois.

N° VD2019-269 - Direction Energie et Moyens Techniques

Attribution d'un accord cadre passé selon une procédure adaptée pour des achats d'équipements de sécurité et aménagements véhicules.

V9B0006EM

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre n° V9B0006EM « Achats d'équipements de sécurité et aménagements véhicules » à la société E A S AUTOMOBILES, pour un montant total maximum de commandes de 85 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.

N° VD2019-273 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Ensemble vocal de Sommières" pour le 24 novembre 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Ensemble vocal de Sommières" pour le 24 novembre 2019 moyennant une redevance de 30€.

N° VD2019-276 - Direction Sports et Jeunesse

Contrat de prestations de service

Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement des sports extrêmes

FISE WORLD MONPELLIER EDITION 2019

N° V9C011DS

Objet : Après consultation, la Ville de Montpellier décide de passer avec la Société Hurricane, un contrat de services pour l'achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement des sports extrêmes du 29 mai au 2 juin sur les rives du Lez de Montpellier, pour un montant de 175 033,33 € HT.

N° VD2019-280 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Chœur symphonique de Montpellier pour les 27 mars, 3-10-17-20 avril, 8 et 15 mai, 5-12-19 et 26 juin 2019

Objet : Une Convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chœur symphonique de Montpellier" pour les 27 mars, 3-10-17-20 avril, 8 et 15 mai, 5-12-19-26 juin 2019 moyennant une redevance de 375€.

N° VD2019-281 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Chemin des Cimes" pour le 6 juillet 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Chemin des Cimes" pour le 6 juillet 2019 moyennant une redevance de 60€.

N° VD2019-283 - Direction des Finances

Direction de la Culture et du Patrimoine

Modification de la régie de recettes Archives Municipales

"Mise à jour des recettes autorisées"

Objet : Afin d'actualiser la régie, il convient de mettre à jour la liste des recettes autorisées.

N° VD2019-284 - Direction des Finances

Direction Proximité et citoyenneté

Service des Maisons Pour Tous

Modification de la régie de recettes et d'avances des Maisons pour Tous :

Ajout d'un mode de règlement

Objet : Pour un meilleur fonctionnement des régies des Maisons pour Tous, il convient de rajouter un mode de règlement.

N° VD2019-287 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Ensemble Vocal Sebastian Wesley" pour le 19 mai 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Ensemble Vocal Sebastian Wesley" pour le 19 mai 2019 moyennant une redevance de 60€.

N° VD2019-291 - Direction de la Culture et du Patrimoine

Convention de mise à disposition de la maison des chœurs avec l'association "Vocalys" pour les 30 mai et 1er juin 2019

Objet : Une convention de mise à disposition de la maison des chœurs est conclue avec l'association "Vocalys" pour les 30 mai et 1er juin 2019 moyennant une redevance de 60€.



Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Partenariat entre la Ville de Montpellier et
l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour
l'achat de prestations de formation et
d'accompagnement dans le cadre du programme
national PARLER BAMBIN**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars relatif aux marchés publics – articles 28 et 30-1°-3° ;
- Vu la délibération n° VD/2017/087 du 30/03/17 par laquelle la ville a adhéré au Programme National Parler Bambin en signant une convention de partenariat avec l'Agence Nationale des Solidarités Actives (A.N.S.A.) ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Titina DASYLVA, Adjointe au Maire.

Considérant :

- que l'ANSA, association sans but lucratif, accompagne les collectivités dans la mise en œuvre des politiques publiques destinées à lutter contre la pauvreté et les exclusions en favorisant l'égalité des chances notamment dans l'apprentissage du langage chez le jeune enfant ;
- que la Ville prévoit de renforcer son engagement dans le projet PARLER BAMBIN par une généralisation à l'ensemble des établissements volontaires en s'appuyant sur des formatrices internes qui participeront à l'essaimage du projet dans les établissements en recourant ponctuellement à des spécialistes du langage ;
- qu'une convention doit être signée avec l'A.N.S.A, seul organisme susceptible de délivrer ces prestations, avec comme principales caractéristiques :
 - o Formation de deux professionnelles de la petite enfance de la Ville et accompagnement ponctuel par des spécialistes du langage ;
 - o Dépense relative à la formation des formatrices, (coordination, ingénierie et 8 journées de tutorat) 10 223 € sans taxe ;
 - o Dépense relative à l'accompagnement ponctuel par un spécialiste du langage : 900€ par jour effectif d'intervention avec un maximum de 10 interventions prévues sur la durée de la convention ;

o Durée prévue jusqu'à la fin du programme national : 31/12/2021.

Décide en conséquence :

- d'autoriser la signature de la convention de partenariat avec l'ANSA annexée ci-joint, pour l'achat de ces prestations ;
- de prévoir que les dépenses relatives à l'exécution de cette convention seront imputées sur le budget de la Ville, chapitre 934 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Titina DASYLVA

Publiée le : 17 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Service Intendance et Maintenance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché public - Cuisine Centrale des Restaurants
Scolaires - Achat de denrées alimentaires -
Marché sur Appel d'Offres n°V8D0034PA et
V8D0034PA-2**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint.

Considérant :

- Que dans le cadre de sa politique sociale, la Ville de Montpellier a toujours eu pour priorité d'offrir des repas de qualité aux enfants inscrits dans les restaurants scolaires des écoles Montpelliéraines ;
- Qu'afin d'assurer le bon fonctionnement de la Cuisine Centrale Municipale et de pourvoir au renouvellement des lots arrivant à terme au 31/12/18, deux appels d'offres ouverts ont été lancés conformément aux articles 25-I.1° et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Il s'agit d'accords-cadres à bons de commande avec montants minimum et maximum composé pour le premier des lots 1 à 7, 9 à 20, 24 à 29, et du lot 21 pour le deuxième chacun des lots faisant l'objet de marchés séparés ; les lots n° 8-22-23-30-31-32 ont fait l'objet de marchés à procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Que ces marchés seront conclus pour une période initiale allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2019 et pourront être renouvelés par période successive d'un an pour les années 2020, 2021, 2022 ;
- Que les critères de choix pondérés pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique 80% - Prix : 20% ;

Décision n° VD2019-075

- Qu'après ouverture des plis le 20 septembre 2018 et examen des offres, les Commissions d'Appel d'Offres des 18 décembre 2018 et 29 janvier 2019 ont attribué les marchés aux entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses de la façon suivante :

Numéro et nom du lot	Nom du candidat retenu
Lot n° 1 : Pâtisseries salées cuites fraîches	ALPES FRAIS
Lot n° 2 : Pâtisseries salées cuites surgelées	POMONA PASSION FROID
Lot n° 3 : Pâtisseries sucrées cuites fraîches	ID SERVICES
Lot n° 4 : Pâtisseries individuelles sucrées cuites surgelées	POMONA PASSION FROID
Lot n° 5 : Saucisserie fraîche	POMONA PASSION FROID
Lot n° 6 : Autres produits de charcuterie	SYSCO (BRAKE)
Lot n° 7 : Viandes surgelées	POMONA PASSION FROID offre variante
Lot n° 9 : Viandes cuites sous vide basse température	POMONA PASSION FROID
Lot n° 10 : porc frais sous vide	POMONA PASSION FROID offre variante
Lot n° 11 : Boeuf - veau frais sous vide	POMONA PASSION FROID
Lot n° 12 : Mouton frais sous vide	BSO
Lot n° 13 : Taureau frais sous vide	POMONA PASSION FROID
Lot n° 14 : Poissons surgelés	POMONA PASSION FROID
Lot n° 15 : Tielle surgelée	GOZOKI
Lot n° 16 : Brandade de morue fraîche	POMONA PASSION FROID
Lot n° 17 : Pommes de terre stérilisées 5ème gamme	TRANSGOURMET
Lot n° 18 : Légumes et herbes surgelés	POMONA PASSION FROID
Lot n° 19 : mélanges et beignets de légumes surgelés	SYSCO (BRAKE)
Lot n° 20 : Produits frits surgelés à base de pomme de terre	TRANSGOURMET
Lot n° 21 : Légumes composés surgelés cuits	POMONA PASSION FROID
Lot n° 24 : Produits hachés surgelés à base de soja	POMONA PASSION FROID
Lot n° 25 : Spécialité au soja surgelé type «fromage»	BIOFINESSE
Lot n° 26 : Plats complets BIO à base de soja	NUTRINAT
Lot n° 27 : Spécialité au soja type «yaourt» ou «dessert lacté»	POMONA PASSION FROID offre variante
Lot n° 28 : Salade BIO à base de légumes secs / céréales	NUTRINAT
Lot n° 29 : Pâtes végétales BIO à base de légumes secs/céréales	NUTRINAT

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer les marchés aux prestataires suivants pour les montants minimums et maximums ci-après :

Numéro et nom du lot	Montant Mini H.T. en €/an	Montant Maxi H.T. en €/an	Nom du candidat retenu
Lot n° 1 : Pâtisseries salées cuites fraîches	15 000,00	60 000,00	ALPES FRAIS
Lot n° 2 : Pâtisseries salées cuites surgelées	5 000,00	20 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 3 : Pâtisseries sucrées cuites fraîches	15 000,00	60 000,00	ID SERVICES
Lot n° 4 : Pâtisseries individuelles sucrées cuites surgelées	15 000,00	60 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 5 : Saucisserie fraîche	10 000,00	40 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 6 : Autres produits de charcuterie	15 000,00	60 000,00	SYSCO (BRAKE)
Lot n° 7 : Viandes surgelées	20 000,00	80 000,00	POMONA PASSION FROID offre variante
Lot n° 9 : Viandes cuites sous vide basse température	40 000,00	160 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 10 : porc frais sous vide	12 000,00	48 000,00	POMONA PASSION FROID offre variante
Lot n° 11 : Boeuf – veau frais sous vide	96 000,00	384 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 12 : Mouton frais sous vide	12 000,00	48 000,00	BSO
Lot n° 13 : Taureau frais sous vide	10 000,00	40 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 14 : Poissons surgelés	95 000,00	380 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 15 : Tielles surgelées	12 000,00	48 000,00	GOZOKI
Lot n° 16 : Brandade de morue fraîche	7 500,00	30 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 17 : Pommes de terre stérilisées 5 ^{ème} gamme	25 000,00	100 000,00	TRANSGOURMET
Lot n° 18 : Légumes et herbes surgelés	51 000,00	204 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 19 : mélanges et beignets de légumes surgelés	15 500,00	62 000,00	SYSCO (BRAKE)
Lot n° 20 : Produits frits surgelés à base de pomme de terre	10 000,00	40 000,00	TRANSGOURMET
Lot n° 21 : Légumes composés surgelés cuits	15 000,00	60 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 24 : Produits hachés surgelés à base de soja	10 000,00	40 000,00	POMONA PASSION FROID
Lot n° 25 : Spécialité au soja surgelé type «fromage»	2 000,00	8 000,00	BIOFINESSE
Lot n° 26 : Plats complets BIO à base de soja	20 000,00	80 000,00	NUTRINAT

Numéro et nom du lot	Montant Mini H.T. en €/an	Montant Maxi H.T. en €/an	Nom du candidat retenu
Lot n° 27 : Spécialité au soja type «yaourt» ou «dessert lacté»	25 000,00	100 000,00	POMONA PASSION FROID offre variante
Lot n° 28 : Salade BIO à base de légumes secs / céréales	25 000,00	100 000,00	NUTRINAT
Lot n° 29 : Pâtes végétales BIO à base de légumes secs/céréales	3 000,00	12 000,00	NUTRINAT

Article 2 : De dire que ces marchés seront conclus pour une période initiale allant de la notification jusqu'au 31/12/2019 et pourront être renouvelés par période successive de 1 an pour les années 2020, 2021, 2022. Les montants minimum et maximum de chaque lot seront ceux de la période initiale et seront identiques pour chaque période de reconduction.

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville, chapitre 932.

Article 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'Offres et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 18 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition Ville /
Montpellier Méditerranée Métropole - Locaux
Rez de chaussée ex Bistrot de Grammont

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux finances.

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville la mise à disposition de locaux au sein du domaine de Grammont ;
- que la Ville de Montpellier bénéficie de locaux vacants situés au rez de chaussée de l'ex Bistrot de Grammont, répondant aux critères de recherche de Montpellier Méditerranée Métropole.

Décide en conséquence :

- de conclure une convention de mise à disposition avec Montpellier Méditerranée jusqu'au 30 juin 2026. Cette convention ne pourra faire l'objet d'une reconduction tacite ;
- de dire que cette mise à disposition est consentie à titre gracieux, charges en sus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

24 MAI 2019

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Résiliation d'un marché passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de vélos tout
terrain, de vélos de ville, de vélos à assistance
électrique, pièces détachées d'origine de rechange
n°6B0155 LOT N°1 (VTT et vélo de Ville, pièces
détachées d'origines et de rechanges)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- que la décision n° D-2017/016 du 26 avril 2017 a attribué le lot n° 1 (VTT et vélo de Ville, pièces détachées d'origines et de rechanges) du marché n° 6B0155, passé selon une procédure adaptée, à la société VELO DROME, 9 rue du Viaduc, 26150 DIE pour l'achat de vélos tout terrain, de vélos de ville, de vélos à assistance électrique, pièces détachées d'origine de rechange ;
- qu'en date du 21 janvier 2019 la société VELO DROME nous informe qu'elle n'était plus en mesure de nous fournir des VTT LAPIERRE en taille XL ;
- que dans le cadre de l'exécution du marché, la société VELO DROME ne s'est pas acquittée de ses obligations en termes de la conformité des vélos et des pièces commandés, prix, délai de livraison, SAV....

Décide en conséquence :

- de procéder à la résiliation du lot n° 1 (VTT) du marché « Achat de vélos tout terrain, de vélos de ville, de vélos à assistance électrique, pièces détachées d'origine de rechange n° 6B0155 » pour faute du titulaire conformément à l'article 32.1 du CCAG FC-S ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 mars 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 25 mars 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Intendance et Maintenance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Mandat d'études préalables à la réalisation d'une
Cuisine Centrale de production alimentaire -
Convention Ville/SA3M - Annule et remplace le
décision n° VD2018-352**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire déléguée ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a décidé de construire une nouvelle unité centrale de production alimentaire ;
- Qu'au préalable, il est nécessaire de réaliser un ensemble d'études portant sur la relocalisation de l'équipement ;
- Que la parcelle cadastrée OL n°48 située rue du Mas Saint Pierre, a été choisie pour implanter cette nouvelle unité de production alimentaire ;
- Que, compte tenu de la complexité des différents montages juridiques et financiers envisageables pour cet équipement modernisé s'inscrivant en cohérence avec la proximité du marché d'intérêt métropolitain, immédiatement voisin, il paraît opportun de confier l'ensemble des études préalables à la SA3M, dans le cadre d'un mandat ;
- Que ce mandat, conclu pour une durée de 7 mois à compter de son entrée en vigueur, présente les caractéristiques suivantes :
 - * les missions confiées au mandataire comprennent notamment :

Décision n° VD2019-116

- l'analyse de la situation foncière du site envisagé et les imbrications éventuelles entre les différents maîtres d'ouvrage en cas de mutualisation de ce site ;
- l'étude sur la gestion des flux à l'intérieur du site et les conditions d'accès à la parcelle identifiée, notamment en cas de mutualisation en multi-utilisateurs de la parcelle ;
- l'adaptation et la mise à jour du Programme Technique Détaillé avec le site retenu ;
- le chiffrage du projet.

* le montant des dépenses du mandat est fixé à 175 000 € H.T. (valeur janvier 2019) dont 105 000 € H.T. correspondant aux études à tiers et le solde aux prestations de l'assistant à maîtrise d'ouvrage réalisées directement par SA3M et sa rémunération.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'approuver le projet de convention de mandat d'études préalables et prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'une unité centrale de production alimentaire de MONTPELLIER, joint en annexe.

Article 2 : de dire que l'ensemble des dépenses concernées sont inscrites au budget de la Ville, chapitre 902.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 MARS 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 18 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° 4D0069
Maintenance et installation d'alarmes dans les
bâtiments communaux
Avenant n° 2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;
- Vu la décision n° 2015/0151 du 22 avril 2015 autorisant la signature du marché n° 4D0069 « Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux » ;
- Vu le projet d'avenant n°2 correspondant.

Considérant :

- Qu'un marché n° 4D0069 « Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux » a été lancé ;
- Que par décision du 22 avril 2015, le marché a été attribué au groupe SNEF – 81, rue du Salaison – ZAC Fréjorgues Ouest – 34130 Mauguio ;
- Que ce marché a été conclu, sous la forme d'un marché à bons de commande, sans minimum ni maximum, pour un an renouvelable trois fois, et se terminant au maximum le 25 mai 2019 ;
- Qu'au vu des délais de consultation, le prochain marché ne pourra être notifié avant le 25 mai 2019 ;
- Qu'en conséquence, il est nécessaire de prolonger la durée de ce marché de six mois, soit jusqu'au 25 novembre 2019 ;


Décide en conséquence :

Article 1 : D'approuver l'avenant n°2 ayant pour objet une prolongation de six mois du marché 4D0069 « Maintenance et installation d'alarmes dans les bâtiments communaux ».

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/04/2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Concours de maîtrise d'œuvre pour la
réhabilitation du Skatepark de Grammont et la
création d'un centre d'entraînement BMX
Freestyle
Désignation des membres du Jury**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la décision n° VD 2018-291 du 25 septembre 2018 donnant mandat à la SA3M pour faire procéder au nom et pour son compte de la Ville de Montpellier aux études et travaux pour la réalisation de la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature de Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports.

Considérant :

- qu'en vertu de l'article 89 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le jury de concours en vue du choix du lauréat au concours de maîtrise d'œuvre, soit un concours d'esquisse sur la partie bâtiments et études préliminaires sur la partie infrastructure, justifiant de compétences techniques en architecture, conception d'aires de pratiques des sports urbains et paysagiste, est composé de Monsieur le Maire ou son représentant, des membres d'élus de la Commission d'Appels d'Offres et, pour au moins un tiers des membres du Jury, de personnes ayant une qualification équivalente à celle exigée des candidats ;
- qu'il y a lieu de désigner les membres du Jury du Concours présentant une qualification équivalente à celle requise des candidats et leurs représentants.

Décide en conséquence :

- que Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, Président du Jury, pourra être représenté par Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Décision n° VD2019-125

- que les membres du Jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du skatepark de Grammont et la création d'un centre d'entraînement BMX Freestyle, qui possèdent la qualification requise des candidats ou une qualification équivalente et ont voix délibérative, sont :
 - o Monsieur Jean-Louis DESTISON, architecte, Ville de Montpellier, Direction Architecture et Immobilier ou son représentant Madame Marie-Laure DUPUIS, Architecte, Métropole de Montpellier, Direction Moyens Généraux ;
 - o Madame Sylvie MAHOT, architecte, Métropole de Montpellier, Direction Aménagement et Renouvellement Urbain , ou son représentant Madame Hélène REDER, architecte, Métropole de Montpellier, Direction Aménagement et Renouvellement Urbain, service secteurs sud et ouest ;
 - o Monsieur Patrick BERGER, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, Direction Paysage et Biodiversité, ou son représentant Monsieur Laurent GUILLAUME, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, Direction Paysage et Diversité ;
 - o Madame Hélène PARTIMBENE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, Direction Travaux et Maintenance, ou son représentant Monsieur Dominique DELAHAYE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, Direction Travaux et Maintenance ;
- que Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 AVR. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 30 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Avenant n°1 pour les lots 1 à 15 sauf pour les lots
n° 11 et 12**

Avenant n° 2 pour les lots n° 11 et 12
Marché n° 6D0050

**Construction du groupe scolaire (Malbosc/Croix
Lavit) Benoite Groult**

**Prolongation de la durée du marché pour
l'ensemble des lots**

Autorisation de signer les avenants

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire ;
- Vu la décision n° VD/2017/343 du 27 novembre 2017 relative à l'attribution du marché n° 6D0050.

Considérant :

- Que dans le cadre de la construction du groupe scolaire (Malbosc - Croix Lavit) Benoite Groult, le lot n° 5 -revêtements de sols-faïences- du marché 6D0050 a été attribué par décision VD/2017/343 en date du 27 novembre 2017 à l'entreprise SOMEREV ;
- Que suite aux mises en demeure d'exécuter les prestations leur incombant, elles ne sont pas effectuées à ce jour, le lot n° 5 « revêtements de sols – Faïences » - du marché 6D0050 a été résilié par décision n° VD2019-008 en date du 29 janvier 2019 ;
- Que ce marché a été relancé sous la référence V8D0006AI et est en cours de procédure ;

- Que le lot n° 5 est un lot indispensable et indissociable de tous les autres corps de métier ;
- Que la relance du lot n° 5 a pénalisé l'ensemble du chantier ;
- Qu'une prolongation de la durée du marché pour l'ensemble des lots est nécessaire du fait du retard pris dans l'exécution des travaux, portant la date de fin du marché au 31 juillet 2019 au lieu du 14 juillet 2019 ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n° 1 pour les lots 1 à 15 sauf pour les lots n° 11 et 12 et d'un avenant n° 2 pour les lots n°11 et 12, de prolongation de la durée du marché n° 6D0050 pour l'ensemble des lots portant ainsi la date de fin du marché au 31 juillet 2019.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/3/2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 01/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Public
Contrat de prestations de service
Jumping International Montpellier Occitanie
Edition 2019
Marché N° V9B0021DS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire délégué aux Sports.

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquérir des prestations de type communication (naming sur deux épreuves, publicité, visibilité en bord de carrière, et panneautique LED) et achats de 2 loges en bord de piste et de places pour chaque journée de compétition, dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et de l'équitation en particulier, pour les rencontres du Jumping International Montpellier Occitanie, organisées à Montpellier du 6 au 10 mars 2019 ;
- Que les prestations (VIP et places en tribunes) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;
- Qu'une procédure a été lancée à la suite d'une consultation faite auprès d'Occitanie Events, seul prestataire habilité, conformément à l'article 30 du Décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Qu'après analyse, il a été décidé d'attribuer le marché n° V9B0021DS à Occitanie Events, seul prestataire habilité, pour l'ensemble des services à exécuter.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « Contrat de prestations de service – Jumping International Montpellier Occitanie – Edition 2019 », à Occitanie Events, pour un montant de 42 021,68 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MARS 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 14 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Marché n° V8B0023UV "Création, entretien et
maintenance de patrimoine électrique extérieur"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire délégué.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser des travaux de création, d'entretien et de maintenance du patrimoine électrique, hors bâtiment. Ce patrimoine comprenant les sanitaires publics et les bornes alimentaires, mise à disposition des commerçants ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande allotis avec un maximum pour une durée de 2 ans ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Le critère valeur technique (40 % de la note) :

- *Moyen humains et matériels affectés au présent marché : 20/40, dont :*
 - Moyens humains (nombre d'agents, qualifications) 10/40 ;
 - Moyens matériels, qualité des matériaux, respect des normes 10/40
- *Description opération : 20/40*
 - *Lot 1 :*

Opération type n°1 : Création d'un nouveau marché 10/40

Descriptions des interventions : modes opératoires, planning prévisionnel, moyens humains mis à disposition, nombre de bornes alimentaires pour 30 étals dont 2 rôtisseurs, 1 camion snack, 1 camion poissonnier, 1 camion boucher et 15 commerces avec branchement simple. Place de 80x20m – Armoire électrique à créer – Arrivée électrique en bordure de place.

Opération type n°2 : Maintenance annuelle des bornes alimentaires de la Ville 10/40

Description des interventions : Modes opératoires, planning prévisionnel, moyens humains mis à disposition, nombre de bornes alimentaires.

- Lot 2 : Raccordement de 2 sanitaires publics sur une place de la Ville 20/40

Descriptions des interventions : modes opératoires, planning prévisionnel, moyens humains mis à disposition...

Le critère prix (60 % de la note)

- Qu'après analyse :
- Pour le Lot 1, l'entreprise SAS TRAVESSET CITEOS, 242 avenue du progrès, 34820 TEYRAN, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.
- Pour le Lot 2, l'entreprise REEL MEDITERRANEE, 165 rue de la Billiere, 34660 COURNONSEC, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « *Création, entretien et maintenance de patrimoine électrique extérieur* » :

- Pour le Lot 1, à l'entreprise SAS TRAVESSET CITEOS, pour un montant maximum de 60 000 € HT et pour une durée de 2 ans à compter de sa notification ;
- Pour le Lot 2, à l'entreprise REEL MEDITERRANEE, pour un montant maximum de 29 000 € HT et pour une durée de 2 ans à compter de sa notification.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitres 936 (Lot 1 : réparations des bornes), 906 (Lot 1 : acquisition des bornes) et 907 (Lot 2 : sanitaires publics).

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 MARS 2019
 Madame l'Adjointe au Maire
 Brigitte ROUSSEL-GALLIANA

Publiée le : 14 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de prêt à usage
Parcelle EH 45 - 490 rue Mas Nouguier
Ville / M. Bernard - Louis CAUSSE

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier vient d'acquérir la parcelle cadastrée EH 45 à Monsieur Bernard-Louis CAUSSE, située 490 rue Mas de Nouguier à Montpellier, relevant de son domaine privé ;
- Que la Ville a acquis ce terrain pour constituer une réserve foncière afin de réaliser à terme un projet d'aménagement sur ce secteur ;
- Que le projet d'aménagement de la Ville sur ce secteur ne nécessite pas l'utilisation immédiate de cette parcelle ;
- Que Monsieur Bernard-Louis CAUSSE sollicite la mise à disposition de cette parcelle.

Décide en conséquence :

- De dire que conformément au compromis de vente, la Ville autorise Monsieur Bernard-Louis CAUSSE à occuper la parcelle pour y parquer ses chevaux ;
- De conclure avec Monsieur Bernard-Louis CAUSSE une convention de prêt à usage, à titre gracieux, d'une durée de trois mois, renouvelable tacitement dans la limite de trois ans ;

Décision n° VD2019-140

- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine - Exercice 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°VAR2019-0237 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que l'association France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines de France, regroupe les élus des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques et qu'elle compte, 97 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 30 millions d'habitants ;
- Qu'elle a pour objectif de promouvoir le fait urbain auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Dans un dialogue renouvelé avec l'Etat, l'association participe pleinement à la structuration du monde urbain dans notre pays et à l'attractivité de tout son territoire. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux ;
- Que l'association est organisée en 4 collèges représentant toute la diversité urbaine : métropoles et communautés urbaines, communautés d'agglomération, villes, et villes et communautés d'Ile-de-France. Elle est administrée par un conseil d'administration de 38 membres et un bureau de 14 élus ;
- Que pour l'année 2019, la cotisation a été fixée à 0,13 € par habitant, soit pour la Ville de Montpellier :
 $0,13 \times 282\,143 \text{ habitants (source } \text{www.banatic.interieur.gouv.fr}) = 36\,678,59 \text{ €}.$

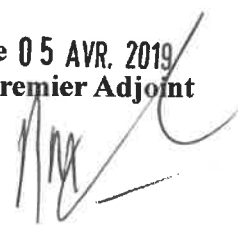
Décide en conséquence :

- De reconduire l'adhésion à l'Association France Urbaine pour l'exercice 2019 ;
- D'accepter le versement de la cotisation pour un montant de 36 678,59 € TTC;

Décision n° VD2019-141

- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'un broyeur de
branches
V9A0134EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un broyeur de branches pour les besoins du Service Jardin et Espace Nature de la Direction Paysage et Biodiversité ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° V9A0134EM) a été lancée, en date du 23 janvier 2019, conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, et soumise aux dispositions des articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire, conclu pour une durée qui se confond avec son exécution (achat unique) ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (40%), la valeur technique (35%), le coût d'utilisation (15%), et la durée de la garantie (10%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise **GALLOY 34 – MOTOCULTURE VERT**, 4 rue Jean Monnet, 34830 CLAPIER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-143

- d'attribuer le marché « Achat d'un broyeur de branches » à l'entreprise **GALLOY 34**, pour un montant de **18 600 € HT**, conclu pour une durée qui se confond avec son exécution (achat unique).
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville, tout chapitre ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 21 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Maintenance des véhicules légers et fourgonnettes. V9B0001EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier en appoint une partie de la maintenance des véhicules légers et fourgonnettes à un prestataire spécialisé ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 110 à 131 et 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée initiale de 6 mois à compter de la date de notification, reconductible 2 fois tacitement par période de 6 mois, soit une durée totale de 18 mois toutes reconductions comprises ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : coût des prestations (50%) et valeur technique (50%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise EURL JF Bourdarios, 117 rue du Pas du Loup, 34070 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-150

Article 1 : D'attribuer le marché « Maintenance des véhicules légers et fourgonnettes » à l'entreprise Bourdarios, pour un montant maximum de 40 000 euros HT sur la durée totale du marché.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Maintenance des gros véhicules utilitaires et poids-lourds. V9B0002EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier en appoint une partie de la maintenance des gros véhicules utilitaires et poids-lourds à un prestataire spécialisé ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 110 à 131 et 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée initiale de 6 mois à compter de la date de notification, reconductible 2 fois tacitement par période de 6 mois, soit une durée totale de 18 mois toutes reconductions comprises;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : coût des prestations (50%) et valeur technique (50%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Montpellier Poids-Lourds, 4 rue St Exupéry, Parc de la Lauze, 34430 St Jean de Védas Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché «Maintenance des gros véhicules utilitaires et poids-lourds» à l'entreprise Montpellier Poids-Lourds, pour un montant maximum de 85 000 euros HT sur la durée totale du marché.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.

Décision n° VD2019-151

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Maintenance des deux-roues motorisés. **V9B0003EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier en appoint une partie de la maintenance des deux-roues motorisés à un prestataire spécialisé ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 110 à 131 et 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée initiale de 1 an à compter de la date de notification, reconductible 3 fois tacitement par période de 1 an, soit une durée totale de 4 ans toutes reconductions comprises;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : coût des prestations (50%) et valeur technique (50%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SAGA SARL, 250 rue de la Jasse, ZA Fréjorgues Est, 34130 Mauguio, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché «Maintenance des deux-roues motorisés» à l'entreprise SAGA SARL, pour un montant maximum de 60 000 euros HT sur la durée totale du marché.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Maintenance des nacelles et engins de levage.
V9B0004EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier en appoint une partie de la maintenance des nacelles et engins de levage à un prestataire spécialisé ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 110 à 131 et 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée initiale de 6 mois à compter de la date de notification, reconductible 2 fois tacitement par période de 6 mois, soit une durée totale de 18 mois toutes reconductions comprises;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : coût des prestations (50%) et valeur technique (50%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise Hydrau Service, ZAE La Biste, 134 rue Jean-Baptiste Calvignac, BP22, 34671 Baillargues Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché «Maintenance des nacelles et engins de levage» à l'entreprise Hydrau Service, pour un montant maximum de 40 000 euros HT sur la durée totale du marché ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie
A et de sa salle polyvalente
Avenant n° 3
Annule et remplace la décision n° VD2018-316

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature du mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Vu la décision n° 2017/0058 du 14 février 2017 autorisant la signature d'un avenant n° 1 portant modification de l'article 3.1 alinéa 3 et l'article 9.2 du mandat de gestion de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Vu la décision n° VD/2017/115 du 30 juin 2017 autorisant la signature d'un avenant n° 2 portant modification de l'article 3.1 alinéa 2 du mandat susmentionné ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0237 du 11 février 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° VD2018-316 du 22 août 2018 « Mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente - Avenant n° 3 » ;
- Vu le projet d'avenant n° 3 relatif à ce mandat.

Considérant :

- Que, par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Que, par décision n° 2017/0058 du 14 février 2017, un avenant n° 1 à ce mandat a été signé afin qu'il appartienne au mandataire et non au mandant de souscrire tous les contrats d'assurance relatifs au mandat ;
- Que, par décision n° VD/2017/115 du 30 juin 2017, un avenant n° 2 à ce mandat a été signé précisant le budget d'investissement maximum de travaux de 50 000 € TTC pour l'année 2017 ;

- Qu'un avenant n° 3 à ce mandat est nécessaire d'une part, car il convient de modifier l'article 3.1 fixant le montant du budget d'investissement à 50 000 € H.T. pour l'année 2018 et à 130 000 € H.T. pour l'année 2019 et, d'autre part, de modifier l'article 7, auquel est ajouté l'article « 7-1-3 Désamiantage » entraînant une rémunération fixe du mandataire d'un montant de 2 837,50 € H.T, pour la mission de suivi des travaux de désamiantage du niveau R-3 de l'ancien Hôtel de Ville.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M.

Article 2 : D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Chapitres 900 et 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de matériel
professionnel de sonorisation, audio, projection
V9B0014EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection répondant aux besoins exprimés par certains services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V9B0014EM) a été lancée en date du 24 janvier 2019, conformément à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions des articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (60%) et la valeur technique (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise **TEXEN**, 290 rue de Massacan, ZI Vallée du Salaison, BP 30029, 34741 Vendargues Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio, projection » n° V9B0014EM à l'entreprise **TEXEN**, pour un montant total maximum de commandes de 86 000 € HT. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement et fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'électroménager
blanc
V9B0015EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'électroménager blanc répondant aux besoins exprimés par certains services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° V9B0015EM) a été lancée en date du 24 janvier 2019, conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions des articles 27, 78 et 80 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, sous forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de deux ans à compter de sa notification ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (60%) et la valeur technique (40%) ;
- Qu'après analyse, l'entreprise QUINCAILLERIE ANGLES, boulevard des balquières, 12033 RODEZ, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché « Achat d'électroménager blanc » n° V9B0015EM à l'entreprise QUINCAILLERIE ANGLES, pour un montant total maximum de commandes de 88 000 € HT. C'est un accord cadre unique conclu pour une période d'exécution de deux ans à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement et fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°1901102-1
- Comité de quartier Les Aubes"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901102-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 26 février 2019 par le Comité de quartier Les Aubes contre l'arrêté PC n°3417218V0043 du 27 août 2018 délivré à la SCI Boulevard Ernest Renan en vue de la construction d'un collectif de 32 logements situé 25 allée Paul Gévelot à Montpellier ensemble la décision implicite par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a rejeté le recours gracieux formé à l'encontre de l'arrêté PC n°3417218V0043.;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901102-1 le 26 février 2019 par le Comité de quartier Les Aubes.


Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°1901103-1
TA - Comité de Quartier Les Aubes"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901103-1 déposée le 26 février 2019 près le Tribunal Administratif de Montpellier par le Comité de quartier Les Aubes contre l'arrêté n°PC 34172 18 V0044 du 27 août 2018 délivré à la SCI Boulevard Ernest Renan en vue de la construction d'une école et d'un collectif de 43 logements au 51 bis Boulevard Ernest Renan à Montpellier, ensemble la décision implicite par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a rejeté le recours gracieux formé à l'encontre de l'arrêté n°PC 34172 18 V0044 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts le près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901103-1 le 26 février 2019 par le Comité de quartier Les Aubes.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un marché passé selon une
procédure négociée sans mise en concurrence :
Maintenance, prestations et extension de la suite
logicielle ARPEGE
Marché V8C0011RI

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

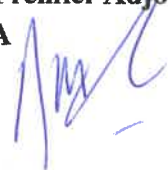
- Qu'une consultation a été lancée le 21 septembre 2018 pour la « Maintenance, prestations et extension de la suite logicielle ARPEGE » conformément aux dispositions de l'article 30.I.3 c) du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Que seule la société ARPEGE qui a développé les logiciels Mélodie et E-démat, Maestro, Image, Alto, Requiem, Acte Web, possède l'exclusivité de fournitures et de services associés pour lesdits logiciels et qu'il convient donc de passer un marché négocié sans mise en concurrence ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 % ;
 - Prix 40%.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-162

- D'attribuer le marché de « Maintenance, prestations et extension de la suite logicielle ARPEGE » à la société ARPEGE sise 13 rue de la Loire – CS 23619 – 44236 SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois à compter de la date de notification, et un montant annuel maximum de 50 000 € HT soit un montant maximum total de 200 000 € HT sur la durée totale du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 21 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché pour des prestations
organisées dans le cadre d'un partenariat
"Chorégraphie et Petite Enfance" entre les
établissements d'accueil des jeunes enfants et le
Centre Chorégraphique National Marché N°
V9A0756EN**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Titina DASYLVA, Adjointe au Maire.

Considérant :

- que la ville a souhaité initier un projet autour de la petite enfance et de la pratique chorégraphique contemporaine qui participe à la dynamique du protocole d'accord interministériel « Pour l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants » ;
Que la ville a souhaité inscrire cette action dans le cadre d'un partenariat avec le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Action d'Espace, conformément aux dispositions de l'article 30 1 3° et 30 1 8° du décret 2016-360 du 25 mars 2016.

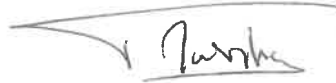
Décide en conséquence :

- d'autoriser la signature de la convention cadre de partenariat avec le Centre Chorégraphique National de Montpellier et la Compagnie Action d'Espace qui prévoit la réalisation « d'ateliers dansés » et de « plateaux partagés » avec les enfants et les personnels des établissements d'accueil des jeunes enfants de la ville de Montpellier pour la période du 1er Janvier 2019 au 31 Juillet 2020 ;
- de prévoir que la dépense relative à cette action qui s'élève à 500€ HT par an et par établissement pour un maximum prévu de 12 établissements, dont le montant total s'élève à 5 000€ et sera imputé sur le budget de la Ville ; chapitre 934 ;

Décision n° VD2019-163

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Titina DASYLVA



Publiée le : 17 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "SAS OCEANIS
PROMOTION - Requête n°1901144-1 TA"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901144-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 mars 2019 par la SAS OCEANIS PROMOTION contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18 V0084 en date du 10 septembre 2018 concernant la mise en place de bungalows métalliques au 1695 rue de bionne à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901144-1 par la SAS OCEANIS PROMOTION le 5 mas 2019.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.


Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Décision n° VD2019-164

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution du marché en procédure adaptée
n° V8C0008AI
Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue
de la construction d'un bâtiment dédié à la
sécurité
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe Déléguée.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la construction d'un bâtiment dédié à la sécurité ;
- Qu'en conséquence, une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 04 octobre 2018, conformément aux articles 27 et 77 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la référence n° V8C0008AI « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la construction d'un bâtiment dédié à la sécurité ». Le marché est libellé suivant les tranches suivantes :

<i>Libellé des lots</i>	<i>Délai d'exécution</i>
Tranche 1 : Tranche ferme Etude de faisabilité	8 mois
Tranche 2 : Tranche optionnelle 1 Elaboration du programme performantiel et exigentiel détaillé	6 mois

Décision n° VD2019-166

<i>Libellé des lots</i>	<i>Délai d'exécution</i>
Tranche 3 : Tranche optionnelle 2 Assistance lors de la procédure de sélection des concepteurs	8 semaines

- Qu'il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 70% et prix 30% ;
- Qu'après analyse le groupement conjoint Cronos Conseil (mandataire) / YAMEO / BIM Ingénierie (26, rue du Buisson Saint Louis - 75010 PARIS) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n° V8C0008AI « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la construction d'un bâtiment dédié à la sécurité » au groupement conjoint Cronos Conseil (mandataire) / YAMEO / BIM Ingénierie pour un montant de 51 425,00 Euros H.T. (toutes tranches confondues).

Article 2 : D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, Chapitre 901.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25/03/2019
 Madame l'Adjointe au Maire
 Lorraine ACQUIER

Publiée le : 26/03/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°1900789-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1900789-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 février 2019 par Madame Sarah BOUJOURD, agente de la Ville, contre la décision de la Ville de Montpellier du 13 décembre 2018 notifiée le 13 février 2019 mettant fin à son contrat de travail ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1900789-3 le 15 février 2019 par Madame Sarah BOUJOURD.

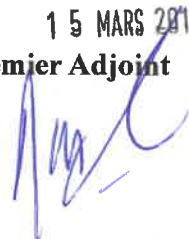
Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "RUDDY GOUNEL
requête n°1901195-1 TA"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1901195-1 déposée le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 mars 2019 par Rudy GOUNEL contre l'arrêté de permis de construire n°PC34172 18 V0084 en date du 10 septembre 2018 concernant la mise en place de bungalow métalliques au 1695 rue de Bionne à Montpellier et demandant à la commune de Montpellier de lui verser la somme de 3 000 euros au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901195-1 par Monsieur Rudy GOUNEL le 7 mars 2019.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Décision n° VD2019-169

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 18 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Signature d'un avenant de prolongation au lot n°1
"Vêtement Protocolaires" du marché n°
3709MG14 "Acquisition et livraison de vêtements
professionnels et EPI"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération n° 2014/0370 autorisant le groupement de commande qui concerne le marché 3709MG14 « Acquisition et livraison de vêtements professionnels et EPI » dont Montpellier Méditerranée Métropole en est le coordinateur ;
- Vu la décision attribuant le marché n° 3709MG14 « Acquisition et livraison de vêtements professionnels et EPI » - lot 1 (Vêtements Protocolaires) à l'entreprise ESCASSUT, 25 rue des Etuves, CS 16036, 34060 Montpellier Cedex 02, conclu sans montant minimum ni maximum, et pour une période d'exécution d'un an à compter du 1^{er} juin 2015, renouvelable 3 fois ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- Que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin a fait prendre du retard au lancement d'une nouvelle procédure, ce marché ayant été passé dans le cadre d'un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole, Montpellier, Castries, Pignan, Jacou, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone ;
- Qu'il est nécessaire de prolonger ce marché jusqu'à l'aboutissement de la procédure en cours afin d'assurer la continuité du service public.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature d'un avenant de prolongation, au marché n° 3709MG14 « Acquisition et livraison de vêtements professionnels et EPI » - lot 1 (Vêtements Protocolaires) attribué à l'entreprise ESCASSUT, 25 rue des Etuves, CS 16036, 34060 Montpellier Cedex 02, jusqu'au 30 novembre 2019 pour un montant estimatif de 30 000 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant de prolongation et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition Ville / Société
Bouygues Immobilier
Terrains 5 rue de la Cavallade cadastrés SK 364 et
365

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la demande des sociétés Bouygues Immobilier et Pragma ;
- Vu le permis de construire n° 34/172 V0031 du 28 juillet 2017 et son transfert partiel du 6 octobre 2017 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant

- que la société Bouygues Immobilier a obtenu un permis de construire pour une résidence collective sur les parcelles cadastrées SK 4, 41 et 42 situées 171 rue de la Cavallade ;
- qu'un transfert partiel de ce permis a été autorisé par la Ville le 6 octobre 2017 au profit de la société Pragma ;
- que la Ville est propriétaire des parcelles voisines situées 5 rue de la Cavallade, cadastrées section SK 364 et 365, relevant de son domaine privé ;
- que les sociétés Bouygues Immobilier et Pragma ont sollicité la Ville, afin qu'une partie de ces terrains soient mis à leur disposition, pour y installer la base de vie de chantier de construction des parcelles voisines ;
- que la Ville a acquis ces terrains pour constituer une réserve foncière afin de réaliser à terme un projet d'aménagement d'ensemble sur ce secteur ;
- que le projet d'aménagement de la Ville sur ce secteur ne nécessite pas l'utilisation immédiate de ces terrains ;
- que la mise à disposition d'une partie de ces terrains, pour une superficie de 2 400 m², pourrait permettre à la Ville de percevoir un revenu annuel tout en facilitant la gestion du site.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-171

- de conclure une convention de mise à disposition de 2 400 m² de terrain, à délimiter sur les parcelles propriété de la Ville situées 5 rue de la Cavalade, cadastrées section SK 364 et SK 365, avec les sociétés Bouygues Immobilier et Pragma à compter du 13 mars 2019 jusqu'au 30 septembre 2020, moyennant un loyer annuel de 39 120 euros plus le remboursement de la taxe foncière payée par la Ville au prorata de la superficie de terrain occupé ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 19 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 19 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Accord - Cadre " Entretien et Aménagements des
espaces verts de la Ville de Montpellier" - N°
V80043PB

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° VD2018-324 du 27/09/2018 concernant la convention constitutive d'un groupement de commandes pour les prestations d'aménagement des espaces verts entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'entretien et l'aménagement des espaces verts de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre sans minimum sans maximum allotis en 8 lots pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique (70%) ;
 - Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire (30%) ;
- que la Commission d'appel d'offres dans sa séance du 12 mars 2019 a retenu les offres économiquement les plus avantageuses de :
 - Lot 1 Quartier Centre : CMEVE, sise lieu-dit Gara de Paille chemin des canaux 30230 Bouillargues ;

- Lot 2 Quartier Port Marianne / Grammont : POUSSE CLANET, sise avenue Paysagère Maurin 34970 Lattes ;
- Lot 3 Quartier Près d'Arènes : CMEVE, sise lieu-dit Gara de Paille chemin des canaux 30230 Bouillargues
- Lot 4 Quartier Croix d'Argent : POUSSE CLANET, sise avenue Paysagère Maurin 34970 Lattes ;
- Lot 5 Quartier Cévennes : CMEVE, sise lieu-dit Gara de Paille chemin des canaux 30230 Bouillargues ;
- Lot 6 Quartier Mosson / Hauts de Massane : POUSSE CLANET, sise avenue Paysagère Maurin 34970 Lattes ;
- Lot 7 Quartier Hôpitaux-Facultés : ISS ESPACES VERTS (ID VERDE), sise 6, rue du Terral ZI de L'embosque 34770 Gigean ;
- Lot 8 Quartier Cimetières : SARIVIERE, sise avenue Paysagère Maurin 34970 Lattes.

Décide en conséquence :

-d'attribuer les lots du marché n°V8D0043PB « entretien et aménagement des espaces de la ville de Montpellier » ainsi :

- Lot 1 - Quartier Centre : à l'entreprise CMEVE, dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Lot 2 - Quartier Port Marianne - Grammont : à l'entreprise POUSSE CLANET dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Lot 3 - Quartier Près d'Arènes : à l'entreprise CMEVE dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Lot 4 - Quartier Croix d'Argent : à l'entreprise POUSSE CLANET dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Lot 5 - Quartier Cévennes : à l'entreprise CMEVE dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Lot 6 - Quartier Mosson-Hauts de Massane : à l'entreprise POUSSE CLANET dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Lot 7 - Quartier Hôpitaux- Facultés : à l'entreprise ISS ESPACES VERTS (ID VERDE) dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Lot 8 - Quartier Cimetières : à l'entreprise SARIVIERE dans le cadre d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum sans maximum, pour la Ville de Montpellier et pour Montpellier Méditerranée Métropole ;

-de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 fonctionnement et investissement tous chapitres ;

-d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

-Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10/4/2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 11/4/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Quartier Croix d'Argent
Secteur des Hauts de la Croix d'Argent
Mandat d'études Ville de Montpellier/Société
d'Aménagement de Montpellier Méditerranée
Métropole (SA3M)
Avenant n° 3

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement fonciers opérationnels et aux relations internationales liées à l'économie ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.300-3 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° 2015/0482 en date du 19/11/2015 relative à une convention du mandat d'études confiées à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent ;
- Vu la convention du mandat d'études en date du 4 décembre 2015 autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- Vu l'avenant n°1 au mandat d'études Ville /SA3M sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent en date du 25 janvier 2018 ;
- Vu l'avenant n°2 au mandat d'études Ville /SA3M sur le secteur des Hauts de la Croix d'Argent notifié le 29 janvier 2019.

Considérant :

- que dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants, la Ville de Montpellier a confié à la SA3M un mandat d'études préalables au réaménagement du secteur des Hauts de la Croix d'Argent situé entre la route de Toulouse, l'avenue Villeneuve d'Angoulême, la rue Jacques Bounin et la rue François Mireur/boulevard Pedro de Luna ;

Décision n° VD2019-173

- qu'il est nécessaire de poursuivre les études urbaines pour approfondir la définition du projet, de lancer les études pré-opérationnelles pour la constitution des dossiers d'urbanisme réglementaire (études d'impact, étude hydraulique, étude de circulation, étude acoustique...) et d'affermir la tranche conditionnelle ;
- qu'il convient donc de proposer un avenant n° 3 au mandat d'études confié à SA3M afin de réaliser les missions précédemment énoncées.

Décide en conséquence :

- d'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au marché de mandat d'études confié à la SA3M, tel qu'annexé à la présente décision ;
- de porter par l'avenant l'enveloppe prévisionnelle des dépenses études à engager par le mandataire de 114 000 € HT à 201 000 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée au budget investissement de la Ville de Montpellier, chapitre 905 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant n°3 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Etudes et Conception Informatiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un marché passé selon une
procédure négociée sans mise en concurrence :
Acquisition de modules complémentaires,
maintenance et prestations pour le logiciel
Babycarte
N° V9B0013RI

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

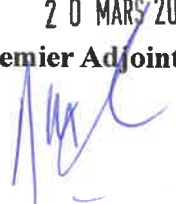
Considérant :

- qu'une consultation a été lancée le 29 janvier 2019 pour l'« Acquisition de modules complémentaires, maintenance et prestations pour le logiciel Babycarte » conformément aux dispositions de l'article 30.I.3 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- que seule la société TECHNOCARTE qui a développé le logiciel Babycarte, possède l'exclusivité de fournitures et de services associés pour ledit logiciel et qu'il convient donc de passer un marché négocié sans mise en concurrence ;
- que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 % ;
 - Prix 40%.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Acquisition de modules complémentaires, maintenance et prestations pour le logiciel Babycarte » à la société TECHNOCARTE sise 370 rue Charles Laveran – ZAC de Lavalduc – 34270 FOS-SUR-MER, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 85 000 € HT sur la durée du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 MARS 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 21 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Renouvellement d'adhésion à l'association Centre-Ville en Mouvement 2019 - Cotisation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire.

Considérant :

- Que le Conseil municipal lors de sa séance du 19 septembre 2016 a validé l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre Ville en Mouvement ;
- Que la Ville souhaite renouveler son adhésion en 2019 pour lui permettre de faire partie d'un réseau de collectivités et de bénéficier de ses ressources, rencontrer les acteurs de l'innovation et des spécialistes du centre-ville, de partager les meilleures expériences et les bonnes pratiques grâce à un forum sur une plate forme d'échanges, de participer à des visites de terrain en France et à l'Etranger, et enfin de valoriser ses actions auprès d'autres collectivités ;
- Que la cotisation d'adhésion pour l'exercice 2019 est de 2000€ (non soumise à TVA).

Décide en conséquence :

- De renouveler l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre-Ville en Mouvement pour l'exercice 2019 ;
- D'accepter le versement à l'association de la cotisation, pour un montant de 2 000, 00 € H.T. ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville, chapitre 935;

.../...

Décision n° VD2019-175

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 20 MARS 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 21 MARS 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Convention de mise à disposition des locaux et
utilisation de la plage de la Ville de Villeneuve-lès-
Maguelone
Villeneuve-Lès-Maguelone - Ville de Montpellier
Animations scolaires et stages Montpellier Sports
de voile du 1er juin au 11 août 2019

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier sollicite la Ville de Villeneuve-Lès-Maguelone pour la mise à disposition de ses locaux et plage afin de proposer des activités de voile dans le cadre d'animations scolaires et de stages Montpellier Sports, du 1^{er} juin au 11 août 2019 ;
- Qu'à la demande de la Ville de Villeneuve-Lès-Maguelone, un stage de voile de 5 jours, du 22 au 26 juillet 2019 de 10 h à 16 h, sera proposé pour 24 enfants ou jeunes de la Commune dans le cadre d'un stage de Montpellier Sports, ainsi que des animations de canoë ou autres, encadrées par les éducateurs de la Ville pour la Fête de la Mer le premier week-end du mois d'août ;
- Que la Ville de Montpellier participera aux frais de fonctionnement de la base nautique pour un montant de 2 500 € TTC ;

Décide en conséquence :

- De passer une convention avec la Ville de Villeneuve-Lès-Maguelone pour la mise à disposition des locaux et de la plage de la base nautique, et de réaliser les prestations d'animations demandées par la Ville de Villeneuve-Lès-Maguelone ;
- De dire que la Ville de Montpellier participera aux frais de fonctionnement de la base nautique, pour un montant de 2 500 € TTC, et que la dépense sera imputée sur le budget 2019, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 02/04/2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**MARCHE N° G8C0017RH- Transport de
personnes pour les agents de la Ville de
Montpellier et de Montpellier Méditerranée
Métropole en situation de handicap**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- Vu la convention de groupement relative au Transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation de handicap.

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'assurer le transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation de handicap ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum et un opérateur économique, en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres pour une durée de 12 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 70% :
 - o Qualité du service et de l'organisation afin de respecter les contraintes de ce type de prestations (notamment : horaires, distances, handicaps) : 50% ;
 - o Moyens techniques mis en œuvre pour la réalisation des prestations (type de véhicules, personnes mises à disposition) : 20% ;
 - Critère 2 : Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 30% ;

Décision n° VD2019-177

- qu'après analyse, l'entreprise SO'LIFES – 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer pour 12 mois le marché de Transport de personnes pour les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole en situation de handicap à l'entreprise la SAP SO'LIFES – 465 avenue Jean Mermoz, Centre commercial Parc à ballons 34000 MONTPELLIER, pour un montant maximum de 220 000 € H.T.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché n° 8D0006
Acquisition et location de protections en béton
anti intrusion aux véhicules béliers
pour la Ville de Montpellier
Autorisation à signer l'avenant n° 1
Astreinte et accessoires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;

Considérant :

- que par décision n° VD2018-305 en date du 2 août 2018, la Ville de Montpellier a confié à la société BLOCSTOP sise 7 impasse du Bidaou – 33610 Cestas, l'accord cadre à bons de commande concernant l'acquisition et la location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers ;
- que ce marché référencé 8D0006 a été conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification datant du 10 août 2018 avec possibilité de reconduction par période successive d'un an pour une durée maximale de trois ans ;
- que les prestations font l'objet de bons de commande pour un montant annuel sans minimum et avec un montant maximum de 150 000,00 Euros H.T ;
- que la valeur estimée de l'accord-cadre sur la durée totale de quatre ans est de 600 000,00 Euros H.T ;
- que dans le cadre de l'exécution de ce marché, il est proposé un avenant au marché 8D0006 afin de pouvoir pallier à diverses situations non envisagées dans le cadre initial du marché : l'astreinte sur site avec camion bras de grue et chauffeur, et de proposer une offre complète en matière de sécurisation par la fourniture d'accessoires brevetés (brevets n° 3062142 et n° WO2018/138276) désormais disponibles mais non référencés lors du marché initial. Toutes les protections en béton seront conformes à la charte de la Ville de Montpellier (idem sécurisation de la Place de la Comédie) ;

Décision n° VD2019-178

- que de ce fait, le montant estimé total de l'avenant en plus value annuelle au marché est fixé à 14 250,00 Euros H.T. Le seuil maximum annuel de commande de l'accord-cadre est donc porté à 164 250,00 € H.T. Le montant estimatif total du marché est donc porté à 657 000,00 Euros H.T. et la plus-value de cet avenant n° 1 s'élève à 9,5 % du marché initial ;
- que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par cet avenant n°1.

Décide en conséquence :

- **Article 1 :** D'autoriser l'avenant n° 1 au marché 8D0006 relatif à l'acquisition et la location de protections en béton anti intrusion aux véhicules béliers avec la société BLOCSTOP sise 33610 Cestas.
- **Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019, Chapitres 901, en section d'investissement, et 931, section de fonctionnement, de la Ville.
- **Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cet avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- **Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29/3/2019

Madame l'Adjointe au Maire

Lorraine ACQUIER

Publiée le : 01/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Stade Sabathé : Construction en clos couvert
d'une salle de réception en bardage métallique et
membrane textile
Marché n° V9B0016AI**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de construire en clos couvert une salle de réception en bardage métallique et membrane textile pour le stade Sabathé ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° V9B0016AI « Stade Sabathé : Construction en clos couvert d'une salle de réception en bardage métallique et membrane textile ».
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% ;
- Qu'après analyse l'entreprise SMC2 (250, rue du Petit Bois – les Platières – 69440 MORNANT) présente une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n° V9B0016AI « Stade Sabathé : construction en clos couvert d'une salle de réception en bardage métallique et membrane textile » à l'entreprise SMC2 pour un montant de 89 970,00€ H.T, pour une durée de cinq mois à compter de la date de notification du marché ;

Décision n° VD2019-179

Article 2 : D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 903.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

Article 4 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/04/2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS

Publiée le : 12/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

V8B0021AI - Mission de programmation pour la construction de nouvelles écoles primaires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser une mission de programmation pour la construction de nouvelles écoles primaires ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et des articles 78 et 80 du même décret, sous la référence n° V8B0021AI « Mission de programmation pour la construction de nouvelles écoles primaires » ;
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 88 000,00€ H.T. sur la durée totale du marché ;
- Que la durée globale de l'accord-cadre est de 48 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise SCET mandataire solidaire du groupement conjoint (52, rue Jacques Hillairet 75612 PARIS CEDEX 12) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n° V8B0021AI « Mission de programmation pour la construction de nouvelles écoles primaires » à l'entreprise SCET, mandataire solidaire du groupement conjoint, sans minimum et pour un montant maximum de 88 000,00€ H.T. sur la durée totale du marché.

Article 2 : D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

Article 4 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/04/2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Événementiel - Protocole**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Locaux techniques du Protocole : Construction de
bureaux et hangars
Autorisation de signer le rapport d'avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux finances ;
- Vu la décision VD2018-292 en date du 24 juillet 2018 relative à l'attribution du marché n° 7D0014 ;
- Vu la décision VD2018-511 en date du 24 janvier 2019 relative à la relance d'un lot du marché n° 7D0014 ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 ;
- Vu le projet d'avenant n° 1.

Considérant :

- que la Ville a décidé de procéder à la construction de bureaux et de hangars, locaux techniques du protocole ;
- que le lot 6 « Revêtements de sols » du marché 7D0014-1 par décision VD2018-292 en date du 24 juillet 2018 a été déclaré infructueux puis relancé sous la référence 7D0014-2;
- que ledit lot du marché 7D0014-2 a été attribué par décision VD2018-511 en date du 24 janvier 2019 à la société SAS Cholvy (1877, avenue Joliot Curie ZAC Saint Césaire 30900 Nîmes) ;
- que le lot 6 est indispensable et indissociable de tous les autres corps de métier et que cette relance a donc pénalisé l'ensemble du chantier ;
- qu'une prolongation de la durée du marché pour l'ensemble des lots est nécessaire du fait du retard puis dans l'exécution des travaux, portant la fin du marché au 30/10/2019 au lieu du 17/09/2019.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 7D0014 « Construction de bureaux et hangars du Protocole, locaux techniques du protocole » accordant un délai supplémentaire pour l'ensemble des lots portant la date de fin de marché au 30/10/2019 au lieu du 17/09/2019 ;

Article 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document à cette affaire ;

Article 3 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le :

24 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition à titre gratuit de
la maison des chœurs avec l'association "Du
chœur à la voix" pour les 14, 24 et 25 juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Du chœur à la voix » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 14, 24 et 25 juin 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que cette convention est conclue à titre gratuit, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018, les recettes des concerts étant intégralement reversées à l'association Nationale « Marion la main tendue » qui lutte contre le harcèlement scolaire.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/04/2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Du chœur à la voix"
les 29 mai et 20 juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Du chœur à la voix » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 29 mai et 20 juin 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/04 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Mission Grand Coeur
Service Patrimoine Historique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Réfection des sols de la place royale du Peyrou,
marché de maîtrise d'œuvre 5C000162851
Avenant n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision N°2016/0013 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n°5C000162851 relatif à la réfection des sols de la place royale du Peyrou à 1090 ARCHITECTES/ JD. SCHAUER/ L. TAILLANDIER (7 rue de Malte 75011 Paris), pour un montant de 66 000 euros HT (toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) et pour une durée prévisionnelle de 24 mois.

Considérant :

- Qu'il convient par avenant n°1 de prendre en compte les sujétions techniques imprévues découvertes en phase d'étude :
 - les sondages réalisés ont permis de découvrir que les racines des platanes étaient de faibles profondeurs, rendant plus complexe et onéreuse la réalisation des travaux. De plus, l'intervention en contact direct des racines nécessite la mise en œuvre de mesures prophylactiques pour la non-prolifération d'éventuelles maladies ;
 - la Direction régionale des affaires culturelles, compétente en matière d'autorisation de travaux sur monument historique classé, a émis un refus sur la demande d'autorisation de travaux au motif que le matériau proposé pour la réalisation du revêtement du sol de la place n'était pas satisfaisant. Il a donc été nécessaire de trouver un nouveau matériau répondant aux contraintes imposées par la DRAC. Le nouveau matériau génère un surcoût.

Décision n° VD2019-184

- Qu'après réalisation des missions DIAG, APS, et APD par le maître d'œuvre, le coût prévisionnel des travaux est de 1.391.210,50 € HT (coût par ailleurs actualisé : 1 100 000,00 € HT valeur décembre 2015, actualisée à la valeur d'octobre 2018 selon l'indice BT 50 : le nouveau montant de l'estimation initiale est de 1 165 500,95 euros HT).
- Qu'en application du taux de rémunération de 6.00 % fixé à l'acte d'engagement, le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre est donc porté à 83.472,63 € HT.
- Que la durée du marché est prolongée de 24 à 52 mois.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'oeuvre n°5C000162851 « Réfection des sols de la place royale du Peyrou » au groupement 1090 ARCHITECTES/JD. SCHAUER/L. TAILLANDIER, avenant d'un montant de 17 472,63 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 903.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 19 AVR. 2019
Notifiée le : .

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Jordelan" pour le 26
mars 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 26 mars 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29/03/2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 01/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché n°V9B0027UV- Prestations de
déplacement, installation, montage, démontage et
stockage de mobiliers**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser des prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers durant les marchés événementiels organisés par la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum pour une durée de 1 an pouvant être reconduit une fois pour une durée maximale de reconduction de 1 an. Les montants totaux des commandes pour la période de reconduction du marché sont identiques ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Le critère prix (60 % de la note).

Le critère valeur technique (40 % de la note) est apprécié au regard de la qualité des réponses apportées par les candidats dans le mémoire technique sur les points suivants :

- *Moyens humains et qualifications : nombre d'agents, composition de l'équipe : 10/40*

- *Moyens matériels : nombre et type de véhicules, équipements spécifiques (transpalette, chariots élévateurs) autres matériels pouvant apporter une plus value à l'offre : 10/40*
- *Respect des délais d'intervention et du planning, Réactivité entre l'émission de la commande et l'intervention sur site, méthodologie de l'organisation et modalités de compte-rendu des missions : 20/40*

- Qu'après analyse, l'entreprise RIVES DICOSTANZO, 600 avenue Blaise Pascal, ZA Garrigues 3, 34170 CASTELNAU LE LEZ, présente une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers » à l'entreprise RIVES DICOSTANZO, pour un montant minimum de 10 000.00 € H.T et un montant maximum de 44 500.00 € H.T.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 17 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la Maison des
chœurs avec l'association "Ensemble vocal Tutti"
pour le 25 mars 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Ensemble vocal Tutti » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 25 mars 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/04/2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°1900831-5
TA - Bar BLACK OUT"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1900831-5 présentée par Black Out près le Tribunal Administratif de Montpellier le 19 février 2019 pour contestation du titre exécutoire émis le 04 décembre 2018 relatif à une amende pour affichage sauvage à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1900831-5 présentée par Black Out le 19 février 2019.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/04/2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Maintenance et réparation du matériel agricole et
horticole
Accord cadre à bons de commande N°
V9B0017ZO**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De Verbizier aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

Considérant :

- Que la réparation et la maintenance du matériel agricole et horticole de la Direction du parc de Lunaret (lot n°1) ainsi que du service Jardins et Espaces Naturels de la Direction paysage et biodiversité (lot n°2) sont indispensables à la sécurité du personnel et du public ainsi qu'au bon fonctionnement des services cités ;
- Que le parc de Lunaret ainsi que le service Jardin et espaces naturels de la Ville de Montpellier ne sont pas en mesure d'effectuer ces travaux de réparation et de maintenance par leurs propres moyens ;
- Qu'il est donc nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation des prestations de maintenance et de réparation de ces engins ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commande alloti pour une durée d'un an non reconductible ;
- Le critère d'analyse des offres pour le jugement des offres était le suivant : le prix ;
- Qu'après analyse, l'entreprise FRAMATEQ SUD EST, domiciliée Parc d'Activités Aftalion BP34-34670 BAILLARGUES présente une offre économiquement avantageuse pour le lot n°1 (Direction Parc de Lunaret) ;

- Qu'après analyse, l'entreprise FRAMATEQ SUD EST, domiciliée Parc d'Activités Aftalion BP34-34670 BAILLARGUES présente une offre économiquement avantageuse pour le lot n°2 (service des jardins et des espaces naturels de la Direction paysage et biodiversité) ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché de maintenance et de réparation du matériel agricole et horticole, marché n°V9B0017ZO à l'entreprise FRAMATEQ SUD EST, domiciliée Parc d'Activités Aftalion BP34-34670 BAILLARGUES pour un montant minimum de 5000€ HT et pour un montant maximum de 30 000 euros HT pour le lot n°1 d'une période d'un an non reconductible ;

Article 2 : D'attribuer le marché de maintenance et de réparation du matériel agricole et horticole, marché n°V9B0017ZO à l'entreprise FRAMATEQ SUD EST, domiciliée Parc d'Activités Aftalion BP34-34670 BAILLARGUES pour un montant minimum de 10 000€ HT et pour un montant maximum de 53 000 euros HT pour le lot n°2 d'une période d'un an non reconductible ;

Article 3 : De dire que la dépense sera imputée pour le lot n°1 sur le budget de la Direction Parc de Lunaret de la Ville, chapitre 903 (section d'investissement) et 933 (section de fonctionnement) ;

Article 4 : De dire que la dépense sera imputée pour le lot n°2 sur le budget de la Direction Paysage et biodiversité de la Ville, chapitre 903 (section d'investissement) et 933 (section de fonctionnement) ;

Article 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice " Requête n°1901322-1
TA - KATIA CELHAY "

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901322-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 mars 2019 par Katia CELHAY demandant l'annulation de l'arrêté n° PC 34172 14 V0077 M02 en date du 16 juillet 2018 par lequel le Maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire modificatif à la SCI BCG FEUILLADE.

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901322-1 le 13 mars 2019 par Katia CELHAY.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/04/2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Opéra Orchestre
National de Montpellier Occitanie - Pyrénées -
Méditerranée" pour les 22 novembre, 6 décembre
et 19 décembre 2018**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association "Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie - Pyrénées - Méditerranée" a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 22 novembre, 6 décembre et 19 décembre 2018;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 105€ est due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2017/452 du 21 décembre 2017.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 08 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°1901429-4
TA - ETIENNE FOURCADIER"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901429-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 22 mars 2019 par Monsieur et Madame FOURCADIER demandant l'annulation de la décision implicite de refus de créer une servitude administrative de sur-inondation des terres agricoles leur appartenant, riveraine du ruisseau le Rieucoulon à Montpellier, St Jean de Védas et Lattes.

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901429-4 le 22 mars 2019 par Monsieur et Madame FOURCADIER.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02/04/2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 03/04/2019

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Actionnariat et Partenariats

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement de l'adhésion à l'Association des
Maires de France et des Présidents
d'Intercommunalité et de l'Association des
Maires du Département de l'Hérault - Exercice
2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°VAR2019-0237 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances.

Considérant :

- Que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des Maires et des Présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- Que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- Que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- Qu'aujourd'hui, 33 691 communes et 840 EPCI en sont adhérents ;
- Qu'il est proposé au titre de l'année 2019 l'adhésion à l'Association de Maires de France et des Présidents d'Intercommunalité et celle des Maires du Département de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 173 € TTC.

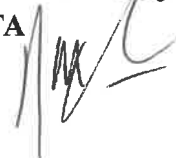
Décide en conséquence :

- D'approuver le versement de la cotisation telle que définie ci-dessus pour un montant de 43 173 € TTC;

Décision n° VD2019-196

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2019 sur la nature 6281 chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 05 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'Opéra - Orchestre National de
Montpellier - Occitanie - Pyrénées - Méditerranée
pour les 5-6-9 janvier et 27-28-29 mars 2019.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Opéra - Orchestre National de Montpellier - Occitanie - Pyrénées – Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs pour les 5-6-9 janvier et 27-28-29 mars 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 420€ est due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant reçu délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02/04/2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 03/04/2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Public
Achat de vêtements de sports
Marché N° V9B0028DS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire délégué aux Sports ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acquérir des vêtements de sports dans le cadre du trousseau des agents du service des Sports, tels que définis par la Commission habillement ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum et avec un maximum de 22 000 € HT par an et pour une durée d'un an renouvelable pour une durée totale de 4 ans ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

<i>Libellé</i>	<i>%</i>
Notation du prix des prestations	40
Valeur technique de l'offre	30
Capacité de livraison dans des délais courts	15
Critères esthétiques	15

Décision n° VD2019-198

- Qu'après analyse, l'entreprise INTERSPORT S.A.S. SPORTCOL, Mas des Cavaliers, 355, rue Charles Lindbergh, 34130 MAUGUIO présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché « Achat de vêtements de sports » à l'entreprise INTERSPORT S.A.S. SPORTCOL, pour un montant maximum de 22 000 € HT par an soit 88 000 € HT pour la durée totale du marché toutes reconductions comprises.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 933.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire – Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Evaluation de la convention de la Ville de
Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue
d'un conventionnement mutualisé (Ville,
Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS)
avec le FIPHFP
Accord cadre n° 8B0004
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- Vu la convention de groupement établie entre la Ville de Montpellier, le CCAS et Montpellier Méditerranée Métropole relative à une « Evaluation de la convention de la Ville de Montpellier avec le FIPHFP et diagnostic en vue d'un conventionnement mutualisé (Ville, Montpellier Méditerranée Métropole, CCAS) avec le FIPHFP », dans laquelle la Ville est désignée mandataire.
- Vu la décision n° VD2018-169 attribuant l'accord cadre N° 8B0004 au GROUPE ENEIS- 2, Boulevard Saint Martin - 75010 Paris pour un montant maximum de 60 000 euros HT et pour une durée de 12 mois à compter de mai 2018.

Considérant :

- que le conventionnement de la Ville et de la Métropole de Montpellier avec le FIPHFP, initialement prévu le 01/01/2019 a été reporté ;
- que le projet de conventionnement va être présenté au comité local d'engagement le 2 octobre 2019 ;

Décision n° VD2019-199

- que dans ce contexte le prestataire doit pouvoir continuer à assurer ses prestations jusqu'à cette date, ce qui nécessite de prolonger ce marché initialement conclu pour une durée de 12 mois à compter de mai 2018 ;
- que cette prolongation jusqu'au 31/12/2019 est sans incidence financière.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 qui prolonge le marché avec la société ENEIS jusqu'au 31/12/2019, sans incidence financière.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée :

- sur la ligne budgétaire de la Ville et de la Métropole au chapitre 930 ;
- sur le budget principal du CCAS.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/5/2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 17/5/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial
Service qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Accord cadre N° 8B0002
Prestations d'interprétariat en langue des signes
française pour les agents et usagers de la ville de
Montpellier et de Montpellier Méditerranée
Métropole
Avenant n° 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI ;
- Vu la convention de groupement établie entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux « Prestations d'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole », dans laquelle la Ville est désignée mandataire ;
- Vu la décision n° VD2018-165 attribuant l'accord cadre n° 8B0002 à l'entreprise DES-L, 28, rue des Anémones - 34170 Castelnau le Lez pour un montant maximum de 80 000 euros HT et pour une durée de 12 mois à compter de mai 2018.

Considérant :

- que la ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole doivent permettre l'égal accès des agents et des usagers au service public ;
- que dans cet objectif, il convient d'assurer, sans rupture du service, l'interprétariat en langue des signes française pour les agents et usagers de la ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'un appel d'offre mutualisé va être lancé pour une durée d'un an reconductible 3 fois à compter d'octobre 2019 ;

- que le maximum du marché actuellement en cours, initialement conclu pour une durée de 12 mois à compter de mai 2018, n'est pas atteint.

Décide en conséquence :

Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 qui prolonge le marché avec la société DES-L jusqu'au 30/09/2019, sans incidence financière.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur la ligne budgétaire 930 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/5/2019
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 17/5/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de boissons
(V9B0030EM)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons répondant aux besoins des services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V9B0030EM) a été lancée en date du 26 février 2019 sous forme d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres, pour le lot n°1 « boissons non alcoolisées » étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société FGL PROMO BOISSONS, 455 rue de l'industrie, Parc Mûre, 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse, pour le jugement des offres, pour le lot n°2 « boissons alcoolisées » étaient les suivants : 60 % pour le prix et 40% pour la valeur technique ;

Décision n° VD2019-201

- Qu'après analyse, la société FGL PROMO BOISSONS, 455 rue de l'industrie, Parc Mûre, 34070 MONTPELLIER, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre « Achat de Boissons » n°V9B0030EM pour :
 - * le lot n°1 « boissons non alcoolisées » à l'entreprise FGL PROMO BOISSONS, pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € H.T, pour une période maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
 - * le lot n°2 « boissons alcoolisées » à l'entreprise FGL PROMO BOISSONS pour un montant total maximum de commandes de 45 000 € H.T, pour une période maximale d'exécution de 18 mois à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Mise en place de bâtiments modulaires à l'école
Simon Bolivar en provenance de l'école François
Rabelais.
Marché V9B0053TM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder au déplacement et à la modification des bâtiments modulaires de marque Algeco installés actuellement sur l'école François Rabelais vers l'école Simon Bolivar ;
- que seule la société Algeco peut intervenir car elle maîtrise les techniques d'assemblage et de construction spécifiques à leurs modules. De plus, les modifications nécessaires passent par l'achat de pièces de marque Algeco, seul fabricant et fournisseur de leurs produits. De même, l'intervention de la société Algeco sur les modules permet de maintenir la garantie décennale ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 30 1 3° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché sans publicité ni mise en concurrence. La durée de la prestation est de cinq semaines.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché de mise en place de bâtiments modulaires à l'école Simon Bolivar en provenance de l'école François Rabelais à l'entreprise Algéco pour un montant de 65 092,86 euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 932.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 28 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution de l'accord-cadre en procédure
adaptée ouverte n° V8C0022ST
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'extension
du réseau de vidéoprotection urbaine de la Ville
de Montpellier
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Lorraine Acquier, adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux Publics et aux Affaires Militaires ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier souhaite engager une mission d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'extension du réseau de vidéoprotection urbaine ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date 06 février 2019 conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un seuil maximum de 50 000,00 Euros H.T, pour la durée initiale de l'accord cadre passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- Que l'accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ; le seuil maximum est identique pour chaque reconduction ;
- Que la société L.M Ingénierie sise 8 rue Léopold Sedar Senghor – 34830 Clapiers a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 70 %

- Montant des prestations : 30 %

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer la procédure adaptée ouverte sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 200 000,00 Euros H.T. pour la durée totale du marché à la société L.M Ingénierie sise 8 rue Léopold Sedar Senghor – 34830 Clapiers ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville - Chapitre : 901 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11/4/2019
Madame l'Adjointe au Maire
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 12/4/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice " Requête
n°19MA01438 CAA Marseille - Kamel
FERKOUS"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

-La requête n°19MA01438 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 27 mars 2019 par Monsieur Kamel FERKOUS contre le jugement n°1701912 du 29 janvier 2019 du Tribunal Administratif de Montpellier rejetant la demande d'annulation de l'arrêté n°2017/0701/T/N du 21 février 2017 par lequel le maire de Montpellier a prononcé à l'encontre de Monsieur FERKOUS un retrait temporaire de débiller sur le marché de plein air de la Mosson du 1er au 31 mars 2017 ;

-Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA01438 le 27 mars 2019 par Monsieur Kamel FERKOUS.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Décision n° VD2019-204

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Accord-cadre à bons de commande "Animations
Montpellier Main Verte" N° 8C0002 Annule et
remplace la décision N° VD2018-471**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision VD2018-471 autorisant la signature du marché 8C0002
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts.

Considérant :

- que la Ville dans le cadre des missions d'accompagnement de l'opération Montpellier Main Verte (MMV) s'appuie sur des prestataires spécialisées, pour proposer aux Montpelliérains des actions gratuites tout au long de l'année ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux accords-cadres, sous la forme d'un accord cadre à bons de commande avec maximum comprenant 3 lots, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;
- que les montants sont erronés dans la décision VD2019-471 ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre du mémoire technique (60%) ;
 - Prix des prestations (40%) ;

Décision n° VD2019-205

- qu'après analyse des critères posés dans le règlement de consultation et énoncés ci-dessus, le groupement « Passe Muraille – Apieu », sise 4 avenue de l'Europe ZA la Plaine 34830 Clapiers a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les 3 lots :
 - Lot 1 : les animations de jardinage ;
 - Lot 2 : les sorties naturalistes ;
 - Lot 3 : les visites des parcs et jardins.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Animations Montpellier Main Verte » au groupement « Passe Muraille – Apieu », pour les 3 lots suivants :
 - Lot 1 « les animations jardinage » pour un montant maximum annuel de 26 000 € HT par an, soit 104 000 € HT toutes reconductions comprises ;
 - Lot 2 « les sorties naturalistes » pour un montant maximum annuel de 12 000 € HT par an, soit 48 000 € HT toutes reconductions comprises ;
 - Lot 3 « les visites de parcs et jardins » pour un montant maximum annuel de 12 000 € HT par an, soit 48 000 € HT toutes reconductions comprises ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 935 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 MAI 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 22 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chœur Universitaire
de Montpellier Méditerranée" pour le 14 avril
2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 14 avril 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Assignment TGI - DULIEU Clément"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- L'assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier reçue à la Ville de Montpellier le 1er avril 2019 à la demande de Monsieur Clément DULIEU contre le titre de recettes n°2013T511 émis le 19 février 2013 par la Ville de Montpellier dans le cadre d'un sinistre survenu sur un feu tricolore le 4 janvier 2013 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation reçue à la Ville de Montpellier le 1^{er} avril 2019 à la demande de Monsieur Clément DULIEU.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

DROIT DE PREEMPTION URBAIN
Propriété VICENTE
Lot 6 - 500 rue du Mas Rouge
Exercice du droit de préemption

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par la DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- Vu la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels et aux Relations internationales liées à l'économie ;
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 22 décembre 2008 approuvant la création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - République ;
- Vu la délibération du conseil municipal du 19 février 2015 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne - République ;

Décision n° VD2019-208

- Vu l'arrêté préfectoral du 22 mai 2018, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de la ZAC Port Marianne – République ;
- Vu l'estimation des services fiscaux du 22 mars 2019.

Considérant :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 13 février 2019, Monsieur Progreso VICENTE a déposé une déclaration d'intention d'aliéner un appartement avec cour et 1/6ème d'un chemin d'accès, constituant le lot 6 de la copropriété située 500 rue du Mas Rouge et cadastrée section SE 83-141-218, au prix de 132.000 € dont 9.000 € de commission d'agence à la charge du vendeur ;
- que la propriété VICENTE est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville de Montpellier ;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien compris dans la Zone d'Aménagement Concerté Port Marianne – République qui prévoit, dans le cadre du projet urbain Port Marianne et du développement de son territoire vers l'Est, la réalisation d'un nouveau quartier dénommé Port Marianne – République d'une superficie de 21 hectares. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et une politique locale de l'habitat ;
- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Monsieur Progreso VICENTE, lot 6 de la copropriété située 500 rue du Mas Rouge, cadastrée section SE 83-141-218, au prix de 119.700 € dont 9.000 € pour la commission d'agence à la charge du vendeur ;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme ;
- que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de concessionnaire de la ZAC Port Marianne – République et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement ;

.../...

Décision n° VD2019-208

- d'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant délégation à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 17 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chœur Universitaire
de Montpellier Méditerranée" pour les 1er, 7 et
26 mai 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association "Chœur Universitaire de Montpellier Méditerranée" a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 1^{er}, 7 et 26 mai 2019;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 135€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "SCI MICA III -
Requête TA n°1901490-1"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901490-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 mars 2019 par la SCI MICA III contre l'arrêté de permis de construire n° PC 34172 18 V0042 délivré le 8 novembre 2018 à la SAS Hausmann Group pour la réalisation d'un collectif de 17 logements aux numéros 2 bis et 4 rue du Cheval Vert à Montpellier.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901490-1, le 25 mars 2019, par la SCI MICA III.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs est conclue avec l'association
"L'assemblée des souffleurs" pour le 1er août
2019.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association "L'assemblée des souffleurs" a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 1er août 2019;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou toute personne ayant délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Foncier - Convention d'occupation du Domaine
Public
Parcelles cadastrées SA n°169p (826m²) place
Ernest Granier
et SA n°261p (800 m²) avenue du Mondial 98

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques ;

Considérant :

- Qu'une procédure de publicité pour l'octroi d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public par le biais d'une convention a été lancée le 13 mars 2019 par la Ville de Montpellier, en vue de l'utilisation des parcelles cadastrées SA n°169p (826m²) place Ernest Granier et SA n°261p (800 m²) avenue du Mondial 98,
- Qu'à la clôture de l'appel à candidature, le 1^{er} avril 2019, un seul dossier a été déposé, celui de la S.A.S. UNION MATERIAUX.
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par la S.A.S. UNION MATERIAUX répond aux attentes de la Ville. En effet, la S.A.S. UNION MATERIAUX, voisine immédiate des parcelles cadastrées SA n°169p (826m²) place Ernest Granier et SA n°261p (800 m²) avenue du Mondial 98, envisage l'usage en stationnement pour ses employés, ce qui est conforme à l'aménagement des parcelles. En outre, la société UNION MATERIAUX présente une solidité financière garantie par la Banque de France qui assure un paiement de la redevance annuelle.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-213

- De conclure une convention d'occupation à titre onéreux au profit de la S.A.S. UNION MATERIAUX sur les parcelles cadastrées SA n°169p (826m²) place Ernest Granier et SA n°261p (800 m²) avenue du Mondial 98 et pour une durée de six ans à compter de la date de signature de la convention ;
- De fixer une redevance annuelle pour cette occupation de 37 300 € (trente-sept mille trois cent euros) ;
- De dire que la recette sera imputée au budget de la Ville, chapitre 935 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 AVR, 2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 19 AVR, 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Société Greenstone -
Requête CAA Marseille n°19MA01492"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°19MA01492 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 31 mars 2019 par la société GREENSTONE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1704844 du 31 janvier 2019 refusant d'annuler la décision en date du 4 août 2017 par laquelle le Maire de la Ville de Montpellier a décidé de préempter des parcelles appartenant aux consorts Saint Pierre et à la SCI Mas de Bringaud.

- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA01492, le 31 mars 2019, par la Société GREENSTONE.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 05 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 11 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour la location de groupes
électrogènes.
V9B0046EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la location de groupes électrogènes répondant aux besoins exprimés par certains services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° V9B0046EM) a été lancée en date du 11 mars 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (60%) et la valeur technique (40%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise LOXAM, 123 chemin du Pont de Guerre, 34970 LATTES, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Location de groupes électrogènes » n° V9B0046EM à l'entreprise LOXAM pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête N° 1901321-1
TA - Claudine TARDY LEO DOS ANJOS"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901321-1 déposée par Monsieur et Madame LEO DOS ANJOS près le Tribunal Administratif de Montpellier le 15 mars 2019 contre la décision du 17 janvier 2019 par laquelle le Maire de Montpellier a rejeté leur demande de retirer le permis de construire PC 34 172 18 V0100 délivré le 6 novembre 2018 à la SNC VINCI Immobilier Résidences Services pour un projet d'extension, surélévation et changement de destination en "résidence hôtelière avec restauration" d'un ensemble immobilier sis sur la parcelle cadastrée XH 572, ensemble ledit permis de construire.;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901321-1 le 15 mars 2019 par Monsieur et Madame LEO DOS ANJOS ;

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

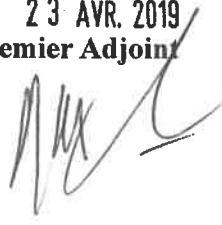
Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

.../...

Décision n° VD2019-216

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix millions d'euros auprès de BNP PARIBAS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de Municipal et notamment celles définies à l'article 2 ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire, dans le domaine des Finances ;
- Vu les tableaux d'analyse des offres ;
- Vu le projet de contrat.

Considérant :

- Qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place ;
- Que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville de Montpellier a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la BNP PARIBAS, dont le siège social est situé à 16 Boulevard des Italiens, 75009 PARIS, ayant pour numéro unique d'identification 662 042 449 R.C.S. Paris.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.


ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

- **Montant : EUR 10.000.000**
- **Durée : 1 an**
- **Index : EURIBOR 3 mois flooré à 0**
- **Marge : + 0,23%**
- **Base de calcul des intérêts : exact/360**
- **Païement des intérêts : trimestriel**
- **Commission de non utilisation : 0.09% payable trimestriellement**
- **Frais de gestion : néant**
- **Versement des fonds à J si demande reçue avant 10h00**
- **Remboursement des fonds à J si confirmation avant 12h00**

ARTICLE 5 : Monsieur le Premier Adjoint au Maire est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord-cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour le conseil et les mesures de
perméabilité à l'air, de débits aérauliques, de
surveillance et mesures acoustiques, mesures
d'ambiance et de traitement de données n°
V8B0024EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- qu'il y a lieu procéder à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et les mesures de perméabilité à l'air, de débits aérauliques, de surveillance et mesures acoustiques, mesures d'ambiance et de traitement de données ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées n°V8B0024EM, a été lancée en date du 10 décembre 2018, conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et soumise aux dispositions des articles 27, 78 et 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 70 000 euros HT pour une durée allant de la notification au 31/12/2022 ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique ;

- qu'après analyse, l'entreprise ENEXCO, 23 rue Nelson Mandela - 34070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer l'accord-cadre à l'entreprise ENEXCO pour un montant de 70 000 euros HT pour une période d'exécution allant de la notification au 31/12/2022.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, tous chapitres.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Relations aux Publics****Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier****Renouvellement de l'adhésion à l'association des
villes marraines
Année 2019****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2016/43 en date du 25 février 2016 relative au parrainage de la frégate Multi Missions « Languedoc » de la marine nationale et à l'adhésion à l'association des villes marraines ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe aux affaires militaires.

Considérant :

- Qu'il a lieu de valoriser et de poursuivre le parrainage par la Ville de Montpellier de la frégate Multi Missions « Languedoc » tel que proposé par le chef d'état-major de la marine nationale.

Décide en conséquence :

Article 1er : De verser une cotisation annuelle d'un montant de 3 000 € à l'association des villes marraines.

Article 2 : De dire que cette dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, chapitre 930.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet de signer tout document relatif à cette affaire.

.../...

Article 4 : Monsieur le directeur général des services de la Ville de Montpellier et Madame la trésorière principale municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 AVR. 2019
~~Madame l'Adjointe au Maire~~
Lorraine ACQUIER

Publiée le :
Notifiée le : 19 AVR. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Innovation Politiques Contractuelles Système d'Information Géographique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Renouvellement de l'adhésion à l'association
AMO Languedoc Roussillon pour l'exercice 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- que l'association Architecture et Maîtres d'ouvrage (AMO) – Languedoc Roussillon regroupe des architectes, maîtres d'ouvrage, et industriels de la région ;
- que cette association organise notamment des rencontres, des formations, des journées nationales et des voyages tout au long de l'année ;
- que l'adhésion à cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations et des échanges de réflexions à fort enjeu architectural et urbain.

Décide en conséquence :

Article 1 : De renouveler l'adhésion de la Ville à l'association Architecture et Maîtres d'Ouvrage Languedoc Roussillon (AMO LR) dont le montant annuel s'élève à 800 € sans TVA, pour l'exercice 2019.

Article 2 : De prélever la dépense sur les crédits 2019 de la Ville au chapitre 935.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 MAI 2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 10 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n° V9C0001UV - Installation électrique des marchés évènementiels de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Considérant :

- qu'il est nécessaire de réaliser des prestations d'installation électrique pour les Hivernales et les Estivales 2019 ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 13 mars 2019 conformément aux dispositions des articles 27 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande allotis avec un maximum pour une durée de 1 an ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour le lot 1 : Estivales :
 - Notation du critère "valeur technique" sur 60 points
 - Notation du critère "prix" sur 40 points
- qu'après analyse, pour le lot 1 l'entreprise CQFD, 450 rue du mas de Brousse, 34000 MONTPELLIER, présente une offre économiquement avantageuse.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants pour le lot 2 : Hivernales :
 - Notation du critère "valeur technique" sur 60 points
 - Notation du critère "critère prix" sur 40 points

- qu'après analyse, pour le lot 2, l'entreprise CQFD, 450 rue du mas de Brousse, 34000 MONTPELLIER, présente une offre économiquement avantageuse.

Décide :

Article 1 : D'attribuer le marché « Installation électrique des marchés évènementiels de Montpellier » à l'entreprise CQFD, pour les lots 1 et 2 pour un montant maximum de :

- o Lot 1 : maximum 35 000 € HT ;
- o Lot 2 : maximum 80 000 € HT ;

Le marché prend effet à compter de *sa notification*. Sa durée est d'un an.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 936.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/5/2019
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 17/5/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Gestion des Moyens Communs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché n°V8D0001UV - Enlèvements des graffitis et des affiches

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Luc ALBERNHE ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser des prestations d'enlèvements des graffitis et des affiches pour la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un appel d'offre ouvert pour une durée de 4 ans ;
 - Que le marché comprend des prestations de base rémunérées à prix global et forfaitaire, ainsi que des prestations occasionnelles de traitement préventif anti-tags de portes, volets, devantures et autres surfaces, faisant l'objet de bons de commandes et étant rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) aux quantités réellement exécutées.
 - Que la partie du marché concernant ces prestations occasionnelles à prix unitaires se verra appliquer l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres.
 - Que les seuils pour les commandes sur BPU, pendant toute la durée du marché, sont les suivants :
Seuil minimum : 100 000 € HT
Seuil maximum : 300 000 € HT
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Notation de la valeur technique sur 60 points :***1. Adéquation de l'offre technique aux résultats escomptés, 20 points :***

- **12 points** : 6 points pour les tags / 4 points pour les affiches / 2 points pour les panneaux d'affichages libres

Justification de tous les modes opératoires utilisés, des techniques et des produits utilisés pour chaque prestation prévue au C.C.T.P. en fonction des différents types de support (notamment les murs du secteur sauvegardé en pierres de Castries et les murs des bâtiments historiques de la Ville) et indiquant l'impact sur l'environnement.-

- **2 points** : les caractéristiques des techniques et des produits utilisés pour la prestation de traitements préventif et curatif des portes volets, devantures et autres supports : type de produit (fournir les fiches techniques et les références d'utilisation), modalité d'application, temps de séchage, nombre de couches prévues, durabilité et efficacité dans les temps, nombre d'opérations de maintenance supportées, résistance dans le temps,
- **2 points** : les caractéristiques des techniques et des produits utilisés pour la prestation de traitements préventif et curatif par chaulage sacrificiel : type de produit (fournir les fiches techniques et les références d'utilisation), modalité d'application, temps de séchage, nombre de couches prévues.
- **2 points** : les effectifs prévus en personnel d'exploitation pour la réalisation des prestations (organigramme des services, qualification, programme de formation continue...),
- **2 points** : nombre de véhicules, d'accessoires et d'équipements prévus pour la réalisation des prestations ainsi que leurs caractéristiques techniques.

2. Fonctionnalité, ergonomie du système de suivi des interventions, 20 points :

- **12 points** : description précise de la solution informatique :
 - 6 points : présentation de la maquette du système envisagé et des garanties de continuité de service qui y sont liées, hébergement des données (notamment la base de données photographiques).
 - 6 points : description des interfaces utilisateurs : modules recherches et suivi des prestations, modules d'édition de rapports, modules cartographiques...
- **8 points** : description et caractéristiques techniques du système de relevé des informations :
 - 4 points : Matériel prévu (PDA, tablette – PC),
 - 4 points : Ergonomie (description des interfaces de saisie, modes de transmission des données (exploitation, entretien et suivi),

3. Mode d'organisation du service, 20 points :

- **8 points** : l'encadrement et la maîtrise : niveau de qualification, présence effective sur le terrain,
- **6 points** : procédure globale d'amélioration de la qualité et d'atteinte des objectifs de résultat fixés au C.C.T.P. (détection de la non-conformité, examen, traitement, vérification, prévention, programmation des interventions...),
- **2 points** : la description du dépôt des véhicules et les locaux d'exploitation prévus (techniques et sociaux),
- **2 points** : les modalités d'utilisation du système de suivi pour l'optimisation du service,
- **2 points** : les caractéristiques environnementales des engins (niveaux sonores, niveaux de pollution atmosphérique-faible niveau d'émission de CO²...),

Notation du prix des prestations sur 40 points

- Que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 26 mars 2019 a attribué le marché au groupement SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS / ANTIGONE SERVICE SARL PA LA GARRIGUE, 351 rue de la Castelle, BP 1231, 34073 MONTPELLIER Cedex 03, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser la signature du marché « Enlèvements des graffitis et des affiches » avec le groupement SOCIETE MEDITERRANEENNE DE NETTOIEMENT SAS / ANTIGONE SERVICE SARL PA LA GARRIGUE, pour un montant de décomposition du prix global et forfaitaire de 3 546 776,00 € HT et pour un seuil minimum de 100 000 € H.T. et un seuil maximum de 300 000 € H.T., et pour information, pour un montant de devis quantitatif estimatif de 178 800,00 € HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 937.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 AVR. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Luc ALBERNHE



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Akte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée pour des travaux de
remplacement du système de climatisation des
salles réseau et serveurs de l'Hôtel de Ville-
V8C0006EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'il a lieu de procéder à des travaux de remplacement du système de climatisation des salles réseau et serveurs de l'Hôtel de Ville ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de six mois à compter de la notification ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique ;
- qu'après analyse, l'entreprise CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE, Multi Parc du salaison – Bâtiment 3A, 145 rue de la Marbrerie – 34740 VENDARGUES présente l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché V8C0006EM de Travaux de remplacement du système de climatisation des salles réseau et serveurs de l'Hôtel de Ville à l'entreprise CLIMATER MAINTENANCE MEDITERRANEE, pour un montant global et forfaitaire de 114 487,35euros HT.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 900.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Systèmes d'Information****Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier****Avenant n° 1 au marché de Maintenance
corrective, adaptative, évolutive des portails
multi-sites Internet-Intranet
Marché 6B0120****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n° VD/2017/139 attribuant le marché n° 6B0120 « Maintenance corrective, adaptative, évolutive des portails multi-sites Internet-Intranet » à la société Business Decision Interactive - Eolas, pour un montant maximum de 80 000 € HT, période de reconduction confondue, pour une période initiale de 1 an reconductible une fois pour une période identique ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire.

Considérant :

- qu'afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat en cours d'instruction, il convient de prolonger la durée actuelle du marché en vigueur jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;
- qu'il n'y a pas d'incidence financière sur le montant maximum prévu pour ledit marché.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-225

- d'autoriser la signature de l'avenant au marché « Maintenance corrective, adaptative, évolutive des portails multi-sites Internet-Intranet » avec la société BUSINESS DECISION INTERACTIVE Eolas sise 29 rue Servan – 38000 GRENOBLE.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 930.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat d'enveloppes.
V9B0037EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :


- qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'enveloppes répondant aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V9B0037EM) a été lancée en date du 27 février 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix de 50% et la valeur technique de 50% ;
- qu'après analyse, l'entreprise Compagnie Européenne de Papeterie, Espace Gutenberg, CS 40007 16440 ROULLET ST ESTEPHE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-226

- d'attribuer le marché « Achat d'enveloppes » n°V9B0037EM à l'entreprise Compagnie Européenne de Papeterie pour un montant total maximum de commandes de 80 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour l'achat de matériel
Offset.
V9B0034EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

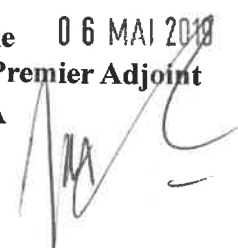
- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel Offset répondant aux besoins exprimés par certains services de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n° V9B0034EM) a été lancée en date du 26 février 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix de 50% et la valeur technique de 50% ;
- qu'après analyse, la société Miclo Diffusion, 17 route de Luneville, 54370 EINVILLE AU JARD, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-227

- d'attribuer le marché « Achat de matériel Offset » n° V9B0034EM à l'entreprise Miclo Diffusion pour un montant total maximum de commandes de 40 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Convention d'occupation temporaire multipartite

Création d'un espace de transition Parcelle cadastrée PM n°11 - rue de Bionne à Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération n° 2014/130 en date du 5 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Maire de Montpellier ;
- Vu la délibération n° 2016/253 en date du 22 juin 2016 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Vu la délibération n° V2017/248 en date du 29 septembre 2017 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité d'Adjointe au Maire ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0304 en date du 2 février 2019 relatif aux délégations de fonctions de Madame Chantal MARION dans le domaine de l'urbanisme et notamment « la politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme » ;
- Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 1^{er} février 2018 visant autorisation de dépôt et d'octroi d'autorisation d'urbanisme au bénéfice de l'Etat ou tout tiers substitué sur la parcelle cadastrée PM 11, rue de Bionne à Montpellier ;

Considérant :

- que dans le cadre de l'installation précaire des occupants du site de Parc 2000, en collaboration avec la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, l'Etat a la volonté de créer un espace de transition permettant aux populations d'accéder à des conditions d'hébergement décentes jusqu'à ce que soient trouvées des solutions de logement définitives ;

Décision n° VD2019-228

- qu'en vue d'assurer cette mission, l'Etat mandate, pour toute la durée de la présente convention, un opérateur qui, à la date de sa signature, est l'association « 2ChosesLune » qui aura en charge la gestion globale du dispositif, sa sécurisation et l'accompagnement à visée d'insertion des usagers ;
- que la SAS Dom'Ici, propriétaire des modules d'hébergement et détenteur de l'autorisation d'urbanisme, met à disposition la structure technique lui permettant de réaliser l'hébergement des usagers, par conventionnement avec l'association 2choseslune ;
- que la Commune de Montpellier est aujourd'hui propriétaire d'une parcelle cadastrée section PM11 d'une superficie cadastrale de 6 492 m², aménagée en 1999 pour accueillir des communautés de gens du voyage, jusqu'en 2015, aujourd'hui libre de toute occupation mais bénéficiant de certains aménagements partiels ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole prend une part active dans ce projet au titre de sa compétence « Actions en faveur du logement des personnes défavorisées », et, notamment qu'une convention d'occupation temporaire pour travaux entre la Ville et la Métropole sera signée concomitamment pour la réalisation des travaux d'aménagement de la parcelle et de ses abords ;
- qu'il est proposé d'établir avec l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole, la SAS Dom'ici et l'association 2chosesLune, une convention d'occupation multipartite sur la parcelle cadastrée PM11, rue de Bionne à Montpellier, d'une durée de deux ans à compter de la prise de possession réelle des lieux ;

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : De conclure une convention d'occupation temporaire multipartite de la parcelle cadastrée PM 11 situé rue de Bionne d'une superficie cadastrale de 6492 m² avec :

- L'Etat domicilié à la Préfecture de l'Hérault 34 Place Martyrs de la Résistance à Montpellier (34000) représenté par Monsieur Pierre POUËSSEL, en qualité de Préfet de l'Hérault ;
- Son pétitionnaire, La SAS DOM'ICI, domiciliée 355 rue des Mercières à Rillieux la Pape (69140), identifiée au SIREN sous le numéro 588 111 000, représentée par Monsieur Alain SITBON en qualité de Président ;
- L'association 2ChosesLune, domiciliée 392 rue des Mercières à Rillieux-la-Pape (69140), identifiée au SIREN sous le numéro 788 666 865, représentée par Monique TAIEB, en qualité Présidente, dûment habilitée au titre des agréments Ingénierie Sociale, Financière et Technique d'une part et de l'Intermédiation Locative d'autre part, délivrés par le Préfet de l'Hérault en date du 1^{er} février 2019 ;
- Montpellier Méditerranée Métropole, dont le siège social est à MONTPELLIER Cedex 2 (34961) 50 place Zeus - CS 39556, identifiée au SIREN sous le n° 243 400 017, représentée par Noël SEGURA, Vice-Président délégué au « Logement », en vertu de l'arrêté de délégation n°MAR2019-0091 en date du 11 février 2019.

ARTICLE 2 : De dire que cette mise à disposition est consentie pour une durée de deux ans à compter de la prise de possession réelle des lieux, moyennant un loyer annuel de 100 € (cent euros) à verser à la date d'anniversaire de la convention.

ARTICLE 3 : D'imputer les recettes sur le budget 2019 de la Ville, section fonctionnement, chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser Madame Chantal MARION à signer la convention susmentionnée ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Décision n° VD2019-228

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

24 MAI 2019

Montpellier, le
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

23 MAI 2019

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché de service n° 201802961S1902
"Mission de coordination Sécurité Protection de
la Santé" pour la réhabilitation du Parc
Zoologique de Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la convention de mandat en date du 05 septembre 2018 conclue avec la SA3M, autorisant, en qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri de VERBIZIER aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

Considérant :

- que dans le cadre du projet de rénovation du Parc Zoologique de Lunaret, il est nécessaire de passer un marché de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, tant pour la phase de conception de l'opération de réhabilitation du dit parc que pour sa phase de réalisation, y compris le parfait achèvement ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 selon une procédure adaptée ouverte, avec faculté de négociation, sous la forme d'un marché unique pour une durée globale d'exécution de soixante (60) mois ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Prix : 40% ;
 - o Valeur technique : 60% ;

Décision n° VD2019-229

- qu'après analyse, le bureau d'études BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS, sis 450 Rue Baden Powell, Immeuble l'Optimum, ZAC Blaise Pascal, 34 000 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n° 201802961S1902 relatif à la mission de contrôle technique pour la réhabilitation du Parc Zoologique de Lunaret au bureau d'études BUREAU VERITAS CONSTRUCTION SAS pour un montant de 39 240,00 € HT.

Il est prévu un découpage de l'opération de travaux en trois (3) sous-opérations, à savoir :

- Rénovation du parc zoologique ;
- Réhabilitation de la ferme pédagogique ;
- Construction de la zone technique n° 3.

La durée globale d'exécution du marché est de soixante (60) mois à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira au titulaire de débiter l'exécution des prestations.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la direction du parc de Lunaret de la Ville, chapitre 903 (investissement)/ chapitre 933 (fonctionnement).

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER



Publiée le : 10 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n° 1901718-5
TA - Association Le Barricade"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1901178-5 déposée près le Tribunal administratif de Montpellier le 5 avril 2019 par l'Association Le Barricade tendant à l'annulation du titre de recettes émis le 28 décembre 2018 par la Ville de Montpellier et notifié le 12 février 2019 concernant un affichage sauvage ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901178-5 le 5 avril 2019 par l'Association Le Barricade.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.


Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Décision n° VD2019-230

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1901794-4
TA - SARL TEISSIER BP"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n°1901794-4 déposée le 10 avril 2019 par la SARL TEISSIER BP contre la décision du 15 mars 2019 de la Ville de Montpellier refusant l'extension de son autorisation de terrasse sur le domaine public, Place Castellane à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901794-4 par la SARL TEISSIER BP le 10 avril 2019.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Lüst Toaster de
talents" pour le 27 avril 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association "Lüst Toaster de talents" a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 27 avril 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 45€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 23 AVR. 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chœur Hugues
Reiner" pour les 15-16-17-18-19 et 20 juillet 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association "Chœur Hugues Reiner" a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 15-16-17-18-19 et 20 juillet 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 360€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 23 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1901656
TA - Khadija ZBAIRI"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- La requête n° 1901656-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 3 avril 2019 par Madame Khadija ZBAIRI contre le permis de construire valant permis de démolir référencé PC 34172 18 V0176 délivré le 12 novembre 2018 à la SNC MARIGNAN RESIDENCES et FDI HABITAT afin de réaliser après démolition des bâtiments existants, la construction d'un immeuble collectif de 137 logements et des commerces au 42 T rue Adam de Craponne à Montpellier, ensemble la décision expresse de rejet du recours gracieux. ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901656 le 3 avril 2019 par Madame Khadija ZBAIRI.

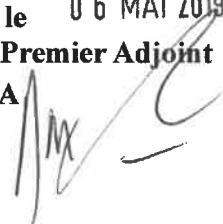
Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1901864-1
TA - M. et Mme BRUTE DE REMUR"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- la requête n° 1901864-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 12 avril 2019 par Monsieur et Madame BRUTE DE REMUR contre le Permis de Construire n° PC 34172 18 V0176 du 12 novembre 2018 par lequel le Maire de la Ville de Montpellier a délivré aux sociétés Marignan Résidences et FDI Habitat un permis de construire valant permis de démolir pour la réalisation d'un programme de logements collectifs et de commerces au 42 T rue Adam de Craponne à Montpellier, ensemble la décision du 12 février 2019 de rejet de leur recours gracieux du 11 janvier 2019 ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901864-1 le 12 avril 2019 par Monsieur et Madame BRUTE DE REMUR.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "FSE Collège
Fontcarrade" pour le 4 juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association "FSE Collège Fontcarrade" a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 4 juin 2019;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 AVR. 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 23 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le Code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

- que la Commission de Réforme du 18 avril 2019 de la Ville de Montpellier a validé la réforme et la cession des matériels et des véhicules ;
- qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-2210° visant les aliénations de gré à gré) ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du **Service Parc Auto**, il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du **Service Information Géographique**, il convient de réformer les matériels suivant :
 - 1 imprimante XEROX Format A3 FASER 7760 ;
 - 1 imprimante HP color laser jet CP3525 DN ;
 - 3 unités centrales DELL Precision 670 ;

- 5 écrans DELL ;
- 1 unité centrale DELL Précision 450 ;
- 1 contrôleur FIERY.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'**Association Informatique Plus Protection de l'Environnement**, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville ;

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels de la **Régie des Sports de la Direction Travaux et Maintenance**, il convient de céder les matériels suivants :
 - 1 Perforateur Makita BHR200 avec sa malette mais sans batterie ;
 - 1 Perforateur Bosch GBH 24 VRE avec sa malette + 2 batteries + chargeur ;
 - 3 Meuleuses d'angle Makita 9558 PB diamètre 125 ;
 - 1 Lampe Makita ML120 sans la batterie ;
 - 1 Meuleuse d'angle meiter ;
 - 2 Visseuses Makita LXT avec 1 batterie chacune.

Ce type de matériel sera mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé **AGORA STORE**. Le prix de départ du lot est de 20 euros.

- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels du **Service Technique de la Direction du Parc de LUNARET**, il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Ces matériels seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet **AGORA STORE**. Les prix de départ estimés du Service sont inscrits sur la liste jointe ;
- qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du **Service Relations Utilisateurs de la Direction Système d'information**, il convient de les céder (la liste est jointe en annexe). Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'**Association Informatique Plus Protection de l'Environnement**, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.

Décide en conséquence :

- d'accepter les Réformes et Cessions des véhicules et matériels précités ;
- d'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du **Service Parc Auto** par l'organisme **Centre 113** ;
- d'autoriser les ventes aux enchères du matériel du **Service Technique de la Direction du Parc de LUNARET et de la Régie des sports de la Direction Travaux et Maintenance** par l'Association **AGORA STORE** ;
- d'autoriser le recyclage du matériel du **Service Relations Utilisateurs de la DSI et le Service Information Géographique**, par l'Association **Informatique Plus Protection de l'Environnement** ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, natures 7788 et 775 tous chapitres ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues ;

Décision n° VD2019-237

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/5/2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 17/5/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Concours de maitrise d'œuvre pour l'extension et
la réhabilitation partielle de l'école Pape
Carpantier
Marché n° 6D0039
Avenant n° 3

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° VAR 2019-0328 en date du 11/02/2019 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la décision n° 2017-217 du 24 août 2017 relative à l'attribution du marché N° 6D0039 « Extension et réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier/Mission de maîtrise d'œuvre » ;
- Vu l'avenant n° 1 d'augmentation du montant du marché pris par décision n° VD2018-074 en date du 6 mars 2018 ;
- Vu l'avenant n° 2 de cession du contrat de la société FRUSTIE & associés à EGIS Bâtiments Sud-Ouest pris par décision n° VD2018-418 en date du 13 novembre 2018 ;
- Vu le projet d'avenant n° 3 correspondant.

Considérant :

- qu'un marché n° 6D0039 « Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » a été lancé ;
- que par décision n° 2017-217 du 24 août 2017 le marché n° 6D0039 « Extension et réhabilitation partielle de l'école Pape Carpentier/Mission de maîtrise d'œuvre » a été attribué au groupement d'entreprises groupement solidaire ATELIER CASTELNAU FERRI (mandataire) / CALDER/DURAND/ PLUS DE VERT/EGIS BATIMENT SO/ GUI JOURDAN/ORDIPRO représenté par le groupement mandataire ATELIER CASTELNAU/FERRI pour un montant global de 342 960,00€ HT ;

Décision n° VD2019-238

- que par un courrier en date du 20 janvier 2018 la société ORDIPRO a informé le mandataire qu'il ne pourrait pas intervenir sur ce marché ;
- que la société ORDIPRO était en charge de la mission OPC mais a été mise en liquidation judiciaire par jugement prononcé le 29 janvier 2018 sans avoir commencé sa mission ;
- que suite à la décision n° VD2018-418 du 13 novembre 2018 la société FRUSTIE & associés a cédé l'intégralité de ses actions à la société EGIS entraînant le transfert du marché de FRUSTIE & associés à EGIS Bâtiments Sud-Ouest ;
- qu'un avenant est nécessaire pour résilier le contrat de la société ORDIPRO du contrat de maîtrise d'œuvre qui la lie au groupement solidaire ATELIER CASTELNAU FERRI (mandataire) / CALDER/ DURAND/ PLUS DE VERT/EGIS BATIMENT SO/ GUI JOURDAN/ ORDIPRO représenté par le groupement mandataire ATELIER CASTELNAU/FERRI ;
- qu'il convient d'émettre les honoraires correspondants à la mission OPC d'un montant 33 877,61€ H.T. au profit du mandataire ATELIER CASTELNAU-FERRI.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'approuver l'avenant n° 3 au marché n° 6D0039 « Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et le réaménagement partiel de l'école maternelle Pape Carpentier » ayant pour objet la cession du contrat de la société ORDIPRO membre du groupement solidaire du marché de maîtrise d'œuvre en charge de la mission OPC, avec effet au 29 janvier 2018, au profit du mandataire ATELIER CASTELNAU-FERRI ainsi que la cession de l'intégralité des honoraires concernant cette mission d'OPC, d'un montant de 33 877,61€ H.T., au profit du mandataire.

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/05/2019
 Madame l'Adjointe au Maire
 Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 17/05/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Accord-cadre de travaux n° 201902922T19.01
Travaux de remplacement des filets de protection,
lignes de vie et des volières dans le cadre de la
réhabilitation de la serre amazonienne du parc
zoologique de Lunaret**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri de VERBIZIER aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la convention de mandat en date du 20 septembre 2017 conclue au bénéfice de la SA3M.

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un marché de travaux de remplacement des filets de protection, lignes de vie et filets des volières, dans le cadre de la réhabilitation de la Serre amazonienne du Parc Zoologique de Montpellier, portant sur la phase 1 des travaux ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret du 25 mars 2016 sous la forme d'une procédure adaptée ouverte sans faculté de négociation, sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire pour une durée globale de vingt-six (26) mois;

Décision n° VD2019-239

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : prix (40%) et valeur technique (60%) ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 avril 2019 a été informée du choix de l'entreprise GAUTHIER SAS, sise 90 route de Seysses-CS 5063-31106 TOULOUSE CEDEX présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° 201902922T19.01 à l'entreprise GAUTHIER SAS, sise 90 route de Seysses-CS 5063-31106 TOULOUSE CEDEX pour un montant maximum de **400 000 € HT**.

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de vingt-six (26) mois non reconductible.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la direction parc de Lunaret de la Ville de Montpellier, chapitre 903 (investissement)/ 933 (fonctionnement) ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **24 MAI 2019**
Monsieur l'Adjoint au Maire
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 28 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Jordelan" pour les 5 et
6 mai 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 5 et 6 mai 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Energie

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un marché de travaux de génie
climatique dans des bâtiments existants -
V8D0007EM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au maire délégué aux Finances

Considérant :

- qu'il a lieu de procéder à des travaux de génie climatique dans des bâtiments existants ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire allotis en 7 lots par site géographique pour une durée allant du 8 juillet au 30 août 2019 ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix et 60% pour la valeur technique ;
- que la commission d'appel d'offres dans ses séances des 9 avril et 7 mai 2019 a été informée du choix des offres des entreprises présentant les offres économiquement les plus avantageuses au regard de l'ensemble des critères d'analyses :

- o Lot 1 - rénovation de la chaufferie du Groupe scolaire Bari-Oxford : IDEX ENERGIES domiciliée ZAC Pôle Actif – 14 allée du Piot – 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX ;
- o Lot 2 - rénovation de la chaufferie du Gymnase Raymond Couderc et du Stade Sabathé : IDEX ENERGIES domiciliée ZAC Pôle Actif – 14 allée du Piot – 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX ;
- o Lot 3 - rénovation de la chaufferie de la Maison Pour Tous Georges Brassens et de la Halte-Garderie Les copains d'abord : rénovation de la chaufferie : IDEX ENERGIES domiciliée ZAC Pôle Actif – 14 allée du Piot – 30660 GALLARGUES LE MONTUEUX ;
- o Lot 4 - rénovation de la chaufferie de la Maison Pour Tous et de la Halte-Garderie André Chamson : SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE domiciliée 170 rue Henri Farman – BP 70339 – 34435 SAINT JEAN DE VEDAS ;
- o Lot 5 - rénovation de l'armoire de commande et de régulation du Groupe Scolaire Bari-Oxford et du Gymnase Raymond Couderc et du Stade Sabathé : ELECTRO AUTOMATISME domiciliée 6280 Chemin des Canaux – 30320 MARGUERITTES ;
- o Lot 6 - rénovation de l'armoire de commande et de régulation de la Maison Pour Tous Georges Brassens et de la Halte-Garderie Les copains d'abord : ELECTRO AUTOMATISME domiciliée 6280 Chemin des Canaux – 30320 MARGUERITTES ;
- o Lot 7 - rénovation de l'armoire de commande et de régulation de la Maison Pour Tous et de la Halte-Garderie André Chamson : SPIE INDUSTRIE & TERTIAIRE domiciliée 170 rue Henri Farman – BP 70339 – 34435 SAINT JEAN DE VEDAS.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché V8D0007EM de travaux de génie climatique dans des bâtiments existants pour une durée d'exécution allant du 8 juillet au 30 août 2019 aux entreprises :

- o Lot 1 - rénovation de la chaufferie du Groupe scolaire Bari-Oxford : IDEX ENERGIES pour un montant global et forfaitaire de 52 325.33€ HT ;
- o Lot 2 - rénovation de la chaufferie du Gymnase Raymond Couderc et du Stade Sabathé : IDEX ENERGIES pour un montant global et forfaitaire de 48 656.51€ HT ;
- o Lot 3 - rénovation de la chaufferie de la Maison Pour Tous Georges Brassens et de la Halte-Garderie Les copains d'abord : IDEX ENERGIES pour un montant global et forfaitaire de 42 415.73€ HT ;
- o Lot 4 - rénovation de la chaufferie de la Maison Pour Tous et de la Halte-Garderie André Chamson : SPIE INDUSTRIES & TERTIAIRES pour un montant global et forfaitaire de 56 068.72€ HT ;
- o Lot 5 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation du Groupe Scolaire Bari-Oxford et du Gymnase Raymond Couderc et du Stade Sabathé : ELECTRO AUTOMATISME pour un montant global et forfaitaire de 10 337.00€ HT ;
- o Lot 6 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation de la Maison Pour Tous Georges Brassens et de la Halte-Garderie Les copains d'abord : ELECTRO AUTOMATISME pour un montant global et forfaitaire de 7 792.00€ HT ;
- o Lot 7 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation de la Maison Pour Tous et de la Halte-Garderie André Chamson : SPIE INDUSTRIES & TERTIAIRES pour un montant de 7 649.11€ HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitres 900 et 902.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Décision n° VD2019-241

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/5/2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 17/5/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour la location d'une
machine de mises sous pli optimisées et sécurisées.**

V9B0050EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le Décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la location d'une machine de mises sous pli optimisées et sécurisées correspondant aux besoins exprimés par le Service Achats et Production Graphique de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées n° V9B0050EM a été lancée en date du 22 mars 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 89 000 € HT, pour une durée d'exécution de cinq ans à compter de sa notification ;

Décision n° VD2019-242

- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix (50%) et la valeur technique (50%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise PITNEY BOWES, Immeuble Le Triangle, 9 rue Paul LAFARGUES, CS 20012, 93456 LA PLAINE SAINT DENIS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Location d'une machine de mises sous pli optimisée et sécurisée » n° V9B0050EM à l'entreprise PITNEY BOWES pour un montant total maximum de commandes de 89 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de cinq ans à compter de sa notification ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, chapitre 930 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en Justice "Conseil de Prud'hommes de Montpellier "

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- la requête en référé près le Conseil de Prud'hommes de Montpellier déposée le 11 avril 2019 par Madame Sabrina YAHMANI SEGALAS, agent d'entretien de la Ville, contestant des éléments de nature médicale émis par le Médecin du travail ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil de Prud'hommes de Montpellier suite au dépôt de la requête référencée n° RGR 19/00087 par Madame YAHMANI SEGALAS Sabrina.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Décision n° VD2019-243

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution d'un marché public en appel d'offres
ouvert pour l'achat de matériels pour l'entretien
des espaces verts.
(8D0023/2)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériels pour l'entretien des espaces verts. Ces achats sont de nature à assurer l'entretien des espaces verts de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée, en date du 26 février 2019, soumise aux articles 25- I. 1° et 67 à 68 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Ce marché n° 8D0023/2 est passé en application des articles 78 et 80 dudit décret, il s'agit d'un Accord-cadre à bons de commande conclu sans montant minimum ni maximum ; le montant estimé des commandes pour la durée totale du marché est de 546 000 € HT soit 136 500 € HT par an.


Décision n° VD2019-244

- Il s'agit d'un marché en groupement de commandes entre les Villes de Montpellier, Castelnau-Le-Lez, Grabels, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone et Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics.
- Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : Valeur technique pour 60% et prix des prestations pour 40% ;
- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 23 avril 2019, a classé les offres et choisi la société DUCHENNE et FILS, Zac TOURNEZY, rue du Chanoine BESSEDE, 34070 MONTPELLIER, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

Décide en conséquence :

- d'autoriser la signature du marché « Achat de matériels pour l'entretien des espaces verts n° 8D0023/2 » avec la société DUCHENNE et FILS, accord-cadre à bons de commande sans montant minimum ni maximum ; pour le groupement de commandes entre les Villes de Montpellier, Castelnau-Le-Lez, Grabels, Pérols, Villeneuve-Lès-Maguelone, et Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics ;
- Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- de dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 22 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché 7D0050
' Rénovation des Halles des Quatre Saisons '
Avenant n°1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'un marché à procédure adaptée ouverte a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 7D0050 « Rénovation des Halles des Quatre Saisons ».
Le marché est alloué en 2 lots : lot 1 – « Rénovation et extension métallo-textile » et lot 2 – « Revêtements de sol » ;
- que le lot 1 « Rénovation et extension métallo-textile » a été attribué à l'entreprise Normandie Structure - ZI Porte Rouge 27150 Etrepagny- pour un montant de 337 000,00 € HT ;
- que lors des études d'exécutions, et après de nombreux échanges entre la maîtrise d'œuvre et l'entreprise Normandie Structures, des modifications sur la structure métallique ont été apportées ;

- que ces modifications ont engendré une moins-value de 2 880 € HT pour le lot 1 ;
- que le montant de l'avenant au marché pour le lot 1 « Rénovation et extension métallo-textile » est fixé à - 2 880 € HT, portant ainsi le montant du marché à 334 120 € H.T soit une diminution de 0, 85 % par rapport au montant initial du marché ;
- que conformément à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 il est nécessaire de signer un avenant n° 1.

Décide en conséquence :

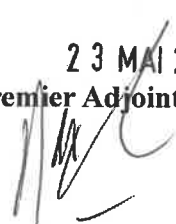
Article 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché 7D0050 lot 1 – « Rénovation et extension métallo-textile » de diminution du montant portant ainsi le montant du marché à 334 120 € H.T à l'entreprise Normandie Structure - ZI Porte Rouge 27150 Etrepagny.

Article 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 900.

Article 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



24 MAI 2019

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

ZAC Ovalie
Convention de participation entre la Ville de
Montpellier/
Société Immobilière de la Maison du
Bâtiment/SERM
Lot 1 - Parcelles PB 288, 318, 321 et 322

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement fonciers ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n° 40 du Conseil municipal en date du 3 juin 2004 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Ovalie ;
- Vu la délibération n°74 du Conseil municipal du 29 juillet 2004 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Ovalie ;
- Vu le traité de concession signée le 1^{er} septembre 2004 entre la Ville de Montpellier et la SERM et plus particulièrement son article 8^{ter} et avenants successifs ;
- Vu la délibération n° 60 du 20 février 2005 du conseil municipal approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Ovalie ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire déléguée.

Considérant :

- que la Société Immobilière de la Maison du Bâtiment souhaite réaliser une construction sur les parcelles cadastrée PB n° 288, 318, 321 et 322 d'une superficie totale de 1 261m², correspondant au lot n° 1 du domaine de la Providence situées 61 rue Jacques Fouroux, et comprise dans le périmètre de la ZAC Ovalie mais non acquise par la SERM ;

Décision n° VD2019-247

- que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la Société Immobilière de la Maison du Bâtiment afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC Ovalie ;

- les éléments relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée :

2077 m² pour la réalisation de bureaux ;

- Calcul du montant de la participation :

Base de calcul : 119 €/m² SDP pour l'année 2019

Montant total : $2077 \times 119 = 247\,163$ €

Décide en conséquence :

- d'autoriser de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la Société Immobilière de la Maison du Bâtiment telle qu'annexée à la présente décision ;
- d'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), selon les modalités de l'article 8ter de la convention de participation ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 21 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Chantal MARION

Publiée le : 22 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "requête n°
19MA01439 CAA - FERKOUS Kamel"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- la requête près la Cour Administrative d' Appel de Marseille n°19MA01439 déposée le 27 mars 2019 par Monsieur Kamel FERKOUS contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1705740 du 29 janvier 2019 qui a rejeté la demande d'annulation de l'arrêté du maire du 7 juillet 2017 suspendant les abonnements de déballage dont bénéficiait Monsieur FERKOUS sur divers marchés de la Ville pendant une durée d'un an et interdisant pendant une période d'un mois de débiller en qualité de journalier sur l'ensemble des marchés de la Ville ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d' Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n° 19MA01439 le 27 mars 2019 par Monsieur Kamel FERKOUS.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1902043-4
TA - CIEL VERT"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

Considérant :

- la requête n° 1902043-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 avril 2019 par la Société Ciel Vert contre le marché public référencé V8D0001UV portant sur l'enlèvement des graffitis et des affiches ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

Décide en conséquence :

Article 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n° 1902043-4 le 23 avril 2019 par la Société Ciel Vert.

Article 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la société d'Avocats LEGITIMA.

Article 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930.

.../...

Décision n° VD2019-249

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**CONVENTION D'OCCUPATION
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC
Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée
Métropole - Société Hurricane
Festival International des Sports Extrêmes
(FISE) du 29 mai au 2 juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports.

Considérant :

- que la Ville est sollicitée par la Société HURRICANE, titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du FISE, pour organiser le 23^{ème} Fise World du 29 mai au 2 juin 2019 ;
- qu'il est nécessaire de mettre à disposition de la Société Hurricane les emprises sur le domaine public, dont le Lez, les rives du Lez, la place Georges Frêche, la salle Jacques 1^{er} d'Aragon, dans le cadre d'une convention fixant le montant d'une redevance d'occupation du domaine public selon la tarification en vigueur ;
- que la société Hurricane s'acquittera d'une redevance pour l'occupation du domaine public pour les espaces commerciaux et la mise à disposition de matériels selon la tarification en vigueur ;
- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent, en complément des installations mises en place par la Société Hurricane, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence.

Décide en conséquence :

- de passer une convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane, fixant les modalités d'occupation temporaire du domaine public ;

Décision n° VD2019-250

- d'autoriser l'occupation du domaine public, l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site, et la mise à disposition de matériels selon les tarifications en vigueur ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 29 AVR. 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 30 AVR. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Mise en place d'une ligne de trésorerie de dix
millions d'euros auprès de la BANQUE
POSTALE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0237 du 11 février 2019 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint au Maire, dans le domaine des Finances ;
- Vu les tableaux d'analyse des offres.

Considérant :

- qu'en matière de financement à court terme une ligne de trésorerie doit être mise en place ;
- que dans le cadre de la gestion de trésorerie, la Ville de Montpellier a lancé une consultation pour le renouvellement de sa ligne de trésorerie ;
- qu'à l'issue de l'analyse des offres, deux propositions se sont distinguées et qu'en conséquence, il a été décidé de scinder le besoin en deux lignes distinctes de 10 millions d'euros chacune, qui répondent le mieux à la demande exprimée.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : Une ouverture de crédit de trésorerie est conclue avec la Banque Postale, dont le siège social est situé 115 rue de Sèvres, 75275 PARIS CEDEX 06, ayant pour numéro unique d'identification 421 100 645.

ARTICLE 2 : L'ouverture de crédit de trésorerie est destinée au financement des besoins ponctuels de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : Le montant de la convention d'ouverture de crédit de trésorerie s'élève à un montant de 10.000.000 euros (dix millions d'Euros) pour une durée totale maximale de 1 an.

ARTICLE 4 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE LA LIGNE DE TRESORERIE UTILISABLE PAR TIRAGES	
Prêteur	La Banque postale
Objet	Financement des besoins de trésorerie.
Nature	Ligne de Trésorerie Utilisable par tirages
Montant maximum	10 000 000 EUR
Durée maximum	364 jours
Taux d'Intérêt	Eonia + marge de 0.310 % l'an
Base de calcul	Exact/360
Modalités de remboursement	Paie ment trimestriel à terme échu des intérêts. Remboursement du capital à tout moment et au plus tard à l'échéance finale
Date d'effet du contrat	le 22 mai 2019
Date d'échéance du contrat	le 21 mai 2020
Garantie	Néant
Commission d'engagement	5 000 EUR, soit 0.05% du Montant maximum payable au plus tard à la Date de prise d'effet du contrat
Commission de non utilisation	0.000% du montant non utilisé payable à compter de la date de prise d'effet du contrat trimestriellement à terme échu le 8 ^{ème} jour ouvré du trimestre suivant

ARTICLE 5 : Monsieur le Premier Adjoint au Maire est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 22 MAI 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Marché n° V8D0050AI
Restauration des toitures du mas de Méric

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- que la Ville a besoin de restaurer les toitures du mas de Méric ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V8D0050AI « Restauration des toitures du mas de Méric » conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- que la consultation comporte des prestations à prix mixtes : une partie à prix global et forfaitaire pour la restauration de la toiture du mas de Méric et une partie correspondant à un accord-cadre à bons de commande avec maximum passée en application de l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres pour les postes dont les quantités ne peuvent être déterminées préalablement ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 70% et prix 30% ;
- que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 9 avril 2019, a été informée du choix du groupement BOURGEOIS/ALPILLES ECHAFAUDAGES porté par le mandataire BOURGEOIS (30, rue Barthélémy Contestin 30300 FOURQUES) présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

Décision n° VD2019-255

Article 1 : D'attribuer le marché n°V8D0050AI « Restauration des toitures du mas de Méric » au groupement BOURGEOIS / ALPILLES ECHAFAUDAGES porté par le mandataire BOURGEOIS pour :

- un montant global et forfaitaire de 218 110.89 € HT pour la restauration de la toiture du mas de Méric et,
- un montant de maximum de 100 000,00€ HT pour les postes dont les quantités ne peuvent être déterminées préalablement et qui feront l'objet de bon de commande.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service. Sa durée est de 5 mois.

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 900.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Attribution de l'accord-cadre en
procédure adaptée ouverte n° V9B0051ST
Missions visant à réguler la population
de deux espèces d'animaux sauvages
(Ragondins - Goélands)
sur la Ville de Montpellier
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à la Sécurité, aux Relations aux Publics et aux Affaires Militaires.

Considérant :

- que la Ville de Montpellier souhaite engager des missions visant à réguler la population de deux espèces d'animaux sauvages : Ragondins et Goélands ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée en date du 21 mars 2019 conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et avec un seuil maximum de 15 000,00 Euros H.T, pour la durée initiale de l'accord cadre passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres ;
- que l'accord cadre est conclu pour une période initiale d'un an et pour une durée maximale de reconduction de trois ans. Le seuil maximum est défini comme suit :

Décision n° VD2019-256

	Seuil maximum H.T.
Marché initial	15 000,00
Reconduction 1 ^{ère} année	10 000,00
Reconduction 2 ^{ème} année	10 000,00
Reconduction 3 ^{ème} année	10 000,00
TOTAL sur 4 ans	45 000,00

- que la société SACPA sise 12 Place Gambetta – 47700 Casteljalous a présenté une offre économiquement avantageuse selon les critères de jugement des offres suivants :
- Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 % ;
 - Montant des prestations : 40 %.

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer la procédure adaptée ouverte sous la forme d'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un seuil maximum de 45 000,00 Euros H.T. pour la durée totale du marché à la société SACPA sise 12 Place Gambetta – 47700 Casteljalous;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville - Chapitre : 931 ;

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16/05/2019
 Madame l'Adjointe au Maire
 Lorraine ACQUIER

Publiée le : 17/05/2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un marché passé selon une
procédure négociée sans mise en concurrence :
Maintenance et évolution du logiciel
ACROPOLIS (Gestion du courrier)
Marché V9B0044RI

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire.

Considérant :

- qu'une consultation a été lancée le 12 mars 2019 pour la « Maintenance et évolution du logiciel ACROPOLIS (Gestion du courrier) » conformément aux dispositions de l'article 30.I.3 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- que seule la société ODYSSEE INGENIERIE qui a développé le logiciel ACROPOLIS, possède l'exclusivité de fournitures et de services associés pour ledit logiciel et qu'il convient donc de passer un marché négocié sans mise en concurrence ;
- que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement de l'offre étaient les suivants :
 - Valeur technique 60 % ;

Décision n° VD2019-257

- Prix 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise ODYSSEE INGENIERIE sise 24 rue du Moulin – 69700 GIVORS, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Maintenance et évolution du logiciel ACROPOLIS (Gestion du courrier) » à la société ODYSSEE INGENIERIE, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois à compter de la date de notification et un montant total maximum de 89 000 € HT sur la durée totale du marché, toutes reconductions comprises.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 10 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances (VM)
Service Gestion Budgétaire et Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Direction Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières
Régies de recettes des Affaires funéraires-
Cimetières
Changement d'adresse**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- Vu la délibération n° 2016/497 en date du 15 décembre 2016 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n° 440 du 2 janvier 1997 relative à l'institution d'une régie de recettes auprès du service des affaires funéraires ;

- Vu la décision n° 00595 du 04 novembre 2002 relative à l'extension de la régie de recettes des Affaires funéraires ;
- Vu la décision n° 2016/0075 du 08 mars 2016 relative à la modification des recettes autorisées ;
- Vu la décision n° VD 2018-055 du 12 février 2018 relative à l'ajout de recettes et d'un mode de paiement ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 30 avril 2019 ;
- Vu l'arrêté n° VAR 2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

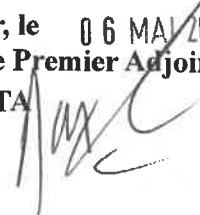
Que pour l'actualisation de la régie, il convient de changer l'adresse.

Décide en conséquence :

- Que article 1, il est maintenu une régie de recettes Affaires Funéraires - Cimetières auprès de la Direction de la Relations aux Publics.
 - **Que article 2, la régie est installée à Grammont, rue Richard Wright, 34000 Montpellier.**
 - Que article 3, la régie encaisse les recettes suivantes :
 - encaissements des taxes d'inhumations, des taxes des caveaux d'attente, du produit des ventes et renouvellements de columbarium, des concessions privées ainsi que de leur renouvellement ;
 - perception des taxes pour les convois et les crémations ;
 - remboursement des frais d'indigence par les familles dont le défunt a été inhumé aux frais de la ville ;
 - remboursement des frais de remise en état des caveaux par la collectivité.
 - Que article 4, les recettes de la régie des affaires funéraires sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
 - numéraire ;
 - chèque ;
 - carte bancaire ;
 - virement.
- Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un reçu et/ ou quittances.
- Que article 5, un compte de dépôts de fonds est ouvert au nom de la régie auprès du Trésor Public.
- Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'article 3.
- Que article 6, le montant de l'encaisse est fixé à 50 000 €.
 - Que article 7, le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.
 - Que article 8, un fond de caisse d'un montant de 80 € est mis à disposition du régisseur.

- Que article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que article 10, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Que article 12, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite -
1457 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier -
Procédure d'expulsion"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué.

Considérant :

- qu'un groupe d'occupants sans droit ni titre s'est installée sur le terrain et dans les bâtiments situés 1457 rue du Pioch de Boutonnet ;
- que, tenant l'occupation irrégulière, il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune et d'engager une procédure d'expulsion.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : La commune de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe d'individus occupant sans autorisation la propriété sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « VINSONNEAU-PALIES NOY GAUER ET ASSOCIES ».

.../...

Décision n° VD2019-259

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget la commune de Montpellier, chapitre 930.

Montpellier, le 06 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 06 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information
Service Relations Utilisateurs

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée : Fourniture matériel mobile :
Téléphones, smartphones, tablettes, routeurs,
galets... et tous les accessoires concernant la
mobilité
Marché V9B0018RI

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire.

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'assurer pour les directions et services de la Ville la dotation et le remplacement des équipements mobiles de communication et de téléphonie ;
- qu'une consultation a été lancée le 12 mars 2019 pour la « Fourniture matériel mobile : Téléphones, smartphones, tablettes, routeurs, galets... et tous les accessoires concernant la mobilité » conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- o Prix 60 %
- o Valeur technique 30 %
- o Délais de livraison 10 %

- qu'après analyse, l'entreprise GHD Entreprises sise 1220 route du Petit Moulin – 13290 AIX EN PROVENCE, a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché de « Fourniture matériel mobile : Téléphones, smartphones, tablettes, routeurs, galets... et tous les accessoires concernant la mobilité » à la société GHD Entreprises, pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 59 000 € HT sur la durée totale du marché, toutes reconductions comprises ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le :

24 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Construction de l'école primaire Port Marianne
rive gauche - Relance du lot 9 " Signalétique "
Marché n° V9B0042AI**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
 - Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
 - Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté VAR2019-0328 du 13 février 2019 de délégation de Madame KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Réussite éducative ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin de construire l'école primaire Port Marianne Rive Gauche ;
- Qu'un appel d'offres ouvert a été passé sous la référence V8D0049AI « Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche » en application des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et que le lot 9 de cette consultation a été déclaré infructueux et relancé ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0042AI « Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche – relance du lot 9 « signalétique » » conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix 40% ;
- Qu'après analyse la société CND Signalétique (4, rue des Peupliers 31700 Blagnac) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'attribuer le marché n°V9B0042AI « Construction de l'école primaire Port Marianne Rive Gauche – relance du lot 9 signalétique » à la société CND Signalétique pour un montant global et forfaitaire de 20 794,00 € HT ;

Article 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, chapitre 902.

Article 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 22 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs à l'association "Centre d'Activités
Pianistiques et Artistiques" pour le 9 mai 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Centre d'activités Pianistiques et Artistiques » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 9 mai 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 10 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Marché public: externalisation d'archives
intermédiaires
N° V9B0055DC

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA, déléguée à la Culture.

Considérant :

- que les Archives Municipales doivent externaliser une partie des documents d'archives intermédiaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes sans minimum et avec maximum de 20 000 € HT par an pour une durée de 12 mois reconductible trois fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique (60%) ;
 - ° prix (40%) ;
- qu'après analyse, l'entreprise Société Générale d'Archives, 25 place de la Madeleine, 75008 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'externalisation d'archives intermédiaires à l'entreprise Société Générale d'Archives, pour un montant maximum de 80 000 € HT (toutes reconductions comprises). Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois, renouvelable trois fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour des achats d'équipements
de sécurité et aménagements véhicules.
V9B0006EM

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder aux achats d'équipements de sécurité lumineux, sonores, balisages, et d'aménagements intérieur pour véhicules de service et véhicules de police municipale, répondant aux besoins exprimés par le Parc Auto de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V9B0006EM) a été lancée en date du 21 mars 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum de 85 000.00 € HT, pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;
- les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 40% et la valeur technique pour 60% ;

- qu'après analyse, l'entreprise E A S AUTOMOBILES, 226 rue de la Jasse de MAURIN, 34070 MONTPELLIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché « Achats d'équipements de sécurité et aménagements véhicules » n° V9B0006EM à l'entreprise E A S AUTOMOBILES pour un montant total maximum de commandes de 85 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.
- de dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tout chapitres ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le :

24 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Ensemble vocal de
Sommières" pour le 24 novembre 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Ensemble vocal de Sommières » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs 24 novembre 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 24 MAI 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Contrat de prestations de service
Achat d'espaces publicitaires, d'actions de
communication, de billets pour le développement
des sports extrêmes
FISE WORLD MONTPELLIER EDITION 2019
N° V9C011DS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports.

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquérir des prestations, de type communication (naming, publicité équipement professionnel et panneautique), achats de places (VIP hospitalité) dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du développement des sports extrêmes en particulier et de l'organisation de l'édition 2019 du FISE WORLD MONTPELLIER ;

Les prestations (VIP hospitalité) bénéficieront à des invités institutionnels, des membres du tissu associatif, des partenaires ainsi que des élus et collaborateurs de la collectivité ;

Décision n° VD2019-276

- qu'une procédure passée sans publicité ni mise en concurrence- Article R2122-3 du Code de la Commande Publique a été passée auprès de la Société Hurricane Action Sports ;
- qu'après analyse, la Société Hurricane Action Sports, domiciliée au 3 Rue Christian ANDRE-BENOIT – 34 670 BAILLARGUES, présente l'offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°V9C0011DS - Achat d'espaces publicitaires, d'actions de communication, de billets pour le développement des sports extrêmes – FISE WORLD Edition 2019, à la Société Hurricane Action Sports, pour un montant global et forfaitaire de 175 033,33 € H.T.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 4 jours.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville de Montpellier, chapitre 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 MAI 2019
Monsieur l'Adjoint au Maire
Patrick RIVAS



Publiée le : 28 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chœur symphonique
de Montpellier pour les 27 mars, 3-10-17-20 avril,
8 et 15 mai, 5-12-19 et 26 juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association "Chœur symphonique de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 27 mars, 3-10-17-20 avril, 8 et 15 mai, 5-12-19 et 26 juin 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 375€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

23 MAI 2019

Publiée le : 24 MAI 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Chemin des Cimes"
pour le 6 juillet 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Chemin des Cimes » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 6 juillet 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

Publiée le : 24 MAI 2019
Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes Archives
Municipales
"Mise à jour des recettes autorisées"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu les décisions du 11 avril 2006 et du 17 mars 2009 modifiant la régie de recettes des Archives Municipales ;
- Vu la Décision 137 du 09/04/2010, permettant l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
- Vu la Décision 0397 du 14/09/2011, élargissant les recettes encaissées ;
- Vu la Décision 226 du 28/05/2013 relative à la modification des modes de recouvrement ;
- Vu la Décision 0357 du 11/12/2013 relative à la création de fond de caisse et la modification des recettes autorisées ;
- Vu la Décision 2016/0368 du 18 novembre 2016 relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds et la modification des recettes autorisées et des modes de recouvrements ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 16 mai 2019 ;
- Vu l'arrêté n° VAR 2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances.

Considérant :

Que pour l'actualisation de la régie, il convient de mettre à jour les recettes autorisées.

Décide en conséquence :

- Que Article 1, il est maintenu une régie de recettes « Archives » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.
 - Que Article 2, la régie est installée dans les locaux de la Médiathèque Emile Zola, 287, rue Poséidon, 34000 Montpellier.
 - Que Article 3, la régie encaisse les recettes suivantes :
 - **Photocopies et impressions papier ;**
 - **Reprographie et plans de permis de construire (sur devis du prestataire) ;**
 - **Numérisation de documents non numérisés de formats <A3 et ≥ A3 et ≥ A1 ;**
 - **Fourniture de fichiers numériques existants ;**
 - **Transmission de fichiers numériques sur différents supports : CD-DVD ;**
 - **Vente des publications des Archives Municipales.**
 - Que Article 4, les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrements suivants au chapitre 933 :
 - Chèques
 - Numéraires
 - Virements bancaires
- Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un reçu, d'une quittance ou d'une facture acquittée.
- Que Article 5, un fonds de caisse d'un montant de 10 euros est mis à disposition du régisseur.
 - Que Article 6, un compte de dépôt de fonds est ouvert.
 - Que Article 7, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le régisseur et les mandataires doivent prendre connaissance des conditions fixées dans l'acte de nomination.
 - Que Article 8, le montant maximum de l'encaisse autorisée à conserver par le régisseur est fixé à 400 euros.
 - Que Article 9, le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le montant maximum, fixé à l'article 8, et au minimum, une fois par mois.
 - Que Article 10, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Décision n° VD2019-283

- Que Article 11, le régisseur, n'est pas assujetti au cautionnement.
- Que Article 12, de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 24 MAI 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Direction Proximité et citoyenneté
Service des Maisons Pour Tous
Modification de la régie de recettes et d'avances
des Maisons pour Tous :
Ajout d'un mode de règlement

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 05 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001, relatif aux conditions et modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics ;
- Vu le décret n° 2007-23 du 05 janvier 2007, portant sur les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;
- Vu la décision n° 2010/0549 du 29 décembre 2010 relative à la création de régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maison Pour Tous ;
- Vu la décision n° 2011/0010 du 21 janvier 2011 relative à la modification du nom d'une régie d'avances et de recettes ;

Décision n° VD2019-284

- Vu la décision n° 2011/0045 du 08 février 2011 modifiant la décision 2010/0549 du 29 décembre 2010 ;
- Vu la décision n° 2011/0208 du 20 mai 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous ;
- Vu la décision n° 2011/313 du 21 juillet 2011, relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous permettant l'encaissement pour le compte de tiers ;
- Vu la décision n° 2013/244 du 9 septembre 2013 relative à la modification des régies d'avances et de recettes pour l'activité des Maisons Pour Tous augmentant le montant de l'encaisse ;
- Vu la décision n° VD/201/054 relative à l'ajout de la vente des cartes été jeunes ;
- Vu la décision n° VD2018-075 relative à l'ajout de la Maison pour Tous Feuillade ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 16 mai 2019 ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0237 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

Considérant :

- Que pour un meilleur fonctionnement des régies des Maisons pour Tous, il convient de rajouter un mode de règlement.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, sont maintenues les régies d'avances et de recettes auprès de la Direction de la Proximité et la Citoyenneté (DPC).
- Que, article 2, les régies d'avances et de recettes des Maisons Pour Tous, auprès de la Direction de la Proximité et Citoyenneté, sont les suivantes :

Maison Pour Tous	Adresses
Georges Brassens	Place Jacques Brel
Léo Lagrange	155, rue de Bologne
Marie Curie	13, allée Antonin Chauliac
Paul Emile Victor	1247, avenue du professeur Louis Ravas
Fanfonne-Guillierme	Rue des Avants Monts
François Villon	4 rue des Aconits
André Chamson	105, rue Gustave Eiffel
Antoine de Saint Exupéry	130, allée du Briol
Marcel Pagnol	64, route de Lavérune
Michel Colucci	205, rue de Cheng Du
Albert Camus	118, allée Bonafos
Jean Pierre Caillens	Place de la Tibériade
L'Escoutaïre	67, rue des razeteurs
Boris Vian	14, rue de l'Amethyste
Mélina Mercouri	842, rue de la vieille poste
Albert Dubout	1071, avenue de la Justice de Castelnau
Rosa-Lee-Parks	Place centrale ZAC Malbosc
George Sand	25 bis, avenue saint André de Novigens
Frédéric Chopin	1, rue du marché aux bestiaux
Voltaire	1, square Jean Monnet
Joseph Ricôme	7, rue Pagès
Albertine Sarrazin	43, rue Tour Gayraud
Louis Feuillade	410, avenue de Barcelone

- Que, article 3, les régies sont installées dans les locaux des Maisons Pour Tous à Montpellier (34000).
- Que, article 4, les régies encaissent les produits suivants :
 - La participation des associations et des usagers aux activités organisées par la MPT (activités à l'année ou activités ponctuelles) ;
 - La participation des associations et des usagers à la mise à disposition de salles. Le cas échéant, les recettes générées par l'utilisation par le public des appareils mis à disposition (point phone, photocopieurs,...) ;
 - Les cartes animation Sports ;
 - Les cartes été jeunes ;
 - Les recettes issues de la billetterie du cinéma de la Maison pour Tous Louis Feuillade ;
 - La billetterie susceptible d'être mise en place dans l'ensemble des Maisons Pour Tous.
- Que, article 5, les recettes désignées à l'Article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :
 - Numéraire ;
 - Chèques bancaires ;
 - Carte bancaire ;
 - Chèques vacances ;
 - Virements d'organismes ;
 - Paiement interne.

Elles sont perçues contre remise de factures ou cartes d'abonnement.

- Que, article 6, dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 6 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 4.
- Que, article 7, la régie paie les dépenses suivantes :
 - Dépenses de faible montant liées aux ateliers et animations organisés par la MPT, ou aux animations auxquelles elle participe (fournitures et petit matériel, nourriture, boisson) ;
 - Dépenses de faible montant liées à l'organisation et au fonctionnement de la MPT : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, livres, disques, cassettes vidéo, droguerie, nettoyage, frais postaux, pellicules photos et développement lors de voyages, fêtes ou expositions, location de véhicule et dépenses afférentes, pharmacie ;
 - Les remboursements aux adhérents ;
 - Paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes ;
 - Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration d'invités liés à l'activité du cinéma ;
 - Frais d'entretien ou de réparation urgente liés à l'activité du cinéma ;
 - Paiement des taxes cinématographiques ;
 - Paiement des locations de films (factures inférieures à 30€).

- Que, article 8, les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :
 - Numéraire ;

- Chèques ;
- **Virements bancaires.**

- Que, article 9, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet :

- L'encaissement des recettes désignées à l'Article 4 ;
- De recevoir l'avance destinée aux dépenses de la régie ;
- Au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7.

- Que, article 10, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

- Que, article 11, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4 500 € pour l'ensemble des Maisons Pour Tous sauf pour :

- Maison Pour Tous Marcel PAGNOL ;
- Maison Pour Tous l'ESCOUTAIRE ;
- Maison Pour Tous Léo LAGRANGE ;
- Maison Pour Tous André CHAMSON ;
- Maison Pour Tous Albert CAMUS ;
- Maison Pour Tous VOLTAIRE.

Pour lesquelles le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 15 000 €.

- Que, article 12, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1500 €, sauf pour la Maison Pour Tous Louis Feuillade pour laquelle le montant maximum de l'avance à consentir est fixé à 5 000 €.

- Que, article 13, un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

- Que, article 14, le régisseur est tenu de verser à la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

- Que, article 15, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

- Que, article 16, le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

- Que, article 17, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

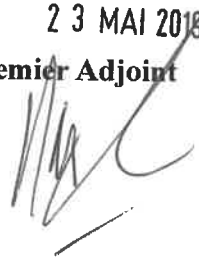
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur le Premier Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

.../...

Décision n° VD2019-284

- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 23 MAI 2018
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Ensemble Vocal
Sebastian Wesley" pour le 19 mai 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- Que l'association « Ensemble vocal Sebastian Wesley » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 19 mai 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

24 MAI 2019

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Convention de mise à disposition de la maison des
chœurs avec l'association "Vocalys" pour les 30
mai et 1er juin 2019**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Culture.

Considérant :

- que l'association « Vocalys » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 30 mai et 1^{er} juin 2019 ;
- que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

Décide en conséquence :

- d'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- de dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 MAI 2019
Madame l'Adjointe au Maire
Isabelle MARSALA

24 MAI 2019

Publiée le :

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.